

L'ÉVADÉ

Sur la table, à huit heures précises, comme la veille il en avait reçu l'ordre, le valet de cet étage de l'Hôtel Transatlantique, à Tunis, déposa le déjeuner : une simple tasse de thé. En pyjama, M^e Bérís de Laplagne, déjà rasé, ayant pris son bain, avala rapidement ce repas léger, un peu comme on absorbe une médecine : le matin il ne se sentait aucun appétit. Sans être à l'excès méticuleux, mais dans son désir de prendre une mesure de précaution contre les petits accidents qui peuvent troubler un début de journée, il alla lui-même déposer le plateau dans un coin de la pièce, hors de portée des pas qui l'auraient pu heurter. Ayant ainsi débarrassé la table, il y étala un assez gros dossier à chemise verte : Héritiers Stiévenart contre la Société des Gisements nord-africains, affaire des mines de Gourine (manganèse et plomb).

Il ne fit qu'y jeter les yeux. Il avait bien le temps ! La cause ne devait se plaider que dans trois semaines, à Sfax, après les vacances de Pâques. Mais c'était justement pour profiter de ces vacances qu'il avait pris les devants, traversé si tôt la Méditerranée : ce procès lui donnerait l'occasion de visiter la Tunisie.

Le valet reparut. Pouvait-il maintenant disposer du plateau ?

— Si Monsieur veut les journaux, ajouta-t-il, *le Petit Matin*, la *Dépêche tunisienne*, je les lui ferai monter par le chasseur.

— Inutile, dit M^e Bérís. Je me les procurerai moi-même en sortant... Au fait, quel jour sommes-nous ?

Même après trente-six heures seulement de traversée, on perd assez communément la notion des dates.

— Dimanche, monsieur, répondit le valet, un peu étonné : dimanche de Pâques.

— Dimanche de Pâques... C'est ma foi, vrai. A quelle heure est la messe, ici ?

De nationalité suisse, et sans doute protestant, ce modeste serviteur semblait mettre une certaine fierté à préciser le renseignement, de manière à prouver qu'il avait aussi exercé sa profession à Paris.

— Monsieur a bien le temps, s'il veut y aller. La cathédrale est avenue de France, juste en face de la Résidence. Monsieur n'a qu'à tourner à gauche en sortant de l'hôtel, puis encore à gauche, sur l'avenue. Il n'y a pas cinq cents mètres.

Ce qu'on appelle « le Palais de la Résidence », à Tunis, offre l'aspect médiocre, ingénument bourgeois, de n'importe laquelle des Préfectures édifiées, en France même, depuis l'ère du gouvernement paternel de Sa Majesté Louis-Philippe, jusqu'à celles du Second Empire et de la Troisième République. A des chefs éminents, des administrateurs et des diplomates de vues profondes, et qui surent créer, tel Paul Cambon, cette demeure de si peu d'apparence a suffi pour faire de grandes choses. Sur cette place mal ombragée par quatre palmiers tout dépaysés dans cette ambiance européenne, sous les faux poivriers de l'avenue de France et de l'avenue Jules Ferry, de rares indigènes en pouilleux burnous prenaient mine de figurants pauvres : « Moins d'Arabes qu'à Marseille sur la Cannebière », songea Bérís.

Bien que l'office ne fût pas commencé, les fidèles déjà emplissaient la cathédrale. Bérís eut quelque peine à trouver une chaise. Ce qui d'abord le frappa, fut une sorte d'uniformité vestimentaire. Pas de pauvres gens : même endimanchés, ayant mis « ce qu'ils ont de mieux », les pauvres gens se distinguent toujours. Une espèce de demi-luxe, ou plutôt de confortable médiocrité générale. Chez les femmes, pas de toilettes venant d'un grand couturier, mais sans doute commandées d'après les prospectus des grands magasins de Paris : une seule classe, eût-on dit, vivant dans une aisance moyenne, sans opulence éclatante et sans misère humiliée.

Bérís ne tarda pas toutefois à discerner d'autres différences,

non p
A dem
Ce n'é
justes,
consid
aux ch
pas ac
eux :
drus,
Bérís
plus p
Da
s'ache
un fr
ment,
de tor
d'arg
d'Afr
ouver
à l'ef
de P
brun
insig
le co
des f
gère
E
mais
—
I
sou
dan
par
sou
à T
Me
ava
Ma

non pas dans les costumes : dans les types, les expressions. A demi-voix un grand nombre de fidèles chantaient les répons. Ce n'étaient pas des voix françaises : habituellement plus justes, avec quelque chose d'étoffé, de langoureux à la fois. Il considéra les visages : des hommes, des femmes, au teint brun, aux cheveux noirs, qui prononçaient de façon naturelle, non pas acquise, le latin à l'italienne. Beaucoup d'enfants parmi eux : bien sages, pourtant vifs et câlins ; sous leurs sourcils drus, de belles prunelles sombres. C'est alors seulement que Bérís put séparer d'eux les Français présents : ils étaient en plus petit nombre.

Dans le majestueux cérémonial accoutumé, la messe pascale s'acheva. Bérís s'apprêtait à sortir : nul ne bougea. Il y avait un frémissement d'attente, de curiosité, de pitié aussi. Lentement, en chape d'or, mitré d'or, rutilant, splendide, entouré de tout son clergé, accompagné de huit abbés mitrés d'or et d'argent, M^{gr} Lemaitre, archevêque de Carthage, primat d'Afrique, partait du chœur, se dirigeant vers le porche grand ouvert. Derrière le cortège sacerdotal, des bannières, toutes à l'effigie de la Vierge. Bérís lut leurs inscriptions : confréries de Palerme, de Trapani, d'Ischia... Portées par des hommes bruns, souvent obèses, très fiers. Au revers de leur veston, les insignes de ces confréries siciliennes. Et, toujours avec majesté, le cortège du Primat d'Afrique, les confréries, puis une partie des fidèles, descendirent les marches de la cathédrale, s'engagèrent dans l'avenue Jules Ferry.

Bérís se tenait sur le trottoir, chapeau bas. Familière, mais impérieuse, une main s'abattit sur son épaule.

— Jotterand, fit-il, se retournant.

Derrière celui qu'il venait de reconnaître, une jeune femme souriait. Un peu plus de trente ans, de belles dents saines dans une bouche un peu grande, le teint d'une blonde hâlée par le plein air, des yeux gris, limpides, très francs, décidés, sous la petite « cloche » ; et la mise d'une jeune Parisienne.

— ... Mon vieil oncle, qu'est-ce que vous faites là ? Vous, à Tunis ? Et sans nous avoir prévenus ? ... Mais, pardon ! ... M^{re} Bérís de Laplagne... M^{me} Jotterand.

Bérís n'était en aucune façon l'oncle de Jotterand. Il n'y avait même pas entre eux le lien le plus vague de parenté. Mais, alors qu'il débutait au barreau, il avait été l'ami, le confi-

dent, plus encore que l'avocat, du colonel Jotterand, père de celui qu'il venait de rencontrer. « Confident » au sujet du fils, tout justement. Il avait épargné à celui-ci l'attribution d'un conseil judiciaire que le colonel paraissait bien résolu à lui imposer, arrangé les choses, enfin. Et que de fois, pour les arranger, il s'était rendu à ce vieux château de Saint-Morée, près d'Avallon : une toute petite, et si jolie gentilhommière, avec quatre tours pointues, des doutes poissonneuses qu'on franchissait, sur un pont-levis ! Tous les soirs, militairement, le colonel faisait dresser le pont-levis... Par mémoire professionnelle, M^e Bérís se rappelait encore beaucoup mieux les faits et les antécédents de la cause que les traits du fils de son ami. Les antécédents : une vieille famille de bourgeoisie morvandelle, jouissant depuis le ^{xviii}^e siècle de la demi-noblesse qu'octroyait le rang d'« écuyer ». Vers 1780, un de ces Jotterand, devenu consul aux Échelles du Levant, ramenait à Saint-Morée, comme légitime épouse, une Levantine, peut-être d'origine juive, parfaitement belle, paresseuse, frivole, fantasque, en somme « délicieuse et bonne à rien », disait par tradition de famille son petit-fils le colonel qui, lui, se vantait de ne pas tenir d'elle, de n'avoir dans les veines qu'un bon sang bourguignon-morvandiau. Devenu chef de bataillon dans l'infanterie de marine, lors de la campagne du Dahomey, il avait eu la mâchoire fracassée d'un coup de feu.

Nommé lieutenant-colonel, et mis à la retraite pour infirmités, l'officier avait perdu la moitié de la langue et presque toutes ses dents. En dépit d'un râtelier, il ne pouvait plus parler. Des mois et des mois il s'était exercé pour recouvrer l'usage de la parole. D'abord pour prononcer les phrases les plus simples, répétant indéfiniment, d'un ton de commandement : « Apportez-moi mon chocolat ! Apportez-moi mon chocolat ! » C'est ainsi qu'il avait inventé, pour son usage personnel, ce qu'on appelle aujourd'hui la méthode de rééducation physique. Et il avait réussi : il finit par se faire entendre distinctement. Si distinctement qu'à près de cinquante ans, ce célibataire endurci pût faire une conquête. Il épousa une jeune fille de Saulieu, de trente ans plus jeune que lui, charmante, et qui l'adora. Bien peu de temps : elle mourut d'une fièvre puerpérale, en mettant au monde cet André Jotterand, que Bérís avait sous les yeux.

Le
pas p
s'étein
les dé
de se
chiens
« Il t
André
mais
les Jé
nation
de sa
ans,
soupe
droit
lorsqu
toute
ferme
néces
André
lourd
arriv
mais
dorm
—
haut
S
« Att
boug
—
c'est
—
—
ce qu
F
l'obs
du s
l
colo
doit

Le colonel était loin d'être mauvais père. Même il n'était pas peu satisfait de ne point laisser le nom des Jotterand s'éteindre. Mais il jugeait aussi délibérément les qualités et les défauts de son héritier que jadis celles de ses officiers ou de ses hommes, à cette heure celles de ses chevaux et des chiens de sa meute. Son fils n'avait pas dix ans qu'il décida : « Il tient de son arrière-grand-mère ! Il faut avoir l'œil ! » André était pourtant un bon petit garçon, vigoureux et vif, mais qui préféra, tout jeune, la pêche et la chasse au latin que les Jésuites s'efforcèrent de lui inculquer. Il avait toute l'obstination, peut-être même une partie de l'énergie du colonel et de sa fierté, mais alliées à de singulières fantaisies. A dix-huit ans, il revint de sa première chasse de Saint-Hubert, et du souper traditionnel qui l'avait suivie, se tenant encore très droit sur sa monture. Ceci prouve qu'il était bon cavalier, car lorsqu'il mit pied à terre, sa démarche n'avait peut-être pas toute la rectitude souhaitable. On sait que Saint-Morée était fermé d'un pont-levis. Mais, par un anachronisme devenu nécessaire, à ce pont-levis on avait dû ajouter une cloche. André sonna la cloche. Les serviteurs avaient le sommeil lourd, nul ne vint. Ce fut le colonel lui-même qui s'éveilla. Il arriva dans le plus succinct des costumes : un uniforme encore, mais celui que tous les mortels de notre temps revêtent pour dormir.

— C'est toi, André ? dit-il, le distinguant dans l'obscurité du haut d'une échauquette.

Sa voix exprimait un blâme. Il ajouta pourtant, résigné : « Attends, je vais ouvrir. » Il tira les poulies. André refusa de bouger d'un pas. Assis sur une borne, devant la douve :

— Comment, mon père, vous avez cinq domestiques, et c'est vous qui vous dérangez !... Allez réveiller nos gens !

— André, tu n'as pas tout ton bon sens !

— Allez réveiller nos gens, mon père ! Je reste ici jusqu'à ce qu'ils viennent !

Rien ne put triompher de cet entêtement, où se mêlaient l'obstination paternelle, les bizarreries de l'aïeule, les fumées du souper de la Saint-Hubert.

Un valet survenu prit le cheval d'André par les rênes. Le colonel laissa faire, mais, devant l'écurie : « Un vrai cavalier doit bouchonner lui-même son cheval », dit-il à son fils.

Le valet, une lanterne à la main, dut se contenter d'assister à l'opération, que le colonel surveillait d'un œil exact. Ce fut sa seule vengeance. Le lendemain, il ne parla de rien. Au fond, l'aventure l'amusait. Cependant il songeait aussi : « Décidément, le garçon n'est pas commode. Il m'en fera voir d'autres. Mais, par Dieu ! j'en ai maté de plus difficiles que lui. »

Il ne mata pas celui-là. Il est des jeunes gens chez qui les troubles de l'équilibre mental et moral, fréquents et négligeables au moment de la puberté, se prolongent jusqu'au delà de l'adolescence. Leur capacité de travail est intermittente. Leur volonté, leur intelligence même ont des éclipses. Ce n'est point qu'ils soient perpétuellement paresseux ou abouliques : pareils, dans la conduite de leur vie, à ces malades qui ne sont pas à proprement parler des alcooliques, mais éprouvent, par crises, à certaines époques, l'irrésistible besoin de boire. Il en était ainsi d'André. D'ordinaire affectueux, normalement consciencieux et raisonnable, il perdait tout à coup le contrôle de lui-même. Il ne faisait plus rien alors que des sottises. Il se vit refuser aux examens de Saint-Cyr. Son père l'obligea de contracter un engagement dans la cavalerie. Son temps de service achevé, André, refusant de se présenter à Saumur, prétendit préparer, aux *Sciences politiques*, la carrière diplomatique. Il n'assista pas aux cours, n'obtint pas le diplôme, mais sut fort bien dilapider en deux ans les trois quarts de la fortune qu'il tenait de sa mère. Cela sans beaucoup s'amuser : principalement aux courses, et en pariant au tir aux pigeons ! « Un simple idiot ! » décida le colonel. Je vais lui faire coller un conseil judiciaire... » C'est alors que Bérès, consulté, avait suggéré qu'il était d'autres moyens, aussi efficaces et moins retentissants, de borner les incartades de cette brebis noire. André, susceptible et fier, et à qui il avait su inspirer confiance, — c'est à ce moment qu'il le baptisa « vieil oncle », — lui en garda une gratitude affectueuse.

Le colonel mourut. Il avait dit : « Plutôt que de laisser Saint-Morée à cet animal, j'y ficherai le feu quand je verrai venir ma fin. » Lui aussi, sans qu'il en eût conscience, avait de furieuses étrangetés. C'était un homme à tenir parole.

Il n'en eut pas le temps. Devenu possesseur de Saint-Morée, l'héritier commença d'apparaître un autre homme. Ce dont il

avait
mins
se se
chasse
les m
Ce pr
pas g
s'imp
d'incl
la bon
assist
suites
plaide
guerr
de sa
d'inst
contr
anné
fired
clien
—
aux
tesse
—
cont
repr
el-K
Du l
—
—
un
som
s'en
ans.
enr
L'h
sim
tom
ver
den

avait inconsciemment souffert, et qui l'avait jeté hors des chemins battus, était en partie de ne pouvoir faire ce pour quoi il se sentait né : mener l'existence de propriétaire terrien, pêchant, chassant, mais aussi surveillant ses coupes de bois, dirigeant les métayers, vendant le bétail aux foires, maître enfin chez lui. Ce prodigue devint serré, presque avare. La propriété n'était pas grande; la terre, avant 1914, rapportait peu : l'économie s'imposait. André se maria fort sagement : mariage moitié d'inclination, moitié de convenances avec une jeune fille de la bonne bourgeoisie d'Avallon, les Courtenot. Bérís, qui avait assisté à cette évolution, demeurant un peu sceptique sur ses suites, devait être son témoin. Mais à cette époque il dut plaider une grosse affaire en Égypte. Peu de temps après, la guerre avait éclaté. Bérís, qui l'avait faite, ainsi que tous ceux de sa génération, comme territorial, puis, devenu officier, juge d'instruction auprès des conseils de guerre, n'avait pas rencontré le fils de son ami le colonel, au cours de ces quatre années tragiques qui séparèrent autant d'affections qu'elles en firent naître. La guerre terminée, s'attachant à reconstituer sa clientèle, il l'avait perdu de vue.

— Vous m'excuserez si je vous quitte, dit M^{me} Jotterand aux deux amis qui se retrouvaient, après les premières politesses échangées.

— Vraiment, vous ne vous doutiez pas que vous me rencontreriez ici, fit Jotterand devant son porto... Alors je me représente : Jotterand, André, colon à six kilomètres de Souk-el-Khémis, 4 500 hectares, — du blé pour la plus grande partie. Du blé en herbe, pour le moment : mais dans deux mois !...

— Et Saint-Morée ? interrogea Bérís.

— Saint-Morée ? J'ai conservé le château et de quoi faire un petit parc autour. Les bois ? cédés, après des coupes sombres pendant la guerre, sous la direction de ma femme. Elle s'en est bien tirée : le bois se vendait bien, pendant ces quatre ans. Vendues aussi, les trois fermes. Les métayers s'étaient enrichis : ils ont acheté, à bon prix pour moi. Mais la Tunisie ? L'histoire tient en deux mots : Jotterand, André, passé comme simple soldat mitrailleur de la cavalerie à l'aviation en 1913 ; tombé en 16 dans les lignes allemandes ; évadé en 17. En vertu de la décision Clemenceau interdisant le front occidental aux évadés parce que les Allemands leur faisaient des

misérables quand ils étaient repris, envoyé, toujours comme aviateur, en Tunisie. Je vois le pays. Je me dis : « Tiens, tiens ! Il y a quelque chose à faire ! » Après l'armistice, j'en parle à Juliette. Elle ne dit ni oui ni non. C'est une femme qui a de la tête. Elle voulait se rendre compte elle-même. C'est extraordinaire ce que les femmes qui ont remplacé leurs maris dans l'administration d'un bien terrien pendant la guerre ont appris des choses et pris de la volonté... Nous avons été voir ensemble. La propriété du Djebel-Mansour était à vendre sur licitation : il y avait des mineurs. Pas pour un morceau de pain, bien sûr ! Mais en vendant les fermes et les bois de Saint-Morée, en y mettant une partie de la dot de ma femme, ça pouvait aller... Nous avons fait 300 000 francs de céréales l'année dernière. Il y a des frais, mais tout de même...

Il avait dit : « Nous avons fait », non pas : « J'ai fait », Bérès le remarqua. Bien entendu, il n'en dit rien. D'ailleurs, la colonisation tunisienne ne l'intéressait que peu.

Jotterand acheva son porto.

— A propos, vous, cher maître, pourquoi êtes-vous ici, puisque ce n'était pas, ce que je vous reproche, dans la spéciale intention de rendre visite au fils reconnaissant de votre ancien client ?

Bérès lui dit quelques mots du procès qu'il devait plaider à Sfax.

— Ah ! oui, fit Jotterand, les mines de manganèse... Tout le monde connaît ça ici : un fourbi arabe... J'imagine que vous allez vous arranger pour perdre.

— Comment ? interrogea Bérès, scandalisé.

— Mais oui. La mine, actuellement, est inexploitable. Si vous perdez, vos clients recevront la somme prévue au contrat. Si vous gagnez, ils n'auront que la satisfaction platonique d'avoir gagné. C'est bien simple.

— Bien simple, répondit Bérès, sans conviction...

Ce qui l'étonnait, surtout, c'était de découvrir chez l'ancien prodigue, chez l'ancien « agité » qu'il avait connu, cet esprit de décision rapide, et plus encore cet optimisme, mêlé encore de quelque légèreté. Semblable en cela du reste à la plupart des Français, l'ancien Jotterand se plaignait toujours de tout. Le nouveau, celui de Tunisie, semblait estimer que tout

finissait toujours par s'arranger. Il avait une imperturbable confiance en lui, en la vie, en la conduite de l'univers. Bérís ne put s'empêcher de dire :

— Vous avez un peu changé...

— Moi, changé?... oui, c'est possible, vous m'y faites penser : la guerre, sans doute. Ce pays où l'on a les coudées franches. Et puis, et puis, voyez-vous, ma femme, vieil oncle !

Il avait repris l'ancienne appellation caline, employée du temps où, sans cesse, il avait une grâce à obtenir du conseiller de son père. Pourtant il n'avait plus rien à demander, absolument rien. Mais c'était par une sorte d'étrange pudeur, et comme pour s'excuser d'avoir un sentiment fort, qu'il ne pouvait plus dissimuler.

— Si vous saviez, dit-il, si vous saviez!...

Il n'ajouta rien. Il retenait encore la confiance prête à jaillir de ses lèvres. Par profession, Bérís en avait entendu bien d'autres. Par profession aussi, il savait qu'il faut savoir attendre.

M^{me} Jotterand revint, en automobile cette fois. La voiture s'était emplie de petits paquets, malgré le jour de Pâques.

— Le confiseur juif n'avait pas fermé, expliqua-t-elle. Je rapporte des douceurs pour les enfants.

— Vous avez des enfants ?

— Trois, un fils, deux filles.

— Ils font leurs études en France ?

— Mais non, mais non, intervint le mari. Les deux dernières sont encore toutes jeunes. L'ainé est à l'internat de Souk-el-Khémis, mais il est en vacances, pour le moment...

Il s'interrompit, en regardant sa femme d'un air d'interrogation muette. Il mourait l'envie de montrer Sidi-Mansour, son œuvre, à Bérís. Cependant il n'osait prendre sur lui seul de formuler l'invitation. Il laissait cette initiative à sa femme, il sollicitait son approbation. Elle s'empressa d'accéder :

— Nous couchons ce soir dans notre petit pied-à-terre de l'avenue Jules Ferry, et nous sommes retenus à dîner par des amis. Mais voulez-vous nous faire le très grand plaisir de nous accompagner demain ?

— Départ à neuf heures, continua Jotterand. Une centaine de kilomètres. Nous serons là pour déjeuner.

DEUX immenses taches vertes, d'un seul tenant, chacune d'un kilomètre de côté : du blé, ce blé nourricier qui n'attendait, sous ce climat, que la fin de mai pour porter épis et mûrir. Un autre aussi vaste, planté en haricots, ou en fourrages. Bérís ne savait plus, on le lui avait dit, mais il avait oublié : tant de notions toutes neuves, depuis la veille, se heurtaient dans sa tête ! Il se rappelait seulement que son hôte avait voulu préciser : « Le système de la jachère cultivée... *dry farming*... Des labours, de nombreux labours préparatoires pour accumuler et garder dans le sol « l'eau de deux ans ». Un vieux truc inventé par les Berbères, mais redécouvert en Amérique... Comme au repos, avant de reprendre leur élan, quatre énormes charrues à six socles et tracteurs mécaniques. Des monstres. Le jour de son arrivée, Bérís avait cru à des manœuvres militaires, à la guerre : il avait pris ces charrues pour des tanks. Jotterand avait bien ri, mais avec fierté, de l'involontaire comparaison... Un bruit de machines, tout près : l'élévateur qui achevait de cueillir, pour l'ensachement, ce qui restait de la récolte précédente. Autour de la maison, — une espèce de chalet d'architecture hybride, rappelant à la fois les styles basque et anglo-normand, large et confortable, — c'était une véritable usine agricole.

Bérís entendit, dans la salle à manger, une voix enfantine :

— Maman, au grand déjeuner, on mangera *encore* des petits pois de conserve.

Bérís ne perçut pas la question qu'en réponse posait M^{me} Jotterand, mais la voix d'Amédée Jotterand, — dix ans, — était plus haute et plus claire. Elle continua :

— Oui... papa dormait trop bien, cette nuit, toi aussi... Alors papa n'a pas pris son fusil... Alors il ne reste rien dans le potager !

Le garçon, bien planté, solide, avec les yeux gris-verts de sa mère sous des sourcils blonds, donnait cette pièce d'information le plus paisiblement du monde : cette nuit des Arabes chapeardeurs étaient venus, qui avaient dévalisé le potager. Puisque papa ne s'était pas servi de son fusil, toujours chargé au gros sel contre les maraudeurs, ça devait arriver !

Jotterand, en culotte de cheval et leggings de cuir jaune assez boueux, revenait de sa première tournée matinale. Il avait entendu :

— Amédée, dit-il, va seller ton poney... Mahmoud t'accompagnera.

Le père entraîna Bérís sous la véranda :

— Voilà ce qu'il y a d'embêtant dans ce pays, fit-il.

— Ces voleries?...

— Ces voleries, oui... mais surtout la façon dont les enfants élevés ici, comme Amédée, les envisagent. Ça ne les choque pas... Les serviteurs sont Arabes, la nourrice d'Amédée était Italienne. Il parle l'arabe et l'italien comme le français... Le gamin en arrive à penser comme sa mère et moi pour certaines choses, comme un Italien ou un Arabe pour d'autres. A vivre avec le personnel indigène, Amédée prend plus ou moins ses idées... A moins que, toujours à la mode du pays, il n'en vienne à considérer qu'il serait tout naturel pour moi, — et plus tard pour lui, — d'abattre à coups de fusil ces petits voleurs de quatre sous. Il faudra que je l'envoie bientôt terminer ses études en France : il a besoin de se « refranciser ».

L'avocat regardait M^{me} Jotterand, qui avait entendu, qui approuvait, qui, sans doute, avait pris, la première, la décision qui pourtant bientôt la priverait de la présence de son fils. Visiblement, rien, dans ce ménage, ne se faisait qu'en plein accord, et presque toujours sur son initiative. Elle était la sagesse, elle était le devoir. Cela se sentait à mille petites choses, à d'impondérables effluves qui rayonnaient d'elle. Avec cela, chez elle, la soumission paisible, heureuse, de l'épouse des anciens jours. Ces deux êtres avaient ressuscité la famille romaine, — et puis chrétienne et française, — telle que l'a connue le monde occidental durant des millénaires, et que fait disparaître aujourd'hui, trop souvent, la nouvelle structure de la société contemporaine. Il semblait bien que, justement comme aux anciens jours, la vie « par la terre », l'administration d'un domaine où l'homme et la femme de toute nécessité se partagent des rôles déterminés, qui se complètent, fussent pour quelque chose dans cet accord parfait, cette association totale, si rare...

Jotterand venait de s'absenter pour donner lui-même quelques ordres à Mahmoud. C'est alors à peu près ce que dit Bérís à sa femme. Elle sourit :

— Oui, dit-elle, vous voulez dire que mon mari n'a pas toujours été « comme ça », c'est cela, n'est-ce pas ? Vous êtes

un vieil ami du père, et vous avez été le conseiller, le guide du fils. Vous l'avez connu, celui-ci, quand il était un peu... différent.

— J'avoue... et ce n'est pas seulement cette activité nouvelle dans un pays neuf qui en a fait un autre homme, c'est vous... j'en suis sûr! Cela se voit à tant de petites choses, indéfinissables!

— N'exagérez pas.

— Mettons qu'il y ait eu les deux. Vous, et le pays. Mais ça se tient. Je sens que ça se tient, je ne sais comment.

— Vous n'avez pas entièrement tort. Il vous expliquera... Il se confessa à vous comme du temps où vous le tiriez d'affaire, au jour le jour. Je le connais : il aura encore besoin de tout vous dire...

— Bien qu'il n'ait plus besoin de moi. Il y a vous...

Sans répondre à ce compliment, elle l'agréa. Jotterand revint. L'avocat affectait de faire tourner une lunette d'approche, fixée sur un pivot au plancher de la véranda.

— Vous dirigez cette propriété au télescope? fit-il.

— On ne dirige rien sans y aller voir soi-même! Ceci ne sert qu'à voir ce qui ne va pas!... Mais tout de même regardez : au delà de la plaine, sur le djebel... c'est encore à moi, par là...

— Des rochers, de la brousse...

— Oui, des thuyas, des pins d'Alep. C'est tout ce que vous voyez?

— Une ligne rouge, une espèce de cicatrice, un coup de sabre à travers le mont...

— La route votée l'année dernière par le grand Conseil, et qu'on est en train de tracer. Ça donnera de la valeur à la propriété... Voulez-vous faire un tour de ce côté dans mon tacot? Je vous montrerai quelque chose d'assez curieux.

...La petite auto, basse sur roues, passait partout en cahotant. Elle fit un détour pour éviter ce qui ne semblait qu'un gros tas de cailloux.

— Les ruines d'une ville romaine, dit Jotterand, ou plutôt construite par des Berbères romanisés, puis chrétiens ensuite. Chrétiens même un bon siècle avant les Romains. Mais ce n'est pas ça qui est intéressant. Vous ne voyez pas ces traces, sur le lacet rouge que laisse le débroussement?

Au premier abord, ce n'était pas extraordinaire : des trous

circulaires, emplis d'humus, qui traversaient la couche de calcaire superficiel.

— Vous ne comprenez pas? Ces Berbères romanisés, civilisés, foraient le tuf pour y faire passer des pieds d'oliviers, dont les racines, alors, pouvaient boire l'humidité du sous-sol. Hein, quel travail!... La montagne a été toute plantée d'oliviers, par ces gens-là, au lieu de l'inutile brousse actuelle, bonne tout au plus à faire du charbon de bois!

Le « tacot », comme disait Jotterand, avait dû s'arrêter non loin d'un monceau de pierrailles qui avait été une villa romaine. Au lieu de reprendre le volant, Jotterand s'assit sur ce qui pouvait avoir été le linteau d'une porte.

— Donc, me voici redevenu un Romain, en quelque manière, fit-il. Dire qu'il m'a fallu passer pour ça, vieil ami, par les routes d'Allemagne, et le chemin de la captivité. Bizarre, n'est-ce pas, inattendu....

Le ton était gai, mais avec on n'eût su dire quoi de pénétré :

— Enfin, voilà... Il n'y avait pas quinze jours que je venais de me marier, quand la guerre éclata. Je m'étais pris à aimer ma jeune femme comme un fou, — mais je ne la connaissais pas. Je ne la connaissais pas plus que toutes les autres que j'avais cru aimer, ne pensant qu'à moi, à mon plaisir ou à mon bonheur, à travers elle. J'imagine que quelques hommes sont ainsi. Ce ne sont sûrement pas les meilleurs. Enfin, j'en suis. Si je m'arrachai d'elle, elle se déchira de moi. Ses sentiments sont plus profonds, bien plus profonds que les miens. Moi, les premiers instants passés, je me retrouvai tel que j'avais été avant qu'elle ne fût entrée dans ma vie, et même avant la mort de mon père, cette mort qui, comme vous le savez, avait commencé de me mettre un peu de plomb dans la tête : un homme que je n'ai pas besoin de vous définir, car vous n'avez rien ignoré de ses faiblesses; tenté d'avance par la guerre comme j'avais goûté la chasse, aimant le risque de guerre comme j'avais aimé, trop aimé, les risques du jeu, — peut-être pour la même cause : le besoin de remplir un vide intérieur, — vivant au jour le jour avec d'autant moins de remords que je pouvais être tué le lendemain; passant bientôt de la cavalerie, qui ne servait plus à grand chose, dans l'aviation. Par goût du risque, d'abord, et puis pour la camaraderie. Un non-gradé, dans

la troupe, n'est rien. Dans l'aviation, on fait moins d'attention aux galons, on vaut ce qu'on vaut..... En trois mois j'ai eu mon brevet de pilote, et je fus sergent. N'attendez pas que je vous conte des hauts faits. Au début de la guerre les combats aériens étaient l'exception. J'ai pu échapper, pendant un an, aux avions de chasse allemands, qui nous ont descendu bien des braves gens. Ce que j'éprouvais? Je vous répondrai comme ce pauvre et magnifique Noguès, qui a fini par se faire tuer, comme tant d'autres : « Quand je volais très haut, j'avais froid, quand je volais trop bas, j'avais peur! » Voilà tout. Et puis, une fois à terre, rentré sain et sauf au camp, ce goût du jeu, du risque, j'oserai avouer du désir et du plaisir d'avoir peur, d'avoir les nerfs fouettés par la peur, me reprenait. La fierté aussi « d'étaler » comme les camarades, de faire honneur à l'équipe.

Et je fus enfin décroché par un avion boche, avec le capitaine Bertrand que je pilotais, le 15 janvier 1916. En plein dans les lignes allemandes, du côté de Saint-Quentin : deux balles à travers le réservoir, une autre dans la cuisse du capitaine. J'essaie de revenir en vol plané vers nos lignes. C'était trop loin..... Tout ce que je puis faire, c'est de tirer de la carlingue le capitaine, qui brûle ses topos de reconnaissance, et de mettre le feu au zinc, comme il se doit. Cinq minutes plus tard, prisonniers. Interrogatoire, bien entendu. Chacun séparément. Des tas de questions indiscretes. Le capitaine répond : « Je suis officier; un officier ne parle pas. » On trouve ça tout naturel, on n'insiste pas. (Pour le moment, parce qu'ensuite on nous collait des « moutons » soi-disant alsaciens ou belges, qui essayaient de tirer les vers du nez, même aux officiers.) Mais moi, je ne suis qu'un très modeste sous-officier, un sergent : autant dire rien du tout, du matériel humain. Mon nom n'indique pas une origine aristocratique. On veut me cuisiner, on me promet un traitement de faveur, si je parle. Je réponds : « Simple sous-officier tant que vous voudrez, mais Français, et pilote. Rien de fait. » Et je dis ça en français, bien que je connusse parfaitement l'allemand : c'était une des rares choses que le colonel, mon père, qui avait toujours pensé à la guerre, était parvenu à me fourrer dans la tête..... Il me semblait que ça pouvait servir à quelque chose plus tard, je ne savais quoi, d'avoir l'air d'ignorer l'allemand. Du reste,

la première chose que doit faire un prisonnier, le bon sens l'indique, c'est d'avoir l'air plus bête qu'il n'est..... Résultat : je suis fortement passé à tabac, je reste deux jours sans recevoir même un gramme de pain noir. Pas drôle, ça ! mais je m'y attendais. La seule consolation dans l'aventure, c'est que l'aviateur boche qui nous av^{ait} descendus avait été jeter une note dans les lignes françaises pour faire savoir que nous étions encore en vie. Ces petites politesses chevaleresques se pratiquaient généralement des deux côtés, entre aviateurs..... Ce fut surtout à cause du capitaine ; moi, je ne comptais guère, mais enfin mon nom était mentionné avec le sien, c'était l'essentiel. Et ainsi ma pauvre femme a pu savoir que j'étais sain et sauf.

Après, misère, saleté, mauvais traitements, vermine, famine, tout ça, c'est dans l'ordre. Je passe. Ce qu'il y a d'important, parce qu'il va en sortir tout le reste, c'est que, arrivé à un premier camp, près de Mayence, je réponds modestement, quand on me demande quelle est ma profession dans le civil : « cultivateur ». Après tout, c'était vrai. Je n'avais pas besoin d'ajouter tout au long : « propriétaire cultivateur ». Et j'avais mon idée. Ce n'était pas une idée brillante, héroïque. Je savais qu'on se méfiait particulièrement des intellectuels, tenus généralement pour de fortes têtes, et traités en conséquence. Il valait donc mieux passer pour un simple « rural ». Comme beaucoup d'autres à cette époque, en France et en Allemagne, je ne me figurais pas que la guerre allait encore durer trois ans. Et avec mon caractère, l'insouciance de mon caractère, je ne pensais qu'à m'assurer, au cours de ma captivité, pour quelques jours ou quelques mois, jusqu'à la paix que je croyais prochaine, une existence un peu plus supportable que celle des camps.

Des environs de Mayence, on me transféra au camp de Giessen, puis aux cinq cents diables, à Soltau, sur les confins de la Silésie. C'est là qu'on me fit la grâce d'un bain-douche tous les quinze jours. Ce n'était pas trop tôt... Pour le reste, j'ai su plus tard, par d'autres prisonniers, qu'on pouvait être plus mal... Qu'était donc alors la condition de ces malheureux?... Pour nous, café de glands, soupe d'orge, farine de conserve, très rarement un peu de viande et une demi-livre de leur horrible « pain de guerre ». Sans les colis que je recevais de ma chère femme, je crois que je serais mort de faim. A peu

près dans le même temps que ces colis, m'arrivaient d'elle ces cartes postales tant espérées et désespérantes, seule correspondance qui fût autorisée, et ne disant rien, rien que les choses les plus générales : « Je vais bien, nos proches vont bien... courage ! » Je ne pouvais répondre que de la même façon. Cette privation d'intimité, cette banalité vague des communications avec l'être le plus aimé, je les comparais à la banalité des communications spirites : on attend toujours quelque chose qui ne vient pas. J'en étais exaspéré, j'en pleurais de rage. La souffrance m'en était plus cruelle que mes misères matérielles. Ma femme et moi ignorions l'usage des « encres sympathiques », des caractères tracés au jus de citron, même avec de la salive, qui réapparaissent quand on chauffe le papier. Je l'appris, au camp, de quelques compagnons d'infortune, mais cela me fut inutile, ne pouvant avertir de l'emploi que j'en aurais fait. L'image de Juliette me paraissait chaque jour à la fois de plus en plus proche et de plus en plus lointaine, — un peu comme celle d'une morte. J'en éprouvais une sourde humiliation. Je me reprochais mon manque de cœur, mon défaut d'imagination.

On prétendit nous imposer des corvées, qui consistaient surtout à arracher des touffes de bruyère avec les mains ! Quelques camarades pilotes et moi, nous invoquâmes la convention aux termes de laquelle les soldats et sous-officiers aviateurs ne pouvaient être astreints au travail. Gain de cause. Donc rien à faire, qu'à nous croiser les bras.

Ça agaçait le commandement. Alors se passa ce que j'avais, dès le commencement de ma captivité, vaguement prévu. La terre manquait de bras. Comme en France, la guerre, impitoyablement, les arrachait aux besognes fécondes. Mes notes comme prisonnier étaient plutôt satisfaisantes, je n'avais pas fait parler de moi. J'imagine que ces notes disaient, comme auparavant les expertises du Laboratoire municipal de Paris, quand on lui adressait, pour analyse, des échantillons de vin : « Pas trop mauvais, non nuisible. » Sans doute même ajoutaient-elles : « Peu intelligent ». J'avais fait tout mon possible pour inspirer cette impression. Et j'étais inscrit comme « agriculteur ». Je fus détaché comme « volontaire » dans une exploitation agricole, non loin de là.

Nous étions une douzaine ainsi désignés comme « manœuvres agricoles ». Du camp nous fîmes route à pied, portant

sur notre dos notre misérable bagage de prisonniers : quelques hardes, et ce qui nous restait des provisions reçues de France : du chocolat, inappréciable douceur, des boîtes de conserves, de ces biscuits un peu sucrés qui peuvent être gardés assez longtemps sans moisir ou se corrompre. Nous étions escortés par des soldats de la landwehr, pas trop méchants, mais encadrés eux-mêmes par deux sous-officiers que je soupçonne avoir été des policiers militarisés. Ils faisaient à ces pauvres diables une peur atroce qui les rendait méfiants et durs. Malgré les labours et les semailles de printemps, qui commençaient, et eussent dû rajeunir la terre, le pays était triste, affreusement triste : d'immenses étendues plates, semées de marais ; un sol maigre, et comme maigri ; des bruyères, des bouleaux, des sapins ; puis enfin, par places, quelques champs de pommes de terre, de seigle, de betteraves dans les endroits les plus fertiles : impression d'une contrée que l'homme n'avait pas fini de conquérir, que peut-être il ne conquerrait jamais entièrement, parce que ça n'en valait pas la peine. Et pourtant l'homme, là-dessus, plus abondant que tout le reste. Il semble que si elle veut, la plante humaine, parmi toutes les autres, est capable de proliférer partout, n'importe comment, avec n'importe quoi. Quand ces hommes étaient *trop*, ils émigraient : on ne les revoyait plus.

Mais quand je dis « des hommes »... Les hommes valides, jusqu'à cinquante ans, la guerre les avait tous appelés ! Il ne restait que des femmes, des vieillards et des enfants. Une quantité d'enfants dont le grouillement me faisait penser, avec inquiétude et jalousie, au dépeuplement de nos campagnes, même dans notre Morvan qui ne souffre pas autant du manque de natalité que d'autres parties de la France. Sur les routes, dans les prés, devant les écoles, gaiement ils jouaient à la guerre, pendant que leurs pères s'y faisaient tuer. Je ne doutais pas alors combien ce qu'on appelle la psychose de guerre, chez les enfants, pouvait un jour pour moi devenir un danger !... Presque tous avaient les cheveux d'un blond pâle, sans reflets, même les petits Polonais. Car la majorité de la population était composée de Polonais qui conservaient leurs mœurs, leur langue, leur foi catholique, et dont le curé défendait en même temps la religion et la nationalité. Puis, par ilots, là où la culture promettait des résultats plus avantageux, des groupes

d'Allemands luthériens, le début d'une germanisation savamment entretenue, vigoureusement protégée. Bien entendu, ce n'est pas chez des Polonais que nous fûmes placés : les Polonais n'avaient droit à rien : à eux de se débrouiller comme ils pourraient ; dans des fermes allemandes, propriétés de grands seigneurs allemands : quatre par quatre ou deux ou trois dans chaque ferme. La chance, que d'abord je considérai comme une infortune, — quelle amère souffrance d'être séparé de tout compatriote ! — voulut que je fusse attribué, seul, à la ferme Renner.

Ce fut Ottilia Renner qui m'accueillit. Avec quelle terreur dans les yeux ! Une terreur partagée par ses trois enfants, un garçon et deux fillettes, dont le plus âgé n'avait pas sept ans. Ils se cachaient derrière ses jupes. Devant elle et devant eux, parce qu'il était « l'homme », s'était placé le vieux père de Renner : soixante-dix ans passés, cassé en deux par le travail de la terre, tout ridé, des taches séniles sur les mains, chauve et barbu de blanc, comme si ses cheveux, tombés sur tout son visage et jusque dans son nez, y eussent pris racine. Sauf la barbe, — car nos vieux campagnards d'ordinaire sont rasés, — rien ne ressemble plus à un vieux paysan de chez nous qu'un vieux paysan allemand et peut-être de partout. La peine ouvrière les sculpte de la même façon, on dirait par la main du même impitoyable artiste. Mais celui-ci était un Allemand, un bon Allemand. Pour preuve, et aussi j'imagine pour me montrer qu'il était un brave, et redoutable, il avait épinglé à sa poitrine la croix de fer qu'il avait gagnée en 1870. Je ne m'expliquai pas tout d'abord cette épouvante : prisonnier, portant dans le dos, sur une blouse de treillis, la lettre qui signifiait « prisonnier », seul, désarmé, — alors je ne possédais pas même un couteau ! — je n'avais rien d'un ogre. Cependant, pour ces enfants, j'étais un ogre, un sauvage sanguinaire et féroce : c'était dans les journaux et sur les images ! Et pour Ottilia j'étais l'ennemi. Peut-être celui-là même qui avait pointé sur son mari l'obus de 75 dont les éclats lui avaient brisé une cuisse et lésé un poumon ; ce qui faisait que, prisonnier comme moi, et grand blessé, Augustus Renner était soigné depuis trois mois, dans un hôpital français, à Toulouse. Ah ! il avait fallu que, pour la culture, le besoin d'un homme devint bien pressant pour qu'elle pût se résoudre à solliciter l'aide d'un captif,

d'un serf français. C'était son beau-père, le vieux Karl, qui l'y avait enfin décidée, disant : « Je me charge de le mettre au pas, de le surveiller, je suis là ! » Pauvre homme ! En une seconde, je me rendis compte de ces sentiments. Je faillis éclater de rire. Je me contins : ce rire eût marqué une assurance et une insolence qui leur eussent fait plus peur encore, à tous, en les indignant. Je me contentai de saluer Ottilia militairement. N'est-ce pas un homme de génie, celui qui inventa le salut militaire ? Il n'implique nulle obséquiosité, il s'adresse au chef, quel qu'il soit : *frau* Ottilia était devenue « mon chef », et je le reconnaissais, voilà tout. Elle fut surprise. Le vieux Karl, instinctivement, rectifia la position et rendit le salut.

Le soir tombait. J'apercevais vaguement, dans la lumière qui faiblissait, les cheveux blonds de *frau* Ottilia, ses yeux d'un bleu clair, d'assez belles dents, des lèvres fraîches, des bras nus et charnus. Sans doute n'avait-elle pas dépassé vingt-cinq ans. Je défilais les courroies de mon sac, posai celui-ci à terre. Ottilia fit un geste, — un geste ici caractéristique de l'instinct germanique de soumission de la femme à l'homme, — pour le ramasser. Mais je le repris, et à sa suite, à la suite de Karl et des enfants, le portai dans la salle commune de la ferme. De ma part, ce mouvement de courtoisie était nationalement impulsif, naturel. Je crois qu'Ottilia en fut un peu décontenancée, ne s'y attendant pas. Sans mot dire, elle mit sur la table en bois de bouleau le reste assez mince d'une miche de pain de seigle, un morceau de lard froid, un broc d'eau.

— *Nicht mehr bier*, il n'y a plus de bière, s'excusa-t-elle.

— So ! répondis-je gaiement, en me versant un verre d'eau, car j'avais soif, et la vue de la viande, d'une « vraie » viande, encore que ce ne fût que du lard salé, m'avait réjoui. Je poursuivis, toujours en allemand :

— A votre santé !

L'ogre savait l'allemand, il parlait l'allemand ! Les enfants qui regardaient, qui écoutaient, firent entendre un gloussement de stupeur amusée. Ils se rapprochèrent un peu. Je souris, j'ouvris mon sac, en tirai quelques tablettes de chocolat ; je les leur tendis. Ils s'écartèrent, tels de petits animaux mal apprivoisés qui flairent un piège. Je passai ces tablettes à *frau* Ottilia ; elle les accepta, en fit la distribution sans rien garder pour elle, ni le vieux Karl... De nouveau j'en pris trois : une

pour elle, une pour Karl, une pour moi : « Dessert ! » fis-je, toujours en allemand. Les visages s'étaient détendus... Karl me conduisit, pour dormir, dans un appentis qui faisait partie de l'étable. Mais l'étable était vide :

— Avant, expliqua-t-il, nous avions deux vaches, deux juments... On a tout pris, sauf deux vieux chevaux. Nous avons encore une truie.

— Et des porcelets, ajoutai-je, on les entend couiner.

— Il faudra bientôt tuer la mère et les petits. Comment les nourrir ? Nous n'avons plus de son, les pommes de terre sont réquisitionnées... Vous n'avez pas d'allumettes ?

Je retournai toutes mes poches :

— Je ne fume pas... N'ayez crainte. Je ne mettrai pas le feu à l'étable.

Je m'étendis sur le lit de sangle. Quelque temps après, j'entendis Ottilia qui disait : « Il aura froid. Porte-lui cette couverture. » Le vieux Karl revint avec une couverture usée qui sentait fortement la sueur de cheval. Je m'en enveloppai. Souci, chez eux, de préserver la santé d'un serviteur, comme ils eussent fait jadis pour les juments disparues ? Ou bien commençaient-ils à penser que le diable français n'était pas si noir qu'ils l'avaient cru ? Je ne m'en inquiétai pas. Je m'endormis.

Telle fut ma première nuit à la ferme Renner. Le lendemain, je sarclais un champ de raves.

Quinze jours s'étaient à peine écoulés que j'étais le maître, ou à peu près, chez les Renner. Oh ! j'y avais mis, je continuais à y mettre des formes... Imaginez-vous l'attitude que durent avoir, à l'aurore de notre histoire, les premiers maires du Palais, à l'égard des derniers Mérovingiens, ou bien, pour mes deux « patrons » la situation des mikados du Japon quand une aristocratie dominatrice en fit des dieux, mais plus rien que des dieux. C'était un peu ça. Le vieux Karl avait obéi toute sa vie : comme soldat et comme paysan. Il n'avait jamais été que valet de ferme ; il s'était trouvé tout heureux et tout fier, quand Augustus Renner, qui avait « du bien », — un assez petit bien, je vous l'ai dit, — avait pris sa fille en mariage. Mais ce changement de fortune, qui n'en était pas un pour lui, ne lui avait donné aucune autorité, inspiré aucune initiative. Il y a, dans une admirable nouvelle d'un Français, M. Alexandre Arnoux, que j'ai lue quelques années plus tard,

un mot lourd de signification : C'est un soldat, un simple soldat de chez nous, qui s'écrie, dans la tranchée : « Moi, je veux bien obéir, mais je ne veux pas qu'on me commande ! » Autrement dit, pour obéir, nous avons besoin, nous Français, de comprendre, d'adhérer librement. Je présume que c'est pour cette cause que nous sommes si peu commodes à gouverner. Il n'en va pas de même des Allemands. L'immense majorité d'entre eux a besoin d'obéir. Elle obéit naturellement, avec plaisir. Elle est satisfaite d'être un troupeau, se glorifie d'être un troupeau. En tout cas, elle est infiniment plus facile à mener.

Dans mes moments de repos à la ferme, il m'arrivait de parcourir un journal allemand. Bien entendu, celui-ci était plein de récits de victoires; il annonçait chaque jour que demain ma patrie, et l'Angleterre, seraient « à genoux ». Malgré tout, et encore que je pusse me rendre compte du découragement, de l'affaiblissement de l'Allemagne à l'intérieur, cela ne laissait pas d'insinuer en moi quelque inquiétude : on finit toujours par croire plus ou moins ce qui est imprimé, cela fait suggestion. Mais je ne pouvais m'empêcher de rire, et de me rassurer, par la suite, lorsque je lisais aussi : « La France dégénérée, nation de femmes, dont le destin est d'être dirigée, fécondée, par les Allemands, peuple de mâles. » Je m'apercevais de plus en plus que c'était exactement le contraire. Il y a quelque chose de singulièrement féminin dans la soumission de la plupart des Allemands à un chef, quel qu'il soit. Il y avait même alors, par ce temps de guerre, une espèce de passion romantique et voluptueuse dans cette soumission, — et je crois bien qu'il en sera de même encore à l'avenir.

Nos foules, à nous, crient, et ces cris ne produisent qu'un ensemble confus, parce que chacun d'eux est individuel. Les foules allemandes chantent : des chants graves, religieux, guerriers ou pathétiques, souvent appuyés par une partie modulée en tierce. Où donc, aujourd'hui, en France, sauf dans quelques rares régions montagneuses de notre Midi, pourrait-on entendre des paysans, des hommes du peuple, chanter « en parties » ? Mais peut-être l'affaiblissement populaire du sens musical dans une race provient-il d'un développement de la personnalité, de la prééminence acquise de l'intellect sur le sentiment, enfin d'une indépendance accrue de l'individu à

l'égard de ses prochains, — qui, dans ce cas, ne lui paraissent plus aussi « prochains ».

J'en suis arrivé à penser que c'était dans cette absence presque générale de personnalité que prennent leur source ce qu'on appelle depuis des siècles la simplicité, la sentimentalité de l'âme allemande. Elles existent et continuent d'exister; elles sont même d'ordre primitif, élémentaire. Les Allemands ne se sentent vraiment hommes que coude à coude avec d'autres hommes, — sentant avec eux tous, et pensant le moins possible, la pensée étant réservée au guide. L'avouerai-je, cette simplicité, cette sentimentalité primitives, élémentaires des Allemands, — et des Allemandes, — n'étaient pas pour moi sans une espèce de séduction à laquelle je m'abandonnais lâchement. Prisonnier, étreint d'une double et triple angoisse, me demandant sans cesse ce qu'il allait advenir de ma femme, de mon pays, de nos armées, je me surprenais à découvrir je n'aurais su quoi d'apaisant dans la manière d'être de ces gens qui semblaient contents par le seul fait qu'ils se trouvaient ensemble, sans se rien dire, ou bien n'exprimant leur pensée, ou plutôt un sentiment vaguement commun, que par un chant.

Enfin ce rôle de maître, — provisoire, irresponsable, mettez ici toutes les restrictions que vous voudrez, — de ces quelques pauvres arpents, me faisait prendre mon mal en patience, même me pénétrait de quelque orgueil. J'y voyais, — en captivité on se contente de peu, — une sorte de revanche. N'être rien, qu'un misérable prisonnier, pour le moment un vaincu, et prouver assez de supériorité naturelle pour commander! Cela était venu tout uniment, par degrés, mais assez vite : à partir du jour où j'avais pris des mains du vieux Karl, qui visiblement n'en pouvait plus, le mancheron de la charrue. J'avais poussé le sillon bien droit et profond, jusqu'au bout du champ, puis retourné les deux pauvres vieux chevaux pour repartir en sens contraire. Karl, étonné, avait dit à peu près : « Vous savez, vous! » Bien entendu, je savais! que de fois, durant mes vacances d'adolescent, je m'étais amusé à prendre de nos métayers des leçons de labourage. Mon père n'approuvait guère ce qu'il considérait comme une espèce de jeu, susceptible de me rendre trop familier avec ceux que j'aurais plus tard à mon service. De même haussait-il les épaules, quand j'aidais à rentrer le foin ou la paille. Il faut de l'adresse

encore plus que de la force, pour piquer à la fourche une botte, et la jeter légèrement de la charrette jusqu'à l'ouverture surélevée du grenier à fourrage. Je n'y avais pas réussi du premier coup ! Mais à cette heure, « je savais », comme disait Karl. Et ceci commença de lui inspirer confiance en moi. Peu à peu j'allai plus loin. J'imaginai des changements à la culture, je proposais : « Cette semaine-ci ou l'autre, si l'on faisait ceci ou cela ? » C'est au cours des repas, bien frugaux, mais cependant plus nourrissants que ceux auxquels était soumise la population pauvre des cités allemandes, que je risquais ces suggestions.

Si Karl ne les agréait pas d'emblée, je m'abstenais d'insister. Frau Ottilia écoutait, sans mot dire. Cela m'agaçait, parfois m'exaspérait contre elle. Je pensais alors plus fortement à ma femme. Je comparais. Lorsque, mobilisé, j'avais dû quitter Saint-Morée, j'avais conduit ma chère Juliette à travers nos terres. Je lui avais dit : « Il faudra ici, à l'automne ou au printemps, emblaver de telle ou telle façon... Voici les bêtes à l'élevage qu'il faudra vendre... » Elle avait répondu : « André, je ne pourrai jamais... C'est une affaire d'homme ! » Et elle avait pleuré plus fort, elle s'était sentie plus seule. Ses premières lettres, à ce sujet, avaient été pleines de scrupules : « Comment pourrai-je m'en tirer sans vous ? Quelle responsabilité, que je suis incapable de porter, cette guerre m'a mise sur les épaules ! » Puis ses lettres avaient manifesté plus d'assurance. Elle se débrouillait, disait-elle. Elle avait fait selon mes instructions. Et, dès la seconde année de guerre, avant même que je tombasse dans les lignes ennemies, elle ne me demandait plus de conseils : « J'ai fait ceci, j'ai fait cela, j'espère que vous serez content. » Dans les chères et décevantes cartes ouvertes, que je recevais d'elle depuis ma captivité, je distinguais, à travers toute sa tendresse accrue par mon malheur, à travers le souci douloureux et sincère qu'elle en éprouvait, le même son, plus clair encore ! « Pour tout ce qui est « matériel », rassurez-vous. » J'en avais ressenti parfois une vague inquiétude ! Ayant quitté une femme très jeune, presque une enfant encore, quant tout serait fini, après notre victoire, dont je persistais à demeurer convaincu, je retrouverais « une personne », une personne ayant pris de l'indépendance, acquis sans doute le goût du commandement, en quelque manière

virilisée. Mais à cette heure, témoin de l'inertie de frau Ottilia, pourtant maîtresse du bien en l'absence de son mari ainsi que moi prisonnier, il me venait de la comparaison une espèce d'orgueil, en même temps que d'affection redoublée : « Telles sont les Allemandes, pensais-je, et telles sont les Françaises ! » Car, à travers Ottilia, je voyais toutes les Allemandes, à travers Juliette toutes les Françaises.

De là vint que je pris l'habitude de ne m'entretenir des choses de la ferme qu'avec Karl, quand il était là, et, quand j'étais seul avec sa bru, de ne parler à celle-ci que sur un ton d'involontaire autorité. Elle ne protestait pas, ne semblait pas s'en offenser. Elle demeurait parfaitement douce, d'humeur égale, — j'ose dire soumise, et, en apparence, insignifiante. Les locaux de la ferme étaient par elle proprement tenus, ainsi que ses trois enfants, bien qu'ils allassent, en été, pieds nus, et, en automne, avec des socques de bois, parce qu'il n'y avait plus de cuir en Allemagne. A cela paraissait se borner son activité, sa volonté. Il me fallut assez longtemps pour m'apercevoir que, lorsque Karl discutait un des avis que je donnais pour la conduite de l'exploitation, et qu'ensuite, revenant sur sa routinière méfiance, il finissait par y accéder, Ottilia y était pour quelque chose, le connaissant mieux, l'ayant pris à part et persuadé. C'est ainsi, — pardonnez-mot de mentionner un si petit fait, et si vulgaire, — qu'il m'était venu une idée au sujet de la truie, qu'on devait bientôt abattre avec ses porcelets, parce qu'il ne restait guère de quoi les engraisser. Pendant mon séjour à Soltau, j'avais vu jeter hors du camp des monceaux de déchets alimentaires : « la nourriture qu'on nous donne, disions-nous, n'est même pas bonne pour des porcs ». Le fait est qu'elle était répugnante autant qu'insuffisante. Toutefois, nous exagérons. Avec les détritux qui en résultaient, il y avait de quoi satisfaire l'appétit des animaux. Les caporaux et sous-officiers allemands, — je les connaissais, — pour quelques marks ne demanderaient pas mieux que de laisser faire, même de réserver, d'avance, un choix dans ces déchets. Il suffirait d'y aller voir, avec un peu d'adresse. Karl, en sa qualité de vieux soldat, « croix de fer », serait bien reçu. Mais il avait tout d'abord barguigné, élevé des objections... Puis un jour il attela un des vieux chevaux à la charrette, et partit. Il revint avec ce qu'il fallait pour nourrir

« l'habillée de soie » et ses petits. Par la suite, il renouvela chaque semaine ces profitables quoique malodorantes expéditions. Je n'appris que plus tard que c'était frau Ottilia qui l'y avait amené.

Une autre chose encore n'avait pas peu contribué à accroître mon influence. Comme en France, d'ailleurs, le gouvernement multipliait les règlements dans les campagnes. Obligation de faire, ou de ne pas faire. Il fallait se livrer à telle culture, non à telle autre, diriger les betteraves, non sur telle usine, mais sur telle autre, plus lointaine, ce qui grevait le prix débattu d'un surcroît de frais de transport. Ni Karl ni Ottilia n'avait le moindre soupçon qu'on pût échapper à ces ordonnances, si souvent contradictoires. Lisant entre les lignes, j'inventais des moyens de les tourner. Ainsi l'esprit d'indiscipline de ma race a servi les intérêts de la ferme Renner, et peut-être, indirectement, ceux de l'alimentation du peuple allemand pendant la guerre : Dieu et ma patrie me le pardonnent !

C'est au cours d'un des voyages de Karl à Soltau que frau Ottilia vint me trouver, près d'un petit bois de bouleaux dans un champ où j'étais retourné dès la fin du repas de midi que j'avais pris seul avec elle, moi ne prononçant que quelques rares paroles qu'elle avait écoutées silencieusement et comme en rêve. Elle m'apportait du *schnapps*, de l'eau-de-vie de pomme de terre.

— Nous en avons encore, dit-elle, mais mon père a caché la provision ; il veut que ce soit pour lui tout seul ; il ne veut pas qu'il y en ait pour le Français, *herr Jotterand* !

Elle avait prononcé, à l'allemande, *Jotterande*. Ce n'est pas cela qui m'étonna. J'y étais accoutumé, mais ce *herr* qui n'est pas aussi vulgairement usité en Allemagne que le mot de « monsieur », échangé couramment par nos plus modestes ouvriers et paysans en France. *Herr* signifie plus que « monsieur » ; il a en partie gardé son sens primitif de « maître » ou même « seigneur » comme le *sir* anglais. Je prévis tout de suite les conséquences désagréables que cela pouvait avoir pour moi. Le terme était trop déférent, trop respectueux. Vis-à-vis de Karl, il pouvait, en la manifestant, compromettre la part d'autorité que j'avais su prendre, et à laquelle, je l'avoue, je tenais. Il pouvait éveiller la jalousie du vieux.

— Frau Ottilia, dis-je, pour l'amour de Dieu, ne m'appellez pas ainsi ! Je ne suis qu'un pauvre prisonnier, et un ouvrier agricole.

Elle baissa les yeux, les releva. Ils étaient singulièrement brillants et humides.

— Non, dit-elle, vous êtes un seigneur ! Je le vois bien, je le sais, je le sais !...

Il y avait dans ces simples paroles autre chose que ce qu'elles disaient. Moi aussi, je le savais bien, je le sus à l'instant... Je ne répliquai rien. Pour me donner une contenance, j'empoignai ma serpe, et me mis à tailler une baie qui n'en avait guère besoin. Elle attendit quelques instants, puis s'en alla, se retournant chaque fois pour me regarder. Moi aussi, je la regardais. Je ne pouvais m'empêcher de la trouver, sinon belle, du moins fraîche et désirable. Elle était blonde, elle était jeune, elle avait, avec du hâle, ce teint transparent comme la nacre des coquillages qu'ont les Nordiques quand elles sont jeunes.

Que vous dirai-je ? Huit jours plus tard, lors d'une nouvelle absence de Karl, elle revenait dans ce même champ où j'étais encore, près du petit bois de bouleaux... C'est une aventure affreusement banale. Elle a eu des milliers d'éditions au cours de toutes les guerres, celle-ci comme les autres. Et que je sois franc ! Pour Ottilia c'était quelque chose. Je crois même quelque chose d'important : de l'amour, un amour ayant pour objet ce dont rêvent beaucoup de femmes, et particulièrement beaucoup d'Allemandes ; un homme de condition supérieure à la leur, et qu'elles peuvent, dans un besoin de soumission ravie, servir. Ce qui fait enfin que, dans les villes germaniques, tant de pauvres servantes subviennent, sur leur maigre salaire, aux besoins d'un étudiant, d'un jeune officier, — ce qu'on ne verrait jamais en France, ce qu'aucun Français n'accepterait. Mais pour moi ce n'était presque rien, je n'éprouvais que le remords le plus léger d'une infidélité qu'à mes yeux complaisants mon isolement, les circonstances, excusaient. Parfois Ottilia se serrait contre moi, heureuse, orgueilleuse, disant : « Vous!... Vous!... Vous!... » Elle n'osait employer le « tu », même en ces instants. Je me penchais, je je baisais sa nuque où frisaient de petits cheveux courts, dorés, qui à cette place ne s'allongeraient jamais, semblables au

pelage voluptueux de certains animaux câlins. Je ne veux pas mentir : s'il y avait de l'égoïsme, et l'insouciance de mon caractère, dans le sentiment qu'Otilia m'inspirait, il y avait aussi cette espèce de reconnaissance qu'éprouvent les hommes, même légers, s'ils ne sont pas perfides, pour les femmes qui leur ont cédé.

Tout l'empire que j'exerçais sur Otilia me fut nécessaire pour lui imposer vis-à-vis de Karl une dissimulation devenue indispensable. Mettant l'Allemagne au-dessus de tout, professant, à l'égard de la nation héréditairement ennemie, une haine enracinée que nos relations quotidiennes, les services que je rendais, — tout ce que, dans son esprit resté militaire, il appelait « ma bonne conduite » et à quoi il rendait involontairement hommage, — tout cela n'avait pu endormir la méfiance du vieillard, ni même la diminuer. Ancien soldat, brave et parfait honnête homme, chrétien convaincu, jamais il n'aurait pardonné à sa fille de manquer à ses devoirs de fidélité, surtout au profit d'un homme qui avait porté les armes contre l'Allemagne, et tandis que son mari, tombé entre les mains des Français, gisait sur un lit d'hôpital. Jusqu'au jour qu'Otilia succomba, elle avait su pratiquer assez d'empire sur elle-même pour dissimuler. Il faillit n'en être plus de même par la suite. Il était toujours à redouter que ses regards ne la trahissent, tant, lorsqu'ils se portaient sur moi, leur langage était clair; et c'est à moi à qui maintenant elle penchait à demander des ordres, au lieu, comme auparavant, de s'adresser à son père. Je ne puis dire que j'éprouvais de la sympathie pour Karl. Pourquoi l'eussé-je fait, puisque lui, je le sentais à un nombre infini de petites choses, n'en avait point, « ne me rendant pas justice » ni à moi, ni à mon pays ? D'ailleurs, aussi longtemps qu'a duré la guerre, et même encore aujourd'hui, ai-je jamais pu « rendre justice » à un Allemand, quel qu'il soit ? Trop de souvenirs sanglants s'y opposent. Mais si je ne pouvais « aimer » Karl, je le comprenais. Il était le légitime gardien de la réputation de sa fille, y veiller était son droit. S'il se persuadait de sa faute, il pouvait me tuer : qui le lui reprocherait ? Personne, pas même moi. Etsi, ce qui était plus probable, car il en va ordinairement de la sorte, il se doutait seulement qu'Otilia, sans avoir failli, pouvait faillir, il solliciterait tout simplement mon

renvoi à un camp de prisonniers, celui de Soltau ou tout autre.

C'est ce dernier argument qui fit impression sur Ottilia. Dans son irréflexion généreuse, l'élan de sens, de sentiment, de soumission qu'elle éprouvait, elle eût été disposée à faire bon marché de tout ce qui la concernait elle-même ; elle consentait à vivre au jour le jour, elle se refusait à penser au delà du jour, même de l'heure. Sans doute même était-elle assez près de la simplicité primitive pour ne pas voir au delà de ce jour et de cette heure, en profitant alors plus pleinement. Tandis que moi, dans mon égoïsme masculin, je songeais toujours : « que va-t-il arriver ? »

Une réserve, une pudeur bien naturelle, où il y avait du remords, faisaient que je ne parlais jamais à Ottilia des nouvelles, d'ailleurs si brèves, que je recevais de Saint-Morée, et qu'elle ne me montrait pas davantage les cartes qu'elle recevait de l'hôpital de Toulouse. Un jour, pourtant, à l'arrivée d'une de ces cartes, elle pâlit : Augustus Renner faisait savoir que bientôt il allait être rapatrié, par voie d'échange, à titre de grand blessé, incapable d'être récupéré pour le service armé.

— Qu'y a-t-il ? demanda Karl. Augustus va plus mal ?

Elle eut le courage de répondre : « Non, au contraire ! » et de relire ces quelques mots à haute voix, mais d'une voix qui tremblait singulièrement. Il se peut que son père eût éprouvé déjà quelque soupçon. Cette attitude, ce frémissement du visage et de la voix ne demeurèrent pas inaperçus de lui : « Eh bien ? » fit-il d'un ton grave, interrogatif. C'était, en vérité, comme s'il avait sous-entendu : « Ça n'a pas l'air de te faire plaisir. »

— Pourvu que ce soit vrai ! dit-elle.

Hypocrisie ? Non. Je suis certain qu'il y avait dans son esprit un combat cruel. Son mari, le père de ses enfants, le vrai chef, le vrai maître, malheureux, mal guéri, jusque-là captif, allait revenir. Elle était liée à lui par le souvenir d'une affection ancienne, par un respect auquel elle avait manqué tout en le gardant par devers elle au profond de son cœur, par tout ce qui fait enfin que l'union conjugale est sacrée, compte au-dessus de tout. Ainsi, elle ne mentait pas. Et cependant, malgré tout, il y avait moi ! De sorte que cela voulait dire aussi, honteusement, désespérément : « Ce n'est peut-être pas vrai ! »

C'était vrai. La notification officielle en parvint bientôt. Le petit bois de bouleaux était le seul endroit où nous pussons nous rencontrer librement, et seulement pendant les voyages de Karl. Par une prudente précaution que j'avais eu quelque peine à lui faire observer, Ottilia ne m'adressait jamais, à la ferme, que des paroles banales, et ne venait jamais ni me joindre, ni me parler, dans le réduit où je prenais mon sommeil. Entre la confirmation de la nouvelle et le nouveau départ hebdomadaire de Karl, il s'écoula trois jours pendant lesquels, seul à seul avec moi-même, je pus prendre une résolution. Ce n'était pas seulement qu'il me répugnât de rester à la ferme Renner parce que, y ayant pratiquement commandé, je ne pouvais accepter d'y devenir un valet sous la direction du maître légitime. Il y avait le partage, la vilénie, la bassesse, la honte d'un partage. Et de quel œil me regarderait l'époux revenu, averti peut-être par Karl, qu'il se pouvait que je fusse sur le point de prendre chez lui une place inquiétante ? Du reste, il n'aurait plus besoin de moi, il me ferait renvoyer au camp. C'était sûr. Mais alors ne valait-il pas mieux prendre les devants ? Manifester, pour les travaux en cours, une négligence qui me rendrait inutile ; à l'égard de Karl, une insolence qu'il ne supporterait pas, et me faire réintégrer par lui tout de suite à Soltau. Mon départ assurerait la tranquillité, l'honneur d'Ottilia. C'est ce que je lui dis, mes mains dans ses mains, mes yeux dans ses yeux. Longtemps elle demeura silencieuse. Jusque-là jamais elle n'avait discuté une seule de mes paroles. Cependant, à la fin : « Non, non ! C'est impossible ! » cria-t-elle.

— Eh quoi ! fis-je. Vous pensez bien que je ne puis demeurer ici... Ottilia, vous-même?... On ne sert pas deux maîtres à la fois.

— Ce n'est pas cela, répondit-elle, avec une décision où il y avait à la fois un désespoir passionné et une énergie violente, subite... Mais le camp!... Vous, au camp, de nouveau... Vous savoir, moi, de nouveau dans la misère, subissant les brutalités que vous m'avez dites... Il faut vous sauver !

— Me sauver?...

— Fuir ! Vous évader, vous évader ! Il y en a qui l'ont fait, même du camp de Soltau. Vous me l'avez dit. Vous n'aurez pas à vous échapper du camp : d'ici même !

Franchir les palissades, les fossés de Soltau, au risque du coup de feu des sentinelles, c'était la moindre des choses. D'autres, en effet, y étaient parvenus. Mais traverser, partant de cette lointaine Silésie, toute l'Allemagne? Il n'y fallait pas penser. Le plus court, — et c'était encore si long, si difficile et aventureux! — était de franchir la frontière autrichienne, puis d'Autriche repasser en Bavière, et atteindre le Rhin au-dessous du lac de Constance. Alors ce serait la Suisse, — et la liberté. Mais trois frontières! Et comment? Des provisions, des biscuits, du chocolat, j'en recevais de France, je pouvais y ajouter ce que je trouverais à la ferme. Mais il fallait une carte, une boussole, un costume civil, de touriste, autant que possible, — et de l'argent. Lors de ma chute d'avion, on m'avait fouillé, et je n'avais rien pu recevoir de France.

— Vous partirez, décida Ottilia. Vous partirez!... Il y a dans cette région, au milieu des Polonais, non seulement des Allemands luthériens, mais des villages de Juifs.

Le jour même elle alla trouver un Juif.

— Il aime l'argent, dit-elle, mais il ne trompe pas en affaires. Il vous fera passer la frontière autrichienne avec des contrebandiers. Une carte, une boussole, des vêtements? Dans vingt-quatre heures il vous procurera tout cela.

Le Juif, pour mille marks, tint parole. Il fallut, pour ma fuite, attendre que Karl, comme chaque semaine, fût retourné à Soltau. Ottilia plia elle-même le costume de touriste qu'elle m'avait procuré dans le *rucksack* qui complétait mon travestissement et servirait à emporter mon équipement de fuyard. Je ne devais l'endosser qu'à la nuit, pour éviter que ceux qui me connaissaient dans les environs ne remarquassent que je n'étais plus vêtu en prisonnier. Dans ce *rucksack*, elle déposa aussi mes provisions, celles venues de France, celles aussi qu'elle y avait ajoutées, et des chaussettes de laine, en me recommandant d'en mettre une paire sèche tous les matins. Ses yeux n'avaient pas de larmes. Elle était pareille à ces femmes qui ne pleurent pas quand elles ensevelissent un mort aimé, parce que l'ensevelir c'est encore s'occuper de lui... Pour moi, dois-je le dire, j'étais déjà « ailleurs », parfois songeant à la terrible aventure où je me lançais, en supputant les chances, parfois mon imagination s'en figurant le succès et me criant : « Liberté! Liberté! » C'était alors un autre visage que celui

d'Otilia que j'apercevais. Sans doute en eut-elle le soupçon. Pour la première fois employant le tutoiement, avec une tristesse timide, elle murmura : « Est-ce à moi que tu penses ? » Je rougis de mon égoïsme, nous nous embrassâmes longuement. Ce fut elle qui me dit : « Pars, maintenant, pars ! Il est temps ! »

Vous faire le récit de mon évasion ? A quoi bon ? me voilà. C'est sans encombre, grâce aux contrebandiers dont le Juif m'avait assuré la complicité, que je pus franchir la frontière autrichienne. Après vingt-deux jours d'anxiété, de misère, vingt-deux nuits, plutôt, car je ne marchais que la nuit, évitant les villes, les villages, passant tout le jour, jusqu'à l'obscurité totale revenue, caché dans les bois, les fourrés, où je me couvrais de feuilles et de branchages comme un animal traqué. Presque toutes les évasions ont été entreprises à plusieurs, au moins à deux. Moralement, physiquement, alors on peut se soutenir, s'encourager. J'étais seul ! Vous ne sauriez vous représenter l'être hagard, sauvage, épouvanté, furieux, que peut devenir un homme seul pour qui tout humain est un ennemi. Je me souviens qu'en Autriche, ayant rencontré une petite rivière, je cédai à la tentation de me baigner. Je ne voyais personne... Au moment où je me déshabillais, survint un garde-chasse, son fusil au bras. Je n'avais pour toute arme qu'un couteau. J'ouvris silencieusement ce couteau dans ma poche... Mais quelle bonne idée, au contraire, j'avais eue de vouloir prendre un bain ! Une telle fantaisie ne saurait venir qu'à quelqu'un qui n'a rien à se reprocher, qui est un vrai touriste ! Le garde me dit paisiblement : « L'eau est encore bonne, pour la saison. » Je répondis en allemand, d'un air gai : « Oui, la saison est belle, cette année ! » Et je refermai mon couteau... Jamais un homme n'avait été plus près de la mort que celui-là... Je continuai à me dévêtir tranquillement devant lui, et je pris mon bain. N'était-ce pas un entraînement pour ma future traversée du Rhin ? Mais je sentais dans l'eau mon cœur battre si fort que j'en avais des suffocations. Je ne pouvais nager, je faillis couler.

Malgré toutes mes précautions je croisais parfois, même la nuit, des hommes, des femmes, attardés. Je chantais ou je sifflais. J'interrompais l'air pour dire *Gute nacht* ou, quand c'était des femmes, quelques mots gaillards. Les hommes me

rendaient mon salut, des femmes riaient. Les chiens et les enfants étaient pour moi les rencontres les plus dangereuses. Les chiens, de loin, flairaient le vagabond, l'homme qui n'avait pas, sans doute, l'odeur des gens du pays. Ils aboyaient, ils me donnaient la chasse. Et les enfants ne sont pas comme les hommes et les femmes qui, même le jour, à moins de se diriger vers le champ où ils vont travailler, n'empruntent que les chemins frayés. Les enfants courent partout. Ils jouent : au sauvage, à la guerre. Ils ont, en temps de guerre, la cervelle pleine d'histoires de guerre et d'espions. Ils voient des ennemis et des espions même où il n'y en a pas. Ils créent, pour un instant, le personnage, avec n'importe quel innocent chemineau. A plus forte raison quand ils découvrent, dans un boqueteau, un pauvre diable tel que moi, cherchant à se dissimuler sous des brassées de feuilles et de branches. Deux fois, devant eux, je dus prendre la fuite. Je ne leur échappai que par miracle.

Je vous ai dit que j'évitais villes et villages. Je buvais aux ruisseaux, aux sources, aux fossés. Quand cela était possible, avant le lever du jour, à l'aide d'une petite lampe alimentée d'alcool solidifié, je me faisais une tasse de chocolat ; repas délicieux, seule nourriture chaude que je pus absorber durant vingt jours. Mais mon chocolat et les autres provisions s'épuisaient. Souvent, m'étant trompé de route, j'avais été obligé de revenir sur mes pas... J'escaladais dans l'ombre les poteaux indicateurs, et j'en lisais les inscriptions en frottant une allumette. Ainsi ma course vers la Suisse me prit plus de temps que je n'avais prévu. Avant d'atteindre la vallée du Haut-Rhin, des montagnes escarpées, des précipices, ralentirent encore ma course, m'obligèrent à de longs détours : mais enfin j'y pus coucher deux nuits, ô délices ! dans des abris de bergers, abandonnés.

Cependant je mourais de faim. Parvenu devant une ville de Bavière, Dornbirn, j'éprouvai un tel désir de nourriture chaude que toute prudence m'abandonna. Je pénétrai délibérément dans les rues. Les plus humbles « restaurations » m'y parurent des palais. L'odeur de cuisine qui s'en exhalait me faisait palpiter les narines et saliver comme un chien devant sa pitance longtemps attendue. Pourtant je n'osais entrer. Je craignais, si l'on m'interrogeait, de manquer de sang-froid.

J'étais devenu horriblement nerveux, un peu aliéné. Enfin, par un rare bonheur, j'aperçus un bar automatique. Nul besoin de parler pour se faire servir : c'était le salut : en fait de nourriture chaude, ce bar ne débitait qu'une espèce de potage aux moules conservées. J'en pris successivement deux portions que je dévorai goulûment. Je crus qu'on me regardait d'une façon bizarre, et m'esquivai.

... Hohenems, puis le Rhin. En face de moi les montagnes du canton de Saint-Gall : la Suisse, enfin, la Suisse et la liberté ! Le Rhin n'est pas très large, à cet endroit, mais c'est un torrent ! un torrent furibond, plein de ressacs, de remous. Dans l'ombre, je l'entendais choquer violemment la rive et rouler d'énormes galets. Jamais, jamais, je ne pourrais le franchir ! Le meilleur nageur eût succombé dans la tentative. Je n'avais pas prévu cela. Sur les cartes une rivière ressemble à toutes les rivières, ce n'est qu'une ligne onduleuse sur le papier : on se figure la Seine ou l'Yonne ! Je m'assis sur une pierre, la tête dans mes mains, j'éclatai en sanglots. Tout cela, tout cela, ces vingt-deux jours d'épouvante, d'indicible misère, pour rien ! J'étais désespéré, j'étais fou : « Je vais aborder la sentinelle, me dis-je, — je sais où elle est, j'ai eu assez de mal à la dépister, tout à l'heure, — je lèverai les bras et me rendrai !

Je repris ma route à l'envers, décidé à cette affreuse capitulation. Et voici que, près d'une grange, j'aperçus une échelle laissée là pour monter le fourrage au grenier. Une échelle ! Elle pouvait me soutenir, me servir de bouée ! Je la pris sur mon épaule, revins au Rhin, et me lançai dans l'eau, tout habillé, mais sans mes chaussures et mon sac, appuyé sur l'échelle. Je la poussai, je la dirigeai tant bien que mal. Le courant me fit dériver de plus de deux kilomètres. Mais à la fin j'abordai : j'étais en Suisse ! J'avais cru mourir vingt fois.

— Jotterand... fit Bérís.

— Quoi ?...

— Vous n'avez plus jamais entendu parler de cette ferme de Silésie ?

Il posait la question, selon sa prudente coutume, de la manière la plus vague. Dans le récit qu'il venait d'entendre, il avait retrouvé le jeune homme qu'il avait connu, qu'il avait concouru à protéger contre lui-même, avec ses qualités, ses

défauts aussi : le courage, le goût du risque et de l'aventure, qui l'avaient porté à prendre la guerre comme un jeu, héroïque à la vérité, où il s'était jeté d'enthousiasme, parce qu'il était de bonne race, descendant d'un père et d'une longue lignée d'ancêtres à qui, après tout, il ressemblait, adroit dans les petites choses, les petites combinaisons personnelles, toutefois insouciant, subissant le joug des événements, s'en arrangeant du mieux qu'il pouvait, capable de déployer une magnifique énergie, — cette évasion, sur laquelle il insistait si peu, en était la preuve, — mais, pour manifester cette énergie, ayant besoin d'une impulsion qui ne prenait pas sa source en lui-même, qui devait lui venir du dehors, d'un autre humain plus fort ou plus simple; cédant aisément aux tentations de la chair, en éprouvant peu de remords, sans doute pour le même motif; gagnant la sympathie par une apparence de franchise, et cependant, sans doute, ne disant pas toute la vérité, passant légèrement sur ce qui lui en pouvait être pénible,... mais n'en est-il pas de même de presque toutes les confidences, même les plus sincères?

— Si je n'ai plus entendu parler de cette ferme d'Allemagne?... Vous voulez dire d'Ottilia? Il l'a bien fallu, parce que... Tenez, vous demanderez à ma femme. Elle a été, elle continue d'être ma conscience, ma femme! Ah! mon cher ami, sentez-vous que maintenant, si je ne suis pas tout à fait un autre homme, — on ne devient jamais tout à fait un autre homme, — je vaudrais tout de même mieux qu'il y a quinze ans, c'est à elle que je le dois... Pour le moment, allons déjeuner. Elle nous attend.

Il ajouta en riant :

— Vous excuserez les petits pois de conserve!

IL préfère que ce soit moi qui vous fasse connaître le reste, disait l'après-midi M^{me} Jotterand à Bérís, seule à seule avec lui. C'est pourtant peu de chose, encore que ce soit l'origine de notre bonheur actuel, ou que du moins cela n'y ait pas été inutile...

« Vous comprenez ma joie, lorsqu'un télégramme, qu'il m'envoya de Saint-Gall, m'apprit que mon mari avait reconquis sa liberté, que j'allais le revoir. Il m'annonçait qu'il s'arrêterait à Lyon, où devait se régler sa nouvelle situation militaire,

et que, de là, bénéficiant de quelques jours de congé, il viendrait me rejoindre à Saint-Morée. J'avais épousé un homme jeune encore, qui m'avait quittée quinze jours après mon mariage. Je le revoyais tout autre, affaibli, amaigri par les fatigues affreuses, les angoisses, les périls de son évasion, à la fois plus viril et plus agité. Il avait peine à trouver le sommeil, il se réveillait sur des cauchemars. Le jour, il avait des accès de gaieté puérile, puis tout à coup tombait dans des accès de rêverie muette : « Je ne puis arriver à croire que ce soit fini, » expliquait-il. Je n'osais presque pas lui demander des détails sur sa fuite, sur sa captivité. Il semblait vouloir écarter ces souvenirs. Nous partîmes pour Saint-Morée. La paix de la vieille maison, les promenades dans nos bois, l'inspection de nos terres, l'accueil de nos anciens métayers finirent par le rétablir entièrement. J'avais pris un soin religieux des intérêts dont il m'avait laissé la charge. Aidée par les circonstances qui avaient restitué à la terre une prospérité qu'elle avait bien longtemps perdue, j'y avais assez bien réussi : « J'ai quitté une enfant, dit-il, je retrouve un maître qui s'en est tiré mieux que moi. » J'avais peur qu'il n'en fût jaloux; mais par caractère, vous le savez, il est disposé à prendre les choses comme elles sont. C'est une forme de la générosité. Je lui en fus reconnaissante. Je l'aimais parce que c'était lui, je l'aimais aussi pour les dangers qu'il avait affrontés, pour y avoir échappé, pour la simplicité de sa bravoure; car il est, je le suppose, des hommes aussi braves que lui, il n'en est pas de plus naturellement intrépides. Enfin c'était mon mari, sauvé, alors que tant de jeunes femmes restaient veuves, dépouillées d'un bonheur qui eût été égal au mien; et, en vertu de ce qu'on appelle « la décision Clemenceau », ce ne serait plus sur le front occidental qu'il reprendrait, avec une belle citation et des galons d'officier, son service dans l'aviation. Il était désigné pour la Tunisie, je ne risquais plus de le perdre, à moins d'un accident dont d'ailleurs je tremblais.

Ce n'est qu'alors qu'il me fit le récit complet de sa captivité, de son séjour à la ferme Renner, du rôle qu'avait joué cette femme, Ottilia, dans son évasion. Complet? Il ne me dit pas tout, mais ce qu'il me dit me suffit pour comprendre. Il y a, paraît-il, chez les Anglais, un principe qui s'exprime par le vieux dicton : *The king can do no wrong*, « le Roi ne peut mal

faire ». N'est-ce pas la devise des épouses chrétiennes ? Leur devoir est de pardonner. Le temps de guerre aussi excusait bien des choses. Il m'était revenu ! C'était l'essentiel. Une femme, une étrangère, appartenant à la race ennemie, avait été l'instrument de son salut. Non seulement je lui pardonnais, mais je ne pouvais m'empêcher d'en éprouver de la gratitude. Sans elle, mon André eût encore pourri à Soltau ! Et pourquoi ne pas être absolument sincère ? Dans la jalousie qu'éprouvent tant de femmes, — et souvent sans raison valable, — n'y a-t-il pas assez communément cette conviction qu'aucune femme ne saurait résister à l'homme qu'elles aiment ? Enfin la distance, les circonstances, affaiblissaient en moi ce sentiment de jalousie.

« Alors, après la guerre, je suis allée en Silésie...

— Vous, s'écria Bérís. En Silésie, chez cette femme ?

— Chez cette femme, oui... Concevez bien qu'il n'y avait pas moyen de faire autrement. Il y avait une dette à payer : l'argent donné par cette Ottilia au Juif qui avait procuré la complicité des contrebandiers. Le viatique aussi qu'André avait été contraint de recevoir d'elle pour sa fuite. Ne pas acquitter cette dette, c'était impossible, impossible ! André fut du même avis que moi : « Après la guerre, me dit-il, je lui retournerai cette somme tout de suite. »

Je lui démontrai que cela ne se pouvait pas. A tout le monde, aux employés de la poste, au mari, il révélerait le secret d'Ottilia : « Eh bien ! fit-il, j'irai le porter moi-même... »

Ah ! non ! je ne voulais pas qu'il la revît ! Et d'ailleurs l'inconvénient était le même que celui qui résultait d'un envoi par la poste ou par une banque. C'était moi, moi, qui devais accomplir cette restitution. Une femme, simple voyageuse, venant visiter les lieux où son mari avait été prisonnier, n'exciterait aucun soupçon ; je trouverais facilement moyen de m'entretenir quelques instants seule à seule avec Ottilia... Voilà pourquoi je suis partie.

— Vous avez fait cela ? interrompit Bérís, ému.

— Naturellement, je l'ai fait, que pouvait-on faire d'autre ? Je ne vous décrirai pas mon voyage à travers une Allemagne écrasée, humiliée, encore frémissante, déclarant qu'elle n'avait pas été vaincue, mais trahie, au fond sachant fort bien qu'elle était vaincue, et ne s'en consolant pas... J'avais

tout calculé pour arriver à la ferme Renner vers le milieu de l'après-midi, espérant qu'à cette heure le mari serait aux champs. Mes prévisions ne furent pas déçues. Je trouvai Ottilia seule. Elle jetait du grain aux poules... Je me nommai :

— La femme du Français que vous avez aidé à s'évader...

Il lui fallut quelques instants pour comprendre. Enfin :

— Vous ! Vous ! Sa femme ?...

Je balbutiai :

— Oui... je venais vous remercier... Vous avez été bonne pour lui... Vous l'avez aidé à fuir... Je sais...

Je froissais de la main dans mon réticule les billets que j'avais préparés. Elle m'entraîna dans la salle de la ferme. Tout y était resté, sans doute, comme aux jours où André y avait vécu : l'horloge à balancier, comme en Suisse, la grande table de sapin, la « cuisinière » placée à côté du poêle en faïence qu'on allumait en hiver, les casseroles en fer battu sur le mur, les assiettes sur un dressoir, toutes ces choses qui paraissaient concertées par l'habitude d'être ensemble, et qu'André avait eues un si long temps sous les yeux en même temps qu'elle. Subitement ma démarche m'apparut beaucoup plus dure, douloureuse, que je ne l'avais prévu. Je distinguais à cette heure, à travers les petites réalités de la vie quotidienne, des choses que mon imagination trop faible ne s'était pas représentées. Ce qui avait été lointain, indécis, devenait immédiat et cruel. Mais, elle, Ottilia ne se doutait pas des mouvements qui m'agitaient. Elle prononça :

— Comment va-t-il ?... Il est bien arrivé ?... Je n'ai rien su, rien... J'avais peur !

— Oui, il est bien arrivé, il va bien...

Elle fouilla dans une des poches de son tablier, en retira un mouchoir, puis, rougissant, elle alla ouvrir une armoire, en retira un autre mouchoir bien repassé, et s'essuya les yeux.

— A-t-il ?... commença-t-elle.

Elle allait demander : « A-t-il parlé de moi ? » mais sentant qu'elle ne devait pas poser cette question, s'interrompit. Elle considéra ma toilette, puis la sienne :

— Il était un seigneur, fit-elle, tremblante ; et vous, vous êtes une dame...

Sur la muraille, près de l'armoire, qu'elle venait d'ouvrir, il y avait un agrandissement photographique que je n'avais

pas remarqué jusque-là : le portrait d'un homme en uniforme allemand, coiffé du casque : un paysan, un rude et grossier paysan german, déguisé en soldat. Les yeux regardaient, sans pensée, les oreilles s'écartaient de la tête ; le mari d'Otilia, à n'en pas douter. Otilia avait rencontré dans sa vie « un seigneur », comme elle disait : et toute sa vie elle s'en souviendrait. Mais le « seigneur » ne reviendrait pas et elle avait toujours su qu'il ne reviendrait pas. C'était fini, à jamais fini ! Elle pleurait et se résignait. Je comparai ma situation à la sienne. J'avais à cet instant l'impression d'une double victoire, celle de mon pays et la mienne. Sans efforts, je me remis à parler à Otilia, doucement, très doucement. Je n'éprouvais plus que de la pitié pour elle. Nulle haine, nulle rancune.

A ce moment, le vieux Karl entra. Je le reconnus tout de suite à la peinture qu'André m'en avait faite. Il était suivi de quatre enfants dont le dernier pouvait avoir deux ans et demi. Karl sembla surpris. Pendant qu'Otilia lui expliquait précipitamment qui j'étais : la « dame » du Français évadé, qui venait par curiosité visiter les lieux où son mari avait séjourné, je regardais les enfants. Les trois premiers, un garçon et deux filles, avaient les traits du père : la même charpente grossière, les oreilles écartées. Mais le dernier... oh ! comme il ressemblait à André !

Karl sortit en grognant. Il ne voulait point pardonner aux Français ni même aux Françaises. Du regard montrant l'enfant, j'interrogeai Otilia. De nouveau, elle baissa les yeux :

— Oui, fit-elle, je ne le lui avais pas dit, à lui, quand il est parti, que je l'attendais...

Ah ! cette rancune, cette jalousie que j'avais pu jusque-là si facilement réprimer, que j'avais à peine senties, elles me montèrent au cœur ! Cette femme, cette paysanne avait un enfant de lui. Moi pas ! Je ne pouvais plus rester là, je ne pouvais pas. Il me semblait que, puisqu'il en était ainsi, cette rencontre de guerre, cette femme de hasard, ce rien, était plus près d'André que moi, qu'elle continuait à le posséder davantage. J'arrachai les billets de mon sac, je les mis brutalement dans une des poches du tablier de cette femme, je regagnai, sans ajouter un mot, l'automobile qui m'attendait devant la porte. Mais j'ai gardé longtemps, longtemps, le souvenir d'Otilia, qui sans comprendre, interdite, du seuil de la ferme

contemplant mon brusque départ, et de cet enfant cramponné par derrière à sa jupe.

— Longtemps ? demanda Bérís. Cela veut dire « plus maintenant » ?

— J'ai conservé ce sentiment d'horreur et de jalousie jusqu'au jour où j'ai senti vivre en moi mon premier enfant, à moi. Et c'est une des raisons pour lesquelles nous sommes au Djebel-Mansour. Désormais je voyais André tel qu'il pouvait être : très bon, très brave, honnête homme, mais susceptible de céder à n'importe quelle faiblesse. Peut-être celle-là avait-elle des excuses. Mais n'en aurait-il pas d'autres ? Quand il m'a parlé d'aller nous établir en Tunisie, j'ai approuvé, sans lui en donner tous les motifs. Ici il est à moi, rien qu'à moi, et il ne peut montrer que les meilleurs côtés de sa nature. Il est tout entier à sa tâche. Il est un chef.

— Avec vous.

— Avec moi, oui... Sur une grande terre, neuve dans un pays neuf, l'union d'un homme et d'une femme est solide, et large comme cette terre.

POUR quelles causes Bérís, reconduit deux jours plus tard à Tunis par Jolterand, découvrait-il un intérêt accru, « intelligent » à ce qu'il distinguait sur son passage ? C'étaient pourtant les mêmes paysages par lesquels il avait passé, de ceux dont le touriste déclare « qu'il n'y a rien à voir là », les mêmes plaines, en apparence uniformes, monotones, où déferlaient, sous le vent, les mêmes vagues de froment encore vert : plaines séparées d'autres plaines, toutes pareilles, par des collines où parfois la charpente de la terre, un calcaire roussi, des argiles couleur de minium ou de bauxite, apparaissait, seule, — à moins que, sur leurs pentes domptées, le blé nourricier ne renouvelât ses assauts victorieux. Mais cette fois, c'est qu'il comprenait : une Beauce, et sans plus de caractère, bien que sous une lumière différente, méridionale ; mais une Beauce toute neuve, créée de toutes pièces par l'effort européen, français, en un demi-siècle, — et même, ici, en un quart de siècle à peine. Par ce qu'il avait vu « aux avant-postes », pour ainsi dire, dans ce Djebel-Mansour qu'il venait de quitter, il pénétrait maintenant la réalité, la grandeur de cette conquête.

— Ici, disait Jotterand, une main sur le volant de l'automobile, l'autre tendue vers l'espace, il y a vingt-cinq ans, il n'y avait rien, rien ! ou plutôt si !... Parfois, comme dans ce coin que vous apercevez, de la culture arabe. Regardez, on voit si bien la différence !... Ces tiges plus espacées, plus maigres, croissant sur un sol à peine égratigné, ce champ qui n'est pas « carré », qui s'allonge ou se rétrécit au hasard. Et tenez ! Voici la propriété d'un Arabe riche, qui essaie de nous imiter. Ce n'est pas la même chose. Il a des charrues comme les nôtres, pas des tracteurs, mais des charrues de modèle européen, non pas les vieilles araires.

Seulement, ces charrues ne labourent pas comme les nôtres. Savez-vous pourquoi ? Les bœufs qui les traînent, il ne les nourrit pas. Qu'ils aillent pâturer dans le *bled* s'ils veulent, après le travail. C'est le principe indigène à l'égard de leurs animaux domestiques, chiens, bétail, bourriquets, — tous, excepté le cheval, qui fait partie de la famille, et que l'Arabe aime plus que sa femme, presque autant que son fils premier-né. *Deber ras bou* : débrouille-toi comme tu peux. Alors ces pauvres bêtes, poussives, ne peuvent pas tirer. Hein ! si la civilisation, notre civilisation, finissait par leur apprendre que, même par intérêt bien entendu, il faut être bon pour les animaux ? Mais ils n'en sont pas encore là...

Une différence pourtant avec la France, avec la Beauce ou la Brie : pas de ces villages aux vieilles demeures tassées, accroupies sous l'abri millénaire, sacré, d'un vieux clocher, comme des poules serrées sous la défense d'un coq qui se tient droit sous le ciel. D'espace en espace, de vallée en vallée, rien que des toits rouges, solitaires, bâtiments d'exploitation auxquels s'accolait l'habitation du maître ; presque une cabane, si celui-ci était à ses débuts, presque une villa de plaisance, si le temps et la prospérité le lui avaient permis. Hommage involontaire rendu à la paix française qui fait régner une absolue sécurité, signe aussi que ce n'était pas fini, que cette terre attendait, réclamait d'autres habitants européens, c'est-à-dire chrétiens, plus nombreux.

Ces toits rouges, au passage, Jotterand leur donnait un nom :

— Ici, c'est Jeanniot, au bout de cette avenue d'eucalyptus... Voilà Terrasson. Il ne fait pas seulement du blé : sur les pentes il essaie le géranium rose, d'autres plantes à parfum... Voilà

Mattioli : un Corse, pas un Italien. Il y a très peu d'Italiens, de ce côté : si vous alliez au Cap Bon, ce ne serait pas la même chose.

Il montra enfin une étendue cultivée qui semblait presque sans limites, avec six fermes disséminées, et six demeures vastes, confortables, se touchant par leurs jardins : presque un village, cette fois, et sur une éminence, une sorte de chapelle surmontée d'une croix.

— Ça, fit-il, la voix empreinte d'une involontaire emphase, c'est la propriété Alfàric ! Il a été l'un des premiers à venir ici, Alfàric, à faire de ce pays ce que vous appelez une Beauce. Six mille hectares, et six enfants. Il était fier de ce qu'il avait fait. Il n'avait pas tort, n'est-ce pas ? Quand il s'est senti mourir, il a pensé : « Je laisse à mes enfants un bel héritage. Mais si par hasard ils le vendaient ? Si, ne se contentant pas d'un partage, ils vendaient cette chose que j'ai faite, mon bien, mon orgueil, mon fief ? Je ne veux pas ! » Et il a mis dans son testament : « Je veux être enterré au milieu de cette terre qui est mienne, qui fut ma création. D'abord par amour pour elle, mais aussi pour que ma postérité craigne d'abandonner le sol où reposent mes os... » Les enfants d'Alfàric sont toujours là, autour de sa tombe. Leurs petits enfants leur succéderont.

Jotterand se tut un instant. Il poursuivit :

— Moi aussi, je mettrai dans mon testament que je veux être enterré au Djebel-Mansour. J'ai déjà choisi la place, je l'ai montrée à mes enfants, en leur disant pourquoi.

— Jotterand... fit Bérís.

— Quoi ?

— Oh ! continua Bérís, se reprenant, je voulais seulement vous demander...

Et il lui posa une question insignifiante. C'est qu'il venait de songer que le Jotterand qui le reconduisait, ce n'était pas seulement de Soltau qu'il s'était évadé, mais de toute la légèreté de son existence ancienne, et qu'il ne convenait pas de le lui dire. Il évoqua, au même instant, la silhouette volontaire et souriante de M^{me} Jotterand, leur souhaitant paisiblement bonne route, devant le garage de la ferme, au Djebel-Mansour.

HOMMAGE

AU MARÉCHAL JOFFRE

La France entière s'est levée pour saluer la mort du maréchal Joffre et, dans ce mouvement, on a entendu battre le cœur. Il ne s'agissait pas seulement d'admiration et de gratitude : il s'agissait de sentiment et d'affection. « Le père Joffre » comme l'appelaient ses soldats, c'était, en effet, un membre de la famille qui s'en allait, un membre type de cette grande famille française, la famille terrienne, la famille paysanne, celle où le père dirige, commande, pour ainsi dire, sans ouvrir la bouche, obéi qu'il est au doigt et à l'œil, mais avec un sourire de bonté sur les lèvres et, dans le regard, un éclair de belle humeur gauloise, adoucissant la nécessaire autorité.

La mort du maréchal Joffre a été comme un raccourci poignant de sa carrière et a donné, à ceux qui n'avaient pas bien compris cette noble et puissante nature, l'idée de ce qu'elle était au vrai. Dans la lenteur et le spasme alternatif d'une agonie où la première atteinte de la mort avait abattu un membre, l'homme vigoureux et vaillant, silencieux et réfléchi tint contre l'offensive suprême, le regard intérieur, la bouche close, luttant jusqu'à la dernière seconde, avec toutes ses ressources; et on put croire un instant qu'il allait vaincre. L'âge a eu raison de ce corps magnifique et de cette volonté de fer. Il va reposer dans son beau Louveciennes d'où son âme, pleine de foi, planera sur ce Paris qu'il a sauvé, — avec la France.

La figure du maréchal Joffre est tellement connue, dans sa

carrure un peu lourde, qu'il suffit de l'évoquer pour retrouver, sous la huppelande au collet, l'homme massif de la Grande Guerre. Mais cette apparence en bloc, si frappante, n'empêche pas de distinguer certains traits individuels qui la précisent : en particulier, d'abord, ce mouvement de la tête penchée en avant et ce dos arrondi, révélant à la fois l'habitude ancestrale de la terre et l'habitude personnelle de la méditation. Cette allure générale, d'où la tenait-il ? Fils de Rivesaltes, méridional, pyrénéen, montagnard, une telle origine appelle un équilibre de l'âme et du corps qui s'arrange bien avec la lenteur et le goût du silence : car ce serait mal connaître notre vigneron que de ne pas le considérer surtout comme un être pesant, réfléchi et secret. Mais encore ces larges épaules, ces yeux bleus, ce poil blond, ce visage clair et rose, ce teint d'enfant jusque dans sa vieillesse, d'où tenait-il cela ? Je suis tout prêt à admettre ce que j'ai lu quelque part, qu'il y avait en lui, par sa mère, du sang picard. Métis des deux frontières, il eût donc été destiné à englober, dans un même amour et dans un même service, toute la France.

Autre trait caractéristique de ce Français « des nouvelles couches ». Fils d'un tonnelier, appartenant à une famille de onze enfants, c'est un brave garçon, à la fois laborieux, ingénieux et heureux. De bonne heure, il sait où il va. Le père, à force de sacrifices, l'a poussé dans la voie où il réalisera le vœu de ce modeste bourgeois français qui entend toujours élever les siens et il recevra ainsi, dans sa province, cette éducation complète qui se résume en un seul mot : polytechnique.

En quittant son village, l'adolescent saura tout ce que la vie familiale et l'éducation provinciale peuvent lui apprendre. Il emporte ce bagage à Paris ; il entre à l'École, le plus jeune de sa promotion ; et, terrien, il en sort dans les « terrassiers », dans cette arme du génie qui est bien ce qui lui convient à lui. Et partout il occupera dès lors la première place, cette place éminente réservée, par l'ordre social et hiérarchique, aux natures douées, aux bûcheurs, aux dévoués, toujours prêts à partir. L'expansion française le trouvera en Indochine avec Courbet, à Madagascar avec Gallieni, au Soudan avec Archinard et Bonnier ; et c'est là que son nom va se faire connaître. En février 1894, Bonnier ayant poussé un raid jusqu'à Tombouctou, avait été surpris par les Touareg, massacré lui et sa

troupe, juste à l'heure où cette expédition, un peu audacieuse, consacrait l'union de nos deux empires africains; Joffre, occupé dans ces parages à construire le chemin de fer colonial de Kayes à Bafoulabé, conduisait un groupement de renfort accompagnant des convois. Avec les hommes qu'il a sous la main, il improvise une sorte de petit corps expéditionnaire, marche de l'avant, reprend Tombouctou, venge la mort de Bonnier et rattache ainsi le fil de la négociation interrompue. J'étais, alors, chargé des protectorats au ministère des Affaires étrangères. Nous apprîmes cet exploit et nous retinmes ce nom : Joffre.

Quelques années après, le ministère Méline ayant annexé Madagascar, et ayant obtenu des Puissances la reconnaissance de cette occupation « avec toutes ses conséquences », on résolut de faire de Diégo-Suarez un des points d'appui de la flotte et une base d'opérations pour la défense de la Grande Ile. Gallieni ayant été nommé gouverneur général, l'officier du génie choisi pour exécuter les travaux se trouva être, précisément, le constructeur du chemin de fer du Niger, le sauveur de Tombouctou ; les services qu'il rendit là furent de telle nature que le général Gallieni, dans une lettre rendue publique, lui apporta un témoignage d'un accent tout à fait exceptionnel. Et, de nouveau, on prononça ce nom : Joffre.

Partout il se distingue, partout il est mis hors de pair. Voyez quel ordre dans sa formation et dans sa destinée : il commande le régiment des chemins de fer ; il est professeur de fortification à l'Ecole de Fontainebleau ; il est secrétaire de la Commission des inventions ; il est directeur du Génie ; et c'est ainsi que, de services en services, il arrive au commandement du 2^e corps à Amiens, en 1905. Officier excellent, sur qui on peut compter toujours et partout ; le bœuf sur son sillon droit comme le devoir, se développant dans une direction suivie et concordante à elle-même, mais avec ce côté d'indépendance intellectuelle et d'individualisme qui vient de son métier même, *le génie*. Constructeur, créateur, ayant pour mission spéciale l'emprise de l'esprit sur la matière, de la science, de la technique de l'invention, sur les hommes, il est sans cesse, et par ses fonctions mêmes, dans l'attente et à la recherche des nouveaux horizons. Ah ! ce n'est pas un homme de routine : on ne le verra pas rouler de garnison en garnison. Ni cavalier,

ni fantassin, c'est un sapeur, le nez sur la terre, le dos courbé, le pas lent du chercheur, la ténacité du fouilleur qui creuse sa mine. Hier, villageois et traditionnel, demain mondial et moderne. Quand il faudra un chef pour la guerre nouvelle, il sera prêt.



Pour les hommes qui arrivaient à la maturité en 1910, la guerre qui était à prévoir serait quelque chose d'entièrement nouveau. Les anciennes doctrines étaient désuètes ; tant d'éléments, jadis négligés, s'étaient introduits dans le recrutement, l'armement, les moyens de transport, les informations, que sais-je ? Le ciel, la terre, la mer et la sous-mer, tout allait se mobiliser ; il fallait donc tout prévoir, tout savoir, tout mouvoir, et cela d'un seul et même cerveau, d'une seule et même volonté. Supposons l'un de nos bons soldats d'Algérie de 1860 au milieu de ce cyclone de nouveautés ! Et aurait-on seulement huit jours pour cette levée en masse d'une nation et de toutes ses puissances ? Assurément, à cette révolution de l'art et de la science militaires quelques hommes seulement s'étaient préparés, — et Joffre était de ceux-là.

Mon ami Eugène Étienne, qui fut ministre de la Guerre en cette période de responsabilités et d'angoisse, m'a raconté, dans son temps, ce qui s'est passé quand on dut proposer au Gouvernement la nomination du Chef d'état-major général. Une liste de plusieurs généraux, tous dignes de haute estime, était considérée. La difficulté de choisir était grande. Le ministre étudia les dossiers, se fit remettre, par chacun, des mémoires militaires, interrogea, compara, consulta, et après en avoir délibéré longuement avec lui-même, il désigna, en toute indépendance et en toute sécurité, le général Joffre. Le rapport qui propose celui-ci s'exprime en ces termes :

« Le général Joffre est une forte, puissante et haute personnalité. C'est une intelligence lente peut-être, mais lumineuse. Il a d'immenses facultés de travail ; il a une précision rigoureuse dans les renseignements et dans les conclusions qu'il apporte. Il a un soin du détail que certains trouvent excessif, mais qui, dans la guerre moderne, a une grande importance, et surtout il a de la décision, décision pas très rapide, mais à laquelle il tient et il possède un sang-froid imperturbable. »

Ce jugement, dans son caractère véritablement prophétique, prouve que le pays peut avoir confiance dans la façon dont s'opère le choix de nos grands chefs militaires... et, qu'on me permette d'ajouter de nos grands administrateurs, — quand la politique ne s'en mêle pas.

Peut-être me sera-t-il permis de dire ici, puisqu'on fait appel à mes souvenirs personnels, comment, la guerre ayant éclaté, j'eus, moi-même, l'occasion de me faire une opinion, en tant que simple citoyen et narrateur de la guerre, sur le général, promu par la loi commandant en chef des armées françaises. Voici quelques-unes des circonstances qui sont restées dans ma mémoire.

Le jour même où fut affiché le décret de la mobilisation, je vins, à l'Élysée, voir M. Poincaré. Dans le salon d'attente, je rencontrai un parlementaire qui me prit à part et me demanda brusquement si je savais qui allait être investi du haut-commandement. Je répondis : « Mais, sans doute, le major-général, le général Joffre ; il est désigné par la loi. — Eh bien ! reprit mon interlocuteur, voilà ce qui nous effraie, quelques-uns de nos amis et moi-même. Le général Joffre n'a rien de ce qu'il faut pour assumer une telle responsabilité : c'est un officier du Génie, sans notoriété, sans envergure, sans action sur la troupe. Il y a d'autres chefs plus qualifiés. Puisque vous allez voir le Président, dites-le lui fermement. — Mais, répondis-je, comment prendrais-je un parti et aurais-je seulement une opinion sur une question si grave ? Nous ne pouvons que nous conformer à la loi, et prendre confiance. » Quand j'entrai chez le Président, je trouvai celui-ci très ému ; il me dit : « On exerce une pression terrible sur moi pour que j'écarte le général Joffre. Comment le ferais-je ? Nous ne pouvons qu'obéir à la loi... Et puis, le major-général nous inspire, à tous, la plus grande confiance... » L'incident me dicta mon devoir. Le chef était désigné ; il fallait se grouper autour de lui.

Quelque temps après, le Gouvernement ayant pris la décision, sur les instances du général commandant les armées françaises, de se rendre à Bordeaux, j'allai au ministère de la guerre voir M. Millerand. Sur le parti à prendre, j'avais exprimé nettement ma façon de penser dans mon *Histoire contemporaine* : en cas de guerre, le Gouvernement ne devait pas

renouveler la faute de 1870 et s'enfermer dans Paris assiégé ; toute la France n'était pas de trop pour défendre la France, et pour seconder la défense de Paris : il fallait aux armées un vaste champ d'opération, dût-on se battre jusqu'au Plateau central, et plus loin. J'allai, cependant, consulter le ministre de la Guerre sur ce que devaient faire les simples citoyens, n'ayant d'autre rôle à jouer que d'entretenir la confiance dans l'opinion par les moyens en leur pouvoir. M. Millerand me dit :

— Il faut partir. Paris est en de bonnes mains et nous concevons la résistance à outrance avec toutes nos forces et toutes nos ressources, avec notre territoire, notre population, avec nos ateliers, nos colonies, pour combattre, tandis que l'armée, qui est pour ainsi dire intacte, restera à proximité de Paris, que nous n'avons nullement l'intention d'abandonner... Nous nous battons pour Paris, non dans Paris.

Le ministre ajouta :

— La situation, d'ailleurs, est loin d'être désespérée. Le général Joffre manœuvre supérieurement. Il a fixé son pivot dans l'Est, autour de nos places fortes et jusque dans les Vosges ; on l'en arrachera difficilement. Autour de ce pivot, l'éventail de ses armées est en train de se replier par ordre. Mais, à très bref délai, il reprendra l'offensive, et nous pensons bien que l'ennemi, qui s'épuise en des marches insensées, trouvera à qui parler... L'éventail se refermera.

Cette conversation fut encore un trait de lumière. Il ne s'agissait donc pas d'une retraite, mais d'une manœuvre ; le haut-commandement conduisait les choses avec sang-froid et il avait tout son monde et tout le pays bien dans la main ; personne ne fléchissait. Tout était réfléchi, voulu. Je comprenais parfaitement l'usage que l'on comptait faire de ce pivot appuyé sur les Vosges, « notre force de l'Est » ; je comprenais que Paris ne serait pas abandonné, mais au contraire couvert et secouru. La puissance de nos armées non abattues et de leur chef inébranlable me parurent, dès lors, avoir les chances les plus sérieuses de succès. A partir de cette heure, j'eus foi dans la valeur du haut-commandement, et commençant, dès les premiers mois de la guerre, mon récit de la guerre, je pus, pendant les quatre longues années suivantes, maintenir un point de vue nettement optimiste, qui se trouva justifié à la fin.

J'avais conduit les miens à Bordeaux et je voyais, de temps à autre, les membres du Gouvernement. Dans le petit groupe intime, l'espoir était entretenu par les nouvelles reçues de l'armée; et voilà qu'au bout de quelques jours les choses s'améliorèrent. On commençait à parler de contre-offensive; on lisait la proclamation de Joffre à ses soldats... Et, soudain, le fameux communiqué sur la « victoire incontestable »...

J'étais rentré à Paris. Là je reçus la visite des maires et délégués des communes du sud de mon département, le département de l'Aisne, qui avait beaucoup souffert des allées et venues des troupes et qui se trouvait, pour ainsi dire, démuné de tout, affamé. On me demandait de faire le possible pour venir en aide aux populations civiles et assurer leur ravitaillement. Faisant partie du *Secours national*, disposant de ressources importantes, envoyées à la France par l'intermédiaire du Comité France-Amérique et des Comités de secours américains, je tentai d'organiser, non seulement des distributions de vivres et de fournitures de toute sorte, blés, farines, sucres, tabacs, vêtements, etc., mais d'établir de véritables magasins, échelonnés sur la ligne du front et permettant aux autorités locales d'assurer un approvisionnement indispensable. Pour cette entreprise, encouragée par le ministère de la Guerre, il fallait obtenir l'autorisation du Grand Quartier Général, avec toutes les facilités nécessaires pour atteindre jusqu'aux lignes du front, pour assurer les transports, pour faciliter les rapports entre autorités civiles et autorités militaires, etc. Avec l'autorisation du général Gallieni, — une automobile militaire étant mise à ma disposition, — je demandai une audience à l'état-major du général Joffre. Au jour indiqué, je gagnai Chantilly.

Le commandant en chef voulut bien me recevoir. L'entretien fut bref. Je m'expliquai; le grand chef m'écouta, posa le doigt sur un bouton de sonnette et me mit entre les mains d'un officier qui me conduisit auprès du général Belin. Celui-ci recut l'ordre de tout arranger. Le colonel Toutain, de l'état-major général, fut adjoint au Comité du secours national, et il fut entendu qu'en me faisant accompagner d'un secrétaire, et en rendant compte de mes démarches aux états-majors, j'étais autorisé à parcourir le terrain occupé par les armées, de

façon à procéder à cette organisation de ravitaillement appelée à rendre de réels services.

Au cours de l'entretien, j'avais touché un mot au général de l'intention où j'étais de publier, en pleine guerre, les premiers fascicules de l'histoire de la guerre, destinés, principalement, à éclairer le public sur les faits militaires et à combattre le mensonge de la propagande allemande qui, en ce moment, avait encore assez de crédit pour faire mettre en doute, à l'étranger et même en France, jusqu'à la victoire de la Marne. Le général me dit ces simples mots :

— Il n'est pas inutile, en effet, d'éclairer l'opinion. Nous avons besoin d'elle, en France et à l'étranger. *Tout ce qui est passé appartient à l'histoire et peut être exposé sans inconvénient, puisque la situation et les faits ne se renouvelleront pas*; mais ne comptez pas sur nous pour vous documenter. Nous avons autre chose à faire qu'à compiler des archives. Soyez prudent et débrouillez-vous comme vous pourrez.

Et l'on a dit que j'étais l'homme de confiance de l'État-major!

Je n'insisterai pas sur les faits qui suivirent, sur les instructions données brièvement par le grand chef, sur les entretiens avec le général Belin, le général Pellé, etc.; tout fut arrangé très rapidement. Mais ce que je puis dire, c'est que ce premier contact avec le Maréchal me laissa la plus forte impression : l'attention qu'il me prêta, sa rapide compréhension, la promptitude de sa décision, la netteté de sa parole si brève et si juste, tout me frappa. J'ajoute que les choses me parurent en parfait état dans ce fameux « Chantilly », tant attaqué depuis : je n'eus qu'à constater l'ordre, le calme, le silence, le jeu souple et juste des organes, une allure générale de santé et de vigueur; je retrouvais, en ce vaste laboratoire des destinées du pays, les meilleures parties du génie français. J'ai l'habitude de l'ordre administratif et des affaires; or, tout ce que je vis, cette fois et au cours des autres visites, me parut être, comme on dit, du « travail bien fait ». Ceux qui ont vu les choses autrement ont été mal inspirés ou se sont trompés.

Dans les nombreuses visites que je dus faire aux armées pour remplir ma tâche, me présentant tout d'abord, bien entendu, aux états-majors, j'eus ainsi les spectacles les plus réconfortants : c'était la France des grandes époques, la France de

l'histoire que je retrouvais partout. Et parlout aussi cette discipline volontaire, cette confiance dans le chef, ce sentiment qu'il inspirait à tous, du haut en bas de l'échelle. J'ai répété ce mot, entendu dans les rangs : « Celui qui ne comprend pas que le père Joffre leur ménage (aux Allemands) un coup qui leur fera leur affaire, n'est qu'un imbécile... » J'en ai reçu des visites et j'en ai entendu des plaintes de « limogés » ! Certaines de ces situations étaient émouvantes; les protestations de ces braves gens qui auraient voulu rester au front m'allaient au cœur; des erreurs aussi et même des injustices avaient pu être commises; mais la promptitude et la vigueur d'indispensables « exécutions » avaient remonté et vivifié l'armée toute entière. Ce fut pour elle comme un « rajeunissement ». Les plaintes et les récriminations, qui se répandaient dans le civil, n'avaient aucune prise sur le soldat.

Au cours de mes visites dans les pays de la guerre, je me trouvais, un jour, au quartier général de Mangin à Rancy : on sait que je connaissais de longue date ce grand colonial, qui était en train, comme Joffre lui-même, de gagner ses galons de grand capitaine. Je posai une question au général :

« Voyons, dites-moi, quand tout allait si mal, quand vous étiez en pleine retraite après Charleroi, quand tout paraissait perdu, à quel moment et sous quelle impression avez-vous eu le sentiment que les choses tournaient et que cette mauvaise passe n'aurait qu'un temps; à quelle minute avez-vous senti le premier souflet de la victoire?... »

— Oh ! je sais cela parfaitement, me répondit Mangin, et c'est une minute de mon existence que je n'oublierai pas. J'avais reçu l'ordre de quitter Namur et de venir à toute vitesse à Laon où j'aurais à prendre le commandement d'une division en retraite depuis la Sambre. En automobile, accompagné d'un seul officier, et après quelques heures de folle randonnée, je me trouvais au lieu où l'on avait fixé mon poste de commandement, c'est-à-dire au pied d'un bec de gaz sur un refuge, au milieu de la place de la gare, à Laon. C'était là que je devais retrouver mon monde. Debout sur le refuge avec mon officier, nous regardions autour de nous. Et c'était un flot, un torrent d'hommes qui s'écoulait dans la direction de Paris : des cavaliers à pied, des fantassins à cheval, une pagaie, les uns dormant en marchant, les autres traînant la

jambe, d'autres affalés de fatigue et de découragement, la plupart mornes, silencieux, certains furieux. Et dans ce courant discontinu je voyais passer les effectifs de mes régiments, reconnaissables à leurs numéros. C'était cela, ma division!... J'en étais là lorsqu'un planton, traversant la foule, m'aborda, porteur d'une dépêche. J'ouvris, je lus; c'était la fameuse instruction du 25 août donnant les ordres nécessaires pour la reprise d'une prochaine offensive... Alors, ce fut en moi comme une illumination : « Ça va bien, dis-je à mon officier, en lui tendant la dépêche.... Ça va bien, nous sommes commandés!... » Et aussitôt je pris, à mon tour, le parti qu'il fallait prendre : nous arrêtàmes des clairons, groupâmes des officiers et des sous-officiers, organisâmes des barrages à la sortie de la ville, répandîmes partout la bonne nouvelle sur un ton de confiance qui ne pouvait laisser aucun doute : on allait les attaquer et leur ficher une pile. Et en quelques heures, la force combattante en désarroi se trouva reconstituée. Le soir, il ne manquait personne à l'appel.... Vous savez comment, quelques jours après, ma division se battit à Esternay. Le vrai miracle, voyez-vous, c'a été le miracle du commandement.

* * *

Joffre, qui avait conquis si rapidement une situation telle que toute l'armée et toute la France lui faisaient confiance, que pas une résistance, pas un doute ne s'élevait à son sujet, qu'aucune dissidence n'apparaissait, que l'armée et la nation faisaient bloc autour de lui et que sa fameuse proclamation, — « se faire tuer sur place », — fut acceptée avec joie, avec ferveur, avec enthousiasme, ce grand chef, comment avait-il conquis si vite une telle autorité, obtenu un tel zèle, avec un tel esprit de sacrifice de la part de ce million d'hommes qui, la veille, ne le connaissaient pas? C'est précisément, l'ayant senti et compris moi-même en voyant les choses de près, ce que je voudrais essayer d'expliquer.

Dès le premier jour, et en présence des réalités, il apparut que toutes les vieilles rubriques étaient périmées. Il fallait que le nouveau chef de guerre ne s'embarrassât ni du passé, ni d'aucune thèse ou doctrine en faveur, qu'il fût lui-même un créateur, un inventeur, qu'il trouvât, et qu'il osât. Par exemple,

pour les moyens de transport, chemins de fer, camions, avions, il fallait un technicien qui fût apte à se servir de toute cette mécanique. Or la mobilisation, nous le savons, se fit avec une rapidité et une précision extraordinaires et qui embarrassa grandement l'ennemi; et ce succès remarquable fut dû au fait que nous avions, à la tête, un homme des chemins de fer. De même, la constitution de la « force de l'Est », qui fut le salut à une heure donnée, se trouva encore être une question de transports et de chemins de fer. De même, le savoir faire avec lequel « les réserves furent puisées dans les corps combattants », — l'armée de Maunoury étant composée en grande partie de corps qui venaient de se battre dans l'Est, — aptitude à se servir des chemins de fer.

Voyons la difficulté dans son ensemble. Après Charleroi, le plan 17, ce plan sur lequel s'était épuisé l'art de nos stratèges, était devenu lettre morte : il fallait trouver autre chose. Et, c'est alors que cet homme calme, qui sait son métier, sa technique, qui a des réflexes admirables et bien préparés, tire de son cerveau, séance tenante, la stratégie de la bataille de la Marne, exprimée dans la mémorable instruction du 23 août, — directive impeccable et qui, appliquée dans toutes ses parties sur un immense champ de bataille, décidera de la victoire.

Car, — on ne l'a pas assez dit, — si notre plan originaire était inefficace, le plan de l'adversaire, le fameux programme de Schlieffen, ne l'était pas moins : brisé dans l'Est, disloqué dans l'Ouest, il était bon à mettre au panier. Il eût fallu que le grand état-major allemand fit comme le nôtre et trouvât sur-le-champ quelque chose de nouveau. Or, qu'ont-ils trouvé, les fameux maîtres ? Rien. L'immense armée se précipita, en un assaut fou, sur le demi-cercle dont Joffre l'avait entourée et, après avoir perdu, par cette inconcevable pénurie de moyens, la bataille décisive, — et la guerre, — elle ne parvint à se sauver momentanément qu'en s'enterrant dans les tranchées.

Il devait en être de même, plus tard, à Verdun : offensive désespérée, bataille uniquement d'usure, où l'assaillant s'usait d'abord. L'esprit créateur du grand chef français brisa, sur la rive droite de la Meuse, ce nouveau hurrah de la brutalité allemande, et elle lui réservait, dans le flanc, cette

seconde manœuvre, vraiment stratégique, de la bataille de la Somme, qui eût vaincu, si on eût laissé aux projets du général Joffre le temps de s'accomplir.

Autre point de vue : la psychologie de la guerre et l'action sur la troupe. Quand il fallut parler à la nation armée, au Français en capote, au soldat de la Marne et de Verdun, qui donc trouva les paroles, inspirées non de Bonaparte, mais de la nécessité et du devoir ? Le général Joffre. Quand il fut question de désigner les chefs nouveaux qui devaient insuffler à cette armée moderne, arrachée à sa charrue et à son comptoir, un nouvel ordre, une nouvelle discipline, une âme collective, qui donc sut les discerner ? Le général Joffre. Foch, Pétain, Franchet d'Esperey, Fayolle, Castelnau, Nivelle, Mangin, Gouraud, Weygand, tous ces hommes sont *ses* hommes. Trouva-t-on jamais, dans l'esprit d'un chef, plus d'équité, plus de justice, une plus fine connaissance des valeurs humaines, une absence aussi complète de parti-pris, de mesquinerie, de petites passions ? Le jour où il fait venir Foch pour lui confier le commandement d'une armée, il lui dit tout bonnement : « On vous remettra un dossier où vous trouverez vos instructions. » Et ce fut tout : une fois les choses mûrement réfléchies et le tout mis au point, les paroles ne pouvaient que nuire.

Verdun sauvé, la bataille de la Somme engagée, le premier repli des armées allemandes décidé, on retira au général Joffre le commandement, et l'heure de la victoire, hélas ! n'en sonna pas plus tôt.

* * *

Joffre fut nommé maréchal de France et on le confina dans les salons vides de l'École militaire. C'est là qu'il me fut permis de le voir plus souvent et de gagner son amitié. Pas une fois, une parole de récrimination ne sortit de ses lèvres ; il jugeait avec bienveillance les efforts de ses successeurs et, quand ces successeurs furent Foch et Pétain, avec une absolue confiance. La qualité de cette âme pleine de bonté, de pureté, j'allais dire de candeur claire, est l'honneur d'une nation et d'une génération.

Quand il se sentait en confiance, je veux dire à l'abri de toute combinaison ou calcul, il avait un abandon spontané, un

charme, une fraîcheur, une façon de se donner où l'on sentait une loyauté entière, pesant son pesant d'or. Il jouissait de se sentir entouré, à la condition que les barrières de sa modestie fussent respectées. La plus habile flatterie n'eût osé s'approcher de lui. S'il la sentait venir, il se taisait, son œil se voilait. Je le vois entrant dans une réunion où des fidèles l'attendaient et je l'entends, disant circulairement, avec un léger accent du Midi, une flamme bleue dans le regard : « Je n'aperçois ici que des visages amis. » Cela si simple, si sincère, que nous en étions touchés aux larmes.

Puisque l'on me pousse à donner quelques souvenirs personnels, qu'on m'accorde le droit d'évoquer celui-ci, qui est l'honneur de ma vie. Quand, à la fin de la guerre, le Gouvernement récompensa les services rendus par les civils, on me désigna pour la croix de Commandeur de la Légion d'honneur. Je demandai au maréchal Joffre d'être mon parrain. Il voulut bien accepter. Un petit dîner intime nous réunit. Le Maréchal me donna l'accolade et noua le ruban : or, la croix qui pendait sur ma poitrine, était celle même du maréchal Joffre. Voilà comment cet ami savait aimer et se faire aimer.

Le moment vint où l'Académie française, selon l'esprit même de son institution, se tourna vers le maréchal Joffre. Mes confrères me chargèrent de lui soumettre notre désir de le voir prendre place parmi nous. Aux premières ouvertures, il parut hésiter : « Qu'ai-je fait, me dit-il, pour entrer à l'Académie ? Je ne suis pas un écrivain ; les services qui ont été rendus au pays pendant la guerre l'ont été par tout le monde ; je n'ai été qu'un exécutant ; et je n'ai fait que mon devoir. » Ma réponse était toute prête : « La bataille de la Marne, le salut de la patrie, c'étaient les plus hauts services auprès de la pensée française : ils faisaient à l'Académie un devoir de se tourner vers le maréchal vainqueur ; de tous temps, elle a honoré les grands serviteurs du pays... » Il restait silencieux. Dans ce besoin de justice et de raison dont il ne pouvait se dépourvoir, un scrupule suprême le retenait. Enfin, avec une grande douceur, sur ce ton égal qui était le sien, même dans le commandement, il me dit :

— Eh bien, oui ! Je n'y avais jamais pensé. Mais il me semble que j'ai un titre, c'est d'avoir senti fortement la nécessité de développer, parmi nos jeunes officiers, le goût du tra-

vail intellectuel ; et c'est pourquoi je me suis donné, avec une véritable passion, à la création de ce corps d'état-major qui a été l'incontestable instrument de la victoire. Oui, par là, j'ai servi le pays qui réclame, de ses chefs, préparation, compétence, travail, et je remercie l'Académie française d'inscrire mon nom parmi ceux des bons serviteurs du pays qui la composent.

Dans son discours de réception, le Maréchal n'oublia pas ce service particulier rendu à l'intelligence française, et dont il était si justement fier. Il décrit admirablement cette élite qui fut le cerveau et le nerf des armées. Mais, où son cœur déborde, c'est quand il parle du soldat. Cette page immortelle devrait être dans toutes les mémoires : « Mais qu'eussent fait ces généraux et ces états-majors, s'ils n'avaient commandé aux plus magnifiques soldats du monde ? Pour louer ces soldats, les mots sont impuissants et seul mon cœur, s'il pouvait laisser déborder l'admiration dont il est pénétré pour eux, traduirait l'émotion que j'éprouve en en parlant... Dans les yeux de ceux qui rentraient du combat comme dans les yeux de ceux qui y montaient, j'ai vu toujours le même mépris du danger, l'ignorance de la peur, la bravoure native qui donne à leurs actes d'héroïsme tant de naturel et de beauté, et toujours aussi, dans des milliers et des milliers de regards francs et anonymes, j'ai lu cette foi instinctive dans les destinées de la France, cet amour et ce respect de la vérité et de la justice, cette honnêteté apportée dans l'accomplissement du devoir journalier, qui sont la force et la discipline de notre armée et qui n'appartiennent qu'à elle. C'est pour cela que nos soldats sont les premiers du monde et qu'on ne peut les voir sans les admirer, les regarder sans leur sourire, les commander sans les aimer. »

Ah ! le brave homme de Français !...

Ce discours est le seul que le Maréchal ait prononcé devant l'Académie. Non pas qu'il ne fût des plus assidus aux séances et qu'il ne s'y complût. Ne disait-il pas, un jour, avec une exquise bonhomie, à quelqu'un qui l'interrogeait sur l'intérêt qu'il prenait à nos réunions : « Certes, je m'y plais... Je m'y instruis. » On ne recourait pas à lui pour l'exercice de nos fonctions oratoires ; il s'en fut acquitté avec ce sentiment du devoir qui était le sien ; mais la parole, ce n'était pas son affaire.

Pourquoi ne pas inscrire, ici, une anecdote que je tiens de M. Renard, le distingué préfet de la Seine. Celui-ci était, alors, préfet des Pyrénées-Orientales. La ville de Perpignan fêtait l'illustre enfant du pays. A la fin de la journée, banquet : à la fin du banquet, discours. M. Renard, en sa qualité de préfet, se lève le dernier et, après avoir dit ce qu'il avait à dire, se tourne vers le Maréchal et lui donne respectueusement la parole. Le Maréchal se lève à son tour, s'appuie des deux mains sur la table, pose son regard sur l'assistance avec un bon sourire et dit : « Messieurs, je ne parle pas ». Et il se rassied. Joffre était, assurément, le seul homme de France assez autorisé et assez brave pour faire accepter cette déclaration simple.

* * *

Je ne voudrais pas me séparer de la grande figure dont l'histoire approfondira la nature puissante et le génie complet, sans dire un mot du service, qu'avant la fin de la guerre il rendit encore à la France par son voyage en Amérique. Ce service est une sorte de doublet de la bataille de la Marne : là encore, l'esprit de clairvoyance, l'autorité s'imposèrent aux masses collectives et furent moteurs de décisions de portée incalculable. Joffre fut envoyé là-bas parce que son prestige seul, sa présence seule pouvaient déterminer, chez le peuple américain, « le coup de vent » qui l'entraînerait à se jeter dans la guerre avec sa force et sa puissance tout entières. Songez qu'on en était à débattre sur les effectifs d'un simple corps expéditionnaire d'une vingtaine de mille hommes, qui serait adjoint aux forces britanniques ! La mission Viviani-Joffre fut accueillie avec enthousiasme par le peuple américain ; mais Joffre en particulier fut considéré tout de suite comme un ami, un conseiller, un éducateur. Les mémoires, rédigés d'avance par lui, les avis motivés qu'il apporta, les raisons qu'il exposa furent d'une telle force que, dès sa seconde entrevue avec le ministre de la Guerre, M. Baker, on résolut de se ranger aux suggestions du Maréchal. Ainsi les dispositions étant changées du tout au tout, on décida l'envoi non plus de quelques contingents, mais de la puissante armée que commanda par la suite le général Pershing ; et il fut arrêté que cette armée serait indéfiniment maintenue, entraînée, augmentée jusqu'à la victoire. Voilà ce que Viviani put télégraphier au Gouvernement de la

République, dès le 20 mai. Ce poids décisif, qui tombait dans la balance de la guerre, la France le devait au maréchal Joffre.

Sous l'Arc de triomphe, le vainqueur de la Marne prit son rang, le premier des maréchaux de France. La France, en ce jour d'union sacrée, le mit à la place qu'il devait occuper dans la gratitude du pays et dans l'histoire.

Depuis qu'il avait été éloigné des hautes responsabilités, le Maréchal s'était renfermé dans le silence qui lui était si naturel. Pas un mot, pas une critique, pas un blâme, pas une plainte n'est sortie de sa bouche. Sa santé toujours robuste lui permettait de se livrer à un travail assidu. Il laisse des *Mémoires* fortement documentés, et où l'avenir ne rencontrera que la simple vérité, sans l'ombre d'une polémique, sans autre chose que des faits.

Cependant le poids d'une carrière écrasante aux Colonies et en France pesait sur lui. Les soins admirables de la maréchale Joffre, une vigilance de tous les instants, une perspicacité assidue le conservaient à la France. L'année dernière, le ménage vint passer quelques semaines à Menton. Le séjour du Midi plut beaucoup au Maréchal. Il retrouvait la lumière de la Méditerranée et, au cours de ses promenades, la fraîcheur de ses montagnes. Que d'heures douces et confiantes dans ce repos vivifiant ! Le corps s'était un peu amaigri ; les vêtements flottaient ; le pied était moins sûr ; cependant, la vigoureuse nature du vieillard et les soins dont il était entouré lui promettaient de longues années encore. Il a fallu qu'un accident, en quelque sorte négligeable, finit par atteindre, en lui, les sources de la vie. Après une lutte silencieuse, les yeux fixés dans une contemplation claire et ferme de l'au-delà, notre ami nous a quittés, le grand Maréchal est mort. Inspirons-nous de lui : il reste la France !

GABRIEL HANOTAUX.

LE ROI ET MOI

(1831-1837) (1)

Ministre sans portefeuille dans le cabinet du 9 août 1830, puis ministre des Finances et président du Conseil dans le cabinet du 3 novembre 1830, Lafitte était en opposition avec le Roi à propos de certaines questions de politique extérieure, notamment en ce qui concernait les affaires d'Italie. En février-mars 1831, des soulèvements populaires ayant éclaté dans les duchés de Modène et de Parme et dans les États romains, les Autrichiens se préparaient à intervenir pour rétablir sur leur trône le duc de Modène et Marie-Louise, duchesse de Parme, et maintenir la domination pontificale dans la Romagne, les Marches et l'Ombrie. Au début de mars, une dépêche expédiée de Vienne par le maréchal Maison, ambassadeur de France, au général Sébastiani, ministre des Affaires étrangères, faisait part de la volonté interventionniste du prince de Metternich. Le maréchal conseillait en outre de s'opposer à l'intervention. Lafitte eût volontiers adopté cette politique, mais Louis-Philippe estimait qu'elle pouvait mener à la guerre. Sébastiani, sans doute avec l'approbation du Roi, ne fit pas connaître cette dépêche à Lafitte qui, apprenant indirectement son arrivée, donna sa démission.

MA DÉMISSION

— Êtes-vous obligé de vous en aller? me dit le Roi. Ne vous ai-je pas dit que rien n'était fini avec l'Autriche et que nous pouvions encore négocier? Rien ne vous empêche donc de mander les ministres chez vous, de leur dire que vous et moi nous sommes d'accord, et comment nous entendons

(1) Voyez la *Revue* des 15 juil et, 15 septembre et 1^{er} octobre 1930.

marcher; que si cela ne leur convient pas, ils n'ont qu'à se retirer et que vous en prendrez d'autres ?

Je ne pouvais pas trop lui refuser de me prêter à cela. Rien n'était plus facile à lui que de s'entendre d'un mot avec le maréchal Soult, le général Sébastiani et le jeune Montalivet (1).

De quelle mission allais-je donc me charger ? N'étais-je pas certain d'avance du résultat de ma tentative ? La conduite des ministres, lorsque je donnai connaissance au Conseil de l'insulte et de la trahison du général Sébastiani, ne prouvait-elle pas qu'ils consentiraient à tout pour ne pas perdre leur portefeuille ? Périer (2), arrivant avec sa devise, la Charte et la paix, ne devait-il pas l'emporter sur moi qui aurais déclaré la guerre plutôt que l'abandon de nos principes ? Tout autre aurait fait des réflexions avant de s'engager ; moi, je ne les fis qu'après.

Les ministres étant réunis chez moi, je leur dis :

— Le mystère que l'on m'a fait, comme à vous je pense, des nouvelles de Vienne, m'a paru une assez grande offense pour me décider à donner ma démission au Roi, d'autant plus que je voyais là un changement de système politique. Mais le Roi m'a déclaré que je me trompais, que son système était le mien, et m'a chargé de m'en expliquer avec vous pour savoir si cela vous convient, et si je dois marcher avec vous ou avec d'autres.

Ce début ne me parut causer aucun embarras ; il mit au contraire tout le monde à son aise. J'ajoutai :

— Mon système est, vous le savez, le principe de non intervention au dehors, le progrès au dedans : il faut donc savoir si vous voulez le suivre franchement ; le ministère doit être homogène.

Tous parurent dans l'enchantement.

— Moi, dit le général Sébastiani, je resterai toujours fidèle au 3 novembre.

— Moi, dit le maréchal Soult, je ne redoute pas la guerre,

— Moi, dirent MM. Barthe (3) et d'Argout (4), nous sommes dévoués de cœur à M. Laffitte.

(1) Fils du ministre de l'Intérieur de Napoléon I^{er}, il fut lui-même plusieurs fois ministre sous Louis-Philippe.

(2) Casimir Périer qui allait recueillir la succession de Laffitte.

(3) Ministre de l'Instruction publique depuis le 28 novembre 1830.

(4) Ministre de la Marine.

Il n'y eut que le jeune Montalivet qui garda le silence.

— Messieurs, leur dis-je, vous vous êtes trop pressés, vous ne m'avez pas laissé achever; peut-être qu'après que je me serai expliqué, vous changerez de langage. Le Roi dit qu'il ne peut pas absolument se passer de moi, il veut que dans tous les cas je reste président du Conseil; mais moi, je ne m'en soucie guère et je lui ai donc répondu que je voulais vous voir avant de rien promettre. Ainsi, ne vous gênez pas, vous êtes sûrs de ne pas me faire de la peine. Êtes-vous partisans de mon système? Je reste, je l'ai promis. L'êtes-vous de celui de Périer? Parlez, ne craignez rien, je m'en vais et vous restez les maîtres. Il y a tout à gagner pour vous dans la franchise. Vous m'avez dit tout à l'heure que vous étiez tous de mon parti. Prenez-y garde! car je ne le crois pas. Avec Périer vous avez la chance d'être ministres longtemps; avec moi, vous pourriez ne l'être que vingt-quatre heures.

Ces paroles amenèrent une révolution dans les esprits. Le maréchal Soult se rappela tout à coup que la perte de ma fortune me rendait indigne du ministère; le général Sébastiani n'oublia plus que depuis longtemps il avait un pied dans les deux ministères; Barthe et d'Argout restèrent embarrassés; Montalivet aussi, je présume, parce qu'ils me devaient de les avoir fait ministres.

Enfin l'ingénu de la troupe s'avisa du rôle dont, sans doute, le Roi l'avait chargé. M. de Montalivet répondit d'un air confus :

— J'honore le noble caractère de M. Laffitte qui ne s'est jamais démenti, ses vertus civiques dignes de l'ancienne Rome; mais nous sommes en France, et je crains que ses principes ne nous conduisent à la guerre.

— La franchise est bonne en tout temps, M. de Montalivet, lui répondis-je sur-le-champ; mais vous auriez mieux fait d'en avoir le 1^{er} décembre lorsque vous et vos collègues avez dit hautement à la Chambre et au pays : la guerre plutôt que l'abandon de nos principes.

Il voulut balbutier une réponse, mais je me levai en leur annonçant que j'allais prévenir le Roi d'envoyer chercher M. Périer. N'en parlons plus, la séance est levée.

Le Roi m'écrivit le soir même :

« Je n'ai pas besoin de vous dire combien je suis en pensée

avec vous ce soir, et combien il me tarde d'en être informé. Mais je n'en puis plus et je vais me coucher. Ainsi ne venez pas ce soir et à demain matin.

« Mercredi soir, à dix heures trois quarts. »

Ce billet est court, mais il est significatif. Faisons-en une courte analyse. Il est en pensée avec moi ce soir; il lui tarde d'en avoir la confirmation, et il me dit de ne pas aller le voir ce soir! Pour comprendre ce contre-sens, il ne faut pas être bien fin : c'est qu'il avait été instruit de ce qui s'était passé par les autres ministres. Sa maladresse était d'avoir daté son billet à dix heures trois quarts, après avoir reçu la visite du général Sébastiani ou de Montalivet ses compères. J'avais renvoyé les ministres de chez moi à huit heures trois quarts. Il n'y a qu'un pas de la rue de Rivoli au Palais-Royal, et pour faire ce trajet il ne fallait pas deux heures.

Je fus le voir le lendemain, et je reconnus combien le jugement que j'avais porté était juste. Il connaissait le résultat de mon entretien de la veille, et n'en paraissait pas étonné; il ne se plaignit pas que je n'eusse pas renvoyé les ministres comme il le voulait. Il me dit simplement :

— Si du moins je pouvais vous rendre la grande existence que vous avez perdue pour moi, je serais un peu consolé. Mais, hélas! je ne le puis pas. Il me faudrait pour cela le pouvoir absolu, et malheureusement je ne l'ai pas; il m'est impossible de récompenser vos services.

J'avais de l'humeur, et je ne la cachais pas. J'avais envie de lui dire : « Pourquoi ne suivez-vous pas votre première pensée de me laisser tomber tout doucement et me faire une pension de cent louis sur la liste civile? » Mais je me bornai à lui répondre froidement :

— Je n'en mérite aucune de votre part. Je n'ai rendu des services qu'au pays.

— Prenez au moins en attendant la présidence de la Chambre?

— Cela ne dépend pas de vous.

— Et le gouvernement de la Banque?

— Avant de la gouverner, il faut d'abord que je songe à la payer. Mais, je vous en prie, ne vous occupez pas de moi, car l'honneur me défend d'accepter aucun salaire.

Chacune de mes réponses décelait le plus grand mécontentement; mais loin de s'en fâcher, il ne me parla que de ses

regrets et me combla de caresses, espérant, me disait-il, que nous resterions toujours amis comme autrefois.

— Envoyez chercher Périer, lui dis-je, et je me retirerai, lassé de tant de perfidies.

Voici une autre lettre plus démonstrative encore.

« Jeudi, 10 mars 1831.

« M. Périer est venu me voir tout à l'heure. Il m'a répété tout ce qu'il m'avait dit précédemment sur ce qu'il croyait qu'il ne fallait pas de changement de ministère jusqu'à la réunion des Chambres. Mais sur ce que je lui ai dit du résultat de votre réunion d'hier au soir, que vous m'avez communiqué ce matin, il me demanda d'avoir une conférence avec vous en ma présence et avec les autres ministres. Je lui ai dit que le Conseil se réunirait ce soir à huit heures et je l'ai engagé à y venir. Il m'a dit qu'il y viendrait, et je m'empresse de vous en prévenir en vous renouvelant l'assurance de ma sincère amitié pour vous. »

Remarquez que je l'avais quitté à midi, et que M. Périer était déjà rendu chez lui à une heure. Il était donc bien pressé de se débarrasser de celui dont il ne devait jamais se séparer pour se réunir à celui à qui il avait juré de ne jamais pardonner. Mais ce n'est pas tout. Périer lui a répété ce qu'il lui avait dit précédemment sur le changement de ministère! Il songeait donc à me remplacer avant que je ne songeasse à ma retraite. Lorsqu'il me disait que Sébastiani avait le pied dans les deux ministères, il me le dénonçait et cependant il était d'accord avec lui. Ce sont là des roueries qu'un roi, digne de l'être, ne devrait pas se permettre. Mais pourquoi Périer lui conseillait-il d'attendre le renouvellement des Chambres pour me renvoyer? Par une raison toute simple. La Chambre de 1831 savait trop ce que j'avais fait pour lui.

Il y avait, suivant moi, une haute inconvenance à me faire trouver encore en face avec les autres ministres et M. Périer; mais on n'avait plus besoin de mes services, il n'était donc pas nécessaire d'y mettre tant de délicatesse. Je m'y rendis cependant, parce que j'étais curieux d'observer ces figures comme moraliste.

Le Roi se plaça à côté de moi, à son ordinaire, son bras passé sous mon bras, sa tête appuyée amicalement sur mon épaule; le duc d'Orléans, en face, fort triste, les yeux baissés,

n'osant me regarder ; moi, l'air calme, et les regardant tous l'un après l'autre, ce qui paraissait les gêner ; M. Périer jouissait arrogamment de son triomphe, voyant enfin que j'étais tombé, et que désormais il était le maître... Figurez-vous la morgue et l'insolence d'un intendant qui va prendre possession d'un château acheté pour un grand seigneur, et la bassesse des anciens valets, incertains s'ils garderont leurs places, et vous aurez une juste idée de la scène qui va se passer. Périer me demanda d'abord, pour la forme seulement, pourquoi je ne restais pas. Je lui répondis qu'il était mandé pour me remplacer, que les motifs de ma retraite ne regardaient personne. A ces mots, le Roi et les ministres baissèrent tous la tête, et M. Périer fit souffler ses naseaux. Il interrogea ensuite chaque ministre sur la situation de son département, et chacun lui répondit en baissant sa voix d'une octave.

A la marche qu'il suivait, surtout à son air, le Roi semblait appréhender que mon tour ne vint ; il craignait que je ne misse pas la même humilité dans mes réponses, si je jugeais à propos d'en faire une. Précisément ce qu'il redoutait arriva. Périer me demanda :

— Où en êtes-vous de vos rapports avec l'étranger ? Vous comprenez bien que c'est le point essentiel qui me dictera ma décision.

Je me dis modeste ; mais je montre parfois bien de l'orgueil. Je le regardai en face avec affectation sans lui répondre. C'était fort inutile d'ailleurs : le Roi avait dû l'en instruire. Il ne se déferma point pourtant, car il me demanda encore avec la plus grande politesse :

— M. Laffitte voudrait-il avoir l'extrême bonté de me dire où il suppose qu'on en est avec les Puissances étrangères ?

— Personne ne le sait mieux que le Roi, et M. le ministre des Affaires étrangères.

— Ce n'est pas une question que je fais. C'est une prière que j'adresse au président du Conseil.

— Je ne le suis plus, monsieur Périer.

— Votre démission n'est pas encore acceptée.

— Votre présence ici prouve le contraire.

Il n'y avait pas de réplique à cela. On craignait des explications nouvelles, et je ne pouvais que dire : la paix à tout prix, que l'on voulait, ou la guerre plutôt que l'abandon de

nos principes dont on ne voulait plus. Mais Périer était trop adroit pour me pousser à cette déclaration : ce n'était pas l'opinion actuelle du Conseil qu'il demandait à savoir, mais la mienne avant qu'on n'eût reçu la réponse de Vienne. Elle ne se fit pas attendre un moment.

— Mon opinion est toujours celle que j'ai proclamée à la tribune au nom du Conseil. La guerre, ai-je dit, plutôt que l'abandon de nos principes.

— Ainsi, maintenant que l'Autriche s'est expliquée, vous êtes d'avis de lui déclarer la guerre ?

— Je ne dis pas cela. Le principe de non-intervention n'est pas absolu, on peut encore négocier dans l'intérêt de la France : possibilité de guerre si les Autrichiens entrent à Modène, probabilité s'ils entraient dans la Romagne, certitude s'ils avançaient vers le Piémont.

Le Roi, enchanté, s'écria :

— Merveilleusement résumé !

O mon Dieu ! quel grand ministre j'aurais donc été si j'avais pu faire fléchir ma conscience ! Enfin le Roi voulut faire cesser cette longue comédie. Il en brusqua le dénouement en me disant :

— Je n'en puis plus, je tombe de sommeil, et je vais me coucher. Bonsoir.

Il se lève, et tout le monde avec lui, et par ce moyen il évita l'embarras de prendre congé de moi ; il ne savait comment s'y prendre. A peine était-il parti que tous les ministres se groupèrent autour de M. Périer. Le duc d'Orléans, fort mécontent du peu d'attention qu'ils me prêtaient, ne bougea pas de place, et garda le silence.

— Fi donc ! messieurs, leur dis-je. Je croyais que du moins la scène aurait été jouée avec plus de décence.

Et je partis sans leur donner le temps de me répondre. Mais dans la nuit, je reçus encore cette lettre du Roi :

« Ce jeudi, 10 mars 1831.

« Pressé de sortir du Conseil par un violent mal de tête, je n'y voyais plus, et je suis parti sans songer à autre chose qu'à aller me coucher ; mais tourmenté de ne vous avoir pas dit assez combien je vous avais admiré ce soir, je me suis levé, la tête me fendant, pour vous dire combien j'étais avec vous de cœur, et vous renouveler l'assurance de ma vive, sincère et constante amitié. Bonsoir. »

Voilà une lettre bien singulière. J'avoue que j'avais de la peine à me l'expliquer. Ce mal de tête lui vint bien mal à propos. Comment ! Se relever après s'être couché, la tête lui fendait, pour me dire qu'il ne m'avait pas assez admiré ce soir ? Et de quoi donc m'avait-il admiré ? Je ne pouvais le comprendre. Le besoin de me renouveler sa vive, sincère, et constante amitié ne me paraissait pas non plus une raison suffisante. Une personne, initiée aux mystères du Palais-Royal, m'en a donné l'explication le lendemain ; c'est, je crois, l'occasion de le dire :

Le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable.

Elle prétend que le Roi n'a pas eu besoin de se relever parce qu'il ne s'était pas couché ; qu'il s'était simplement retiré dans son cabinet parce qu'il ne savait comment me donner mon congé ; qu'étant revenu au Conseil, après mon départ, pour s'informer comment les choses s'étaient passées, et qu'ayant appris que je m'étais retiré de mauvaise humeur, les ministres et lui avaient cru nécessaire qu'il m'écrivît cette lettre.

Le ministère n'étant pas encore formé le lendemain, j'occupais seul son banc à la Chambre. Le maréchal Soult vint m'y trouver.

— Le Conseil, me dit-il, va se réunir bientôt. Est-ce que vous n'y venez pas ?

— Moi, monsieur le maréchal ? Vous avez donc oublié que je ne suis plus ministre ?

— Vous ne l'êtes plus parce que vous ne le voulez pas. Un seul mot, et vous seriez encore le maître.

— Que le ciel m'en préserve !

— Est-ce que vous croyez que j'entends courber la tête sous le joug arrogant de M. Périer ?

— Il y a deux jours, monsieur le maréchal, que, chez moi, vous annonciez des dispositions contraires.

— Ce n'est pas moi. Montalivet a seul parlé.

— N'importe ! C'est maintenant une chose faite.

— Eh bien ! je parlerai pour vous et pour moi.

— Parlez pour vous, monsieur le maréchal ; mais si vous dites un mot de moi, je vous démentirai.

Il partit, et ne parla sans doute que de lui. Je ne sais pas

ce qu'il demanda, peut-être à me remplacer, mais le général Sébastiani lui répondit :

— Il n'y a pour vous que la place de ministre de la Guerre, c'est à prendre ou à laisser !

Le lendemain, il ne regardait plus M. Laffitte. Ce jour-là encore, rien n'était fini. Le Roi m'écrivit encore pour m'en prévenir :

« Ce samedi 12 mars à quatre heures et demie.

« Il est quatre heures un quart, et rien n'est fait. Je vous envoie le baron Louis pour vous demander de rester jusqu'à demain. Je sais combien cela vous est pénible ; mais c'est une marque d'amitié que je vous demande en vous renouvelant l'assurance de celle dont mon cœur est pénétré pour vous. »

Rien de plus touchant que ces témoignages d'amitié. Je ne laissai pas ignorer au baron Louis ce que j'en pensais, et il n'aura pas manqué de le redire. Pour adoucir ma mauvaise humeur, il m'envoya le lendemain le duc d'Orléans, le seul ambassadeur du Palais-Royal qui pût avoir sur moi quelque influence. Il me dit :

— J'ai tout vu, j'ai tout su et je puis rendre justice à tout le monde. Quant à vous, j'ai toujours admiré votre caractère et votre attachement pour nous : aujourd'hui, j'ai besoin que vous croyiez à ma reconnaissance éternelle.

— De la reconnaissance, monseigneur, vous ne m'en devez pas ; votre amitié me suffit, et je la crois sincère.

— Oh ! comptez-y. Je vous en donnerai toujours des preuves. On suppose que mécontent du Roi, vous voulez rompre avec lui ; mais je vous connais, vous ne le ferez pas. Vous ferez de l'opposition au système du gouvernement ; mais vous n'en serez pas moins notre ami sincère. Je vous demande de m'autoriser à lui porter cette bonne nouvelle.

— Je ne vous dissimulerai pas, monseigneur, que l'indignité de la conduite tenue à mon égard ne m'ait inspiré le désir de la vengeance ; mais j'y ai renoncé. J'ai promis de ne pas écrire sur son front le mot affreux d'ingrat, et je tiendrai ma parole. Je me rendrai à midi chez le Roi pour lui faire signer mes dernières ordonnances.

Il partit enchanté, et peu d'instant après, je reçus du Roi la lettre suivante :

« Ce dimanche matin, 13 mars 1831.

« Mon fils vient de soulager un peu mon cœur par ce qu'il m'a dit de la visite qu'il vient de vous faire. J'en avais besoin, et je vous en remercie du fond du mien. Il m'a dit que vous viendriez me voir à midi. Je le désire, et je vous écris seulement pour vous demander de n'y pas manquer. Je vous attends avec impatience. »

Je me rendis au Palais-Royal où je fus reçu avec une grande effusion de tendresse. La Reine parut très affligée de voir se séparer les deux plus honnêtes gens du royaume; Madame avait l'air de ne pas comprendre comment je ne faisais plus partie de la famille; quant au Roi, vous auriez cru qu'il allait me dire encore que saint Jacques et saint Philippe étaient unis sur la terre comme dans le ciel. Je reçus enfin la lettre suivante :

« Dimanche, 13 mars, à trois heures un quart.

« Le nouveau ministère est formé, et je vais signer les ordonnances. Je vous en préviens comme je vous l'avais promis, et j'ai besoin de vous répéter combien mon cœur en souffre par rapport à vous. Le baron Louis est prêt à vous remplacer immédiatement. Il me tarde de vous revoir et de vous renouveler l'assurance de ma bien tendre amitié pour vous.

« Le général Sébastiani désire que je vous dise que c'est comme le plus ancien des ministres qu'il a été condamné à signer les ordonnances, et qu'il en éprouve une peine extrême. »

A peine cette lettre reçue, je quittai l'hôtel de la rue de Rivoli, et je me rendis chez moi, rue Laffitte, d'où je n'aurais jamais dû sortir.

LE MINISTÈRE DU 13 MARS

Le ministère du 13 mars était formé (1), et je me promettais de vivre chez moi fort tranquille sans songer jamais à remettre les pieds au Palais-Royal. Mais le Roi m'avait écrit que le général Sébastiani était condamné à signer les ordonnances. Le général vint lui-même me voir pour me dire combien il en était affligé. De plus, comme il était toujours mon ami de quinze ans, et qu'il voulait toujours l'être, il m'annonça qu'il viendrait, tous les soirs, faire sa partie de piquet avec moi

(1) Il était présidé par Casimir Périer.

comme auparavant. Moi, qui me rappelais que, d'accord avec le Roi, il m'avait caché les dépêches de Vienne, je lui conseillai de n'en rien faire parce qu'il ne recevrait peut-être pas, de la part de mes amis, l'accueil qu'il croyait mériter.

Pour le Roi, c'était bien différent; son amitié ne datait aussi que de quinze ans, mais elle était vive, sincère et constante, et celle-là on ne pouvait pas la rompre. Vous en jugerez par la lettre suivante :

« Mercredi matin, 16 mars 1831.

« Je regrette que vous ne soyez pas encore venu me voir, et je désire vivement que vous y veniez. Vous êtes invité ce soir à mon concert, vous et les vôtres ; mais il me tarde de vous voir autrement, et, à tout hasard, je vous demande de venir dîner avec nous demain, jeudi. Il n'y aura que ma famille, et je pourrai vous renouveler à mon aise l'assurance de ma sincère et constante amitié pour vous. »

Ma femme et ma fille auraient fait une triste figure au concert, et moi à table ; en conséquence, nous restâmes chez nous.

Dès son début, M. Périer demanda une enquête au Trésor. Il le fallait pour prouver que son ami le baron Louis ne venait que pour sauver les finances de leur ruine. Et il le fallait, disait-on, car sans lui on n'aurait pu payer le semestre des rentes exigible le 22 mars. En conséquence, on fit l'enquête, et qu'est-ce qu'elle prouva ? Que les fonds en étaient faits à la Banque de France quinze jours avant ma sortie du ministère. Le Trésor était si peu à sec que j'avais acquitté 227 millions sur les dépenses extraordinaires sans avoir fait usage du crédit de 200 millions que la Chambre m'avait accordé à cet effet.

Indigné de cette conduite à mon égard, le duc d'Orléans demanda au Roi la permission de venir me voir. Il tenait à me prouver qu'il avait pour moi de meilleurs sentiments. Mais le Roi vit dans cette démarche une question d'État et en soumit le projet au Conseil. M. Périer donna le premier son avis :

— Si la visite n'est pas officielle, dit-il, je ne m'y oppose pas ; mais si le *Moniteur* en dit un seul mot, je jette mon portefeuille sur la table.

Le Roi ne répliqua pas un mot, il n'avait de courage que pour me cacher les dépêches ; mais le duc d'Orléans répondit :

— J'ai cru jusqu'à présent que je n'avais besoin que de la

permi
rien,
terre
l'atta
fitte.
de se
lui en

Il
pour
parla
Je

l'usag
voul
dire.

le mo

je me

a la

ment

vint à

et co

tendr

être h

fait la

de ch

l'oubi

prom

peint

ronne

regar

—

madr

bonté

pas l

M

permission de mon père pour cela; mais puisqu'il n'en est rien, je déclare à M. Périer qu'il n'y a pas de puissance sur la terre qui puisse m'empêcher de manifester l'estime profonde, l'attachement sincère et la reconnaissance que je dois à M. Lafitte. Mais je suppose qu'il ne lui convient pas plus qu'à moi de se laisser dicter des conditions: je ne le verrai pas, mais je lui en ferai connaître la cause.

Il m'envoya en effet le colonel Gérard, son aide de camp, pour m'en informer, et la première fois qu'il me vit il m'en parla lui-même.

Je fus voir le Roi pour lui faire ma visite d'adieu selon l'usage. Je choisis le dimanche, jour de grande réception, ne voulant pas l'embarrasser, et n'ayant rien de particulier à lui dire. Il était à la porte du premier salon pour voir passer tout le monde, et moi qui n'aime pas à me faire écraser par la foule, je me tenais au loin avec mon ami l'amiral Bergeret. Mais lui a la vue fort longue, et les moins pressés étaient précisément ceux qu'il désirait le plus voir. Dès qu'il m'aperçut, il vint à moi, la foule étonnée lui ouvrant le passage, l'air joyeux et content, me prenant les deux mains avec la plus grande tendresse, et me dit, à haute et intelligible voix, de façon à être bien entendu de tous ses voisins :

— Vous en souvenez-vous? c'est ici que vous m'en avez fait la promesse.

— Je vous demande pardon, Sire; mais j'ai promis tant de choses dans ma vie que, comme tant d'autres, j'ai bien pu l'oublier.

— Vous n'avez pas oublié, sans doute, que vous m'avez promis de poser pour faire votre portrait? Nous sommes peints en face l'un de l'autre, vous venant m'offrir la couronne. Il faut que vous soyez ressemblant; songez que je vous regarde!

— C'est charmant! s'écrièrent les bonnes gens, ravis de ce madrigal, quelques-uns même disant tout bas, voyant cette bonté du Roi : « Il ne tardera pas à revenir; Périer ne gardera pas longtemps sa place. »

Moi, je répondis :

— A quoi bon ce portrait maintenant?

— C'est pour le placer dans ma galerie.

— Comme morceau historique, je le conçois, et à ce titre je

poserais ; mais vous aurez la bonté aussi de vous rappeler que vous m'en avez promis une copie.

— Oui, certainement, me répondit-il, je ne l'oublierai pas, et je vous la donnerai.

Il parait que le Roi ne fut pas content de la manière dont je reçus ses caresses. Quelques jours après, M. Thiers ayant été le voir, il lui demanda :

— Savez-vous ce qu'a M. Laffitte ? Il est venu me voir dimanche, je l'ai trouvé fort triste.

— Il n'a pas de grands motifs d'être gai.

— Comment donc ?

— Il ne regrette pas la grande existence qu'il avait autrefois ; mais il l'a sacrifiée à la révolution. Il vous aimait beaucoup, et ne comptait pas vous quitter sitôt.

— C'est sa faute, c'est lui qui l'a voulu.

— Il y a été bien forcé... Mais n'importe ! il devait dans tous les cas s'attendre à quelque récompense, en raison des grands services qu'il a rendus.

— Je lui ai offert le gouvernement de la Banque, et il l'a refusé.

— Cela ne m'étonne pas.

— Pourquoi cela ?

— C'est que la nature de ses services ne se paie pas suivant lui avec de l'argent.

— Mais comment pouvais-je faire ?

— Comment, Sire ? Il y a dix-sept ans que Louis XVIII l'a créé membre de la Légion d'honneur et vous le laissez partir sans lui donner de l'avancement !

— Je l'ai voulu, mais il m'a refusé.

— Oui, quand il était ministre ; parce que décemment il ne pouvait pas lui-même signer les ordonnances ; mais je vous parle d'à présent ; il devait compter au moins sur quelque marque d'estime.

Ni l'avancement dans la Légion d'honneur, ni le tableau pour lequel je devais poser, ne vinrent cependant. Longtemps après, ne portant que le ruban à ma boutonnière, le Château, où je n'allais plus, s'en étant aperçu, M. de Laborde, aide de camp du Roi, me demanda le pourquoi. Je lui répondis :

— Si c'est le Roi qui s'en est informé, dites-lui que je suis ennuyé de servir dans un corps qui ne m'offre pas d'avance-

ment.
lorsqu
premi

Lo
tère l
siden
tant a
sincèr
A par
dans
je sui

Co
lorsqu
Conse
du Co
tant p

Le
ment,
aussi
police

J'a
Je cru
l'un e
ment
aussi
et le r

En
colon
m'ava

—
et voi
blie p
M.
coup p
depuis
Pylad
Je

ment, tandis que Thiers et Guizot, qui n'étaient pas nés lorsque je suis entré dans la Légion, sont déjà arrivés aux premiers grades.

PRÉSIDENTE MANQUÉE

Lorsque Périer me força par sa désertion d'entrer au ministère le 3 novembre 1830, je fus obligé d'abandonner la présidence de la Chambre qu'il occupa à ma place. Il dit, en montant au fauteuil, que je serais, auprès du trône, l'organe le plus sincère et le plus pur des vœux et des sentiments de la Chambre. A part sa jalousie et son ambition, et malgré qu'il se fût écrié, dans certaine occasion : « Quel bonheur ! Laffitte est embarrassé, je suis enfin le maître ! » je le croyais un assez bon garçon.

Comme je lui avais laissé la présidence de la Chambre, lorsque, pour mon malheur, j'avais pris la présidence du Conseil, je ne doutais pas qu'à son tour, devenu président du Conseil, il ne me laissât la présidence de la Chambre, d'autant plus que chacun disait que je présidais fort bien.

Le jour de l'élection arriva enfin, et à mon grand étonnement, j'appris que M. Périer m'opposait M. Girod de l'Ain, aussi mauvais président qu'il avait été mauvais préfet de police.

J'avoue que ce concurrent ne me parut pas dangereux. Je crus que la Chambre ne balancerait pas entre les titres de l'un et les titres de l'autre, et je me flattais d'autant plus fermement de l'emporter d'emblée. Mais M. Périer avait travaillé aussi bien contre moi que le Roi avait travaillé mal pour moi et le résultat du scrutin ne répondit pas à mon attente.

En passant devant moi pour aller déposer son vote, le colonel Jacqueminot, partisan de Périer du moment qu'il m'avait remplacé, me montra son bulletin en me disant :

— Je ne pense plus comme vous, mais je vote pour vous, et voici mes raisons : je connais votre impartialité, et je n'oublie pas la reconnaissance.

M. Thiers me montra aussi son bulletin, et fit un acte beaucoup plus courageux. Il avait passé également du côté de Périer depuis qu'il avait vu qu'il n'y avait plus profit à rester mon Pylade. Il vota, sans hésitation, contre moi.

Je ne sais pas s'il y eut beaucoup d'autres députés qui se

conduisirent en Romains comme lui : ce qu'il y a de certain, c'est que l'ancien préfet l'emporta de deux voix sur l'ancien président du Conseil, sans compter un bulletin, que l'on ne compta pas, intitulé, fort délicatement pour moi, Jacques la Faillite !

Ainsi maintenant, je ne suis plus président du Conseil, ni président de la Chambre des députés ; je ne suis plus un homme politique. Je ne suis plus le chef d'une puissante maison, plus renommé par sa probité que par sa richesse. Je ne suis plus même banquier, puisque j'ai annoncé ma liquidation (1). J'ai fondé une dynastie, et parce que je n'ai pas voulu trahir le pays, je ne suis plus que Jacques la Faillite !

Malgré le tour perfide de l'enquête faite au Trésor, malgré la défense faite au duc d'Orléans de venir me voir, malgré l'affront de m'exclure de la présidence du Conseil et de la Chambre, je prouvais aux ministres et au Roi que j'étais un homme sans rancune. Voici à quelle occasion.

En présentant la loi sur la liste civile, j'avais proposé de la porter à 18 millions, et la Chambre l'avait réduite à 12. Le Roi avait touché 27 millions pour dix-huit mois, tandis qu'il n'aurait dû en toucher que 18, et l'on demandait que la différence de 9 millions fût rendue. Le ministère était fort embarrassé, mais le Roi savait bien que ce qui est bon à prendre est bon à garder. On invoqua mon témoignage, et je répondis que cela ne me paraissait pas juste, parce que les prélèvements devaient être faits d'après les crédits proposés et non sur la somme définitivement votée. Le Roi garda donc les 9 millions, et M. Périer reconnut mon influence morale sur la Chambre. Depuis ce moment, il chercha à se rapprocher de moi, ou plutôt à me rallier à lui, prétendant qu'entre nos opinions il n'y avait qu'une nuance. Mais nous étions séparés par le fossé le plus profond, et nous restâmes, lui pour l'arbitraire, moi pour la liberté. Loin de me laisser rapprocher de la Cour, je me renfermai exclusivement dans ma maison ; les lamés d'or, les somptueux lambris y étaient encore ; mais, hélas ! quelle différence ! Ma caisse n'y était plus.

Le 18 novembre, jour fatal qui commença ma ruine, lorsque M. Thiers, mon ami, conseilla au Roi de faire enregistrer

(1) On sait que Lafitte avait été ruiné par ses libéralités et la crise financière de 1830.

l'acte de vente de la forêt de Breteuil (1), sous prétexte de sauver 6 millions pour le Roi qui, dans aucun cas, ne pouvaient être compromis, mon passif s'élevait à cent millions, et dans le courant de l'année, j'en avais éteint plus de 75, au prix des plus grands efforts et des plus grands sacrifices. Mais je devais à la Banque de France 13 millions pour mes deux emprunts, dont le premier terme, — qui, pour celui de 7 millions, était de 1 million, et de 1 300 000 francs pour celui de 6 millions cautionné par le Roi, — était échu le 31 décembre. La Banque n'avait aucune inquiétude pour les 7 millions pour lesquels elle avait de bons gages; mais 6 millions n'étaient garantis que par la liste civile, et la liste civile n'étant pas éternelle, l'intérêt de la Banque était de se faire payer. Elle ne me parla pas des 7 millions, remplie de bienveillance pour moi, mais me demanda si je paierais les 1 300 000 francs sur les 6 millions afin qu'elle pût s'adresser au Roi en lui montrant ma lettre. Je ne le lui conseillai pas; mais elle le fit. Le Roi, qui m'aimait toujours, disait regretter mon éloignement, ne pouvait pas refuser. M. Périer non plus, lui qui me disait, lorsqu'il me pressait si fort d'accepter la caution : « Ne vous doit-il pas la couronne ? Au lieu de cautionner les six millions, il les donnerait, serait-il quitte ? » On préféra donc négocier, et on paya 300 000 francs à compte. Ils ne firent pas un grand effort pour cela, car le Roi me devait environ 360 000 francs pour solde de mes comptes de la forge de la Bonneville, de sorte que les 300 000 francs furent payés avec mon argent et non pas avec le sien.

M. Périer mourut à la peine sur ces entrefaites (2). La Banque, qui supposait que le Roi n'avait rien à me refuser, me proposa de lui faire une visite, persuadée qu'il s'empresse-rait de la payer; mais moi qui savais que

La fourmi n'est pas prêteuse,

je m'y refusai. Trahi, calomnié, je m'étais retiré du Château, ne voulant rien devoir au Roi, préférant mille fois être contraint par la Justice. La Banque approuva ce sentiment et ne m'en parla plus; pendant toute l'année 1832, elle me laissa

(1) A l'automne de 1830, Louis-Philippe, afin de venir en aide à Laffitte, lui avait acheté la forêt de Breteuil pour 10 millions, dont 6 millions payés comptant.

(2) Casimir Périer mourut en mai 1832.

tranquille. Il n'y eut dans cet intervalle qu'un événement remarquable auquel j'aie pris part. Ce sont les affaires de juin (1), assez importantes pour mériter un chapitre à part.

JOURNÉES DE JUIN 1832

Les 5 et 6 juin 1832, on se battait dans les rues de Paris comme on s'était battu les 27, 28 et 29 juillet 1830. Déjà le 4 juin, jour de la mort du général Lamarque, presque tout Paris était en mouvement. La ville était tranquille; mais de ce calme qui précède l'orage. Quelques patriotes vinrent me proposer de prendre part à une nouvelle révolution qui aurait lieu, si je voulais me rendre avec le général La Fayette à l'Hôtel de Ville. Mais ils me connaissaient bien mal: j'étais mécontent de la marche du Gouvernement, mais je ne songeais pas à le renverser; je désirais simplement le faire rentrer dans les conditions de son origine. D'ailleurs deux révolutions coup sur coup, ce n'était pas une chose facile. Loin de vouloir participer à la nouvelle, je fis tous mes efforts pour les en détourner, et ce ne fut pas sans succès auprès d'un certain nombre. Je fis plus, j'avertis le Roi, pour que de son côté on ne provoquât pas l'émeute. Il s'agissait du trône de Juillet, et moi j'y tenais parce que j'y étais pour quelque chose. Le 29 juillet 1830, quand je m'occupais de l'y faire monter, je lui fis dire par M. Oudard qu'il fallait choisir entre la couronne ou un passeport; je lui fis dire aussi par M. Oudard ce qu'il avait à faire maintenant pour n'en pas descendre. Mais le Roi n'écouta pas M. Oudard et lui répondit qu'il ne voulait pas d'intermédiaire entre lui et moi.

Selon le vœu du général Lamarque, je portais le cordon du catafalque à son enterrement. La foule était immense; il pleuvait à torrent. Je fus obligé d'abandonner le catafalque sur le boulevard au moment où on lui fit faire le tour de la Colonne de la place Vendôme, je ne sais dans quelle intention. Je crois que l'on voulait se rendre vers les Tuileries pour commencer

(1) Au début de juin 1832 éclata à Paris une grave insurrection républicaine; les premiers symptômes de l'émeute se manifestèrent le 5 juin, lors des obèques du général Lamarque. Le maréchal Lobau reçut le commandement des troupes chargées de réprimer le soulèvement; le théâtre de la lutte, surtout violente autour de Saint-Merry, s'étendait de Saint-Eustache à la Bastille.

la bataille, mais on fut forcé de la commencer beaucoup plus loin. Harassé et malade, ne pouvant aller à pied au Père Lachaise, je ne puis dire qui la commença, si ce sont des dragons ou le peuple ; mais, n'importe ! ce n'est pas de cela que je m'occupe dans ce moment. La chance fut incertaine pendant toute la journée ; mais dans la nuit elle parut se déclarer contre le Gouvernement, et les ministres en perdirent la tête. On conseilla au Roi de faire la même faute que Charles X, de se retirer avec l'armée hors barrières, entre le bois de Boulogne et Saint-Cloud, pour rentrer avec la Garde nationale à laquelle le Roi adresserait une proclamation. Qu'il eût suivi ce conseil et il était perdu. Mais le sort des armes changea : vers les six heures du matin, le Roi était le maître.

Deux heures auparavant, il m'envoya chercher par M. Oudard ; je ne voulus pas y aller, toute négociation étant inutile.

Les députés, après la victoire, voulant arrêter l'effusion du sang, m'engagèrent à me rendre seul auprès du Roi, croyant qu'il avait toujours pour moi une grande tendresse, mais je les en dissuadai, et je m'y rendis, comme leur commissaire, avec mon ami Arago (1) et M. Odilon Barrot.

Traversant la place du Carrousel, un jeune homme accourut et, se cramponnant aux panneaux de ma calèche, il nous dit :

— Hâtez-vous donc ! Guizot et Thiers sont mandés aux Tuileries ; prévenez leurs mauvais desseins, ils vont conseiller la vengeance.

Guizot ? je le comprends, l'ambition en a fait une hyène ; mais Thiers, je ne le croyais pas capable de s'associer aux assassinats de la rue Transnonain (2).

— Je me méfie de moi, dis-je à mes amis, je vous laisserai parler, car mon indignation me porterait trop loin ; mais je vous recommande de ne pas vous laisser surprendre par la joie que vous allez trouver et de conserver un ton sévère. Les vaincus sont malheureux ; vous voulez adoucir les projets de vengeance, et ne pas vous réjouir du triomphe du Gouvernement ; traitez la question avec franchise, si l'on vous y amène, mais gardez-vous de vous associer à la joie que l'on va vous montrer.

Le Roi nous reçut, en effet, l'air joyeux, avec une affabilité

(1) Étienne Arago, l'un des frères de l'astronome François Arago.

(2) En avril 1834, lors d'une nouvelle émeute républicaine, les habitants d'une maison de la rue Transnonain furent passés par les armes.

extrême, ne pouvant dissimuler le bonheur qu'il éprouvait. Pendant une heure que nous restâmes seuls avec lui, il nous dit des choses tellement extraordinaires que nous crûmes devoir en dresser procès-verbal, signé de nous trois, et ce n'est pas la pièce la moins importante des preuves justificatives que je joins à ces Mémoires. Ici je me borne à vous en donner l'extrait.

— Nous venons, sire, dit M. Odilon Barrot avec son ton austère, déposer dans le cœur de Votre Majesté la douleur des bons citoyens à l'aspect des affreux événements qui viennent de se produire.

— Je la partage avec vous, messieurs, jusqu'au fond de l'âme, soyez-en bien assurés.

— Vous avez remporté une cruelle victoire, et nous venons vous conjurer de ne pas prêter l'oreille aux conseils de vengeance que l'on ne manquera pas de vous donner. La victoire coûte trop de sang pour que votre cœur français n'en soit pas affligé.

— A qui la faute ? répondit-il avec un mouvement de colère. Ne devais-je pas me défendre ?

Ici nous entendîmes une décharge de canon effroyable, et le sang-froid du Roi nous causa une grande surprise. Il s'en aperçut et, croyant nous rassurer, il nous dit :

— Ce n'est rien, messieurs, c'est une dernière décharge contre les révoltés renfermés dans l'église Saint-Merry. C'est pour en finir, et ne pas répandre inutilement le sang.

Ce fut une raison de plus pour M. Odilon Barrot d'insister pour la clémence. Moi, j'ajoutai :

— Il ne suffirait pas, pour ramener le calme dans les esprits, de punir les coupables. Ce n'est pas ce que nous avons fait en 1830, lors du procès des ministres. Il faudrait prendre en considération l'irritation générale et en rechercher sincèrement les causes. La force morale est plus puissante pour les gouvernements que la force brutale ; la plus grande sécurité est dans la confiance, dans l'amour des citoyens.

Le Roi, piqué de mon observation, répondit :

— Je ne vois rien dans ma conduite qui eût pu me faire perdre cette confiance et cette affection.

Que de choses j'aurais eu à lui répondre ! Mais je gardai un silence très significatif. M. Arago reprit :

— Notre démarche a pour objet, Sire, de demander à Votre

Majesté un changement de système. Le pays veut la monarchie constitutionnelle ; mais il veut aussi les conséquences promises de la révolution de Juillet.

— Je suis charmé, dit ironiquement le Roi, d'apprendre que MM. Cabet (1) et Garnier-Pagès (2) veulent la monarchie constitutionnelle. Je ne m'en doutais pas.

— Je n'ai pas mission, répliqua M. Arago, de traiter les questions personnelles ; mais je pense que les dispositions favorables se sont affaiblies parce que le ministère du 13 mars donne tous les jours, par la méfiance qu'il inspire, de nouvelles forces au parti républicain. Il faudrait, pour ranimer la confiance, une marche plus libérale et plus franche au dedans, et moins de déférence et de soumission aux volontés de l'étranger. La dignité nationale est blessée, et c'est là ce que la France ne peut pas supporter.

Le Roi se révolta contre ce soupçon, et se prétendit calomnié. Il répondit avec humeur :

— Il y a de la démente à croire, par exemple, que j'aie voulu traiter avec la branche aînée, moi qui ai toujours été, et suis encore, son ennemi mortel. Je croyais avoir tout fait pour le pays, m'être sacrifié pour lui, et avoir tenu toutes mes promesses. M. de La Fayette aussi se plaint que je n'exécute pas le programme de l'Hôtel de Ville. Je demande à M. Laffitte lui-même ce qu'il en est.

J'eus la barbarie de ne pas lui répondre, ce qui voulait dire que La Fayette avait raison. De là on passa à d'autres questions, et, sur toutes, il paraissait bien évident que l'on ne pourrait pas s'entendre. Enfin le Roi nous dit :

— Je remarque, messieurs, que vous appelez toujours mon système de gouvernement le système du 13 mars. Cette dénomination est tout à fait impropre, je vous en avertis. Le système que nous suivons aujourd'hui est celui que j'ai adopté, après les plus sérieuses réflexions, avant de prendre la couronne, et qui a été toujours suivi, depuis. C'est aussi de point en point celui qui a dirigé le ministère dont M. Laffitte était le président. Il est toujours le même.

(1) Étienne Cabet, nommé procureur général en Corse après juillet 1830, puis révoqué pour ses idées avancées qui devaient aboutir au socialisme, auteur du *Voyage en Icarie*.

(2) Député d'extrême-gauche.

— Que Votre Majesté me permette, répondis-je, de lui dire qu'elle se trompe. Je regarde comme un devoir de repousser toute assimilation entre le système de M. Périer et le mien. Ce n'est ni le moment, ni le lieu, d'expliquer comment des mesures si dissemblables ont eu, quelquefois, bien malgré moi, de la ressemblance. Il me suffira d'en rappeler une pour prouver que le 3 novembre n'a jamais voulu être le 13 mars. J'ai proclamé à la tribune, le 4^{er} décembre, le principe de non-intervention ; que Votre Majesté me dise si ce système est suivi par le 13 mars !

Il fallait bien compter sur ma discrétion pour persister après cette réponse ; mais il avait jeté son bonnet par-dessus les moulins. Il ajouta :

— Au reste, messieurs, vous avez voulu faire le dénombrement de toutes les fautes de mon gouvernement, et vous avez publié un compte rendu assez ample. Je l'ai lu, et je n'y ai rien trouvé, absolument rien. Il est possible que je me trompe ; mais enfin, que désirez-vous ? Que venez-vous me proposer ?

— Un juste milieu, dit M. Arago, entre le système du 13 mars et la République dont la France ne veut pas.

— Le juste milieu est de moi, répondit le Roi, et vous savez qu'il n'a pas fait fortune.

— Une proclamation faisant part des événements, dit M. Odilon Barrot, exprimant franchement la sympathie de Votre Majesté pour la révolution de Juillet, serait une bonne chose.

— Un roi constitutionnel, dit Louis-Philippe, ne peut malheureusement pas s'expliquer à la tribune. Je ne puis faire connaître personnellement mes sentiments que quand je voyage, et vous aurez remarqué que je ne laisse jamais échapper l'occasion sans en profiter.

Quelle que fût sa pensée, nous arrivions à une conversation sans résultat.

UN RACCOMMODEMENT

Lors du coup de pistolet tiré au Pont-Royal sur le Roi qui se rendait à la Chambre des députés pour son ouverture, vers la fin de 1832 (1), je m'associai, bien sincèrement, à la

(1) Le coup de pistolet fut tiré le 19 novembre 1832 ; un étudiant en droit, Bergeron, fut arrêté comme auteur présumé de l'attentat ; il passa en cour d'assises, mais fut acquitté.

douleur que la Chambre lui témoignait et, son discours achevé, après que les députés eurent prêté serment, je retournai chez moi selon mon habitude. Je ne me doutais pas qu'après coup, la Chambre déciderait de se rendre chez lui : si je l'avais supposé, j'aurais fait comme les autres.

— Je sors des Tuileries, vint me dire mon ami l'amiral Berget, où votre absence a été remarquée. Les propos tenus à ce sujet par un loup-cervier étaient si bienveillants que, si nous avions été ailleurs, je lui aurais appliqué ma main sur les deux joues.

Sur-le-champ, je passai mon habit pour y aller, lorsque M. Mérilhou (1) entra :

— Allons, suivez-moi, lui dis-je, vous serez mon pilote, car je ne connais pas le Château.

Il était quatre heures de l'après-midi, il n'y avait plus personne aux Tuileries, le Roi s'était retiré dans ses appartements : je ne trouvais qu'un de ses aides de camp de service. Il annonça mon arrivée au Roi qui accourut aussitôt avec la Reine, Madame, le duc d'Orléans, les princes, et les princesses. Je fus reçu merveilleusement. Le Roi savait bien tout ce que l'on disait et, espérant que je viendrais, il avait donné des ordres en conséquence. Je lui expliquai comment j'arrivais le dernier : il me répondit qu'il croyait mon attachement sincère, malgré mon éloignement dont il se plaignit sans amertume. Il me parla si longuement que la Reine et Madame (2) témoignèrent leur impatience de m'en dire autant. Il me quitta enfin et, se retournant, étant à dix pas, il s'écria :

— Embrassons-nous comme autrefois !

Ce retour électrisa toute la famille. Madame eut enfin son tour. Après le Roi, c'était elle qui jouait toujours le premier rôle. Elle m'en dit tant et tant, ses larmes coulaient avec une telle profusion, que je dis tout bas à Mérilhou :

— Serais-je donc un Jean... que ces gens-là m'attendrissent ?

Je fis si bonne contenance, que l'on ne s'en aperçut pas.

Peu de jours après, je fus invité à dîner chez le Roi, où je fus bien accueilli, mais non pas avec les mêmes ten

(1) Mérilhou avait été ministre dans le cabinet Laffitte.

(2) M^{me} Adélaïde, sœur de Louis-Philippe.

dresses, parce que nous n'étions pas, comme la première fois, en famille.

Quatre-vingts personnes à table; je ne fus pas placé auprès de la Reine, ni du Roi, ni de Madame, ces places étant réservées pour des gens à titres et à cordons, le Roi ayant oublié de m'en donner. Je me plaçai donc au bout de la table d'où je pouvais tout voir et tout observer. Après diner, nous étions cent cinquante personnes en cercle dans les salons, moi au troisième rang, à côté de M. Delaire, chef du contentieux au Trésor, et de M. Davillier, pair de France. Le Roi, la Reine et Madame parcouraient le grand rond, à gauche, à l'anglaise, pour faire des politesses à chacun en raison de leur importance.

J'étais à peu près perdu dans la foule; mais j'étais sûr qu'ils parviendraient à me découvrir.

Madame passa la première, et me dit :

— On ne vous voit plus. Que devenez-vous donc? Êtes-vous toujours à la campagne?

— Vous savez bien, Madame, que je n'en ai plus.

— Comment! Et votre beau domaine de Maisons?

— Je l'ai loué, en attendant que je puisse le vendre.

Ici, elle poussa des soupirs capables d'enfler les voiles d'un navire. Mais, un instant après, elle reprit, en ne dissimulant pas son affliction :

— Du moins, dans vos malheurs, le ciel vous a accordé une grande consolation.

— Laquelle, Madame?

— Votre charmante petite-fille (1).

— Il est trop tard, Madame. Il vaudrait presque autant pour elle qu'elle ne fût jamais née.

La Reine passa la seconde, et me parla avec la même bonté que du temps où elle me disait : « Ne quittez jamais le Roi. Vous êtes les deux plus honnêtes gens du royaume. »

Le tour du Roi vint enfin. Attendez-vous à lui voir jouer une scène de haute comédie, et moi à lui rendre la monnaie de sa pièce. Je m'y préparais, feignant de parler à droite, quand il venait de la gauche. Il s'arrêta devant moi, me regardant tendrement, et je m'avançai vers lui, mes voisins très

(1) En 1828, la fille de Lafitte avait épousé Joseph-Napoléon Ney, prince de la Moskowa, fils aîné du maréchal.

empressés de me faire place. Il ne me parla pas à l'oreille, mais très haut, de façon à être entendu de tout le monde. Ne craignez point l'infidélité de ma mémoire dans ce récit, car j'ai pris la précaution de l'écrire en rentrant chez moi, le soir même.

— M'avez-vous rendu heureux, l'autre jour, me dit-il, en venant me voir !

Je lui répondis par une profonde révérence.

— Et, aujourd'hui, vous me rendez encore plus heureux.

Je fis encore une autre révérence.

— Devinez-vous pourquoi ?

— Non.

— C'est que vous êtes content.

— Hum ! Hum !

— Oh ! si. Vous êtes content, je vous ai bien examiné à table. La Reine aussi. Et tout à l'heure encore, elle me disait : « Regardez dans ses yeux, il est content. »

Et en disant cela, il regardait tous les voisins qui étaient dans l'admiration de tant de bonté. Moi aussi, je l'aurais été, si déjà tant de fois je n'avais été pris pour dupe.

— Au reste, Sire, lui dis-je, cela se peut. J'ai longtemps joué la comédie dans ma jeunesse, et maintenant, quand je vais dans le monde, je compose mon visage.

— Pas chez moi, j'espère ?

— Hé ! chez vous ! Je crois que je suis chez quelqu'un.

— Oui, chez moi, vous êtes chez quelqu'un, reprit-il vivement, chez quelqu'un qui vous aime toujours, qui n'a rien oublié, qui n'est pas comme vous, qui n'abandonne pas ses anciens amis, des amis de quinze ans, qui devaient l'être toujours, vous le rappelez-vous ?

Il m'en disait tant et de tant de façons que, malgré moi, mon visage exprima le doute autant que je le pouvais sans lui manquer de respect. Il s'en aperçut et, changeant de ton, il me dit, d'un air mécontent :

— J'espère que, du moins, vous ne doutez pas de la sincérité de ce que je dis ?

Ici, tout le monde redoubla d'attention.

— Eh ! mon Dieu, Sire, répliquai-je, je suis dans mes jours de malheur, car je suis forcé de vous répéter ce que je disais tout à l'heure à Madame. Après les calomnies que tout le

monde a débitées ici contre moi, tous les jours, — j'en excepte le duc d'Orléans, — il faut convenir que si cette amitié dure encore, elle doit être d'un fier calibre.

— C'est votre faute : pourquoi vous êtes-vous éloigné? — Et faisant avec l'ongle un trait sur sa main, il dit : — En vous retirant, vous avez fait une fente comme ça. — Et étendant ses deux bras, il ajouta : — Et ils l'ont ouverte comme ça.

Je croyais le tenir, et je répondis sur-le-champ, en le parodiant, les calomnies étant avouées :

— Et nous sommes de vieux amis,... des amis de quinze ans,... notre amitié devait être toujours la même!... Comment! on vous a dit tant de mal de moi, et vous ne m'avez pas averti?

— Eh bien! je vous dirai tout, ce que j'ai cru et ce que je n'ai pas cru, sans la moindre réserve.

— A charge de revanche. Il y a longtemps que je ne me suis confessé, et le sac est bien plein. Je vous dirai tout aussi, le bien et le mal, car j'ai dit de vous l'un et l'autre.

Cette explication parut faire plaisir à ceux qui étaient assez près pour pouvoir l'entendre. Mon ton de hardiesse plut généralement, mes antécédents le faisaient comprendre, et chacun désirait un rapprochement dans l'intérêt du Roi comme dans le mien.

— Eh bien, soit! répliqua le Roi, nous nous expliquerons.

— Je ne demande pas mieux.

— Mais je crains de vous déranger.

— Hélas! Je n'ai plus rien à faire.

— Vous viendrez donc?

— Moi, je n'ai jamais manqué à ma parole.

— C'est bon. Je vous enverrai chercher.

— Un simple valet de pied suffit; je ne suis plus un grand personnage. Dix minutes après, je serai aux Tuileries.

Il s'en alla, content de lui. Il n'était pas à dix pas que je lui criai :

— Si vous êtes curieux, ce sera le plus tôt possible.

— Le premier moment que j'aurai de libre.

A l'instant, M. Davillier me dit :

— Comme cet homme vous aime! Il ne peut absolument pas se passer de vous.

— Nous verrons bien.

Je ne sais pas si le Roi était curieux, mais il se montra tou-

jours fort pressé. Il m'envoya M. Oudard, non pas un valet de pied, le jeudi suivant, pour me demander si je pouvais aller le trouver le samedi dans son cabinet à huit heures. J'y fus. Ce samedi était le 1^{er} décembre 1832, second anniversaire du jour où j'avais déclaré à la tribune, d'accord avec lui : « La guerre plutôt que l'abandon de nos principes. » Mais il ne devait plus être question de cela ; tout était fini, M. Périer avait abandonné l'Italie aux Autrichiens et le droit de visite à l'Angleterre.

A huit heures et demie, j'étais seul avec lui, causant avec cet abandon, cette cordialité que nous avions lorsque, dans le bon temps, nous nous amusions à faire des châteaux en Espagne. « Quand je serai roi, que ferai-je pour vous ? » Nous causions à cœur ouvert : Vous rappelez-vous ceci ? Vous rappelez-vous cela ? Mais tant de choses s'étaient passées depuis que je me rappelais seulement lui avoir demandé d'être son fou. J'en vins à notre explication.

— C'est à vous à commencer, lui dis-je ; à vous donc la balle. Mais auparavant, permettez-moi une condition ?

— Laquelle ?

— Le Roi est absent ?

— C'est juste.

— Mais, parole d'honneur ? car je veux aller jusqu'aux noms propres.

— Va, parole d'honneur !

Une poignée de main bien serrée, et une embrassade par-dessus le marché, signèrent les préliminaires. Le Roi n'était pas très disposé à étendre la question ; il se borna à deux reproches : le premier, c'était un portrait que j'avais fait de lui ; le second, c'était de n'avoir pas voulu me rendre aux Tuileries, quand il m'envoya chercher, lors des affaires de juin.

Je pris mon cœur à deux mains, et je lui dis :

— Eh bien, oui, j'ai dit cela, parce que je le pense.

— Comment ! Vous le pensez ?

— Oui ! Mais vous a-t-on dit à quel propos et dans quelle intention j'ai parlé ?

— Non ! Et je serai charmé de l'apprendre.

Et voyant qu'il ne cherchait qu'un prétexte pour ne pas se fâcher, je fis un peu de toilette à la Vérité, et je lui demandai, après avoir achevé d'arranger le portrait :

— Qu'y a-t-il donc là de si extraordinaire ?

— Rien, me dit-il, absolument rien.

Quant aux affaires de juin, la Vérité n'avait pas besoin de toilette. Le 4 juin, lui dis-je, des hommes, pouvant disposer d'une foule d'ouvriers, vinrent me proposer de me mettre à leur tête et de proclamer la République. J'eus le bonheur de les en détourner, et je vous envoyai M. Oudard pour vous dire ce que je croyais qu'il fallait faire. Vous ne voulûtes pas l'écouter, lui disant qu'entre vous et moi, il ne fallait pas d'intermédiaire. Le 5 juin, je vous fis dire par Madame ce que je faisais pour vous. Il y avait deux comités réunis chez moi, l'un pour vous soutenir, l'autre pour vous renverser : j'espérais contenir l'un par l'autre. Croyez-vous que, si je m'étais rendu à l'Hôtel de Ville avec le général La Fayette, il n'y aurait pas eu de danger pour vous ? Loin de mériter les calomnies dont on m'a noirci, je crois que j'ai fait autant pour vous maintenir en juin que j'en avais fait en juillet pour vous faire arriver...

C'était à mon tour de me plaindre. J'aurais pu lui dire : « J'étais riche, puissant, heureux, aimé et estimé de tous, à la tête d'une maison qui me donnait un revenu immense. La révolution est survenue, j'y ai pris part, et j'ai fondé une dynastie nouvelle. Et maintenant, je suis ruiné, j'ai tout perdu, je ne suis plus rien, n'ai pour récompense que des injures et des calomnies de la part de tous ceux que j'ai sauvés. » Mais je n'ai pas voulu, parce que je savais le danger qu'il y avait à avoir trop raison auprès d'un roi.

— Sire, lui dis-je, ne me trouvez pas impertinent si je vous rappelle vos propres paroles. Vous avez dit à Louis XVIII : « Si vous voulez vous perdre, je ne suis pas obligé de vous suivre. » Et vous aviez mille fois raison. Maintenant, je vous fais la même déclaration. Vous vous perdez, parce que vous voulez refaire le passé comme vos prédécesseurs. Je n'ai jamais conspiré contre eux, vous le savez ; à plus forte raison, je ne conspirerai jamais contre vous ; j'exposerais au contraire cent fois ma vie pour sauver la vôtre. Mais votre système ? J'en suis le plus implacable ennemi. Et si jamais vous conduisiez les choses au point qu'il fallût se prononcer entre le pays et vous, je ne balancerais pas : le pays avant tout.

Il parut embarrassé à cette déclaration ; mais au bout d'un moment, il me répondit :

— C'est juste !

— Ainsi, ajoutai-je, c'est bien entendu, nous resterons amis à cette condition, moi, toujours dans l'opposition qui améliore, non pas dans celle qui renverse.

— Et j'espère, vous n'y serez pas longtemps. Il faut bien vous prendre comme vous êtes ; vous viendrez dans mon cabinet et vous ne paraîtrez pas à la Cour. Là, je vous ferai connaître mes affaires et j'écouterai vos conseils. Si vous parvenez à me prouver que votre système est préférable au mien, je céderai ; mais si à mon tour, je parvenais...

— Sire, lui dis-je en riant, n'achevez pas : cela est tout à fait inutile. Nous avons tous les deux, vous surtout, une foule d'excellentes qualités ; mais nous avons aussi un défaut qui nous est commun : nous sommes un peu entêtés et, quant à moi, je suis sûr de mourir dans l'impénitence finale. Cependant, je ne veux avoir rien à me reprocher. Essayons. Je ne refuse pas l'épreuve.

Onze heures sonnèrent ; c'était son habitude de se coucher à cette heure ; il y avait deux heures et demie que nous étions ensemble. Nous nous séparâmes en nous donnant force poignées de main ; lui, n'étant pas bien sûr de m'avoir pris dans ses filets ; moi, bien certain de ne pas m'y être laissé prendre...

Il m'envoya chercher cependant huit jours après ; notre entretien, cette fois, dura une demi-heure de moins que la première, dans laquelle nous nous étions à peu près tout dit.

Il fut au moins aussi aimable, aussi amical qu'auparavant ; mais la conversation fut flasque, sans suite, et fort embarrassée. Le temps se passa ainsi en divagations, jusqu'à ce qu'enfin onze heures sonnèrent. Je me levai :

— Je sais que c'est l'heure de votre sommeil : bonsoir.

Nous nous donnâmes une poignée de main. Il tenait le bouton de la porte pour rentrer chez lui, et moi le bouton de celle pour sortir, lorsque, se retournant par un mouvement subit, et me faisant un signe, comme une menace de sa main, les quatre doigts fermés, il s'écria :

— Je vous ramènerai à mon système !

Et il courut lourdement sur moi, ses deux bras levés, qu'il laissa tomber sur mes épaules, riant de tout son cœur.

— Jamais ! pas même à en faire semblant. Mais il est tard. Ne recommençons pas la discussion ; laissez-moi seulement, avant de vous quitter, vous citer de belles paroles écrites sur le

rocher de Sainte-Hélène. « Après moi, la Révolution, dit l'empereur Napoléon, ou plutôt les idées qui l'ont faite, suivront leur cours. Ce sera comme un livre dont on a ôté le signet pour reprendre la lecture à la page où on l'avait laissée. Si des mains fermes, habiles et hardies ne creusent un lit profond au torrent, il se le creusera lui-même en se couvrant des plus déplorables débris. » Ces paroles sont sublimes de profondeur et de vérité. C'est ce que j'ai voulu faire en 1830...

En 1834, les deux emprunts contractés par Laffitte à la Banque de France, — l'un de 7 millions, l'autre de 6 millions, ce dernier avec caution du Roi, — n'étant pas complètement remboursés, la Banque intenta à l'ancien président du Conseil un procès à la suite duquel son hôtel de la rue Laffitte fut mis en vente. Sur ces entrefaites, les amis politiques de Laffitte organisèrent une souscription nationale afin de lui conserver sa demeure.

ENTRETIEN AVEC MADAME ADÉLAÏDE

Depuis que j'avais quitté le ministère, je n'allais plus au Château. Le Roi ne me paraissait pas trop s'en soucier, ne m'appelant plus dans son cabinet pour me communiquer ses affaires.

Je ne sais cependant à quel propos j'y fus un jour de bal. Je n'eus pas l'occasion de causer avec le Roi, ni avec la Reine, ni avec Madame, mais le duc d'Orléans me reçut amicalement comme de coutume, et finit par me dire en revenant sur le passé :

— Quoi qu'il en soit, soyez sûr que vous aurez toujours ici deux amis bien sincères, moi et ma tante.

— Que deux, Monseigneur? Je croyais pouvoir dire :

Il en est jusqu'à trois que je pourrais compter.

— Qui donc ?

Il s'attendait peut-être que j'allais lui dire : le Roi ! Mais je m'en gardai bien, et je lui répondis :

— La Reine !

— Oh ! oui, ma mère aussi vous aime toujours bien.

Il revenait alors de son voyage à Lyon avec le maréchal Soult. Il ajouta :

— J'ai à vous raconter bien des choses. Quand est-ce que je pourrai vous prier de passer chez moi ?

— Monseigneur, je serai toujours à vos ordres.

Quelques jours après, il m'envoya son aide de camp, le colonel Gérard, pour me dire qu'il me recevrait le jour que je voudrais. Cela me fit penser qu'il avait parlé au Roi du rendez-vous qu'il m'avait donné, et que je devais à cette confiance le changement que je trouvais dans sa réponse. Demander une audience, ou accepter un rendez-vous pour écouter ce qu'il avait à me raconter, ce n'était pas la même chose. Je le fis sentir à son aide de camp :

— On sait que le Prince partage mes opinions; si j'avais l'air de lui demander une audience, on pourrait supposer que c'était pour l'entretenir dans son opposition, ce qui déplairait au Roi. Mais s'il désire me voir, je suis toujours à ses ordres.

J'avais deviné juste, car il ne m'envoya pas chercher.

Cependant la Banque ne pouvant pas trouver d'acquéreurs ni pour mon hôtel, ni pour le domaine de Maisons (1), me proposa de m'acheter l'un huit cent mille francs, et l'autre à peu près la même somme. Heureusement qu'un don du ciel me fit écarter cette proposition, puisque je trouverais aujourd'hui deux millions de l'un et que j'espère retirer trois millions de l'autre...

La liquidation de mes affaires m'avait un peu échauffé le sang. Je me fis mettre douze sangsues. Mon valet de chambre me crut plus malade que je ne l'étais, car il dit à la première personne qui se présenta pour me parler : « C'est impossible ! Monsieur est au plus mal ». Ce bruit se répandit aussitôt dans tout Paris, et jusqu'au Château, où cette nouvelle dut causer une grande peine : le Roi, la Reine, le duc d'Orléans et Madame envoyèrent aussitôt aux informations. Le moins que je devais à une pareille marque d'attention était une visite de remerciement ; je me rendis en conséquence aux Tuileries. Je fus d'abord chez le Roi qui me reçut fort bien, très amicalement, comme à son ordinaire ; j'essayai vingt fois d'en venir au *Garde national* (2) de Marseille ; il s'en tira par des généralités :

(1) Le domaine de Maisons-Laffitte.

(2) Au moment de la souscription nationale en faveur de Laffitte, le journal *le Garde national* de Marseille avait publié un article défavorable à l'ancien président du Conseil ; Laffitte, d'après certaines confidences, le supposait inspiré par le Roi.

— Que voulez-vous, me dit-il, vos journaux m'attaquent, ceux du gouvernement leur rendent la pareille; c'est l'effet de la liberté de la presse, il ne faut pas y faire attention, faites comme moi.

Et sur-le-champ, il me parla d'autre chose.

Son thème n'était pas le mien. Il m'engagea à aller voir Madame et m'accompagna la moitié du chemin. Je ne fus pas content de moi. Je voulais une explication qui amenât une rupture, et il en avait combiné une autre avec Madame pour arriver à un rapprochement.

A l'accueil que me fit la sœur, je ne me mépris pas sur les intentions du frère. Elle me combla de tendresses. Elle était si heureuse de me revoir après un si long temps! Elle voulait une explication à fond, afin que la réconciliation fût durable et sincère.

Madame espérait que quelques flagorneries, ou quelques larmes, suffiraient pour m'amadouer; mais j'étais trop profondément blessé pour pouvoir m'en contenter. Elle glissa légèrement sur le passé, ne dit pas un mot des derniers procédés du Roi; tout le mal était venu, suivant elle, de ce que je m'étais retiré: nos ennemis en avaient profité, les uns pour calomnier mes intentions à l'égard du Roi, les autres pour l'accuser d'ingratitude.

— Croyez-vous que nous ayons méconnu les services que vous nous avez rendus?

— Croyez-vous que ce soit une manière de les reconnaître que de permettre qu'à ma sortie on fit une enquête au Trésor?

— Ceci est la faute de Périer.

— Est-ce aussi la faute de Périer si le Roi a refusé de réduire sa caution de 6 millions à 2 millions, payable dans dix ans, sans intérêts, époque bien avant laquelle je les aurais payés moi-même (1)? Je ne parle pas du bon vouloir, je n'y comptais plus; mais n'ai-je pas dû voir dans ce refus l'intention de me nuire? Tout le monde en a jugé comme moi. De là, Madame, mon hôtel en vente, et tout ce que je possède mis

(1) La Banque de France avait prêté 6 millions à Laffitte sous caution du Roi. Dans une partie de ses Mémoires que nous ne publions pas, Laffitte donne sur ce prêt, les difficultés qui s'en suivirent et notamment sur cette question de la réduction de la caution royale, des explications techniques très compliquées et assez obscures.

à l'encan par autorité de justice, et ma ruine opérée par les bas prix auxquels il me fallut m'exécuter.

— C'est la Banque qui est ici coupable, le Roi lui faisait de meilleures propositions.

— Je ne me plains du refus ni de l'un ni de l'autre, je dis seulement que ce n'est pas reconnaître les services rendus. Et puis la souscription nationale, et l'article du *Garde national* de Marseille ?

— Est-ce que vous en accuseriez le Roi ?

— Veuillez donc vous rappeler que vous-même, vous, Madame, vous avez dit à M^{me} la maréchale Ney, qui me l'a répété...

— Quoi donc ? Qu'est-ce que j'ai dit à M^{me} la maréchale Ney ? Voyons !

— Vous lui avez dit, Madame, je répète exactement vos paroles : « Ce pauvre M. Laffitte ! le Roi l'estime toujours beaucoup, et nous souffrons tous de sa triste situation. S'il ne s'agissait que de 5 à 6 millions pour le sauver, le Roi les donnerait avec plaisir ; mais ce serait inutile, car il était ruiné avant la révolution. Sa liquidation est un gouffre, 25 millions n'y suffiraient pas. » 25 millions n'y suffiraient pas, Madame ! Et je viens cependant de terminer avec la Banque de France, par le seul secours de 1 200 000 francs dont je suis prêt à compter avec le Roi.

Je comptais que Madame, indignée, m'allait faire entendre le mot terrible de Roxane : « Sortez ! » Mais point. Elle frappa ses deux mains l'une contre l'autre, et s'écria :

— Il est vrai que la conduite des banquiers a été abominable.

— Ces banquiers sont cependant vos amis, encore maintenant.

Madame baissa la tête et garda le silence.

— On a osé imprimer que j'étais ruiné avant la révolution, qu'il me fallait trouver 19 millions et qu'on me les procura. Mensonge infâme ! J'ai reçu 6 millions pour la forêt de Breteuil ; mais n'ai-je pas livré la forêt ? On dit que le Roi l'a payée trop cher : pourquoi n'en a-t-il pas fait faire l'expertise ?

— Il ne le veut pas, vous le savez bien ; ce n'est pas lui qui dit cela, et vous ne devez plus lui en faire le reproche.

— Soit. Mais pourquoi l'ai-je vendue ? Pour me mettre au-

dessus de la crise, et j'y serais parvenu complètement, si le Roi ne m'eût manqué de parole. Le service résidait dans le secret qu'il m'avait promis; en faisant enregistrer l'acte de vente, il a appelé le discrédit sur ma maison de banque.

— Comment cela ?

— J'avais un passif de plus de 80 millions, il a fallu le rembourser; j'ai perdu 10 millions par des ventes forcées, c'était une nécessité, et c'est alors que j'ai fait un emprunt de 7 millions à la Banque de France. Mais cet emprunt, je me le suis procuré moi-même en lui livrant des garanties qui la mettaient à l'abri de tout risque.

— Allons, mon cher monsieur Laffitte, ne parlons plus de cela, c'est inutile...

Depuis ce moment, je n'ai plus été au Château.

A la fin de 1836, les affaires de Laffitte étaient liquidées, en somme avantageusement puisqu'il lui restait un capital important. L'année suivante, il fondait, au capital de 55 millions, la Caisse du Commerce et de l'Industrie dont la gestion ne fut pas heureuse.

A FONTAINEBLEAU

Une fois seulement, je fus invité à Fontainebleau pour y passer deux jours au mariage du Prince royal (1). Le billet d'invitation portait: « en uniforme », et je n'en avais point, je m'y rendis donc en habit noir, espérant que l'on ne le prendrait pas mal. Au bas du péristyle, le concierge, en grand costume, me dit :

— Je fais remarquer à monsieur qu'il n'est pas en uniforme.

— Avez-vous ordre de ne pas laisser passer sans cela ?

— Oh ! non, monsieur.

— Dans ce cas, je monte.

Arrivé à la salle des huissiers, je dis à un militaire qui se trouvait là :

— Monsieur, voulez-vous avoir la bonté de prévenir un des aides de camp du Roi que je désirerais lui parler, je ne le retiendrai qu'une minute. On vient de me faire remarquer

(1) Le mariage du duc d'Orléans avec la princesse Hélène de Mecklembourg-Schwerin fut célébré le 30 mai 1837.

là-bas que je ne suis pas en uniforme. Je n'en ai point et ne veux pas en avoir ; mais ce que je veux encore moins, c'est de manquer aux convenances. Si l'étiquette l'exige, je suis prêt à me retirer, et je vous promets que je le ferai sans rancune.

Un instant après, la porte s'ouvrit à deux battants, et M. de Rumigny, fier comme Artaban, s'écria :

— Monsieur Laffitte, entrez ! Le Roi vous attend.

Il m'attendait en effet avec la Reine, Madame, et toute sa famille. Je fus reçu comme un vieil ami sans le moindre souvenir de ma dernière conversation avec Madame. Parcourant les appartements, j'étais l'objet d'une curiosité générale.

Le duc d'Orléans avait été au-devant de la future duchesse. Il revint lorsque le Roi était à un bout de la galerie de François I^{er} et moi de l'autre, séparés par la foule immense des courtisans. Le roi lui dit vraisemblablement : « M. Laffitte est là : va le voir. » Toujours est-il qu'il vint à moi avec un grand empressement et me fit un accueil plein de tendresse. A la fin de notre conversation, il me dit :

— Quelle que soit la nuance de nos opinions, soyez certain que j'aurai toujours pour vous la plus sincère amitié et la plus profonde estime.

— La nuance de nos opinions, monseigneur ? Mais je n'en connais pas. Autrefois elles étaient identiques, et je n'ai pas changé. Ne seriez-vous pas toujours le même ?

— Quoi qu'il en soit, reprit-il, j'aurai toujours pour vous le même attachement et la même estime.

JACQUES LAFFITTE.

DANS LES VALLÉES DE LA TRANSYLVANIE

Au moyen-âge, les montagnes de Bihor, qui bordent la plaine de Hongrie à l'Orient, étaient couvertes de forêts. Les voyageurs venant de l'Europe centrale appelèrent *Transylvanie* ou région d'au delà des forêts le pays entre ces monts, qu'ils rencontraient au sortir des puszta hongroises, et le grand arc que forme plus loin la chaîne des Carpathes. Pays dont la nature a fait une place forté, aussi difficile à garder qu'à conquérir, offrant des refuges commodes à ceux qui voulaient sauver leur indépendance, mais s'ouvrant, par des vallées ou des cols, aux surprises du dehors. Pays qui absorbe l'envahisseur sans jamais se soumettre définitivement à lui, et qui devait, en dépit de colonisations successives, pacifiques ou armées, rester à ses occupants d'origine, assiégés, d'ailleurs, au cours des siècles, par les influences les plus diverses. Peut-être ne trouve-t-on pas en Europe une province qui porte, dans un contraste aussi frappant, à la fois son caractère naturel d'indépendance et la marque des pénétrations qu'elle a subies.

La Transylvanie fut aimée de ceux qui s'y établirent, y vécurent ou tout simplement la visitèrent. Mais elle est malaisée à bien connaître et surtout à comprendre. Selon que vous y entrerez par telle ou telle route, telle ou telle vallée, vous suivrez une voie différente d'ancienne pénétration et formerez votre sentiment sur une vue particulière. Si vous venez de Hongrie, comme les Hongrois eux-mêmes qui ne se souciaient de la Transylvanie que pour protéger leurs derrières contre d'autres envahisseurs, vous éprouverez l'impression que donne une Marche frontière, terre de gloire, de possession attachante et romantique, aux attraits primitifs et salubres,

sorte d'Écosse continentale. Si vous venez des plaines du Bas-Danube, comme les pâtres des Carpathes, qui, depuis des milliers d'années, descendent de la montagne, puis y remontent avec leurs troupeaux, vous sentirez que la Transylvanie est le vrai berceau de la nation dite roumaine. Si vous venez de la Moldavie et de la Bukovine, par les défilés étroits, les longues vallées et les forêts des Carpathes de l'est, vous croirez reconnaître en Transylvanie la ligne de départ ou de repli des fils de l'Occident devant la steppe. Enfin, si vous venez du nord, au sortir de la Ruthénie ou de la Galicie, c'est une sensation de lumière et de douceur de vie, presque méridionale, que vous donnera l'accueil transylvain.

Les anciens Romains, eux, ou du moins leurs armées, entrèrent en Transylvanie par le sud-ouest, après avoir franchi le Danube près des Portes de Fer. C'est une entrée qui compta beaucoup dans le passé et qui compte encore pour le présent !

LES PORTES DE FER

Le Danube, au sortir de la longue suite de défilés qui forment coupure entre la chaîne des Carpathes et celle des Balkans, s'apaise dans une grande courbe avant de prendre possession des plaines qui le conduiront à la Mer Noire. Une route, venant de l'Orient par l'Olténie, arrive en terrasse sur cette courbe du Danube. Des collines boisées, d'où la route descend en lacets vers la vallée, on aperçoit, à l'ouest, la masse de montagnes que le fleuve a traversées, et, marquant la sortie des Portes de Fer, deux petites villes, Kladova du côté serbe, Turnu-Severin du côté roumain. Ces deux villes correspondent à peu près aux deux têtes du pont de Trajan.

Peu de sites, mieux que celui-là, présentent le caractère d'un passage stratégique, différent d'un passage commercial. L'accès commercial de la Transylvanie est plus haut, par les routes de la Hongrie, ou plus bas par les routes de la Valachie. Mais quiconque est maître des Portes de Fer et de leurs issues peut atteindre d'un coup de surprise le centre du réduit transylvain et en briser les artères de communication. Par là s'avancèrent les soldats de Trajan, résolus à en finir avec les Daces montagnards, pour mettre la main sur les mines d'or

les plus riches du monde antique. Rome, au lieu de mordre dans la chair et les membres du royaume de Décébale, le saisit à la jointure de ses défenses montagneuses... Quelque éphémère que fût la conquête proprement militaire de la Dacie par les Romains, le pays des Carpathes a gardé de ce coup brutal et décisif une marque indélébile, que ni les Byzantins, ni les Germains, ni les Hongrois, ni les Turcs, envahisseurs successifs, n'ont pu effacer.

La ville de Turnu-Severin, reconstruite sur un plan géométrique à la russe par le général Kisseleff, gouverneur des provinces danubiennes, il y a environ un siècle, a des rues droites, bordées de maisons basses sans étage, aux murs blancs et aux toits rouges. Elle s'enorgueillit d'un château d'eau en forme de donjon gothique. Des jardins en pente, que dominent un grand théâtre et une rangée de villas, descendent vers le fleuve. La ville moderne a prospéré par sa garnison, ses fonctionnaires, ses écoles, le commerce fluvial et quelques industries. Elle possède un large boulevard avec des cafés qui feraient envie à une sous-préfecture de notre Midi. On y rencontre des gens flânant toute la journée, et, le soir, des dames qui ne semblent pas hostiles à l'étranger. Dans le quartier pauvre, des enfants jouent sans exubérance. C'est une population de fonds olténien, alourdie par des influences balkaniques, hongroises et germaniques. Mais dans les champs, hors de la ville, le type du montagnard des Carpathes, très haut de taille, très maigre, les cheveux couleur de chanvre, les yeux clairs et un peu tristes, voisine avec le type de l'Olténien au sang chaud et le type presque latin de certains Roumains de l'ancien Banat.

Bien qu'au dire des habitants, le château d'eau moderne soit la principale curiosité de la ville, je préfère m'attarder dans les ruines de la citadelle romaine. Les restes de l'enceinte et des tours dominant encore le bord de la vallée. On y accède par un parterre de fleurs discrètes. En bas, sur la rive, un haut bloc de briques maçonnées, rongé par le temps, vestige du pont de Trajan, dresse une silhouette qu'on dirait de défi, entre la ligne de chemin de fer et le fleuve où glissent les remorqueurs. Le Danube, vers le soir, se dépouille un moment de toute brume. Ses eaux pâles et calmes reflètent les petites maisons de la rive serbe, et font paraître

plus menaçante, à l'ouest, la chaîne sombre des Balkans...

La promenade aux Portes de Fer et au défilé de Kazan vaut bien une journée. En remontant la vallée, au-dessus de Turnu-Severin, on aperçoit la sortie du long goulot, de plus de cent kilomètres, par lequel le Danube s'est échappé de la plaine hongroise. A l'endroit où les dernières montagnes s'éloignent de ses deux rives, le fleuve devient soudain plus rapide : il coule sur des bancs d'écueils immergés qui tiennent toute la largeur de son cours. Ce sont les Portes de Fer. Jusqu'à la fin du siècle dernier, la navigation n'y était possible qu'à l'époque des fortes crues et par des bateaux très légers. Depuis, le fleuve a été régularisé par des travaux de canalisation latérale aux passages les plus dangereux.

Le canal des Portes de Fer, qu'inaugura en 1896 l'empereur François-Joseph, fut conçu et réalisé pour une utilité surtout germanique. Il assure, par une magnifique voie naturelle, le débouché de l'Europe centrale vers l'Orient. Mais cette œuvre n'intéressait que fort peu les riverains du Bas-Danube. Elle menaçait même de porter dommage à leur trafic intérieur. Les défilés du Danube, dans le passé, furent beaucoup plus un obstacle et une frontière qu'un lien entre les pays riverains. C'est pourquoi sans doute les Romains avaient construit leur pont en aval, de manière à tourner l'obstacle. Les deux routes historiques de l'Europe centrale vers l'Orient étaient des routes de terre : l'une, que suit encore à peu près l'Orient-Express, passait par le cœur de la Transylvanie, faisait la fortune des colonies saxonnes établies à l'entrée des Carpathes et débouchait vers Bucarest ; l'autre, que suit également, aujourd'hui, une voie ferrée, traversait la péninsule balkanique pour atteindre d'une part Salonique et d'autre part Constantinople.

Il était évident que la voie fluviale du Danube, dans la mesure où elle capterait le trafic de l'Europe centrale à destination ou en provenance de l'Orient, ferait un tort grave à la route de terre de Transylvanie. Les marchands saxons des villes transylvaines, quelle que fût leur fidélité aux traditions germaniques, apercevaient le péril depuis longtemps : dès le début du *xix^e* siècle, ils commencèrent de se plaindre de la concurrence danubienne.

Aujourd'hui que les clefs du passage entre le Moyen et le

Bas-Danube appartiennent à la Roumanie et à la Yougoslavie, les deux États les plus intéressés à la prospérité des routes de terre, on sent comme une hésitation, un ralentissement dans le trafic danubien.

Pour la Roumanie, en particulier, le problème est capital. L'avenir commercial de ce jeune État réside dans l'exploitation éventuelle de deux grandes lignes de transit vers la Mer Noire et le Proche-Orient : la ligne nord-sud, venant de la Pologne et des pays de la Baltique, la ligne ouest-sud-est, venant de l'Europe centrale. Selon que le trafic de l'Europe centrale empruntera la voie fluviale du Danube ou la voie de terre qui traverse la Transylvanie, cette dernière province perdra une partie de ses chances traditionnelles ou les verra croître, et l'axe de prospérité de la Grande Roumanie se déplacera au profit de la région des plaines ou de la région des plateaux. Les deux régions, plaines danubiennes et plateaux subcarpathiques, ayant subi des mélanges de populations et des influences historiques de caractère assez différent, cette question particulière rejoint le problème général de savoir sur quelle formule l'État roumain établira finalement son équilibre, entre le « vieux royaume » et les nouvelles provinces.

En amont de l'ancienne frontière, on aperçoit, au milieu du fleuve, l'île mélancolique d'Ada-Kaleh, sur le sort de laquelle le Congrès de Berlin avait oublié de se prononcer, et qui conserve, avec son minaret, ses maisons orientales, ses jardins somnolents, ses treilles et la végétation sur ses remparts de brique rousse, l'aspect d'une chose turque.

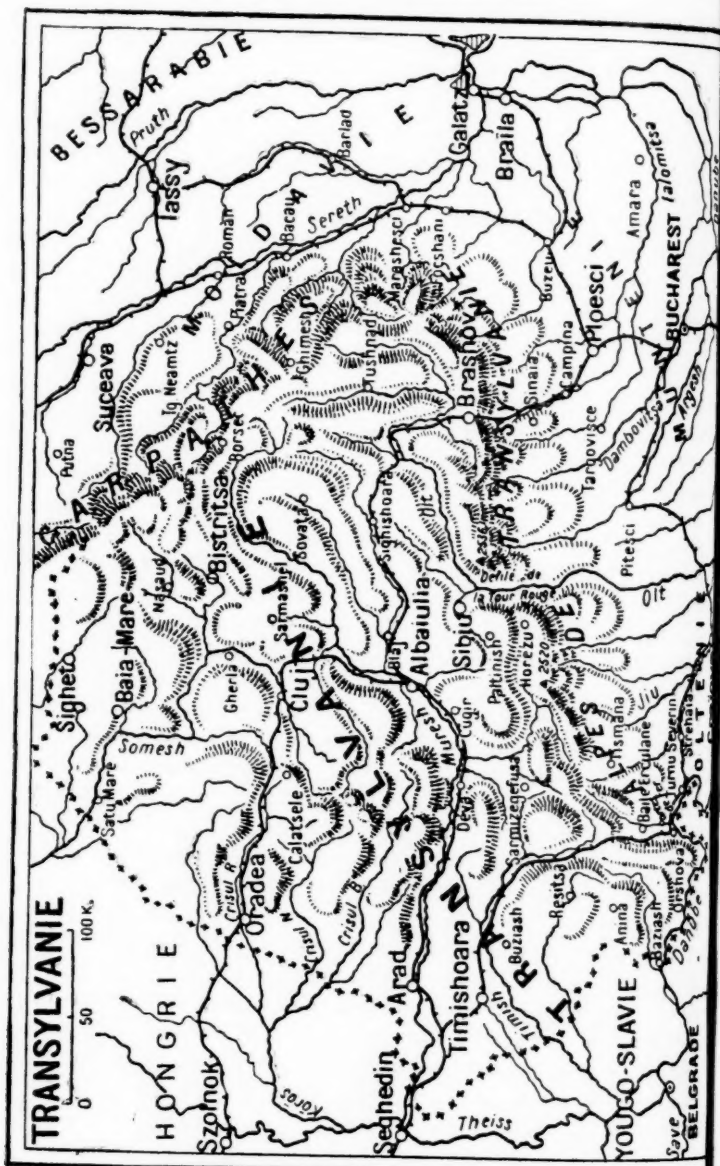
Nous arrivons à Orsova, escale importante pour la navigation danubienne. C'est là que le principal chemin de fer de l'ancien Banat de Temesvar (Timisoara) rejoint le Danube. Un beau quai, couvert de tonnelles fleuries, borde la rive roumaine, face aux rochers abrupts de la rive serbe, dans un décor de montagnes. Le lieu est fort plaisant. Le fleuve resserré y coule avec une plénitude profonde et majestueuse. Des bateaux blancs, qui semblent dormir, amarrés près du débarcadère, font une tache gaie entre la verdure des jardins et la teinte grise de l'eau. La ville, de création autrichienne, a l'air d'une petite place de commerce qui décline. Quelques familles et promeneurs y passent l'été, ou s'y arrêtent en allant aux Bains d'Hercule. L'activité d'autrefois y attira des

Allemands.
La can-
peuplé
temps,
missio-
femme
loques
tient
mendi-
D'O-
soit p-
truire
Szeche-
fois de
ciers.
de roc-
endroi-
mètres
remor-
comm-
sapins
bleu.
les tra-
de Tr-
y rapp-
Le pa-
aperç-
meule-
diffici-
Serbes
duits
gauch-
De
défilé-
tiens.
préter-
turb-
l'autr-
nation

Allemands et des Grecs, en même temps que des Hongrois. La campagne environnante et les villages de la vallée sont peuplés de Roumains du Banat. Il y a aussi, depuis longtemps, des colonies de tziganes. Devant le palais de la Commission européenne du Danube, nous rencontrons une femme tzigane du plus joli type, presque noire, vêtue de loques, menant paître un cochon aux poils frisés, qu'elle tient attaché par la patte avec un ruban rose. Ses enfants mendient.

D'Orsova on atteint aisément le fameux défilé de Kazan soit par bateau, soit par la route, œuvre d'art que fit construire dans le roc, il y a près d'un siècle, le comte Stefan Szechenyi, ministre hongrois. La beauté de ce site a été maintes fois décrite. Elle inspira des peintres, des poètes et des romanciers. Les rives du Danube y sont formées de hautes falaises de roche blanche, tranchées à pic et si proches qu'à certains endroits, la largeur du fleuve ne dépasse pas cent cinquante mètres. Le courant bouillonne entre les parois. La fumée des remorqueurs et des bateaux monte des profondeurs du défilé comme d'une chaudière. Plus loin, des forêts de hêtres, de sapins et de chênes couvrent la pente des montagnes sous le ciel bleu. Au flanc des rochers de la rive serbe on reconnaît encore les traces du chemin de halage qu'avaient construit les soldats de Trajan. Une inscription antique, partiellement reconstituée, y rappelle la guerre de l'empereur romain contre les Daces. Le paysage est grandiose et silencieux. Sur les hauteurs, on aperçoit quelques maisons de paysans serbes, chacune avec ses meules de paille et son courtil étroit, où accède un sentier difficile. Les relations d'une rive à l'autre sont amicales. Des Serbes traversent le fleuve en barque pour échanger leurs produits avec les Roumains dont les villages s'étendent sur la rive gauche, ou travailler au chargement des bois.

Des restes de châteaux-forts, çà et là, rappellent, à travers le défilé, l'image de la vieille guerre des Turcs contre les Chrétiens. Trois empires, au moins, à jamais disparus, eurent la prétention de garder ce passage : l'empire romain, l'empire turc et l'empire austro-hongrois. Aujourd'hui, sur l'une et l'autre rive, le paysan libre est maître de son sol et de sa nationalité.



U
sur
Fer.
péné
un c
ces r
plain
les a
tale
tinge
en T
sage
pend
des v
dans
villes
comm
minér
que p
Le
amuse
costum
haute
dessin
poupé
Da
trouve
subsist
Les pi
femme
Aujou
à peu
la déc
paraiss
les m
celles r

DANS LE BANAT DE TEMESVAR

UNE vallée étroite et fraîche, où coule l'Iserna (la *Cerna* des Romains), descendue des Alpes de Transylvanie, débouche sur le Danube à Orsova, entre le défilé de Kazan et les Portes de Fer. C'est la seule ouverture par où l'on puisse, venant du sud, pénétrer sans peine dans les monts du Banat. Elle conduit à un col qui permet d'atteindre, sur le versant septentrional de ces monts, la vallée de la Temes, s'ouvrant à l'ouest sur les plaines de Temesvar (Timisoara) et de la Hongrie, à l'est sur les avenues secrètes du réduit transylvain, de l'ancienne capitale des Daces et de la terre de Hunyad. La *Table de Peutinger* y indique le passage d'une voie romaine de pénétration en Transylvanie. Les principales localités qui bordent ce passage portent encore leur nom latin. Cette région est délicieuse pendant la saison chaude. Le chemin de fer de Temesvar amène des visiteurs et des malades aux Bains d'Hercule. Du reste, dans tous les coins de la Transylvanie, nous trouverons des villes d'eaux et des bains présumés d'origine romaine. Ici, comme dans la plupart des pays de l'Europe pourvus d'eaux minérales, on dirait que les Romains ne conquièrent le monde que pour le plaisir de se baigner !

Le costume aux vives couleurs des paysannes du Banat amuse nos regards, mais il n'a pas la richesse provocante des costumes de l'Olténie, la finesse de ligne des costumes de la haute montagne, ni l'admirable sûreté d'arrangement et de dessin des costumes de la Bukovine. Il porte l'influence des poupées hongroises et germaniques.

Dans la vaste zone des Carpathes et des pays voisins, on trouve la plus étonnante collection de costumes locaux qui subsiste en Europe. L'origine de ces costumes est fort obscure. Les pièces mêmes du vêtement, — pour l'homme et pour la femme, — n'ont guère changé depuis l'époque primitive. Aujourd'hui encore les vieux montagnards nous représentent à peu près intact le type des Daces de la colonne trajane. Mais la décoration, les broderies, la coupe du costume féminin paraissent inspirées de traditions variées, reflétant, peut-être, les modes des anciennes cours princières ou seigneuriales et celles mêmes des guerriers de passage.

La plupart de ces costumes étant faits à la maison, on y voit la preuve d'un génie particulier de la paysanne des Carpathes et de son goût inné pour l'élégance. Dans les campagnes je ne rencontre guère d'enfants mal habillés ou en loques. Le petit pâtre ressemble aisément à un page sans prétention. L'intérieur même des maisons trahit le même souci d'arrangement décoratif. De tout temps, les voyageurs et les étrangers remarquèrent le soin que les autochtones, surnommés *Valaques*, même miséreux et réduits en servage, prenaient de leur tenue. Cette coquetterie n'est guère disparue qu'en Bessarabie. Ailleurs elle se manifeste toujours par la dépense exagérée que fait le paysan pour avantager sa figure et sa mise, dès qu'il possède un peu d'argent. On la reconnaît bien vivante dans les mœurs de la société roumaine des villes... On ne peut guère l'expliquer autrement que par un caractère primitif de la population. Aucun des peuples qui envahirent ou dominèrent la région des Carpathes depuis le haut moyen-âge, sauf, peut-être, les Byzantins, n'a montré un tel instinct populaire de l'élégance. Et ce n'était pas un trait des Latins.

Le Banat passe, avec l'Olténie, pour le pays de l'ancienne Dacie qui recut l'imprégnation la plus forte de sang latin. De nombreux vestiges, ponts, aqueducs, routes, y attestent, en effet, l'activité romaine. Mais, assurément, les habitants de cette province, tels que nous les voyons répartis aujourd'hui, ne représentent pas l'aspect du peuplement que laissèrent les Romains. Depuis la première apparition des Turcs sur le Danube jusqu'à la paix de Passarowitz en 1718, le Banat fut exposé aux ravages d'une guerre cruelle et presque incessante. Au *xviii^e* siècle et même encore au début du *xix^e*, les voyageurs décrivent l'aspect de ruine et d'abandon du pays. Pour échapper au massacre et au pillage, la population s'était réfugiée dans les montagnes. Ce furent les Habsbourgs, devenus maîtres de la région au *xviii^e* siècle, qui en favorisèrent le repeuplement. Ils organisèrent le Banat en frontière avec une garde permanente de paysans-soldats et y attirèrent, dans les vallées ou la plaine, des colonies de Souabes, de Serbes, de Macédoniens et même d'Italiens. Le statut militaire de la paysannerie ainsi reconstituée fit qu'elle obtint, pour la condition des personnes et le régime de la propriété, un sort relativement avantageux. Aussi le peuple du Banat, habitué depuis longtemps à une

certaine liberté, montre-t-il plus d'initiative d'esprit et un goût plus vif du progrès que les pauvres Valaques de l'intérieur de la Transylvanie ou des provinces danubiennes.

Ce peuple comprend en majorité des paysans qui parlent le roumain, de très grosses colonies d'Allemands, quelques dizaines de milliers de Serbes et de Slovaques, et des résidus de nationalités diverses. Les Hongrois furent les maîtres du pays depuis 1867 jusqu'à l'annexion à la Roumanie : faute de tout dénombrement impartial, on suppose qu'ils représentent environ le cinquième de la population, minorité qui réside surtout dans les villes.

Le problème des minorités est compliqué dans le Banat du fait que la Hongrie, beaucoup moins libérale que l'Autriche, y avait développé un effort vigoureux pour magyariser tous les habitants, y compris les Juifs. Les paysans roumains gardèrent, là comme ailleurs, leurs traditions et leur langue. Mais les Souabes des jeunes générations subirent l'empreinte hongroise avec d'autant plus de docilité que la plupart étaient catholiques et que le gouvernement de Budapest avait fini par interdire l'enseignement même de la langue allemande. Aujourd'hui, les écoles hongroises du Banat réclament les fils de Souabes et de Juifs comme appartenant à leur nationalité, ce que les autorités roumaines, on le pense bien, ne veulent pas reconnaître.

La propagande hongroise reste assez active dans le pays. Ceux des habitants hongrois que je puis interroger, m'avouent qu'hormis la répartition des enfants entre les écoles, ils n'ont pas de griefs précis à formuler contre le régime nouveau. Je ne trouve, d'ailleurs, ni dans les villages, ni dans les villes aucun signe de mécontentement active entre les différentes races ou nationalités. La même courtoisie empressée m'accueille chez le paysan roumain et chez le paysan souabe, que je visite à l'improviste. Le Hongrois des villes semble plus réservé et distant, ce qui est naturel de la part d'un peuple fier qui supporte mal l'humiliation de la défaite. La population de langue roumaine présente de nombreux visages de purs latins, mêlés au type ethnique des Carpathes et aux éléments venus des Balkans. Mais, je l'ai dit, le caractère propre de cette population est une certaine liberté d'allure, presque occidentale, qui révèle un milieu exempt depuis longtemps de toute condition servile.

Le Banat possède un des établissements métallurgiques les mieux outillés de l'Europe orientale, celui de Resitsa, qui comprend des mines de fer et de charbon, des fours à coke, des hauts-fourneaux, des aciéries, des laminoirs, des ateliers pour la construction des locomotives, du matériel de chemin de fer et des outils ou appareils destinés à l'industrie pétrolière. Fondé dès le ^{xviii}^e siècle, après la découverte de minerais de fer dans le pays, il appartenait jadis à une société privilégiée austro-hongroise, à laquelle succéda, en 1920, une société roumaine, dont le capital reste en partie étranger. La Roumanie, pays d'économie surtout agricole, n'offre qu'un débouché restreint aux produits de la grosse métallurgie. Il a donc fallu que l'État protégât cette industrie et lui accordât un régime de préférence. Elle ne pourra prospérer que le jour où des capitaux et des crédits suffisants permettront aux peuples de l'Europe orientale de moderniser leur outillage public.

LE PAYS DE HUNYAD

LE Banat s'enorgueillit de deux villes d'aspect très vivant : Temesvar, au débouché des plateaux sur la plaine dite de Hongrie, et Lugos, qui est le chef-lieu de la moyenne vallée de la Temes.

De cette vallée on peut atteindre le cœur de la Transylvanie par plusieurs routes. Une route traverse les collines qui séparent la Temes de la Maros (*Mures* en roumain), région plaisante avec ses bois de chênes, ses terres labourées, ses prairies vertes, ses résidences seigneuriales, et dont certains paysages évoquent le Bocage normand ou le Limousin. Des colonies souabes et hongroises s'y mêlent aux villages roumains. Une autre route quitte la Temes à Caransebes, franchit le col qui séparait jadis le Banat de la Transylvanie proprement dite et pénètre dans le district de Hatseg, puis dans l'admirable pays de Hunyad, que borde, au sud et à l'est, une chaîne de hautes montagnes aux cimes inégales. Sur cette route, après le col, à l'entrée d'un large plateau couvert de cultures et rempli de villages, gardant le carrefour des vallées montagneuses, apparaissent les ruines de Sarmisegetuza, l'ancienne capitale et citadelle des Daces. C'est là que les soldats de Trajan forcèrent la victoire. De là, ils repoussèrent le roi Décébale vers le nord

jusqu'à ce que, désespérant de sa fortune, il se perça de son épée, tandis qu'une partie de son peuple et de ses troupes fuyait dans les forêts. Là, enfin, les Romains bâtirent une ville, *Ulpia Trajana*, dont la plupart des restes ont été détruits par les habitants ou dispersés.

Aujourd'hui, cette région, une des plus belles de la Transylvanie, nous offre l'image de la paix. Mais le décor naturel a gardé toute son éloquence. Ces champs heureux qu'entoure et protège la montagne, ces issues à la fois commodas à franchir et aisées à défendre vers le Danube, vers les plateaux du nord, vers les hautes Carpathes et vers la Valachie, ces vallées dont le sous-sol recèle le minerai de fer de Vaida Hunyad (Hunedoara), le charbon de Petrosani et de Lupeni, ces ruines de forteresses et ces tours éparses qui marquent la ligne d'une ancienne frontière ou le détroit d'un passage, enfin, le caractère d'épopée que portent encore les châteaux de Déva et de Hunyad, tout cela, et la fierté même du peuple, nous aident à comprendre pourquoi les conquérants, depuis les Romains jusqu'aux Turcs, s'acharnèrent à maîtriser un si beau repaire d'indépendance.

C'est dans la vallée de Hatseg et le pays de Hunyad que l'on voit les plus jolis costumes de la Transylvanie. La race, agile et vaniteuse, donnait jadis des danseurs réputés. J'assistai à une discussion entre deux paysans. Ils n'invoquent pas des raisons superflues, mais se regardent dans les yeux et chacun répète sans cesse à l'autre avec défi : « Sais-tu bien quel homme je suis ! »

Race maigre. Les villages de la montagne, aux maisons faites de pièces de bois mal équarries, ont l'air miséreux. L'étendue des terres arables, comme dans presque tous les districts où furent refoulés les Roumains de Transylvanie, est insuffisante pour une population prolifique. Les mines et les usines, au travail irrégulier, n'absorbent qu'une faible partie de la main-d'œuvre disponible. Les paysans, qui sont d'étonnants marcheurs, font des journées de voyage, passent la nuit dehors pour venir, dans quelque bourgade ou petite ville, chercher, en échange de leurs produits, un peu de monnaie. Leur aspect trahit la sous-alimentation et, parfois, l'alcoolisme, maux qui ont affaibli depuis longtemps le peuple valaque, et causes anciennes de son peu d'ardeur au travail.

Au moins jouissent-ils de la liberté politique ou, plus exacte-

ment, de la liberté de vote que leur procura enfin l'avènement au pouvoir, à Bucarest, du « parti transylvain » et de son chef, M. Iuliu Maniu. Cette région montagneuse, qu'animent des centres miniers et industriels, fut, après l'annexion à la Roumanie, l'une des moins dociles au gouvernement autoritaire des Brătianu. Sa population est, cependant, toute roumaine, hormis les groupes d'ouvriers hongrois qu'attira le travail des mines.

LA COLLINE SAINTE D'ALBA JULIA

A LA limite nord du pays de Hunyad, le château de Déva, qui fut jadis la plus forte place de Transylvanie, sur une montagne isolée et conique, commande le débouché de la vallée de la Maros. Remontant cette vallée fertile, où la rivière coule sous les peupliers, parmi les champs de blé et de maïs, les prairies et les vergers, entre des collines rondes qui portent des bois, des vignes, nous arrivons à l'ancien carrefour de la Transylvanie intérieure, sorte de bassin découvert, que rejoignent de nombreux affluents de la Maros, petites rivières et ruisseaux. De là un éventail de routes se déploie vers le demi-cercle des Carpathes. Au centre de ce bassin d'alluvions qu'entourent des coteaux dénudés, une éminence apparaît avec des clochers dominant les blancheurs d'une ville. C'est la *Colonia Apulensis* des Latins, le Carlsbourg des Autrichiens, la Gyula Fejervar des Hongrois, l'Alba Julia des Roumains, jadis résidence des princes de Transylvanie, qui y avaient leur palais et leur sépulture. Dans les souvenirs d'Alba Julia communièrent les traditions proprement transylvaines et les aspirations du nationalisme roumain. Le prince valaque Michel le Brave, bénéficiaire d'une conquête éphémère, y proclama pour la première fois l'unité des pays qui forment aujourd'hui la Grande Roumanie, en 1599, plus de trois siècles avant que cette unité pût être réalisée.

Maintes fois détruite, et d'abord par les envahisseurs Tartares du moyen-âge qui n'y avaient laissé, au dire d'un témoin, qu'« ossements et têtes coupées, murs des palais et des églises teints de sang chrétien », Alba Julia est le siège d'un évêché, où les voevodes venaient se faire introniser. Au début du xvm^e siècle, le prince Eugène y éleva une citadelle pour

protéger le carrefour de la Maros, puis on y installa des troupes. Aujourd'hui, la ville basse garde son air de « petite garnison ». Les maisons y ont encore l'aspect de faux décor italien qu'affectionnaient les Hongrois et que l'on retrouve dans toutes leurs bâtisses de Transylvanie. Sur la place ensoleillée, qui servait autrefois aux parades militaires, les paysans vendent des fleurs et des fruits. La ville, de tout temps, s'enorgueillit de ses foires, où les magnats jouissaient du privilège de pouvoir acheter avant tous autres. Depuis qu'a cessé la domination hongroise, les Valaques ont construit un quartier neuf.

J'ai hâte d'atteindre l'éminence, jadis fortifiée, qui porte la cathédrale. J'y monte avec un peu d'émotion, comme si je devais y trouver plus que la satisfaction d'une curiosité de voyageur. La voici, cette vieille église Saint-Michel, qui abritait, parmi d'autres sarcophages, le tombeau de Jean Hunyad, le grand héros de la guerre contre les Turcs. On dirait un monument couvert de cicatrices, mais elle a gardé sa noblesse, et même une sorte de coquetterie. Elle est le témoignage le plus ancien, sur cette terre, d'une influence morale et religieuse de l'Occident. On présume qu'à l'origine, elle remplaça un temple païen. Saccagée à plusieurs reprises, elle fut presque entièrement rebâtie au ^{xv}^e siècle par Jean Hunyad lui-même. Ensuite elle souffrit des révoltes et des profanations. Il fallait, après chaque malheur, la restaurer. La Renaissance, puis l'époque de Marie-Thérèse y ajoutèrent des constructions d'un art exquis, qui font oublier la laideur du portail moderne. Mais rien n'a pu effacer le caractère sobre et pur de l'architecture primitive, inspirée des églises de l'ordre de Cîteaux. Le silence et une douceur de paix, qui sont comme le repos des épreuves passées, entourent l'église. Le feuillage de quelques arbres tamise la lumière caressant les sculptures extérieures des chapelles. Sur le côté d'une petite place, s'ouvre le portail par lequel on entre dans la cour charmante de l'évêché. Jadis l'évêque catholique de Transylvanie avait, entre autres droits, le privilège singulier de nommer les rabbins israélites.

Comment les Roumains, qui montrent, en certaines choses, un goût presque subtil des convenances, ont-ils laissé abîmer irrémédiablement par leurs architectes officiels la colline sainte d'Alba Julia? Au risque de heurter de bonnes intentions, je

ne puis que déplorer l'erreur qu'on a commise en construisant, près de la cathédrale Saint-Michel, une église dite du Couronnement, énorme modèle de pâtisserie slavo-byzantine, que renient toutes les traditions de l'esprit et de l'art transylvains. Sans doute, on ne pouvait couronner le roi de la Roumanie orthodoxe dans une église catholique. Au moins devait-on s'inspirer du style orthodoxe de Transylvanie, tel qu'il apparaît en maintes églises locales, pour édifier un temple nouveau, qu'il n'était pas nécessaire d'opposer à l'inoffensive cathédrale.

Dans ces dernières années, Alba Julia vit défiler de magnifiques cortèges de Transylvains, une fois pour célébrer l'union à la Roumanie, une autre fois pour protester contre certaines maladresses du gouvernement libéral de Bucarest. Cette dernière manifestation provoqua l'avènement au pouvoir du parti national-paysan. Le peuple valaque de Transylvanie, à travers toute son histoire, a montré un double penchant à la longue patience et aux révoltes brusques. Il diffère des Valaques du vieux royaume surtout parce que, chez lui, la passivité provient d'une certaine lenteur d'esprit, favorable au repliement sur soi-même, plutôt que d'une insouciance exubérante et sceptique.

On trouve rarement dans les provinces danubiennes ces foyers traditionnels de culture morale ou spirituelle qui existent à l'intérieur de la Transylvanie, et y sont inséparables de l'idée nationale. Il faut s'arrêter, à quelques lieues d'Alba Julia, dans la petite ville de Blaj (Blasendorf), pour sentir, en particulier, la chaleur du foyer uniате.

BLAJ ET LA DOUCEUR TRANSYLVAINE

BLAJ occupe un des coteaux dénudés qui bordent la vallée de la Tarnava, affluent de la Maros, à l'entrée des routes conduisant aux villes saxonnes et aux défilés des Carpathes méridionales. Les deux mille élèves et étudiants de ses collèges ou séminaires y représentent la moitié de la population. C'est le siège de l'évêché uniате, une petite ville d'aspect tout ecclésiastique, où l'on ne voit que des chapelles et des écoles : un des refuges les mieux sauvegardés de l'intellectualité roumaine de Transylvanie. Le président du parti national tran-

sylvain, M. Maniu, d'abord député au Parlement de Budapest, puis chef du gouvernement provisoire de Transylvanie, et, enfin, premier ministre de Roumanie, y exerça longtemps la profession d'avocat.

Dans les dernières années du ^{xvii}^e siècle, l'empereur Léopold d'Autriche poussa le clergé grec de Transylvanie à accepter le catholicisme sous la forme du culte uni qui rattachait déjà des millions de Polonais à l'Église romaine. Une partie du clergé et quelque six cent mille fidèles abandonnèrent ainsi le schisme orthodoxe. Depuis lors, les Valaques transylvains ont eu deux centres distincts de vie religieuse : l'évêché catholique uniata de Blaj et l'évêché grec orthodoxe de Sibiu (Hermannstadt). Contre l'espoir impérial, les deux centres réagirent l'un à l'égard de l'autre moins par leur opposition religieuse que par leur émulation au service de l'idée roumaine. La cause profonde de cet accord de tendances imprévu entre les églises rivales réside dans l'état d'esprit commun des paysans de langue roumaine sous le régime humiliant que leur imposaient les Impériaux et les Hongrois.

La nation hongroise est fière, à juste titre, de son passé aristocratique, mais elle a fourni précisément, par son échec en Transylvanie, la plus forte preuve de l'erreur que commet une aristocratie, quand elle se constitue en caste fermée, interdisant au peuple qu'elle asservit, tout progrès, toute ambition, tout développement intellectuel ou social. En huit siècles, la Hongrie n'a réussi ni à absorber le peuple transylvain ni même à coloniser sérieusement le territoire qu'elle avait conquis sur ce peuple. Au contraire, plus la domination hongroise s'est appesantie, plus le peuple sujet a pris conscience de ses propres traditions et les a vénérées. Le nationalisme transylvain a son origine dans la condition sociale des paysans valaques, que leurs maîtres avaient privés de tout espoir de s'élever autrement que par une révolte de la nationalité. Ici apparaît le contraste, méconnu de quelques observateurs, entre les aristocraties du type hongrois, fondées sur un préjugé d'exclusion, et l'aristocratie anglaise, largement ouverte à tous les mérites.

Confinés dans un état presque servile, dont ils ne pouvaient sortir, à titre exceptionnel, qu'en reniant leur race et en se couvrant d'un masque hongrois, les Valaques de Transylvanie reçurent la seule influence de ceux qui vivaient comme eux et

avec eux, les popes des villages, uniates ou orthodoxes, gardiens de leur culte national, et les instituteurs, défenseurs de leur langue. Cette seule influence fit que les popes et les instituteurs furent aussi leurs seuls chefs, lesquels, grandis par la cause même qu'il représentaient, en devinrent naturellement les propagateurs et les doctrinaires...

Je traverse la place poussiéreuse de Blaj, où se pressent des paysans qui discutent leurs affaires, parmi les attelages de bœufs, les sacs de blé et les corbeilles de fruits, — car c'est jour de foire, — pour atteindre l'évêché. Une cour plantée d'arbres précède le palais épiscopal, construction très simple du XVIII^e siècle. Le métropolite uniате, bien que souffrant, consent à m'accorder un entretien et à répondre à mes questions. Il s'excuse de ne pas parler français, mais comme il a fait ses études de théologie à Rome, notre conversation se poursuit aisément en italien. Il insiste sur la bonne entente qui règne entre les différentes églises de Transylvanie. Cette province groupe tant de confessions et de cultes, — catholique, uniате, grec orthodoxe, arménien, calviniste, luthérien, — sur un territoire restreint, que s'établit nécessairement entre les clergés et les fidèles des églises voisines un esprit de tolérance mutuelle, qui aboutit à des règles de conduite et à une morale à peu près communes. La tolérance est souvent, chez les Roumains des provinces danubiennes, une forme de l'indifférence ; elle se présente ici plutôt comme le résultat d'un accord. Le clergé uniате est naturellement sensible à l'influence du Vatican. Cette influence semble avoir augmenté depuis que les séminaristes les plus brillants sont envoyés à Rome, et non plus à Budapest ou à Vienne. Quelques-uns de ces séminaristes achèvent leurs études à notre Faculté de théologie de Strasbourg.

Je visite la cathédrale et le collège-séminaire qui est le plus ancien collège de langue roumaine en Transylvanie. Des jardins j'aperçois « le champ de la liberté », ainsi nommé en souvenir d'une manifestation des paysans valaques en 1848. Plus haut, presque hors de la ville, un bel établissement, d'installation toute moderne, sert à l'instruction des jeunes filles. Enfin j'arrive à la maison, hélas ! très étroite, mais claire et heureusement conçue, où enseignent les Pères Assomptionnistes de la mission française. Cette mission, que dirige, avec autant de tact que de zèle, le Père Évrard, réussit à faire

beau
Son
confi
popu
Je
depu
franç
trans
franç
prés
dénig
E
on de
voir
activ
pren
valac
misè
telle
prit
de p
la m
zone

A
nies
atte
est
cons
soar
et le
con
rom
des
Kro
dan
des

beaucoup de bien sans heurter l'amour-propre de personne. Son succès, à vrai dire, est dû principalement à l'amitié confiante que les religieux portent à la population et que la population leur rend avec chaleur.

Je voudrais souligner ici l'excellence de l'œuvre accomplie, depuis quelques années, en Transylvanie, par les professeurs français, laïques et clercs. J'ai pu observer combien le peuple transylvain, privé jadis de toute communication avec la culture française, s'ouvre volontiers à cette culture, quand elle lui est présentée, comme le font nos professeurs, sans parti pris de dénigrement à l'égard d'autres formes de culture.

En interrogeant les maîtres et les élèves des écoles de Blaj, on devine la gentillesse profonde de l'âme transylvaine. Il faut voir ces enfants aux manières douces, à l'intelligence droite et active, attentifs à faire preuve de bonne tenue, pour comprendre quelles ressources a su garder en elle-même la race valaque, après tant de siècles d'humiliation imposée et de misère contrainte. En dépit des légendes malveillantes, une telle survivance morale atteste la durée et la vigueur de l'esprit de famille. Aussi bien, à chaque visite dans les familles de paysans transylvains, ai-je constaté l'influence qu'y exerce la mère. Ce n'est guère qu'au voisinage des villes et dans les zones de population trop mêlée que les mœurs se sont relâchées.

SAXONS ET VALAQUES DES HAUTES VALLÉES

Au delà de Blaj, nous entrons dans la zone des anciens établissements germaniques de la Transylvanie, de ces colonies « saxonnes » que l'on appelait les *Siebenbürgen*. Nous atteignons le bourg jadis fortifié de Mediasch ou Medgye, qui est le chef-lieu du « pays du vin », puis un autre bourg plus considérable, Schaesburg ou Segesvar (en roumain Sighisoara), dont le vieux château, l'église du ^{xv}^e siècle, les tours et les restes d'enceinte, sur une colline entourée d'arbres, au confluent de petites rivières, forment un tableau de moyen-âge romantique. De là nous irons visiter les deux villes principales des Allemands de Transylvanie, Hermannstadt (Sibiu) et Kronstadt (Brasov), qui commandent l'accès aux provinces danubiennes par les passages de tout temps les plus fréquentés des Carpathes méridionales.

C'est dès le haut moyen-âge, au ^{xii}^e et au début du ^{xiii}^e siècle, que les premiers rois de Hongrie appelèrent des Allemands, chevaliers, paysans et marchands, pour repeupler les vallées montagneuses de la Transylvanie et en garder l'entrée contre la poussée presque incessante des hordes de pillards venant de la steppe et du Bas-Danube. On imagine qu'alors, les Hongrois eux-mêmes n'étaient pas assez nombreux pour défendre toutes leurs frontières et qu'au reste, installés sur les champs fertiles de la plaine, ils avaient peu de goût pour le rude travail de défrichement des terres abandonnées de la région carpathique. Les rois de Hongrie organisèrent donc la défense des Carpathes, soit avec des colonies d'immigrants, soit, quand la population locale s'y prêtait comme dans le nord, en se servant de l'aide de Valaques guerriers qu'ils anoblirent. Mais la plupart de ces Valaques ou Roumains s'étaient réfugiés dans les montagnes et les forêts : certains aspects de leur peuplement actuel en bordure immédiate ou sur la pente des hauteurs rappellent encore le passé lointain.

Les colonies allemandes de Transylvanie, bien qu'on les ait appelées « saxonnes », d'un terme vague qui désignait les colons arrivés de l'Occident, ne venaient pas de la Saxe. Ces immigrants étaient, en réalité, des Francs de la Moselle, originaires, autant qu'on peut en juger par leurs anciens dialectes et leurs noms de famille, de la région comprise entre Aix-la-Chapelle, Luxembourg, Trèves et Metz. Rattachés à la culture allemande d'abord par leur langue, puis par leur tradition commerciale, enfin et surtout, peut-être, par leur conversion précoce au luthéranisme, ils sont restés jusqu'aujourd'hui très dociles à l'influence germanique.

Installés en Transylvanie après que des vagues successives d'envahisseurs avaient ruiné le pays, saccagé les monuments anciens et réduit les habitants à un état de demi-sauvagerie, ils accomplirent une œuvre de restauration. Ils construisirent des bourgs fortifiés ou des refuges aux principales issues des montagnes et aux carrefours des vallées. Jouissant de privilèges royaux, puis impériaux, ils captèrent tout le trafic qui passait par les Carpathes. Ils constituèrent une sorte d'entrepôt, distribuant les marchandises de l'Europe centrale par les provinces danubiennes jusqu'en Asie-Mineure, et inversement. Dans les campagnes, le village « saxon » fut un

modèle de savoir-faire agricole, de bonne tenue et d'économie.

Beaucoup plus que les Hongrois, les « Saxons » ont contribué à européaniser la Transylvanie et, par leur exemple, à dégager les Roumains de l'influence débilite de l'Orient. Toutefois, leur langue, leurs privilèges exclusifs, une certaine morgue à l'égard des « Valaques », comme aussi bien la faible natalité résultant, soit de leur avarice, soit de leurs mariages consanguins, limitèrent leur rôle civilisateur. Aujourd'hui encore, dans ce pays qu'ils habitent depuis sept cents ans, ils restent un corps étranger et qui, tout en s'efforçant de ne rien heurter autour de lui, se garde jalousement des pénétrations indiscretes. Jadis, non seulement les Valaques ne pouvaient s'établir dans l'enceinte d'une ville saxonne, mais les Hongrois ou Magyars eux-mêmes n'y étaient guère admis...

Au sud de Mediasch, une route, à travers des campagnes vallonnées, nous amène sur le plateau découvert au terme duquel nous apercevons la colline qui porte les tours d'Hermannstadt. La ville était naguère comme moulée dans son enceinte. Bien que, depuis la guerre, des quartiers neufs, peuplés de Roumains, aient été construits tout autour, elle présente encore, de loin, cet aspect ramassé et svelte qu'ont les anciennes places fortes. Elle occupe le site que les Latins appelaient *Cibinium*, qui est devenu Sibiu en roumain (Nagy Szeben pour les Hongrois), grand carrefour de la Transylvanie méridionale, entre le défilé de la Tour rouge, par lequel, en suivant la rivière de l'Olt, on descend dans les plaines danubiennes, et la moyenne vallée de la Maros, artère centrale des pays transylvains. Un décor de hautes montagnes, le plus majestueux de la chaîne des Carpathes, ferme son horizon au midi.

Chaque soir de la belle saison, le boulevard, qui sert de promenade aux habitants de Sibiu, est fort animé. Les officiers, les femmes élégantes, les jeunes gens en quête d'affaires sentimentales, les groupes de bourgeois qu'assemble la lecture des journaux ou le commentaire de la politique, les nombreux clients des cafés et l'attitude même de gens que l'on dirait insouciant, donnent à la ville une figure méridionale. Sibiu (Hermannstadt), centre intellectuel, administratif, politique des Saxons de Transylvanie, et de mœurs plus raffinées que les autres colonies germaniques, s'ouvrit d'assez bonne heure aux influences de la Roumanie voisine. Les riches boïards de

la Valachie venaient jadis y prendre du plaisir ou y chercher un refuge lorsque la guerre et le pillage menaçaient leur pays. Les villages des montagnes environnantes sont peuplés d'une race très éveillée de pâtres roumains, lesquels, chaque année, conduisaient leurs troupeaux dans les provinces danubiennes et ajoutaient un courant de population au courant commercial qui traversait la frontière. Enfin, Sibiu est, depuis soixante-dix ans, le siège de la métropole gréco-orientale de Transylvanie, dont jadis André Saguna, — celui que l'impératrice Élisabeth d'Autriche appelait le « bel archevêque », — Macédonien d'origine, homme de vive intelligence, organisateur et patriote habile, fit un foyer rayonnant de culture roumaine. Dès avant la guerre, les Roumains cernaient la vieille ville saxonne. Après la guerre, ils y affluèrent en masse. Ils y représentent déjà plus du tiers de la population, qui, du fait de cette affluence, est montée à environ quarante-cinq mille habitants.

Les Saxons de Sibiu-Hermannstadt possèdent une Université libre, où viennent enseigner des professeurs d'Allemagne. Elle joint son action intellectuelle à l'action morale de l'évêché luthérien pour défendre la culture germanique. L'ancienne bourgeoisie de cette ville constitue un patriciat, instruit et fermé.

Les Hongrois ne considéraient Sibiu que comme une garnison frontière. Ils n'y ont donc rien laissé qui fit contrepoids aux traditions germaniques. En revanche, les Roumains y créèrent au siècle dernier une association de culture populaire et de propagande nationale, l'*Astra*, qui fut un des agents les plus efficaces de la renaissance transylvaine contre l'oppression magyare. Cette association ne suscita point de troubles politiques. Elle rassembla les indices et les témoignages de la civilisation des Valaques de Transylvanie, donna des bourses aux étudiants pauvres, pénétra dans les villages par des conférences et des brochures. Depuis la guerre, elle est restée un soutien puissant pour l'unité roumaine. Son musée ethnographique et historique contient une collection unique de documents sur la vie du peuple des Carpathes méridionales. Elle communique au dehors avec des foyers de propagande dont le nombre atteint près de deux cents.

Les quartiers neufs ne présentent d'intérêt que par le contraste entre les villas de style allemand et celles de style olténien, l'un et l'autre styles également factices dans ce pays

qui ne connaît ni les brumes froides et le ciel bas de la Germanie, ni la chaude lumière des coteaux et des plaines du Danube. Mais le centre de la vieille ville, avec sa grand place, bordée de façades patriciennes et de logis à pignons, son palais municipal qui contient les archives de la nation saxonne, ses ruelles tortueuses, les restes d'une porte jadis fortifiée, enfin le haut clocher de l'église luthérienne dont certaines parties remontent au *xiv^e* siècle, forment encore un bel ensemble. Je passe quelques heures à visiter le palais que fit construire un favori de l'impératrice Marie-Thérèse, le baron Samuel Brukenthal, gouverneur de la Transylvanie, amateur fastueux de livres et de peintures. Les collections de ce baron sont devenues une bibliothèque et un musée. Dans la bibliothèque je remarque des manuscrits enluminés, de précieux incunables et de riches éditions françaises du *xviii^e* siècle. Le musée, encombré de portraits médiocres ou de copies, contient toutefois quelques originaux des grands maîtres flamands et hollandais. Le palais même a conservé ses salons décorés de boiseries.

De son trafic, qui était jadis international, Sibiu-Hermannstadt, loin des grandes lignes de chemin de fer, n'a sauvé qu'une branche : le commerce des denrées coloniales en liaison avec le port de Constantza. La prospérité de la ville dépendra désormais de son importance administrative et universitaire, de la richesse des campagnes environnantes, de l'afflux des Roumains et, peut-être, de l'agrément qu'y trouveront les touristes. A trois lieues de là, dans un creux de verdure, qui forme cuvette au milieu des champs de céréales, existe une station de bains d'eau salée, d'origine très ancienne, que les Hongrois avaient modernisée.

Des promenades que l'on fait de Sibiu, je préfère celle qui nous conduit au sud-ouest, à travers le grand parc, puis, par une route de forêt, vers les vallées de pâturages où gisent de gros villages de Roumains, sur les pentes du massif de montagnes séparant la Transylvanie de l'Olténie. Là habitent les descendants d'une population mêlée de pâtres de transhumance, de contrebandiers, de gardes-frontières, de réfugiés pour cause de politique ou de religion, d'éleveurs, de petits propriétaires, de commerçants et de colporteurs, population fameuse par la vivacité et l'indépendance de son esprit. A Blaj, entre la double pression des Hongrois et des Saxons, le tempérament des

Valaques transylvains, soumis d'ailleurs à la discipline catholique, m'apparaissait de douceur et de longue patience. Mais ici les influences combinées de l'Orient lointain, du Midi proche et de la montagne présente font un type tout différent, aux réflexes prompts et nuancés, ingénieux, passionné, entreprenant, enclin à l'ambition et à la critique. Les filles, d'ordinaire très brunes, portant le costume blanc brodé de noir, y ont une grâce souple et un peu moqueuse. Les garçons brillent dans les écoles, les universités, la littérature et la politique. Plusieurs achèvent leurs études à Paris. Ces villages ont été, depuis un siècle, le foyer le plus rayonnant de l'intellectualité paysanne chez les Roumains orthodoxes de Transylvanie.

J'aime le village de Saliste, que l'on appelait jadis le « village sans maris », parce que les hommes, pâtres qui descendaient des montagnes avec leurs troupeaux et allaient parfois jusqu'aux confins de la Russie, ne résidaient au logis que deux mois par an. La richesse du pays était et est encore le bétail. Une belle église, de rite orthodoxe, couverte de peintures, et un musée villageois, attestent la fierté de cette race qui ne cessait de porter ses revendications à Vienne ou à Budapest. Nous saluons le protopope, puis de vieilles paysannes. L'une d'elles, dont le fils est étudiant au Quartier latin, me demande, les larmes aux yeux, si « les belles dames de Paris le laisseront revenir »... J'aime aussi le village de Rasinari, qui déploie, dans un vallon charmant, couronné de jardins et de riches pâturages, ses rues aux belles maisons de bois, ses petites places et ses carrefours avec des fontaines, toute une communauté vivante qu'animent des souvenirs profonds, à l'ombre d'une vieille église dont les cloches sonnent magnifiquement. Ce village de montagne fut une des sources de l'esprit de la Grande Roumanie. Là se cacha, jadis, l'évêque orthodoxe d'Hermannstadt persécuté par les Habsbourgs. Là, trouva sa retraite et son tombeau le grand Valaque macédonien, métropolite de Transylvanie, André Saguna.

BRASOV-KRONSTADT

DE Sibiu nous descendons vers la rivière de l'Olt et le défilé de la Tour rouge, dans un beau paysage de hauteurs verdoyantes, puis nous remontons la vallée de l'Olt en longeant

le versant nord des Carpathes méridionales que les géographes appellent « Alpes de Transylvanie ». La moyenne vallée de l'Olt forme un large couloir entre les montagnes et le plateau transylvain. Ce couloir, soustrait à la dépendance immédiate des villes saxonnes, fut un passage par où les Turcs, au ^{xv}^e siècle, essayèrent, dans des combats cruels, de briser la résistance chrétienne. Il est bordé au sud par un massif abrupt, muraille presque infranchissable, au nord par de vieux châteaux qui gardaient les ponts ou les gués de l'Olt et dont le plus fameux était celui de Fagaras (Fogarasch). D'innombrables ruisseaux, avant de rejoindre l'Olt, arrosent les champs de céréales, les prairies et les jardins. Ça et là, des marais ne laissent pousser que le jonc ou le roseau. Mais, dans les prairies assainies, on voit paître le bétail et courir des troupes de chevaux. Par moments, les gros bourgs et les villages président à des cultures si bien ordonnées qu'on dirait un fond de vallée de la Campanie ou du Dauphiné. De nombreux paysans travaillent dans les champs : ce sont des Roumains de physionomie plus grave et de gestes plus lents que dans le sud. Leurs ancêtres descendirent de la chaîne de montagnes aux arêtes vives et aux pentes raides qui barre l'horizon pour remettre la plaine en valeur, après chaque cycle de guerres.

Quelques lieues en amont de Fagaras, nous nous éloignons de la rivière de l'Olt. Une route nous conduit par des vallons et des collines couverts de pâturages ou de forêts de hêtres, vers les riches campagnes de la Barsa, le *Burzenland*.

Bientôt les grandes montagnes réapparaissent sur la droite, maintenant toutes boisées. Nous traversons des villages de Saxons aux opulents troupeaux. La route contourne une rangée de monticules qui descendent vers la plaine, et, brusquement, apparaît le long faubourg de Brasov (Kronstadt), dans un site fameux.

Brasov-Kronstadt est la plus peuplée et la plus active des villes saxonnes, le chef-lieu du commerce de la Haute-Transylvanie, une vieille cité où les traditions d'autonomie s'allient au savoir-faire politique et à la recherche du gain, jadis le carrefour avancé et l'entrepôt de l'Europe centrale à la limite du trafic d'Orient, aujourd'hui un des centres vitaux de la Grande-Roumanie, nation désormais non plus danubienne, mais carpathique.

Brasov-Kronstadt commande quatre anciennes routes qui franchissent les Carpathes dans la direction du sud. L'une, jadis la plus fréquentée, descend par le sillon de la Dambovitza vers les riches coteaux et les vieux bourgs de la Monténie. Une autre passe au col de Predeal et rejoint à Sinaia les gorges de la Prahova. Une troisième atteint Valeni de Munte et les collines au nord de la plaine de Bucarest. Enfin la dernière conduit au Bas-Danube par la vallée de Buzau. La principale route, aujourd'hui, est celle de Predeal et Sinaia, doublée du chemin de fer que suit l'Orient-Express. Placée à un tel nœud d'échanges, au confluent de commerces différents, favorisée d'ailleurs, dès l'origine, par les rois de Hongrie, de franchises et de privilèges exceptionnels, la ville de Brasov, en dépit des guerres qui gênèrent son trafic et des surprises dont elle eut à se garder, a maintenu sa prospérité pendant cinq ou six siècles. Elle reste un grand marché d'approvisionnement. Dans ses faubourgs et aux environs, des industries de construction ou de transformation se sont établies. Au surplus, la beauté de son site, la fraîcheur des montagnes voisines et la proximité de nombreuses sources d'eaux minérales, y attirent, pendant la saison chaude, une affluence de visiteurs qui viennent de l'Europe centrale ou des provinces danubiennes. Son commerce, un peu atteint par l'économie trop étroite de la Roumanie, bénéficiera, en revanche, de tous les efforts qui doivent être faits pour améliorer les routes dans l'arc des Carpathes.

J'y suis accueilli par un jeune mathématicien, qui parle le français avec élégance, M. Sotiriu, directeur du Lycée de l'État. Grâce à ce compagnon sensible et savant, je passerai une semaine heureuse ici.

On raconte que, jadis, les auberges de Brasov servaient de cachettes à des couples d'amoureux venus de Bucarest comme de Budapest. Malgré cette réputation de rendez-vous galant, la ville n'a pas l'air méridional. Elle offre plutôt l'aspect austère et pittoresque d'une république de montagne, fière de ses privilèges, de son histoire, de ses tours, de ses anciens remparts, de son active bourgeoisie, et que seul le soin de son commerce empêcherait d'être fanatique. L'afflux des Hongrois et des Roumains a changé peu à peu le type de la population. Mais, hormis le quartier neuf et les faubourgs industriels, la vieille

Kronstadt des Saxons a gardé tout son caractère. On s'y promène comme dans la vie d'autrefois. La grande place avec le *Rathaus* du quatorzième siècle restauré dans le style baroque, le *bazar* de la Renaissance, les rues et les maisons de la même époque, que l'on dirait détachées de tableaux de primitifs, les cours à balcons de bois, les murailles de l'enceinte, les portes fortifiées ou décoratives, les demeures cossues, les restes de bastions abandonnés, les échappées vers le monticule qui porte la citadelle bâtie au seizième siècle par le comte d'Arco, vers les jardins extérieurs et vers une grande montagne couverte de hêtres qui semble en suspens sur la ville : c'est une série de vues pittoresques dont le dessin, un peu dur à l'origine, aurait été retouché et adouci par les mœurs aimables du temps de Marie-Thérèse.

Les hauts murs, le grand toit et le clocher de *l'église noire* ainsi nommée à cause de l'incendie qui jadis la noircit, écrasent la ville ancienne. Construit à la fin du quatorzième siècle, ravagé par le feu trois cents ans plus tard, cet édifice porte témoignage de la richesse, de la piété et de l'orgueil de l'ancienne colonie saxonne. Là prêcha le réformateur de la Transylvanie, Jean Honterus. L'extérieur est d'un gothique puissant et sobre. L'intérieur, qui sert au culte luthérien, fut refait, puis terriblement badigeonné, à la suite de l'incendie. Mais on y admire encore les colonnes du chœur, des stalles, enfin une collection d'incomparables tapis d'Asie-Mineure qui ornaient les sièges des dignitaires ou des principaux marchands. La sacristie conserve des chasubles et des calices anciens avec quelques souvenirs d'histoire. Le lycée Honterus, le musée d'antiquités et la bibliothèque bordent un des côtés de la place silencieuse qui entoure l'église. Sur cette place, le soir, les amoureux eux-mêmes prennent peur de leur ombre.

Brasov possède d'autres églises. La plus intéressante est l'église Saint-Barthélemy qui a gardé son abside primitive et de beaux chapiteaux de style roman. Hors la porte Catherine, dans le faubourg où habitaient autrefois les Valaques, on visite l'église gréco-orientale Saint-Nicolas. Elle dresse ses clochetons élégants au milieu d'un enclos d'arbres et de fleurs. Cette église, vénérée des Roumains de Brasov, occupe, depuis le xviii^e siècle, l'emplacement d'une antique chapelle de bois, puis d'un sanctuaire de pierre, où les boïards de Valachie

apportaient leurs offrandes. L'édifice actuel fut bâti et peint en partie aux frais de la fille de Pierre le Grand, l'impératrice Elisabeth de Russie. Son architecture à flèches élancées s'accorde mieux que celles des églises néo-byzantines à coupoles avec les traditions de l'art transylvain...

LES CHATEAUX DE LA BARSĂ

De Brasov, la vieille route, qui conduisait en Monténie, remonte la vallée de la Barsa, puis traverse les Carpathes entre le massif de Buscesch et la chaîne de Fagaras. Cette route, jusqu'à l'ancienne frontière, était sous la garde des châteaux-forts construits à l'origine par les chevaliers teutoniques, qui servirent le roi de Hongrie au ^{xiii}^e siècle, puis occupés par de petites garnisons qu'entretenaient les marchands de Brasov pour la protection de leur commerce et la sécurité du pays. Le premier que l'on voit, sur la gauche en longeant le massif de Buscesch, est la vaste forteresse de Rasnov (Rosenau), dont les murailles et les tours, presque intactes, sur un promontoire rocheux, dominant le carrefour de la haute Barsa. Plus loin, à l'entrée du passage de montagne, apparaît la jolie silhouette du château de Bran (Törsburg). Ce château, maintes fois assiégé et saccagé au cours des guerres contre les Turcs, fut reconstruit notamment par Jean Hunyad. Plus tard, il abrita des postes de gardes-frontières et de douaniers. Les bourgeois de Brasov le donnèrent, en 1919, à la reine Marie de Roumanie. La reine, après l'avoir restauré, en a fait une de ses résidences favorites. Le site est ravissant, au milieu de vallons paisibles où murmurent de petites rivières. Le château même a perdu son aspect guerrier et trop rude. Enrichi d'une magnifique collection de vieux meubles et de tapis roumains, il présente, jusque dans la grâce de ses toitures, le charme d'un moyen-âge de princesse. On y accède par un petit jardin d'eaux et de fleurs, une merveille de goût rustique.

Les terres les plus fertiles de la Barsa sont la propriété des Saxons. Leurs bourgs, leurs villages, leurs maisons reflètent la bonne tenue d'une race laborieuse, froide et avare. On y rencontre peu d'enfants, deux au plus par famille. Le dimanche, les hommes se promènent avec orgueil, vêtus de la redingote verte aux riches passementeries, et chaussés de

lourdes bottes noires. Sur chaque portail est inscrit le nom du propriétaire avec la date de son établissement ou de sa fortune. Les églises blanches, en forme de croix, élèvent vers le ciel de hautes flèches.

Mais, dès que l'on approche du versant des montagnes, les villages valaques ou roumains reprennent possession des terres, des prairies, des pâturages et de la forêt. Le peuple est fin, souriant, volontiers causeur, d'une courtoisie étonnante, aimant la vie et sans rancune contre elle. Ce sont d'anciens pâtres, gardes-frontières, contrebandiers, petits propriétaires, race de montagnards affinés, comme nous les avons déjà vus aux environs de Sibiu-Hermannstadt, mais avec plus de fantaisie et moins de prétention critique. On les sent de tradition guerrière plutôt que religieuse ou intellectuelle. Quelques-uns, le dimanche, portent encore le bel uniforme des gardes de Marie-Thérèse et de Joseph II. Ils sont Roumains et patriotes ardents, détestent le souvenir de l'État hongrois, mais conservent un vague attachement pour la famille de Habsbourg. Leurs maisons sont propres, leurs femmes jolies et zélées. Grands, agiles, ils ont le teint et les yeux plus clairs que les Valaques du Sud. Jadis, on disait qu'ils répugnaient à descendre dans la plaine. Je les regarde franchir les torrents et gravir les rochers : comment ne pas reconnaître les fils authentiques de la montagne ? Les seuls parmi eux que je trouve tristes, sont ceux qui allaient travailler aux usines de la plaine et que le chômage réduit à la misère. Les autres vendent bien leur bétail, achètent le blé ou la farine à bas prix et chantent les louanges de M. Maniu qui les libéra, le jour de vote, de la crainte du gendarme. Au surplus, si le Saxon n'a que deux enfants, la progéniture du Valaque est beaucoup plus nombreuse. L'avenir lui appartient.

Ces pentes de la montagne transylvaine, animées de troupeaux et couronnées de grands bois de hêtres, portent un air de jeunesse éternelle, qui défie les vicissitudes de l'histoire.

LES « SEKLER »

IL n'est pas rare, dans les villages de Transylvanie, valaques ou hongrois, qu'un vieux paysan, à qui l'on vous présente comme « Français », réponde à votre salut en prenant une

attitude martiale. Les Français, il les connaît bien ! Lui, son père et ses ancêtres au service de la Maison d'Autriche, pendant des siècles, ont mesuré leur bravoure à celle de nos soldats sur les champs de bataille. Les Transylvains furent, de tout temps, l'élite de l'armée austro-hongroise. Ces braves gens, trop éloignés de la France pour qu'un motif quelconque autre que le dévouement dynastique les poussât contre nous, ont gardé des guerres avec les Français le souvenir d'une sorte d'épopée désintéressée et comme d'un « sport » traditionnel. J'ai trouvé, à travers le monde, beaucoup de témoignages inattendus de notre histoire. Aucun de ces témoignages ne m'a paru plus émouvant que la légende des « diables français », telle qu'elle vit encore dans les maisons de bois de la forêt carpathique, chez les descendants de ceux qui subirent le choc des grognards de Bonaparte.

Aujourd'hui, les Valaques transylvains joignent au souvenir des combats où les entraîna le service des Habsbourgs, un sentiment nouveau et très chaud d'affection pour la France qui a secouru leur nationalité. Mais la tradition militaire survit à peu près sans mélange dans le peuple des Seklers, qui occupe la partie orientale du plateau transylvain, à l'entrée des défilés des Carpathes moldaves, entre les établissements saxons de Brasov-Hermannstadt et de Segesvar-Schœsburg, au sud, et un autre groupe saxon, celui de Bistritz, au nord.

L'origine des Seklers, — dans les textes latins du moyen-âge *Siculi*, en hongrois *Szekely*, en roumain *Sacuis*, — est obscure. Bien qu'ils parlent un dialecte hongrois, leur type ethnique, leurs coutumes et leurs manières les distinguent des Hongrois de la plaine. Ils ont une fierté plus primitive, plus impatiente même, mais plus simple, et moins de préjugés contre les autres races. Ayant vécu toujours à l'écart du gros de la population hongroise et de l'État hongrois, dont ils repoussèrent, parfois avec vivacité, les empiètements, ils ont gardé l'esprit de la tribu, étranger aux institutions féodales comme aux chicanes de nationalité. Seuls de tous les envahisseurs ou colons de la Transylvanie depuis les Romains, ils réussirent à absorber les Valaques qui vivaient parmi eux, à leur imposer leur langue et leurs mœurs. Eux-mêmes, quand leurs champs devenaient trop étroits, émigraient volontiers vers la Moldavie, et s'y mêlaient aux Roumains dont ils

adoptaient la langue, sinon la religion. Cette facilité d'absorption d'une race par l'autre avait, sans doute, pour causes leur genre de vie commun, vie de pâtres, de bûcherons, de cultivateurs, et l'absence, dans l'une comme dans l'autre, de toute hiérarchie de caractère féodal. Le gouvernement de Budapest, au ^{xix}^e siècle, essaya d'éveiller en eux un préjugé de nationalité contre les Valaques. Mais, aujourd'hui, le mouvement d'absorption réciproque recommence.

Jadis on regardait les Seklers comme une tribu de Huns qui se serait arrêtée sur le plateau transylvain. Mais tout semble indiquer qu'ils sont les descendants des colonies militaires que les premiers rois de Hongrie détachèrent de leur armée pour la garde des défilés de l'est. Isolés, ils ont conservé le caractère primitif. Certains de leurs villages ressemblent encore à des camps pétrifiés. Ils forment une population de cinq ou six cent mille âmes, presque toute rurale. Les autres Hongrois de Transylvanie, ceux-là installés ou immigrés plus récemment, vivent en majorité dans les villes et sur la nouvelle frontière : leur nombre paraît aujourd'hui égaler à peine le nombre des Seklers.

De Brasov, le pays des Seklers est à deux heures d'automobile. Nous traversons la jolie localité de Valcele, dont les eaux minérales rivalisent, dit-on, avec celles de Carlsbad, puis le gros bourg de Saint-Georges, où déjà domine le type vieux-hongrois, et nous rejoignons la haute vallée de l'Olt, à l'entrée d'un massif qui porte de grandes forêts de sapins. Entourée de petits lacs de montagne, parmi les bois, la bourgade de Tusnad est devenue, pour l'été, un lieu de villégiature très plaisant, malheureusement fréquenté des tuberculeux.

Depuis Saint-Georges, presque tous les villages sont peuplés de Seklers. Ces villages ne présentent au regard ni la froide opulence des villages saxons, ni le désordre pittoresque, tantôt gracieux, tantôt misérable, des villages valaques. Ce sont de longues files de maisons pareilles, chacune percée de trois fenêtres et bordée d'un étroit enclos, le long de la route ou du chemin. Aucune fantaisie n'apparaît. N'était l'absence d'usines et l'évidence d'une tradition exclusivement rurale, on dirait des cités ouvrières à la mode d'autrefois. La grand rue ressemble un peu à celle du village russe ou à la cour d'une vieille caserne de cavalerie.

Le caractère farouche du Sekler est très frappant. Les paysans ont l'air hautain et revêché. Les femmes, les jeunes filles mêmes ne laissent voir ni coquetterie ni curiosité. Cependant, à qui les interroge, ils répondent avec obligeance, comme feraient des soldats en service. Je rencontre de beaux hommes, bruns ou blonds, au visage dur, au corps tout en os et en muscles, modèles à peine dégrossis d'envahisseurs de légende, conduisant des chariots attelés de chevaux ou de bœufs. La race, toutefois, semble en dégénérescence, amaigrie, comme la race valaque, par les privations, et plus atteinte, parce que de nature plus exigeante. Les Seklers sont travailleurs et cultivent leurs terres avec soin. Ils possèdent de beaux champs de blé, de maïs, de tabac, et de bonnes prairies. Mais confinés sur le plateau et dans les vallées de la montagne, ils ont souffert, comme les Valaques transylvains, du manque d'une étendue suffisante de sol fertile. C'est pourquoi l'excédent de leur population descendait, jadis, vers les riches plaines de la Moldavie.

Le pays des Seklers, austère et d'aspect hivernal, prend, sous les derniers rayons de soleil, une couleur prestigieuse quand montent les vapeurs du soir...

DANS LA TRANSYLVANIE DU NORD

LE cœur de la Transylvanie du nord est Cluj, que les Hongrois appellent Kolozsvar et les Autrichiens Clausenbourg, naguère capitale de la province et séjour préféré de l'aristocratie, plus anciennement ville fortifiée qui occupait un site choisi par les Romains, aujourd'hui place de commerce, chef-lieu d'industries, marché agricole, siège d'une grande Université, au débouché du massif de Bihor et des monts de l'Ouest sur la rivière du Szamos ou Somesch.

On y arrive du sud par une route qui se détache de la vallée de la Maros, traverse le vieux bourg hongrois d'Enyed (Aiud), puis le centre industriel de Turda, où l'on exploite le gaz naturel, et aboutit enfin à une terrasse dominant la campagne de Cluj.

Ce pays, entre la Maros et le Szamos, fut le théâtre de nombreux combats depuis le haut moyen-âge jusqu'à la retraite des Turcs. On y montre, près de Turda, le « pré de Trajan »,

où le roi des Daces Décébale, selon la tradition, subit sa suprême défaite. Les Valaques roumains y vénèrent le lieu qui rappelle l'assassinat de leur prince guerrier, Michel le Brave. Les Seklers y évoquent la lutte qu'ils soutinrent pour arrêter les Tartares, et les Hongrois se glorifient d'y avoir vaincu les Turcs. Les caractères ethniques y sont restés fort disparates. On y rencontre même assez souvent de ces tziganes orpailleurs qui avaient jadis le privilège de retirer les paillettes d'or du sable des rivières de Transylvanie. Dans leurs campements de tentes rapiécées ou de vieux chariots, au crépuscule, les feux éclairent des gestes de félins et des regards diaboliques.

Des quartiers de caractère monumental, construits par les Hongrois, entourent la partie basse de l'ancienne ville de Cluj. Au delà de ces bâtisses modernes, les faubourgs, peuplés de Valaques roumains, s'étendent vers la campagne. Au centre de l'agglomération, sur la grand place, que bordent des magasins, des brasseries et quelques palais nobles, l'église Saint-Michel, dont les nefs élancées datent de la belle époque gothique, dresse une tour haute de quatre-vingts mètres. Des promenades, plantées de grands arbres, encadrent les rives du Szamos, au pied de la citadelle et d'une colline dont le sommet doit être aménagé en parc archéologique.

Favorisée jadis par les magnats, Cluj a gardé son renom de distinction, de sociabilité, de bonne tenue et de culture. Le séjour y est agréable. La population bourgeoise comprend en majorité des Hongrois catholiques ou calvinistes et des commerçants juifs. Les Hongrois s'y montrent beaucoup plus raffinés que dans les autres villes du plateau transylvain. Les Juifs, souvent magyarisés, semblent regretter, sinon les Austro-Hongrois, du moins leur administration. L'opposition d'esprit et de mœurs est sans doute ici moins brutale qu'ailleurs, entre les Hongrois et les Roumains, mais plus intime et plus profonde.

En compagnie d'un jeune historien de l'art, je visite la bibliothèque de l'Université, riche de 560 000 volumes, une des bibliothèques universitaires les plus vastes et les mieux aménagées de l'Europe. L'Université de Cluj, foyer scientifique de la Transylvanie, avait été largement dotée par les Hongrois. Les autorités roumaines, non seulement respectèrent son statut et ses biens, mais l'agrandirent encore et s'efforcèrent d'amé-

liorer ses installations. Sa Faculté de médecine, ses laboratoires, ses cliniques pourraient servir de modèles. Sous l'impulsion de son recteur, M. E.-G. Racovitza, spéléologue célèbre, de nouveaux instituts de recherches ont été créés pour compléter un enseignement général dont le prestige, en Transylvanie et au dehors, n'a cessé de croître. Quelques professeurs venus de France collaborent à cet enseignement. D'ailleurs, un cercle qui porte le nom de Ronsard, et une bibliothèque française réunissent les amis de notre pays ou de notre culture.

Après de longues journées de voyage sur les routes pittoresques, mais cahoteuses, de la Transylvanie carpathique, on trouve le repos dans cette Cluj policée, qui aime la science, l'ordre, la propreté et même le confort. Sur la grand place, un dimanche soir, je vois se dérouler, avec une discipline superbe, la plus belle procession d'enfants que l'on puisse imaginer autour du Saint-Sacrement : évocation candide des cérémonies religieuses de l'ancienne Autriche. Mais, à quelques pas de là, au musée ethnographique, je retrouve les traditions primitives, toujours vivantes, du peuple des Carpathes, du peuple autochtone des campagnes et des forêts de Transylvanie, ce peuple que les envahisseurs appelaient avec mépris « Valaques » et qui, dans les confessions ou les rites divers, orthodoxe, uniate, catholique, parle une même langue, abhorrée de l'État hongrois : le roumain.

CHEZ M. JULIU MANIU

C'EST un beau matin, frais et clair. L'automobile nous emporte vers les monts de l'Ouest, vers le grand massif qui borde la plaine hongroise et où les Valaques, comme assiégés par les influences magyares, ont résisté pendant huit siècles. Des amis, M. Tilea, l'actif député de Cluj, et M. Schachman, un Roumain de culture française, doivent me présenter au président du Conseil des ministres de Roumanie, M. Juliu Maniu, qui m'a invité à prendre part, dans son pays natal, à une fête patriotique.

Le soleil est déjà haut quand nous arrivons à Simleu-Silvaniei, où l'on inaugure, devant une foule de paysans de tous les villages du district, le buste de l'un des chefs du mouvement roumain de 1848, Simion Barnutiu, grand-oncle de M. Maniu.

Ce dernier préside la cérémonie, entouré des *leaders* du parti national transylvain, au premier rang desquels je reconnais l'homme charmant qui m'accueillit naguère à Bucarest, M. Vaida Voevode, alors ministre de l'Intérieur et des Affaires étrangères.

Pendant que montent vers le ciel les chants de la messe pontificale, célébrée en plein air, et que les cortèges de paysans, hommes et femmes, aux costumes bariolés, attendent, pressés sous leurs bannières, le signal de défilér, j'observe le visage scrupuleux, patient et volontaire de M. Juliu Maniu, défenseur naguère de la tradition transylvaine contre les exigences de Budapest et les intrigues de Vienne, gérant, aujourd'hui, de la liberté de tout un peuple qui s'est donné à la Grande Roumanie. Le corps droit et mince dans la jaquette noire, étonnamment sobre de gestes, la physionomie attentive, mais sans curiosité, le masque qui indique la direction une fois prise et le souci du permanent plutôt que l'inquiétude de l'immédiat, et, sous les cheveux blonds lisses, une tête fine d'aristocrate doctrinal, détestant la brusquerie : c'est une figure aussi peu orientale que possible, étrangère au caractère byzantin ou balkanique comme au tempérament slave, un type d'intellectuel de l'Europe du milieu, héritier d'une famille de foi romaine, en qui le sens de l'universalité catholique s'est précisé pour une tâche de relèvement national, sous la double influence du libéralisme français et du romantisme allemand. Quand les Habsbourgs réussirent à rattacher au catholicisme les Roumains du centre et du nord de la Transylvanie, ils crurent, en les séparant ainsi de leurs frères orthodoxes, les germaniser : mais le catholicisme, au contraire, devait ranimer chez les Transylvains la conscience de leur origine latine et, par cette latinité, ouvrir leur esprit aux idées émancipatrices de l'Occident. La personnalité d'un Maniu traduit la réaction logique de l'histoire contre les finesses mêmes du jeu austro-hongrois. Car cet homme, catholique par sa foi et teinté de germanisme par son éducation, n'en fut que plus profondément roumain par la protestation de sa nationalité opprimée. Ses yeux presque bleus ont la douceur paisible et bienveillante, mais aussi la patience obstinée du Transylvain, qui, vivant de peu sur la montagne, attendit, pendant des siècles, ce qu'il estimait être son droit...

Maintenant, les paysans défilent par groupes de villages, devant M. Maniu. Ils le saluent, non comme un chef féodal ni comme un tribun, mais comme celui qui porte leur conscience ennoblie dans le débat des partis et des nations.

Ces Valaques des monts de l'Ouest et de la Transylvanie du nord ressemblent étrangement à nos Bretons : ils sont, on l'imagine, un reste latinisé du vieil empire des Celtes. Même les tours à galerie et les flèches aiguës de leurs vénérables églises de bois, — ces églises de bois qui font l'originalité du village transylvain, — rappellent la silhouette des clochers de notre Bretagne. Nous sommes venus à Simleu-Silvaniei par une jolie vallée, dont les aspects font songer à des paysages de la Corrèze : c'est une ancienne voie d'invasion, illustrée çà et là de souvenirs féodaux, que suivent aujourd'hui la route et le chemin de fer de Cluj à Oradea Mare (Nagyvarad ou Grosswardein). Aux carrefours, on nous offre des raisins et des fleurs. Nous revenons par les hautes collines de Zalau (Zilah). La population fait l'élevage des chevaux, des moutons et du bétail. Hommes et femmes y portent les hautes bottes de cuir des paysans-cavaliers. A Simleu, les femmes et les filles ont défilé, pieds nus, leurs bottes sur les épaules.

LA VALLÉE DU SZAMOS

Au nord de Cluj, la rivière du Szamos arrose une fertile campagne, entre les dernières hauteurs des monts de l'Ouest et les collines qui précèdent les Carpathes orientales. De vieilles bourgades, des villages rians, des châteaux appartenant à l'ancienne noblesse hongroise animent les bords de la rivière jusqu'à son confluent avec la Tisza (Theiss). Les champs de tournesols éclairent le paysage. Sur la route, de grands bœufs blancs de race hongroise, aux cornes effilées, traînent leurs chariots lourds, d'un pas de procession. Autour de chaque village seigneurial, les paysans, devenus propriétaires par le partage des terres, ont construit des maisonnettes pour abriter leur vie désormais libre.

J'admire, en passant à Bontsida, le château historique, le domaine et les chasses du comte Banfi. Plus loin, nous traversons le gros bourg de Gherla (Szamos Ujvar), où l'empereur Léopold d'Autriche, il y a deux siècles, installa une colonie

d'Arméniens qui est encore active et prospère, groupée près de sa cathédrale. Non loin de là, au milieu des collines, une population de rouisseurs de chanvre, de type celtique, habite des villages tout à fait primitifs qui conservent leurs toits de chaume en forme de bonnet. Les gens y sont courtois et pauvres, avec une physionomie rêveuse, un peu triste. Un chemin sur le plateau conduit aux sources de gaz naturel de Sarmazel, aujourd'hui canalisées, que les paysans révéraient autrefois comme des « feux sacrés ».

La petite ville de Dej (Dées) s'annonce par sa jolie église à haute flèche. Un château-fort hongrois, dont l'origine remontait aux premières invasions, y gardait le passage du Szamos. Aujourd'hui, l'atelier du chemin de fer y fait vivre une population d'ouvriers valaques, très patriotes.

A partir de Dej, nous rencontrons de nombreux Juifs dans la moindre localité. Ce n'est plus le Juif bonhomme et serviable, commerçant adroit, observateur enjoué, qui essaie de lutter, dans les villes du sud, avec la subtilité du courtier grec et les ruses infinies de l'Arménien. C'est le Juif pâle, maigre, aux épaules souvent voûtées, à la longue barbe noire ou rousse, et dont les yeux trahissent comme une brûlure intérieure.

Le long de la vallée, qui devient sinueuse, nous visitons des villages, la plupart valaques, avec des ilots de Hongrois. Un Hongrois que j'interroge sur le regret qu'il peut avoir d'être séparé de ses frères, répond avec indifférence : « Je ne sais comment ils vivent de l'autre côté de la frontière. » Ici on a partagé les terres ! Cependant, tous les paysans se plaignent de la mévente de leurs récoltes et du bas prix du bétail. Ça et là, un château de magnat élève encore ses tours rondes dans un parc bien entretenu. Mais nous quittons le Szamos. Une route en lacets, d'où la vue est magnifique sur les monts de l'Ouest et la plaine de la Tisza qui apparaît au nord, nous conduira vers le pays des mines d'or et les forêts qui précèdent le Maramures.

LUCIEN ROMIER.

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS A LA VEILLE DE LA GUERRE

1913-1914

Le Gouvernement français était informé, le 22 novembre 1913, par notre ambassadeur en Allemagne, M. Jules Cambon, que l'empereur Guillaume venait de déclarer au roi des Belges, en visite à Berlin, qu'il regardait la guerre avec la France comme inévitable et qu'« on devrait en venir là un jour ou l'autre ». Ce propos était d'autant plus grave qu'il avait été tenu en présence du chef d'état-major allemand, général de Moltke.

Le texte du télégramme qui rapportait la déclaration de l'empereur, avec toutes les garanties d'authenticité attachées à la signature d'un diplomate aussi informé et prudent que M. Jules Cambon, figure dans le Livre jaune de 1914. On ignorait la source du renseignement jusqu'à l'article récent (1) dans lequel le baron Beyens, ancien représentant de la Belgique à Berlin, a révélé que la communication des propos menaçants de l'empereur Guillaume avait été faite à l'ambassadeur de France par le ministre belge lui-même, sur l'ordre du roi Albert.

Le baron Beyens avait prié notre ambassadeur d'éviter toute divulgation qui aurait été de nature à découvrir la personnalité du roi ou de son ministre. Le secret fut observé avec un souci des convenances diplomatiques poussé jusqu'au risque de rendre la démarche inutile. C'est ainsi que les ministres du cabinet Doumergue qui succéda, le 10 décembre 1914, au cabinet

(1) Voyez la *Revue* du 15 juin 1930.

Barthou demeurèrent dans l'ignorance des menaces de l'empereur Guillaume. Ils ne les ont connues, le fait est à peine croyable, que par la publication du *Livre jaune* de 1914.

Le baron Beyens s'étonne que le Gouvernement français n'ait pas tiré meilleur parti de son avertissement et qu'il n'en soit pas résulté une préparation à la guerre plus efficace. Il ne tient pas compte des difficultés techniques, ni des délais que comporte le perfectionnement d'une organisation appelée à pourvoir aux besoins de tout un peuple en armes; il ne tient pas compte non plus du renversement moral qu'il fallait opérer, sans éclat, sur une opinion entretenue dans des illusions pacifistes.

Le Gouvernement, le Parlement et les services de la Guerre s'efforcèrent néanmoins de prendre les mesures urgentes qu'exigeait la tension, tous les jours aggravée, des relations entre la France et l'Allemagne. Nous avions à la Présidence de la République M. Raymond Poincaré, dont la volonté continue et l'intelligence prestigieuse remédiaient, dans une certaine mesure, aux dangers de l'instabilité ministérielle. Déjà, comme chef du Gouvernement, il avait orienté les esprits vers les questions extérieures et les problèmes de la défense nationale. Plus tard, sa présence à l'Élysée n'avait pas été étrangère à l'initiative de la loi de trois ans, loi de salut qui a marqué de son éclat la carrière politique de M. Barthou.

LE CABINET DOUMERGUE

Le cabinet, constitué le 10 décembre 1913, m'appelait à exercer les fonctions de ministre de la Guerre. Il était présidé par M. Gaston Doumergue, dont les hautes qualités d'homme de gouvernement et la clairvoyance patriotique se révélaient dès lors avant de s'affirmer sur un champ plus vaste.

M. Maginot m'était adjoint à titre de sous-secrétaire d'État. Avant d'être au Parlement, nous avions appartenu au même corps administratif. Cette origine commune, qui créait entre nous une atmosphère de mutuelle confiance, ne pouvait qu'être profitable à notre collaboration, et, de fait, celle-ci s'est poursuivie dans un esprit d'entente et de cordialité dont le souvenir garde pour moi un grand prix.

Au premier rang des collaborateurs du ministre était le

général Joffre, chef d'état-major général de l'armée, désigné comme généralissime en temps de guerre. Depuis trois ans que ces fonctions lui avaient été conférées, il avait réorganisé le haut-commandement de notre armée et provoqué dans tous les services d'heureuses réformes. Sa loyauté, sa pondération, son esprit méthodique ouvert à tous les progrès, sa connaissance profonde des hommes et des choses de l'armée faisaient de lui pour le ministre un conseiller sans égal. C'était aussi un grand chef par l'ampleur de ses vues, par l'ascendant exceptionnel qui émanait de lui et s'imposait à tous les échelons de la hiérarchie.

Le cabinet Barthou, auquel succédait le cabinet Doumergue, avait été renversé, à l'occasion d'un emprunt de 1 300 millions en 3 pour 100 perpétuel, exonéré d'impôt, dont la double destination était de subvenir aux travaux de la défense nationale et d'assurer indirectement l'équilibre du budget. La majorité de la Chambre s'était prononcée par un vote explicite contre l'exonération des rentes; mais elle n'admettait pas davantage que fût distraite une partie des ressources de l'emprunt pour couvrir des dépenses annuelles ressortissant au budget. Un écho superficiel des débats, exploité par l'esprit de parti, a pu faire croire que la Chambre des députés avait refusé de voter les crédits de la défense nationale. Ce reproche est absolument injuste; et voici ce qui se passa dans la réalité.

Sur le total de 1 300 millions de rentes à émettre, 900 seulement se trouvaient affectés à l'amélioration du matériel de guerre. Le surplus, c'est-à-dire 400 millions, était destiné à alimenter un compte spécial, dit provisionnel, créé par M. Klotz, alors ministre des Finances, qui devait recevoir en réserve le trop plein des budgets soldés par des excédents, pour en faire bénéficier, le moment venu, les exercices déficitaires. L'affectation proposée par le Gouvernement donnait lieu à de justes critiques, car jamais il n'avait été admis que le compte pût être doté de ressources exceptionnelles provenant d'un emprunt. Il est, en effet, de principe que les recettes des budgets annuels doivent avoir pour unique source le rendement des impôts.

La Commission du budget n'avait cessé d'affirmer son désir de mettre à la disposition du Gouvernement toutes les sommes que pourrait réclamer la Défense nationale. Elle con-

sentait à ce que le total de l'emprunt de 1300 millions fût consacré à l'équipement et à l'armement de nos troupes; elle se refusait à accepter qu'une partie de l'emprunt servit d'une façon indirecte, par l'intermédiaire du compte provisionnel, à équilibrer le budget. La Chambre donna raison à sa commission et le vote de défiance qui, contrairement à l'avis du Gouvernement, maintenait le droit d'imposer les rentes, était également dicté par le refus d'approuver un emprunt dont les conditions tendaient à détourner des ressources exceptionnelles de leur emploi normal.

LES AMÉLIORATIONS DE L'ARMEMENT EN 1913

Le cabinet Doumergue se voyait saisi de la question du perfectionnement de notre armement par les débats mêmes qui l'avaient appelé au pouvoir. Il allait lui consacrer toute son activité. Déjà, en 1911, un des motifs qui avaient empêché le Gouvernement français de résister avec trop d'apreté aux prétentions injustifiées du Gouvernement allemand, était le manque d'une artillerie lourde de campagne équivalente à celle de nos adversaires. La question s'était trouvée posée devant les commissions techniques du ministère de la Guerre. Pour des raisons difficiles à préciser, mais qui ont lieu de surprendre, celles-ci n'avaient pas fait diligence. Or, cette artillerie lourde, nous l'avions sous la main : l'étranger l'achetait à notre industrie privée, alors que son adoption en France était indéfiniment ajournée.

Les officiers qui avaient doté notre armée du merveilleux canon de 75 avaient une tendance, malheureusement trop fréquente chez les techniciens, à considérer d'un point de vue exclusif que cette arme suffisait à toutes les tâches. Ils faisaient valoir qu'une artillerie lourde encombrerait l'armée et lui enlèverait sa mobilité. Certains généraux la considéraient même comme inutile, en poussant à ses dernières conséquences la doctrine d'après laquelle la supériorité morale est l'élément essentiel de la victoire. De là, dans les commissions, des discussions sans fin, qui, depuis deux ans, empêchaient la réalisation d'ensemble d'un programme dont la nécessité apparaissait à tous les esprits que n'égarait pas des opinions préconçues.

Les ministres hésitaient à les départager, dans l'espoir d'aboutir à une solution dont les avantages rallieraient la quasi-unanimité. Sacrifier au désir d'atteindre une perfection la plupart du temps irréalisable, conduit trop souvent à écarter la solution moyenne qui procurerait des résultats immédiats.

Sans avoir la prétention de découvrir toutes les causes qui ont retardé les améliorations réclamées par notre armement, je constate qu'à la fin de 1913 nous n'avions pas une artillerie lourde de campagne comparable en nombre et en efficacité à celle que l'Allemagne s'était donnée dès 1909. Comment en eût-il été autrement ? Nous n'avions, depuis dix ans, consacré aux dépenses extraordinaires de la guerre qu'une somme de 984 millions, quand nos rivaux avaient, pour le même objet, fait des sacrifices supérieurs à deux milliards de francs.

Dès le mois de décembre 1912, un premier programme qualifié de « spécial », c'est-à-dire d'une portée restreinte, avait été élaboré. M. Étienne, en arrivant quelques semaines plus tard au ministère de la Guerre, s'était empressé de l'adopter. Il avait compris qu'un effort exceptionnel était nécessaire, car, si on se contentait, d'après les errements anciens, de poursuivre les améliorations de matériel, au moyen des crédits annuels de la troisième section du budget de la guerre, on risquait de n'achever les travaux entrepris qu'avec des délais qui s'étendraient sur plusieurs générations, ainsi que le constatait chiffres en mains M. Clémentel dans son rapport du 18 mars 1913.

Pour accélérer l'allure des fabrications, le gouvernement de M. Barthou, dans son projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre le 27 février 1913, divisait en deux parties la dépense évaluée au total à 635 millions : l'une, de 135 millions, devait être couverte par les dotations inscrites dans les budgets annuels, y compris celui de 1913, jusqu'à concurrence de 32 millions ; l'autre, de 500 millions, devait avoir en recette, pour contre-partie, des ressources d'emprunt. Le délai d'exécution était fixé à cinq ans.

Il est à noter que la tranche de 500 millions fut réduite immédiatement à 420 millions, par suite de la suppression d'une dépense de 80 millions prévue pour la construction d'obusiers légers de campagne que l'invention de la plaquette Mandrin faisait abandonner. Cette plaquette, d'un prix de

revient infime, appliquée à notre excellent canon de 75, permettait d'obtenir le tir courbe sous un certain angle, mais non le tir vertical d'un obusier. Elle n'en fut pas moins accueillie, dans les milieux parlementaires, avec une explosion de sentimentalité qui amena certains membres de la commission du budget à proposer de décerner au capitaine Malandrin une récompense nationale de 500 000 francs. M. Étienne eut le bon goût de faire écarter cette proposition comme inacceptable par un officier. La plaquette Malandrin a rendu des services : elle ne pouvait cependant remplacer le matériel d'obusiers dont nous avions besoin et qu'il a fallu créer en pleine guerre. Seul l'état d'esprit des milieux politiques, toujours en quête d'illusions, pouvait admettre le contraire.

Nous avons dit que le rapport de M. Clémentel sur le projet de loi avait été déposé le 18 mars 1913. Il est difficile de s'expliquer comment ce projet, pourtant d'extrême urgence, intéressant au premier chef la défense nationale, n'avait pas encore été discuté, ni même mis à l'ordre du jour de la Chambre, huit mois après le dépôt du rapport, quand le ministère Barthou fut renversé. Il est vrai que le Gouvernement avait prévenu les commissions parlementaires qu'il engagerait, sans attendre le vote des Chambres, 72 millions pendant l'année 1913 sur le montant des dépenses prévues.

Les recettes exceptionnelles, dont faisait état par anticipation le projet de loi du 27 février 1913, ont été demandées aux Chambres le 27 mai suivant par le cabinet Barthou. A cet effet, on devait créer un compte intitulé : *Défense nationale : accélération du programme de défense et d'armement*, qui serait alimenté au fur et à mesure des besoins, soit par des obligations du Trésor, soit par le produit de rentes perpétuelles 3 pour 100 et dont la dotation était fixée au maximum de 1 milliard.

Le programme de 633 millions auquel il s'agissait de pourvoir ne comprenait, comme nouvelle artillerie lourde, que les canons de 105 long à tir rapide, au nombre de 200, qui n'entrèrent d'ailleurs en fabrication qu'à l'automne de 1913. Aussi n'y en eut-il que 12 livrés au lendemain de la déclaration de guerre. Pour le reste, le programme s'en tenait à des améliorations : les pièces anciennes de siège et de place de 155 et 220 recevaient des affûts métalliques, et les canons de 155 long

et de 120 long étaient transformés en modèle à tir rapide par l'adjonction d'affûts Rimailho. En outre, des commandes de tracteurs et de remorques étaient prévues pour le transport des pièces. Le canon de 105 à tir rapide, que l'on créait, était une arme excellente, mais d'une portée restreinte et d'un emploi limité. D'autres améliorations étaient non moins urgentes. Notre artillerie de place et de siège, notamment, avait besoin d'être dotée de pièces entièrement nouvelles, pour que la puissance et la densité de son tir fussent égales à celles du matériel allemand.

Notre infériorité n'était pas moindre en ce qui concerne les mitrailleuses. Leur nombre était insuffisant, leur emploi mal défini. Rien ne répondait à l'organisation régimentaire créée par l'état-major allemand, en fonction de cette arme nouvelle et pour en régler le rôle dans le combat. Certains officiers français ne croyaient même pas à son efficacité. La première commande qui en fut faite apparaît dans le budget de 1907. Elle se réduisait à 2 000 mitrailleuses Hotchkiss, chiffre insignifiant par rapport à celui des Allemands. Aussi la commission du budget prit-elle, l'année suivante, l'initiative de majorer d'un tiers les prévisions gouvernementales. Elle avait alors pour rapporteur M. Messimy et comptait parmi ses membres M. Charles Humbert, ardent partisan des mitrailleuses, mais dont le zèle en leur faveur semblait intéressé à certains de ses collègues.

LE PROGRAMME DE 1914

Un passage de la déclaration ministérielle du cabinet Doumergue annonçait que le Gouvernement mettrait sous les yeux du public la totalité des besoins de la défense nationale. C'était rappeler que le précédent cabinet, en proposant d'affecter au matériel de guerre 900 millions sur un emprunt de 1 300, n'avait présenté qu'un programme incomplet !

Pour remplir les engagements que le Cabinet avait ainsi assumés devant le pays, on dut d'abord rechercher dans les directions du ministère de la Guerre et du ministère des Finances les divers projets relatifs à l'armement de nos troupes, aux fortifications et aux améliorations diverses que le matériel de guerre pouvait comporter. Ces éléments épars devaient

prendre place dans le programme général qui allait être élaboré.

Le soin de reviser, de rajuster et de compléter les éléments du programme fut confié à une commission composée du général Joffre, du général directeur de l'Artillerie, du directeur du Contrôle, du directeur du Génie et du directeur général de la Comptabilité publique. Ce comité réduit devait aboutir beaucoup plus vite qu'une de ces grandes commissions qu'on a coutume d'instituer dans les milieux administratifs ou parlementaires et dont l'avantage est, non d'obtenir des résultats, mais de faire évanouir les responsabilités. La commission des Cinq se mit au travail vers le 20 décembre et établit, dès les premiers jours de janvier 1914, des propositions qui mirent le ministre en mesure d'arrêter le texte du projet de loi. Déposé le 16 janvier, il tendait à « autoriser des dépenses non renouvelables en vue de pourvoir aux besoins de la défense nationale », engagement qui représentait, tant au budget ordinaire que dans un compte spécial ouvert à cet effet, pour la guerre et la marine, un effort financier de 1800 millions répartis sur quatre exercices.

Ici le lecteur m'excusera de rappeler un fait personnel : le général Joffre m'avait proposé d'affecter des crédits non employés en fin d'exercice à fortifier les Hauts de Meuse et la région de Nancy. J'avais été prévenu que, dans un passé lointain remontant à une trentaine d'années, lorsque le service du Génie avait acquis les terrains sur lesquels devaient être établis les retranchements de Nancy, le Gouvernement allemand avait eu l'audace de faire observer que ces travaux constitueraient un acte inamical à l'égard de l'Allemagne. On ne les avait donc pas exécutés.

Cette offense semblait être restée longtemps ignorée du public. Un jour, en septembre 1913, M. Marin, devant la commission du budget dont j'étais le rapporteur général, avait posé la question à M. Étienne, ministre de la Guerre, en lui demandant si le bruit qui courait dans certains milieux avertis était exact. M. Étienne avait répondu d'une façon si évasive et embarrassée, que la préoccupation de M. Marin me parut fondée. Le langage que tenait le général Joffre, au mois de décembre 1913, ne faisait donc que confirmer l'impression que j'avais gardée.

En examinant le dossier, il me fut donné de constater que,

depuis l'époque où les Allemands prétendaient nous maintenir à distance de leur frontière, ils s'étaient rapprochés davantage de la nôtre. Cette considération aurait levé mes scrupules, si j'en avais eu, et, après avoir prévenu le président du Conseil et le Président de la République, je fus heureux de ratifier les propositions du chef d'état-major général, en ordonnant l'exécution immédiate des travaux. Ils ont commencé au mois de février 1914 et ont contribué à sauver Nancy.

LES DÉBATS DEVANT LE PARLEMENT

Dans l'action rapide que le ministère de la Guerre poursuivait, conformément aux vues du cabinet Doumergue et en accord avec tous ses membres, l'état-major dirigé par le général Joffre était aiguillonné par les nouvelles de plus en plus pessimistes qui arrivaient d'Allemagne. Notre attaché militaire, le colonel Serret, s'en faisait l'interprète avisé, dans les rapports qu'il envoyait de Berlin ou dans les conversations qu'il tenait à Paris. Il comparait sa situation à celle qu'avaient ses prédécesseurs au temps où l'empereur d'Allemagne affectait de traiter les représentants militaires de la France avec une bienveillance toute particulière. Le colonel Serret ne cachait pas que, dans les cérémonies officielles, l'empereur Guillaume se bornait à lui tendre la main, alors qu'il s'entretenait volontiers avec les attachés militaires des autres nations. Quant au Kronprinz, il marquait d'une façon ostensible son hostilité, en se bornant à répondre par un signe de tête aux salutations qu'il recevait du colonel Serret.

A la suite du travail de la commission des cinq membres qui avait été chargée d'élaborer le programme général destiné à pourvoir aux besoins de la défense nationale, le texte du projet de loi fut arrêté et soumis au Conseil des ministres. Trois séances entières lui furent consacrées. Le ministre des Finances a, par fonction, une tendance à restreindre les dépenses des divers départements ministériels dont il a le contrôle. Mais, dans l'occurrence, M. Caillaux, alors titulaire de ce portefeuille, accepta tous mes chiffres et contresigna le projet sans aucune objection.

Ce projet fut déposé sur le bureau de la Chambre le 16 janvier 1914. Dès qu'il fut distribué, le ministre de la Guerre se

présenta devant la commission du budget de la Chambre et devant la commission des Finances du Sénat pour les informer toutes deux que, sous la responsabilité du Gouvernement et sans attendre le vote des Chambres, les premières dépenses du programme destinées à des améliorations urgentes allaient être engagées immédiatement. Les commissions prirent acte de nos déclarations, tout en spécifiant que le Gouvernement assumait seul la responsabilité de la mesure.

Le projet répondait à diverses préoccupations s'inspirant de la défense nationale. Tout d'abord, le renforcement d'effectifs qui résultait de la loi sur le service de trois ans, exigeait, pour l'équipement et l'armement normal des unités, une somme de 655 millions, dont 234 avaient été mis à la disposition du Gouvernement précédent par une loi du 29 mai 1913. D'autre part, le programme de 420 millions dont nous avons parlé précédemment, était porté à 754 millions pour perfectionner notre outillage de guerre et établir des camps d'instruction dans des conditions comparables à celles de l'armée allemande. La durée d'exécution de l'ensemble du programme était fixée à quatre ans, pour tenir compte tant des facultés imposables de la nation que de la capacité productive de son industrie.

Au premier rang, figuraient les commandes de munitions qui devaient pourvoir toutes nos catégories de canons d'un approvisionnement de projectiles en acier, quadruple des stocks existants dont une grande partie était en fonte. De même, une mesure générale assurait à tout notre matériel d'artillerie les moyens de transport mécaniques, tracteurs et remorques exigés par les services nouveaux qu'on lui demandait. 51 batteries de 4 pièces de 105 à tir rapide devaient constituer, avec le matériel de 120 court, l'artillerie lourde d'armée. De nombreuses batteries étaient, d'autre part, constituées avec les anciens canons de 120 long de place retirés de leurs plates-formes, pour être montés sur des ceintures de roues, dites *Cingoli*, permettant de les utiliser en rase campagne.

Les améliorations relatives aux équipages de siège étaient caractérisées par l'adoption d'affûts-platesformes métalliques qui augmentaient la rapidité de tir des mortiers de 220 et des canons de 155 long, et par la création de mortiers de 280. Les places de l'Est devaient voir leur armement renforcé par la substitution de canons de 75 aux modèles anciens, par la

transformation en matériel à tir rapide des pièces de 153 long, par l'affectation d'une centaine de pièces de 105 à tir rapide et enfin par le blindage des tourelles. Le contingent des mitrailleuses était augmenté dans des proportions importantes, et 200 fusils-mitrailleurs étaient prévus pour la défense des places.

La partie du programme consacrée à l'armée de l'air constituait des escadrilles d'armes (d'artillerie et cavalerie) et d'armées. Elle prévoyait dix-huit dirigeables du même modèle que les cinq dont la loi du 29 mars 1912 avait décidé la construction et qui, livrés au lendemain de la guerre, ont donné tant de mécomptes. Notre école d'aéronautique de Chalais-Meudon restait systématiquement fermée aux progrès réalisés par les Allemands avec les ballons rigides du type Zeppelin. Elle n'admettait que les ballons souples. On le vit bien quand, au début de 1914, un patriote d'origine alsacienne, M. Spiess, fit don à la France d'un ballon rigide qui lui avait coûté 800 000 francs. Malgré des essais satisfaisants, ce ballon, qui pouvait servir d'instrument d'étude, fut démonté et mis au rebut, dès que j'eus quitté le ministère de la Guerre.

Nous n'avons pas voulu alourdir de chiffres détaillés cet exposé déjà trop technique. Il nous suffira de les résumer, en indiquant que le total des dépenses intéressant, pour la seule armée de terre, l'accélération des travaux d'armement, s'élevait à 1 408 741 571 francs. Les moyens d'y pourvoir étaient les suivants : 234 millions compris dans les crédits supplémentaires de 1913 ; 416 millions, arrondis à 420, dans les crédits ouverts à la 4^e section des budgets annuels ; le surplus, c'est à-dire 734 500 000 francs, devait être prélevé sur les ressources extraordinaires du compte spécial et réparti sur quatre années.

Ce programme, soumis successivement aux commissions du budget, de l'armée et de la marine de la Chambre des députés, fut adopté sans modification. La première étape ayant été ainsi franchie rapidement, il s'agissait de mener à bien la tâche devant la Chambre elle-même. Nous étions à la veille des élections législatives fixées au mois d'avril 1914. Certains députés trouvaient que le geste accompli par le Gouvernement en déposant le projet, était momentanément suffisant et qu'on pouvait attendre la prochaine législature pour son adoption définitive, de façon à n'avoir pas à présenter aux électeurs une note de dépenses aussi lourde.

Le Gouvernement refusa d'entrer dans cette voie. Convaincu par le ministre de la Guerre de l'urgente nécessité qu'il y avait à obtenir un résultat effectif, au lieu de se borner à une simple manifestation de bonne volonté, le Conseil des ministres le chargea de demander l'inscription de l'affaire à l'ordre du jour de la Chambre. C'est ainsi que le projet vint en discussion dès le 25 mars, c'est-à-dire deux mois et demi après son dépôt et fut adopté intégralement le 26 mars, sans autre opposition sérieuse que celle du parti socialiste. M. Albert Thomas, mandaté par lui, éleva sa protestation contre la politique des armements qu'il qualifiait de « politique de panique et d'allolement ». Quant à M. Vaillant, autre chef notable du parti socialiste, se refusant à distinguer entre les crédits de matériel et les crédits d'hygiène, il déclara à plusieurs reprises qu'il les donnerait « à la nation armée, mais non à la loi de trois ans ». Et, en effet, les socialistes se prononcèrent tous contre le projet. Cependant, s'ils avaient été conséquents avec eux-mêmes, en tant que partisans de la nation armée, ils auraient accordé au Gouvernement les ressources de mobilisation qui pouvaient être nécessaires pour donner aux citoyens, appelés en masse sous les drapeaux, les moyens de se défendre.

Le texte voté fut immédiatement transmis au Sénat et fit l'objet d'un rapport favorable de M. Milliès-Lacroix au nom de la commission des finances, dès le 30 mars 1914. Le Sénat, tout en maintenant intégralement le programme, considéra qu'il y avait lieu de pourvoir à son exécution par des dispositions financières différentes. Le projet revint devant la Chambre les 8 et 9 juillet et fut voté à une grande majorité.

LA QUESTION DU PANTALON ROUGE

Parmi les questions militaires alors à l'étude figurait celle de la substitution d'un drap de couleur neutre, aux draps trop voyants en usage dans l'armée française. Dès 1910, quand j'étais sous-secrétaire d'État au ministère de la Guerre, la nécessité d'une transformation de nos uniformes m'était apparue, ainsi qu'au général Brun, ministre de la Guerre. Depuis cette époque, la plupart des armées, profitant d'expériences chèrement acquises, avaient renoncé aux couleurs d'un éclat criard que le goût de la parade avait fait adopter et maintenir

trop longtemps. Mais l'idée d'abandonner le pantalon rouge éveilla l'esprit chauvin de certains milieux.

Ce projet, qui trainait depuis de longues années devant les commissions du ministère de la Guerre, ne devait aboutir qu'au début de 1914. Quand je revins à ce ministère, la « commission de transformation des uniformes » était sur le point de conclure. C'est en mars 1914 que son président, le général Dubail, me présenta un certain nombre d'hommes vêtus d'uniformes de nuances ternes permettant de se rendre compte du degré de visibilité des différents draps mis en comparaison. Celui qui fut choisi s'appelait le drap « tricolore » parce qu'il était composé de fils blancs, bleus, rouge qui, mélangés dans des proportions déterminées, se fondaient en une tonalité analogue à celle du bleu horizon. Sans perdre de temps, je saisis le Conseil supérieur de la guerre qui, à l'unanimité, le 24 mai 1914, se prononça en faveur du nouveau drap.

Je croyais pouvoir prendre sous ma responsabilité une décision aux termes de laquelle les effets de mobilisation, dont le renouvellement était prévu jusqu'à concurrence d'un crédit de 33 millions, seraient fabriqués avec le nouveau drap. Mon successeur, M. Messimy, préféra soumettre la question au Parlement, et c'est ainsi que, parmi les dispositions du programme d'armement votées par la Chambre le 10 juillet 1914, figurait un chapitre nouveau : *Substitution aux draps actuels d'un drap de couleur neutre*. Le ministre dut encore justifier la mesure à la tribune. Les interruptions qu'il provoqua démontrèrent que l'ancien drap conservait ses fidèles.

Enfin, la mesure proposée était adoptée après douze ans d'efforts ; mais il était trop tard et nos malheureux soldats ont été victimes d'un attachement absurde à la tradition.

La procédure parlementaire exigeait que le projet de loi ainsi amendé retournât au Sénat pour assurer au texte définitif l'accord des deux Chambres. La discussion reprit au Luxembourg le 14 juillet 1914. Le rapporteur était M. Charles Humbert. Il profita de l'occasion qui lui était fournie pour prononcer un véritable réquisitoire contre l'administration de la guerre. Après cette dernière épreuve, le programme était définitivement approuvé ; mais, alors que trois années étaient encore nécessaires pour son exécution, la guerre éclatait quinze jours à peine après la promulgation de la loi.

En vain n'avions-nous pas attendu le vote pour commencer les travaux. Ils n'étaient pas assez avancés pour nous donner les munitions, les obusiers et les canons qui étaient nécessaires pour compléter notre armement. Du moins ce programme avait-il fourni l'occasion de fixer les caractéristiques et de préparer les gabarits des canons dont les différents modèles avaient été arrêtés. Ces travaux, utilisés pour les fabrications du temps de guerre, ont fait gagner un temps précieux.

Il est une autre mesure de première importance due à l'initiative du général Joffre et de l'état-major de l'armée qui, réalisée à la veille de la guerre, en avril 1914, a permis d'amener à pied d'œuvre nos effectifs sur leurs emplacements de combat, avec un gain de quarante-huit heures. C'est au mois d'avril, en effet, qu'avait été appliquée la substitution du nouveau carnet de concentration et de mobilisation à l'ancien. Le général Joffre envisageait cette opération avec quelque anxiété. Il craignait que l'Allemagne ne provoquât un conflit juste pendant la période de flottement qui en résulterait.

L'exposé des mesures de défense prises par le Gouvernement, pendant les mois qui ont précédé la déclaration de guerre, démontre que la gravité de la situation ne lui a pas échappé. Il s'est efforcé, dans le cadre restreint des moyens et des délais dont il disposait, de remédier à l'insuffisance de notre armement. Si des retards ont été imputables à l'esprit de routine de certains services, des hommes comme le général Joffre et ses collaborateurs ont eu une vue claire de l'œuvre à accomplir et présenté des propositions opportunes qui ont toujours été accueillies et soutenues par le Gouvernement.

Sans doute les initiatives ainsi prises se sont parfois heurtées à l'opposition de ceux qui, pour des raisons diverses, fermaient les yeux à l'imminence du danger ; mais nous devons reconnaître que la grande majorité du Parlement a soutenu le Gouvernement dans son action de défense nationale. Le temps a, hélas ! manqué et nous avons été surpris en plein effort avant d'avoir obtenu les résultats escomptés : leçon durement achetée, qui ne doit pas être perdue !

JOSEPH NOULENS.

VISITES A LA PRESSE DE PROVINCE

X ⁽¹⁾

L'ALSACE

La presse d'Alsace diffère nettement de tout ce que nous avons trouvé jusqu'ici dans les autres provinces françaises. Différences de forme, différences de fond. Et c'est bien pour cela qu'il ne faut pas compter l'étudier, à plus forte raison, la juger, en partant des bases adoptées jusqu'ici pour notre presse régionale. Il est indispensable de tenir grand compte de conditions résultant en partie des années d'occupation allemande.

Tout d'abord, la caractéristique frappante et dont j'avoue avoir été d'abord impressionné péniblement, c'est la présentation de la plupart des journaux d'Alsace : ils sont édités en langue allemande. Quelques-uns même ont gardé ces caractères gothiques qui sont, à mon sens, la cause du port prématuré des lunettes chez la jeunesse studieuse allemande, bien avant que l'usage intensif de l'automobile ne produisit le même effet sur la jeunesse américaine.

Mais il faut tenir compte des nécessités de situation imposées par les faits. C'est M. Demange, le directeur du *Républicain lorrain* à Metz, qui m'explique :

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre 1930.

— Mon journal s'appelle le *Metzer Freies Journal*. S'il tire à 35 000 exemplaires, dont 18 000 abonnés, c'est qu'il s'adresse à des Lorrains qui ne parlaient qu'allemand avant le 11 novembre 1918. A Thionville, Forbach, Sarreguemines, sur la Nied et sur la Sarre, nombreux sont les lecteurs nés pendant la période allemande de 1871 à 1914, envers lesquels le cas de force majeure a joué. Alors... voulez-vous que, faute pour eux de pouvoir lire nos confrères édités en français, nous leur laissions prendre les nouvelles dans les journaux de la Sarre, de la Rhénanie, que nous n'arrêtons pas à la frontière?... Ne croyez-vous pas que notre lutte contre l'autonomisme local a chance d'être plus efficace, lorsque nous employons la même langue que nos adversaires?...

J'ai pu constater que le *Metzer Freies Journal* est fortement nourri de texte dans ses huit et seize pages. J'y ai retrouvé la forme, — je dirai presque la masse, — de telle *Zeitung* rhénane que j'ai entendu crier dans les rues de Cologne et de Francfort. Je souhaite que M. Victor Demange, son directeur-fondateur, combattant le bon combat, augmente d'année en année l'importance du texte français, sous forme de traductions, d'annonces et de légendes d'images.

Ainsi, ma prévention contre la forme allemande tombait peu à peu. Je me rendais compte qu'on ne pouvait pas raisonnablement condamner la population de trois départements au silence, sous prétexte que leur peuple des faubourgs et des campagnes avait appris par force la langue allemande pendant les quarante-sept années d'annexion.



C'est dans cet état d'esprit que j'abordai l'Alsace : non point par le nord, par ces demi-plaines où l'on pompe le pétrole au milieu des champs de blé et des houblonnières, ni par ces petites vallées où serpente la route et dans lesquelles l'horizon est fait de points culminants faciles à atteindre, mais par les vraies hauteurs des Vosges. Je voulais avoir ma première vision de l'Alsace du haut de son temple presque millénaire, Sainte-Odile.

A ce sommet, qu'a fréquenté souvent Maurice Barrès et qu'il a célébré avec une ardeur prophétique, m'attendait

un de ces hommes qui n'ont jamais cessé un seul instant, avant et après 1914, d'entretenir la flamme française en terre alsacienne, M. François de Witt-Guizot.

C'était par un des rares beaux jours de cet été. De cette cime sacrée, M. de Witt-Guizot, tentateur bienveillant, me montrait la plaine d'Alsace, par-dessus les dernières vallées de sapins. Et à ma mémoire revenait une phrase du prince de Hohenlohe : « Lorsque, le 3 août 1914, la guerre eut commencé entre l'Allemagne et la France, il ne pouvait y avoir de doute pour personne que l'Alsace-Lorraine serait le prix de cette guerre ; car, c'est le côté tragique de sa destinée, l'Alsace-Lorraine était pour les deux peuples, allemand et français, le symbole de leur puissance. »

Et tandis que nous gagnions sa belle demeure, de style si purement français, assise au pied de Sainte-Odile, dans la bourgade d'Ottrott, M. de Witt-Guizot m'instruisait de beaucoup de choses dont on ne peut être bien informé que sur place. Pendant que nous longions des murailles pré-médiévales et des châteaux assaillis aujourd'hui par les sapins et qui rappellent les luttes et les défenses d'autrefois, il me disait :

— Allez sans crainte, mais avec précaution... Descendez dans ces campagnes, pénétrez dans ces villes que vous apercevez d'ici... Vous y trouverez une presse ardente, une presse qui fait passer l'opinion sur le même plan que l'information, une presse où chaque salle de rédaction est une cuve en ébullition...

De temps à autre, nous nous arrêtons devant une éclaircie qui s'ouvrait entre les hauts et sombres arbres.

— Regardez ce village : pendant toute la guerre, les Sœurs y donnaient en cachette des leçons de français aux enfants et aux hommes exclus de la guerre. Voyez plus loin ce clocher, ces vieilles murailles : un jeune homme vient de rentrer chez lui, à la fin du service militaire qu'il a fait dans une province de l'intérieur. Il se destine à l'enseignement. En partant, c'était un autonomiste convaincu. Aujourd'hui, il est Français sans retour : il nous a connus directement, sans déformations fanatiques...

Et mon guide me montrait, à l'horizon, une ligne bleue, légèrement ondulée :

— La Forêt Noire ! Vous ne pouvez pas étudier, ni même simplement visiter notre presse alsacienne sans vous pencher

malgré vous sur le problème alsacien. Son intérêt est tel, d'ailleurs, que vous ne regretterez pas votre attention... Eh bien ! ne perdez pas de vue les grandes lignes bleutées qui courent de chaque côté de l'Alsace, du nord au sud...

* * *

Pour bien comprendre les choses d'Alsace, il est, en premier lieu, indispensable de savoir que le catholicisme compte surtout ses fidèles dans le peuple, tandis que la classe industrielle et bourgeoise fait plutôt partie de l'Eglise réformée, dont le rôle social demeure important. L'antagonisme entre les deux Eglises, courtois et discret, comme il convient dans une nation policée, n'en est pas moins réel.

L'Alsacien est individualiste. Il est disputeur. Et, depuis 1871, un douloureux sujet de conflit a fait entrer la discussion dans la famille même : c'est le drame intime que M. René Bazin a si noblement évoqué dans ses *Oberlé*. Avant 1914, on pouvait entendre un vieux père, qui avait gardé de l'armée française les glorieux souvenirs de Crimée, gourmander son fils qui faisait son service à Mayence ou à Munich. La dernière guerre a transformé ces discussions en tragiques réalités. Par la force des choses, des frères ont porté des armes ennemies. Sur les monuments aux morts de la guerre sont gravés les noms d'enfants du village tombés à l'Est et à l'Ouest, des noms qui sonnent français et allemand. Je n'oublierai jamais la cérémonie commémorative de Thann, présidée par le curé, le général et le sous-préfet, qui tous trois causaient familièrement en suivant la fanfare des chasseurs à pied. Ils venaient d'inaugurer un monument à des morts qui étaient alsaciens, sans plus.

Comment exiger, après cela, que la vie de l'Alsace soit en tous points, et après dix ou douze ans seulement, conforme à celle du Poitou ou du Languedoc ? Ajoutez à cela que, pour l'Alsacien, la grande politique est subordonnée à la politique de clocher. Son administration communale est celle qui l'intéresse au premier chef. C'est la commune qui possède le droit de chasse et le met aux enchères. C'est elle qui règle la coupe et la vente de ses bois : ce qui lui permet, en de nombreux cas, d'exonérer d'impôts ses habitants. Pendant ce temps, de grandes villes comme Strasbourg et Mulhouse, où l'industrie

accumule les capitaux et les usines, sont gérées par des municipalités communistes ou socialistes, qui n'ont pas encore la pratique de l'administration et qui les écrasent d'impôts : tant et si mal que l'homme qui paie 1000 francs d'impôts à Belfort en paie 2500 à Mulhouse.

Du haut de Sainte-Odile, on peut voir, dans un petit périmètre, des bourgades éloignées d'une portée de fusil moderne, — ce qui était évidemment beaucoup au temps des arbalètes, — qui furent constituées en villes libres, avec leur parlement et leur douane. Et cela, au centre de la lutte des Empires d'occident. Il a fallu la menace de destruction en détail pour qu'elles se réunissent en Décapole, ce qui ne mit pas fin aux controverses !... Ajoutez encore que les Alsaciens sont chatouilleux dans leur amour-propre, au point qu'en 1919 et 1920, les jeunes soldats et leurs familles se révoltaient à la lecture du livret matricule qui ne leur donnait que le rang de soldat de 2^e classe !

L'unité démocratique de notre France, cette fraternité des provinces qui fait qu'une région pauvre a des écoles, de belles routes et des hôpitaux, tout comme une région fortunée, cette unité échappe encore partiellement à l'Alsace au sol riche, aux communes aisées. En revanche, quel bel exemple ne nous offre-t-elle pas dans ses maternités où l'on donne sans compter les soins les plus minutieux aux petits des hommes, bien qu'ils ne représentent que l'avenir et qu'ils ne soient pas encore des électeurs !...

Cependant, que ce soit en patois alsacien, en français ou en allemand, on parle peu pendant le travail. Le travail, pour l'Alsacien, est sacré. Il y est précis, volontaire, entêté même, et pratique. La terre a tous ses soins, mais il emploie dans l'usine de la vallée les heures d'hiver pendant lesquelles la terre sommeille. Les qualités de travail de l'Alsacien sont pour les autres provinces françaises un exemple et un entraînement.

Ce peuple des villes et des campagnes qui travaille, et qui produit, qui connaît l'émulation de ville à ville et de clocher à clocher, ne verse pas dans la métaphysique. Les soins de l'au-delà, les directives du futur, il les confie à ses curés en qui il a pleine confiance. Quand la politique se mêle à la religion, il abandonne également la politique à ses prêtres, qui ne se font pas faute d'user de cette prérogative. Cette confiance, ce respect

envers les prêtres va si loin, que même les neutres et les incroyants ne s'avisent guère de toucher à l'autel. « Ne secouez pas la soutane du prêtre, il en tombe trop de poussière » (c'est-à-dire, de malheurs!) est un dicton du pays.

L'Alsacien ne sort guère de son pays. Certes la bourgeoisie industrielle d'Alsace n'a jamais cessé de fréquenter Paris et nos provinces de l'intérieur; et de 1871 à 1914, près de 400 000 hommes ont quitté l'Alsace et la Lorraine. Mais, aujourd'hui, l'émigration vers la France n'a plus de raison d'être. Alors, si la conscription n'emmenait la jeunesse au contact de notre Midi, de notre Ouest et de notre beau Centre, le peuple alsacien, occupé à ses usines, à son trafic, à ses champs de blé et de tabac, à ses forêts, n'aurait pour horizon que la double ligne bleue des Vosges et de la Forêt Noire, le double mur qui enserre la plaine... Et la plaine, sans une minute de répit, sait qu'elle est l'objet des désirs des deux lignes bleues : angoisse à laquelle s'ajoute le malaise des petits détails imparfaitement ordonnés, le malaise des habitudes ou des désirs contrariés, surtout chez ceux qui sont volontiers, en toute occasion, *laudatores temporis acti*.

On irait loin dans cette recherche des caractéristiques du peuple alsacien. « Il est bien difficile, dit le prince de Hohenlohe dans ses *Mémoires*, de pénétrer la mentalité d'un pays qui a subi, pendant des siècles, des destinées si différentes ». Mais comment ignorer que les paradoxes y abondent? Ici, le socialisme est gouvernemental. Là, les catholiques prennent quelquefois le même train que les communistes, oubliant dans le feu des passions que le communisme a nié Dieu et transformé ses temples en magasins généraux. On est démocrate et l'on supporte des privilèges féodaux, comme celui de la chasse réservée.

Enfin, les hommes de ce pays magnifique, ces hommes volontaires, capables de supporter les situations les plus douloureuses et de secouer les jougs les plus dangereux, ces hommes solides veulent, comme l'a si bien résumé M. Jules-Albert Jaeger, « être quelqu'un dans un pays décidé à faire quelque chose ». Et voilà qui l'emporte sur tout, qui donne la note vraie et profonde de cette population généreuse et forte, qu'il ne faut pas un instant confondre avec certains titulaires des cartes B et C, Allemands demeurant Allemands, Alle

mands devenus Français par leur femme alsacienne, qui ne suivent pas toujours loyalement les règles de leur nouvelle nationalité, ou qui confondent liberté avec licence...

Au milieu de ces complications de sentiments et d'intérêts, de cette accumulation de coutumes superposées par les événements extérieurs, les guerres et les paix successives, comment va réagir la presse régionale? Comment va-t-elle simplement agir et vivre?

L'Alsace est sentinelle de la France vers l'Est. Sa situation géographique au centre industriel de l'Europe, sur un fleuve d'importance capitale, ses mœurs, ses coutumes, son ardeur et son exactitude au travail, tout concourt à lui donner une position spéciale qui fait son orgueil et son angoisse, sa faiblesse et sa force.

La presse d'Alsace vit comme le pays, *ardemment et dangereusement*.

STRASBOURG

Strasbourg est capitale. Le prince de Hohenlohe se demandait parfois ce que les Français pourraient bien faire de ce Strasbourg doté pendant la période allemande, de bâtiments comme celui de la Délégation, le palais impérial, le palais ministériel. Les Français ont fait mieux que ces bâtiments massifs et sans élégance : c'est le port autonome qui se développe à vue d'œil, les faubourgs qui ont doublé, ce sont les barrages du Rhin et ses usines hydro-électriques dont le canal d'amenée régularisera la navigation si difficile dans le courant tumultueux du fleuve.

A Strasbourg, comme partout en France, la presse est libre : ce qui n'existait guère jusqu'en 1918. Un grand journal d'information, un grand journal libéral et les journaux catholiques en sont les éléments principaux. A côté d'eux, s'impriment les journaux socialistes et communistes.

DERNIÈRES NOUVELLES DE STRASBOURG STRASSBURGER NEUESTE NACHRICHTEN

C'est le plus important journal d'Alsace par son tirage, sinon par son influence. Par ses éditions multiples, il suit la

coutume de ses confrères provinciaux. Il donne à Strasbourg même une édition en français et une édition en allemand. Ensuite, viennent les *Sarrequeiminer*, *Thionviller*, *Lothringer* et *Colmarer Neueste Nachrichten*. Le *Journal de Barr*, bi-hebdomadaire, et le *Journal de Thann*, quotidien, forment ses dépendances.

De surcroît, l'édition de Strasbourg contient une série d'éditions régionales ou locales pour Strasbourg-campagne, Haguenau, Wissembourg, Saverne, Molsheim, Sarrebourg, Hirschstein. Une édition spéciale en français est faite pour la vallée de la Bruche où elle concurrence le vieux *Courrier de la Bruche*, bi-hebdomadaire, qui n'a jamais cessé de défendre notre langue et nos idées dans une région industrielle et industrielle où le français est langue-mère.

En l'absence de M. Henry, l'un des directeurs des *Dernières Nouvelles*, c'est son collègue alsacien, M. Hoepfner, qui m'a reçu dans la luxueuse installation du journal, rue de la Nuée-Bleue.

— Outre les difficultés de tout ordre, que vous connaissez, me dit-il, nous devons résoudre sans cesse des difficultés matérielles inconnues chez nos confrères des autres provinces, et dont la plus grosse est la double rédaction en français et en allemand. D'où dépenses doubles, caractères en deux langues, que sais-je encore?... Heureusement, nous bénéficions d'une grosse publicité dans un pays actif et producteur. Ici, rien ne stagne. Le marché du travail et de l'occasion, qui se trouve dans nos dernières pages, est florissant. De plus, nous nous intéressons à fond aux manifestations sportives et notre information mondiale est largement fournie par nos bureaux parisiens du Faubourg-Montmartre. Notre succès n'est pas médiocre, puisque nous répandons une moyenne de 145 000 numéros dont 120 000 dans la ville même...

Le format est du type alsacien, plus restreint que nos journaux français. Aussi, pour suffire aux exigences de la copie et des annonces, les deux rotatives sortent couramment des journaux à 28 et 30 pages, et poussent même le volume à 64 pages. Il y a ici un « M. Boîte aux Lettres » véritable encyclopédie vivante qui répond à tous, et à toutes les questions posées. Un « illustré » est en préparation qui bénéficiera des derniers progrès de l'héliogravure.

Toute cette vaste installation couvre plus d'un hectare au

centre de la ville, et occupe 500 personnes. Aucun perfectionnement n'a été omis dans l'installation de ce journal qui compte parmi les plus puissants de nos provinces, et qui appartient en partie à M. Aristide Quillet, l'éditeur parisien.

LE JOURNAL D'ALSACE ET DE LORRAINE

Ses bureaux sont au cœur de la ville, place du Vieux-Marché-aux-Vins. Avec des transformations diverses et sous des titres successifs (*Journal d'Alsace, Courrier du Bas-Rhin*), le *Journal d'Alsace et de Lorraine* est le plus ancien des journaux de Strasbourg.

Fondé en 1787, il en est à sa cent quarante troisième année. Il n'a jamais cessé, sous l'occupation allemande, de servir la cause et les idées françaises. Il est plutôt l'organe de la bourgeoisie protestante, mais il compte dans sa clientèle tous les éléments nationaux de langue française, à quelque confession qu'ils appartiennent. Il défend les idées républicaines libérales et sa politique est d'union nationale.

Son action en Alsace reçoit précisément sa valeur et sa vigueur du fait qu'autour de lui se sont réunis les groupes les plus importants, moralement et économiquement, des deux départements alsaciens. Ainsi, le *Journal d'Alsace et de Lorraine* poursuit, à l'écart des subsides officiels et dans une pleine indépendance, une œuvre indispensable : plus encore qu'un organe d'information, il est un journal d'opinion et il s'applique à exprimer toujours le sentiment des Alsaciens pleinement dévoués à la France. Son conseil, qui comprend des hommes de nuances différentes, parmi lesquels des personnalités aussi marquantes que le général de Pouydraguin et M. de Witt-Guizot, est présidé par un industriel de la vallée de la Bruche, M. Ernest Marchal. Sa direction générale est assurée par M. Jules-Albert Jaeger qui a dans son équipe des collaborateurs d'élite tels que Benjamin Vallotton, Georges Bergner et Maurice Betz.

Par son esprit, par son programme, par mille liens de personnes et d'idées, on peut dire qu'il s'apparente à un organisme de presse très curieux, dont l'action est puissante et qu'il ne cesse de soutenir : je veux parler du *Comité alsacien d'études et d'informations* dont le siège est rue Pierre Bucher.

L'ALSACE FRANÇAISE
L'OFFICE RÉGIONAL D'INFORMATIONS

Le nom de cette rue perpétue la mémoire d'un homme au cœur inflexiblement français et qui représente pour une bonne part la continuité de la pensée française en Alsace. Né en 1869, Pierre Bucher ne connut que l'Alsace annexée et délivrée. En 1914, sa tête fut mise à prix par les Allemands. Il ne rentra dans son foyer que derrière nos drapeaux, car il était venu, dès le début de la guerre, s'engager dans l'armée française, à Belfort, et il passa sur le front d'Alsace au moins trois années. C'est lui qui créa et dirigea le service des renseignements de Réchésy, dont le rôle marquant fut à plusieurs reprises rappelé ici-même. Quand il mourut, en 1921, après avoir été le conseiller de M. Millerand, commissaire général de la République, il avait donné l'élan à cette action nationale que l'*Alsace française* n'était qu'une des manifestations (1).

La rue Pierre Bucher aboutit à un des bras de l'Ill qu'une passerelle franchit à cet endroit. Tout y est calme, éloigné du fracas de la ville commerçante et industrielle. La rivière se meut à peine, l'herbe pousse au pied des quais, le lierre escalade la maison du *Comité alsacien* qu'un peuplier vigoureux sépare du bord de l'eau. La demeure est alsacienne, avec ses grandes baies bien divisées et ses pignons dentelés; elle abrite les bureaux où chacun est penché sur sa tâche avec l'ardeur que l'on met en Alsace à faire prévaloir ses idées et ses sentiments.

C'est M. de Witt-Guizot qui est président du *Comité*, et M. Jules-Albert Jaeger qui en est le secrétaire général, en même temps qu'il est directeur de l'*Alsace française* et du *Journal d'Alsace et de Lorraine*.

Je lis dans les statuts du *Comité* que : « cette association a pour but de servir, par l'intermédiaire de l'Alsace, les intérêts français à l'étranger, notamment dans les pays circonvoisins, et d'y faire toujours mieux connaître et comprendre la France. Elle groupe, soutient et multiplie les efforts faits en

(1) La *Revue* publia, lors de la mort de Pierre Bucher, un remarquable article de son regretté collaborateur André Hallays : *Pierre Bucher, notes et souvenirs*, 15 mars 1921.

ce sens dans les milieux d'Alsace. Elle donne les renseignements et les appuis nécessaires à cette action, de manière à en assurer la continuité et la convergence. »

Le domaine du *Comité alsacien* est intellectuel, économique, social et touristique. M. Jules-Albert Jaeger, qui est le gendre et le continuateur de Pierre Bucher, m'a longuement guidé à travers les filiales du Comité. Ici, c'est l'*Office régional d'informations*, qui publie, une ou deux fois par jour, une copieuse liasse de feuillets destinés à la presse et aux divers groupements avec lesquels collabore l'association. La presse entière, régionale, nationale ou étrangère, y est passée en revue, disséquée. Tous les regards sont tournés vers l'Alsace, pour surveiller ses besoins et ses aspirations, pour ne rien laisser même dans la pénombre de ce qui pourrait l'inquiéter. On y écoute les battements de son cœur avec la même attention que les éclats de sa voix et ses murmures.

On y surveille aussi la nation voisine : toute la presse allemande arrive chaque matin dans les bureaux. Et l'*Office d'informations allemandes* ne dépouille pas la seule presse officielle, qui se vend sur les grands boulevards à Paris, mais la presse régionale et locale allemande, celle qui s'adresse à l'ouvrier et au paysan crédules et que nous ne lisons jamais.

Cette étude quotidienne de l'Allemagne, entre autres, est condensée dans un bulletin décadaire fort bien édité, l'*Allemagne contemporaine*, qui approfondit spécialement les questions politiques, économiques et sociales.

Enfin, dans les bureaux de la rue Pierre Bucher, s'édite la revue *l'Alsace française*, qui a succédé aussitôt après la guerre à la *Revue alsacienne illustrée*, fondée par Charles Spindler et Laugel, puis rachetée et dirigée par Pierre Bucher, — qui en fit son principal instrument, — rédigée pour un tiers seulement en langue allemande; les promoteurs et rédacteurs devaient alors déployer la plus grande habileté pour échapper à la censure de l'Empire, pour éviter la prison. Ce qui n'empêchait pas son supplément, les *Cahiers alsaciens*, de publier les articles suivants : « L'amour des jeunes Allemands pour les lettres françaises »; ou encore : « Ce que l'Alsace doit à la Gaule » par M. Camille Jullian; ou encore : « L'Étincelle française » par le grand Alsacien Ed. Schuré. Il y eut même un article intitulé : « Pourquoi il faut parler français »!

Nous voilà loin des préceptes du chanoine Müller qui écrit, après 1918, que « le français ne doit être qu'une gâterie et un dessert après le repas... »

L'Alsace française a été fondée par le docteur Pierre Bucher peu de temps après la rentrée de l'Alsace dans le sein de la France. Un des meilleurs amis de l'Alsace, l'un des plus dévoués, l'admirable André Hallays, a été, jusqu'au jour de sa mort, le président de son conseil ; M. Jules Scheurer, ancien sénateur et l'un des patriarches de l'Alsace fidèle, lui a succédé. J'ai dit que le gendre du docteur Bucher, M. Jules-Albert Jaeger, la dirigeait ; c'est M. Georges Bergner qui en est le rédacteur en chef.

Tous les amis de cette revue ont fêté, en Alsace même, son 500^e numéro sous la présidence de M. Poincaré comme elle avait fêté le 150^e sous celle du général Gouraud et de M. René Doumic et le 300^e sous celle du maréchal Lyautey ; chacun a pu constater qu'elle était vivante et fidèle à ses déclarations :

« *Indépendante et documentée, cette publication apporte chaque semaine des informations précises sur la vie alsacienne et française.*

« *Elle combat résolument les abus, la routine, l'inertie.*

« *Elle défend les institutions et les coutumes régionales qui peuvent s'incorporer dans le régime et les mœurs nationales.*

« *Elle soutient sans relâche, suivant une doctrine définie, la politique historique de la France sur le Rhin.*

« *Son programme est :*

*L'Alsace plus prospère par la France,
La France plus forte par l'Alsace !*

Que pourrait-on ajouter à de telles paroles... ?

ELSÄSSER BOTE LE MESSENGER D'ALSACE

Catholique-national, présidé par le comte Jean de Leusse, sénateur du Bas-Rhin et maire de Reischoffen, l'*Elsässer Bote* combat pour la cause française sans restrictions, mais en allemand, du moins pour la plus grande partie de ses seize pages.

Toutefois, la chronique du *Flâneur* en première page est

en français : elle constitue une leçon utile et pleine d'intérêt. De ci, de là, une rubrique est en français, tandis que le texte est en allemand. La méthode est excellente et l'empiètement d'une langue sur l'autre, avec le temps, est certain.

— La langue allemande est pour nous un moyen, me confie le rédacteur en chef de l'*Elsässer Bote*, M. Haenggi. Si nous voulons atteindre le peuple et répondre à nos adversaires, nous devons lui parler dans la langue qu'il comprend. La bourgeoisie a toujours parlé français, mais le petit peuple auquel nous nous adressons a subi, sans recours et pendant près de cinquante ans, l'école allemande...

En écoutant M. Haenggi, ardent polémiste, je me rappelais le mot d'un autre grand journaliste alsacien que je félicitais de n'avoir à écrire qu'en français : « C'est d'ailleurs bien dommage, me dit-il; on eng... mieux en allemand! »

M. Haenggi a donc conservé la langue la plus virulente, qui est entre ses mains une arme peu négligeable; mais sa fille est sortie N° 1 aux examens de la licence ès lettres à Besançon, et lui-même s'exprime dans le français le plus classique.

— Je combats, me dit-il, l'intolérance qui a toujours accumulé tant de malheurs.

Et il me parle longuement de son Alsace, qui n'estime guère notre magnanimité envers nos adversaires d'hier : « Ils ne comprennent pas, dit-il, la politesse. » L'Alsacien n'aime guère que la France se laisse provoquer sans répondre. Il prend notre silence pour un manque de dignité. Il ressent ces offenses plus vivement que l'habitant de l'Ile-de-France ou que le Nîmois, parce qu'il est sur place. L'Alsacien aime la force, mais celle qui lui permet de travailler en paix. « Un mur solide, derrière lequel on puisse cultiver son champ... » Il aime la vie familiale qui n'est pas favorisée, Dieu le sait! par la guerre ou même par l'inquiétude.

— C'est bien là, me dit M. Haenggi, le point faible qu'exploitent certains de nos autonomistes. Ils croient que, tôt ou tard, la France reperdra l'Alsace... Contre ça, il faut de l'ordre dans un État fort... Nous avons quitté le Rhin avant terme, et la Sarre s'agite. Un journal sarrois demande même des documents pour imiter, dès que le dernier fonctionnaire français aura tourné le dos, la *Trierisches Volksfreund* qui vient de vomir toutes sortes d'horreurs sur les Alliés et sur nous en particu-

lier... Ah! que ne lisez-vous l'allemand pour vous rendre compte de ce que l'on imprime sur notre compte à Trèves!

L'*Elsässer Bote* n'est bon que pour Strasbourg et sa région. Colmar, qui n'est qu'à une heure de camionnette rapide, ne se contenterait pas d'un journal de Strasbourg : pas plus que Mulhouse. D'où le *Colmarer Bote* et le *Mülhauser Bote* qui ont les pages de fond communes avec le *Messenger d'Alsace*. Le tout dépasse 25000 exemplaires. Citons encore le bi-hebdomadaire *Messenger d'Alsace* destiné aux vallées vosgiennes où la langue française a toujours été vivante.

NEUE ZEITUNG LE NOUVEAU JOURNAL

Je n'ai eu qu'à contourner la cathédrale pour me trouver dans les bureaux de la *Neue Zeitung*, journal républicain national. Son fondateur est M. Charles Frey, député du Bas-Rhin. Tout jeune et sous la domination étrangère, M. Frey écrivait déjà dans les *Cahiers d'Alsace* des articles dangereux pour sa liberté, — tels que celui où il était question de Saverne, à l'époque où Saverne était un nom brûlant. Il est resté fidèle à ses tendances nationales.

FREIE PRESSE

Dans un quartier neuf, sur la route du port et du Sud, à la sortie de la ville, la *Presse libre* est également éditée en allemand. C'est l'organe de l'ancien maire de Strasbourg, M. Peirottes, député du Bas-Rhin. M. Peirottes est socialiste-national. En 1918, il ne savait rien de notre langue. Il s'est mis à l'étudier, et aujourd'hui on ne se douterait guère qu'il n'a commencé à parler français qu'à l'âge de quarante-huit ans.

Son journal possède un correspondant dans la Haute-Alsace, le *Republikaner*.

ELSÄSSER

Avant d'aller voir M. l'abbé Schiess, — qui est le directeur de l'*Elsässer*, organe du parti catholique autonomiste du Bas-Rhin, comme l'*Elsässer Kurier* avec M. l'abbé Haegy l'est à

Colmar pour le Haut-Rhin, — j'ai voulu entendre quelques explications qu'a bien voulu me donner un ami d'Alsace, ingénieur dans une usine de la région. Cet Alsacien d'avant, de pendant et d'après la guerre parle les deux langues avec une légèreté facile, et sa voix ne durcit guère que lorsqu'il prononce le patois alsacien. Il fume lentement, boit posément. Quand il sourit, — et c'est fréquent, — son œil brille; mais lorsqu'il adopte un ton sérieux, il n'a point pour cela de regards ni de gestes tragiques. C'est l'homme de la rue, qui évite également les officines et le mouvement irraisonné des foules.

Mon ami l'Alsacien m'expliqua les principales conceptions de cet autonomisme multiforme à propos duquel se déchirent les catholiques d'Alsace, et dont nous ne voulons, quant à nous, savoir qu'une chose : c'est qu'il est à repousser sans excuses, dès qu'il touche à la notion intégrale de la Patrie.

Il me dit qu'il existe d'abord un autonomisme politique, qui ne tendrait à rien moins qu'à faire de l'Alsace et de la Moselle une république indépendante. Ce serait, paraît-il, la conception des communistes alsaciens soutenus par des étrangers et des éléments extrémistes, de la fameuse *Union populaire républicaine d'Alsace*. Vient ensuite le projet d'une autonomie politique dans le cadre de l'État, contre laquelle s'élèvent tous ceux qui partent du principe de la République une et indivisible. Une troisième conception, me dit-on, répondrait au dogme fédéraliste et vaudrait pour la France entière : elle tendrait à rétablir les Parlements provinciaux, les Conseils régionaux chargés de contrôler les fonctionnaires et en particulier les écoles.

Dans son ensemble, le mouvement aurait bien des causes, dont une serait la réaction contre les explosions de joie qui saluèrent le retour à la France des provinces annexées.

— Comprenez-moi bien, me dit-il.... Lorsque certains Alsaciens eurent chanté ou entendu jouer *la Marseillaise* et la *Madelon* vingt fois par jour pendant plusieurs mois, il s'en montra parmi eux qui n'eurent qu'une idée : réagir. Ils y étaient poussés par leur caractère alsacien qui adore la fronde, l'ironie et l'opposition. Quelques manifestations d'intolérance envers le clergé et les institutions locales soulevèrent une intolérance d'une autre nature. Attaqué dans ses privilèges, le clergé se défendit. Mais, dans le feu des passions, il ne calcula

pas toujours la portée de ses écrits et ne mesura pas chaque fois ses paroles, même dans le lieu saint où les fidèles écoutent avec une foi fervente le ministre de Dieu.

« Et puis, disons-le bien, il s'est produit un fait de psychologie tout à fait humaine. En 1871, on avait dû quitter une France adorée, dans les déchirements et les regrets d'une cruelle séparation. Le temps qui passait rendait l'image de la France absente plus belle et plus idéale. Par opposition avec ce que l'on avait subi, on appréciait davantage le retour de la nation aimée. Le temps avait marché : la France retrouvée différa de celle qu'on avait dû abandonner, de celle qu'on imaginait. De culture plus aimable que l'Allemagne, sans aucun doute, elle causa néanmoins des déceptions toutes naturelles et passagères, que se mirent aussitôt à exploiter les mécontents, sinon les ratés et les intrigants, qui se glissent dans les milieux les plus loyaux.

« Cependant il ne faut rien prendre au tragique. La violence de la réaction amènera, a déjà amené une action contraire et efficace. Le flot et le ressac finissent par s'équilibrer. Les poussées en sens contraire arrivent toujours à se neutraliser. Il vaut mieux, d'ailleurs, une alliance dans le bon sens, pour le profit de tous et de la France. Elle est possible... Il y suffit d'efforts mutuels... La paix est aux hommes de bonne volonté!... »

J'enregistre volontiers ces paroles de confiance. Au surplus, comme je ne suis pas venu pour étudier la question d'Alsace, mais pour visiter sa presse, je laisserai donc les autonomistes en face de leurs adversaires, qui sont parfaitement de taille à lutter avec eux.

* * *

Pour le moment, je constate que l'on écrit, que l'on imprime beaucoup rue de la Finkmatt où je trouve M. l'abbé Schiess. Nous avons tout d'abord l'*Elsässer* qui s'adresse à la région de Strasbourg, avec ses neuf suppléments. Pour le reste du département, ce sont les mêmes flans qui servent à établir sur place les journaux locaux tels que l'*Écho de Saverne*, l'*Écho de Molsheim*, l'*Écho de Wissembourg*, der *Vaterlander* ou *Courrier de la Basse-Alsace*, destiné à l'arrondissement de Haguenau. A ces feuilles, dont le titre est à peu près seul en français, s'ajoutent des hebdomadaires tels que l'*Éleveur de l'Est*,

l'Apostolat eucharistique, le Journal de Sainte-Anne, le Volksfreund ou Ami du Peuple, et le H. T. Z. ou Journal des Planteurs de tabac, de houblon et de betteraves.

Il faut faire une mention spéciale pour un hebdomadaire catholique, dirigé par M. Oscar de Férenzy et rédigé entièrement en français. Je veux parler de *la Voix d'Alsace*.

A Strasbourg et dans toute l'Alsace, les journalistes catholiques, de quelque parti qu'ils soient, suivent le précepte du pape Léon XIII : « La presse est l'œuvre par excellence » ; ils ont écouté attentivement le pape Pie XI qui leur disait dernièrement : « Bien petit serait le nombre des fils du Père commun qui pourraient, sans les journaux, connaître sa pensée. »

* * *

Il existe enfin à Strasbourg une feuille dont le titre est : *Die Neue Welt*, le Nouveau Monde, organe du maire de Strasbourg, M. Hueber, communiste alsacien. Ce communisme, de même que celui qui s'infiltre parfois dans la *Elsass-Lothringer Zeitung*, autonomiste, est plus près de la germanophilie que du communisme de Moscou.

COLMAR

ELSÄSSER KURIER *LE COURRIER D'ALSACE*

On découvre la rue Bartholdi dans un quartier excentrique de Colmar, sur la route de Mulhouse, dans un quartier paisible de villas et de jardins. C'est au n° 10 que se trouvent les bureaux de l'*Elsässer Kurier*, et, dans le feuillage, la demeure même de son directeur, M. l'abbé Haegy. L'intérieur des bureaux est installé à la manière d'une école communale, avec la simplicité qui est de mise dans ces établissements destinés à la jeunesse.

— Le docteur vous prie de l'attendre un instant, me dit-on.

Je sais qu'à Strasbourg, dans les archives allemandes, on trouve encore cette note du statthalter Bethmann-Holweg : « Haegy est l'homme le plus dangereux du pays d'Alsace. » Et je n'ai pas oublié le procès de Colmar qui pouvait n'être qu'un procès plus retentissant parmi les procès innombrables que se

font entre eux les journaux d'Alsace, même ceux qui sont animés de la même foi catholique. J'entends encore les plus ardents adversaires de l'abbé Haegy me dire : « Il ne porte que la soutanelle, par opposition : mais c'est un bon prêtre, un homme vertueux et charitable. » Alors je pense que celui-là est un adversaire redoutable.

C'est un prêtre, en soutane à la française, qui me salue et m'introduit dans son cabinet de travail ; un homme assez grand et très droit, aux cheveux presque blancs, au visage énergique et légèrement tourmenté. Il parle correctement le français, juste avec quelques hésitations et un léger accent tonique qui ajoutent à la séduction de la parole. Quand il parle, il arrive que ses yeux froids et calmes soient traversés tout d'un coup par une flamme aiguë. Alors, on l'écoute avec plus d'attention, et l'on formule violemment le souhait d'avoir ce prêtre dans son camp, sans restrictions. Quand on sait les critiques acerbes, odieuses même, qu'il ne ménage pas à la France, quand on connaît la violente déformation qu'il fait subir à tout ce qui arrive de l'intérieur, on regrette alors l'époque où il se battait pour l'Alsace, *contre les autres*. Il m'explique qu'il est bien pour la France, mais contre l'État français. Mais cette France même que, dans l'entraînement de la plume, il confond avec tel gouvernement hostile à la catholicité, il ne la connaît pas. Et c'est là le grand reproche que je me permets de faire à M. l'abbé Haegy, que je fais non seulement à lui, mais à ses prêtres. Il est venu une fois à Paris, pour voir M. Raymond Poincaré. C'est bien ; mais *une seule fois*, c'est insuffisant. Je voudrais le voir venir plus souvent ; je l'ai engagé à faire en sorte de nous mieux connaître, de pénétrer dans nos villes de province, dans nos églises, dans nos cures de campagne, dans nos familles, de vivre quelquefois notre vie française. Alors il pourrait mettre en regard de ses souvenirs d'enfance et de jeunesse, qui lui tiennent à cœur, en regard de ses souvenirs d'études où il était le condisciple du cardinal Faulhauber, de Munich, les sensations et les sentiments qu'il recueillerait chez nous, directement, sans intermédiaire ni déformation.

... Il pourrait également comparer au nouvel État allemand qui ne paie plus ses prêtres, le nôtre qui paie encore les curés d'Alsace.

S'il reste dans son isolement, ne craint-il pas que ceux dont il s'est institué le guide ne l'abandonnent peu à peu, quand ils connaîtront par eux-mêmes ce qu'il se refuse à prendre en considération? Les membres du clergé alsacien, tant catholique que protestant, qui ont de trente-cinq à soixante ans, ont été presque exclusivement formés à l'allemande et par la pensée allemande. Le jeu des dates fait que telle est encore la situation d'une partie du corps électoral d'Alsace. Mais une génération nouvelle monte, accède à la vie sociale et publique. Elle va apporter un autre esprit. D'autres suivront. C'est par elles que se fera la fusion. Comment, à cette époque prochaine, les diatribes et les entraînements actuels seront-ils jugés?

Notre entrevue, qui a duré trois heures, m'a fait croire que là aussi, sans doute, existait un grave malentendu, un de ces malentendus dont souffrent cruellement les familles et les peuples.

Comme la nuit arrivait, M. l'abbé Haegy, sur ma demande, a bien voulu me donner quelques détails sur *la Presse catholique du Haut-Rhin*, dont il est le chef écouté.

« *La Presse catholique du Haut-Rhin* a été fondée, en l'année 1892, par M. le chanoine Cetty, curé de la cité ouvrière à Mulhouse, sociologue bien connu et l'un des promoteurs du mouvement social en Alsace. Pour la création du journal il fit appel au clergé, et le *Mülhauser Volksblatt*, rédigé par deux prêtres, eut immédiatement, dans le Haut-Rhin, 10 000 abonnés, ce qui lui permit de vivre.

« Quelques années plus tard, M. Cetty acheta à la maison J. B. Jung, de Colmar, la *Colmarer Zeitung* qui paraissait depuis quelques dizaines d'années et qui était en train de mourir, ainsi que le journal bi-hebdomadaire *le Journal de Colmar*. Ce dernier journal fut alors repris et continué par M. l'abbé Wetterlé, qui en fit un organe de combat. Il eut le succès qu'on connaît.

« *La Presse catholique du Haut-Rhin*, défendant les intérêts du peuple catholique d'Alsace avec fermeté et courage, était mal vue du gouvernement d'empire. Elle fut supprimée par une mesure dictatoriale au mois de mars 1897, à cause d'un article déclarant que l'Alsace ne pouvait participer aux fêtes du centenaire de l'empereur Guillaume I^{er}.

« Le Gouvernement permit la reconstitution d'une nou-

vella
men
Mgr
ses d
rem
défin
I
sâssi
Le j
Voll
M
du H
pop
anne
J
les
peu
som
l'Al
il e
don
et s
le s
la r
et
ent
pui
pen

laq
pri
trie
Af
tro
des

velle presse, mais avec une nouvelle rédaction. C'est à ce moment que M. Cetty, d'accord avec l'évêque de Strasbourg, Mgr Fritzen, fit appel à l'abbé Haegy, qui venait de terminer ses études en théologie à l'Université, et qui devait provisoirement faire le travail de rédaction. Il y resta d'une façon définitive.

Les deux nouveaux journaux prirent le nom de *Oberelsässische-Landeszeitung* à Mulhouse et *Elsässer Kurier* à Colmar. Le journal de Mulhouse reprit son ancien nom de *Mülhauser Volksblatt* au lendemain de l'armistice.

M. l'abbé Haegy ajoute que la société de la *Presse catholique du Haut-Rhin* a mis ses journaux à la disposition de l'Union populaire républicaine, et que ces journaux vivent surtout des annonces et de la publicité.

J'aurais voulu connaître, sans traduction, la manière dont les informations françaises et mondiales sont distribuées au peuple catholique d'Alsace, ainsi que les appréciations dont nous sommes l'objet. Cependant, j'ai confiance dans l'avenir de l'Alsace française. Le Christ n'a pas prêché l'intransigeance, et il est mort les bras grands ouverts. Que ses prêtres viennent donc chez nous. Juger sans connaître, est une faute de l'esprit et souvent du cœur. Qu'ils ne laissent pas à de plus jeunes le soin de se mêler à nous : ils verront que la France n'est pas la marâtre dépravée qu'ils dépeignent. Par ce geste de loyauté et de loyalisme, ils s'élèveront dans l'estime du pays *tout entier*. Il faut espérer qu'un jour prochain les éléments de puissance de l'Alsace se grouperont, sans rancune ni arrière-pensée, pour le plus grand bien de la France.

MULHOUSE

EXPRESS

Ce quotidien porte son titre actuel depuis 1877, époque à laquelle il fut créé pour succéder à l'*Industriel alsacien*, supprimé par une mesure de l'administration allemande. L'*Industriel* succédait lui-même au *Journal de Mulhouse*, suite des *Affiches de Mülhausen*, hebdomadaire créé en 1812 et qui se trouve donc être l'ancêtre de l'*Express*. D'où la mention, au-dessus du titre : 148^e année.

Le nouveau titre, *Express*, devait être un signe de protestation contre les suppressions arbitraires faites par le gouvernement allemand. En effet, ce mot, — sans l'article, — qui est à la fois français et allemand, signifie en patois alsacien « quand même » ou « malgré vous ». Le journal et son nom ont gardé ce caractère pendant tout le temps de l'annexion. Se promener, pendant les années de dictature et de *Passwang*, avec l'*Express* débordant la poche du veston, était faire figure de militant, de protestataire.

L'*Express* était tenu, depuis 1891, de paraître dans les deux langues : au début des hostilités, la partie française du journal fut supprimée. Comme la rédaction ne voulait pas se contenter de publier les bulletins et les communiqués dictés par l'État-major allemand, l'*Express* cessa de paraître le 19 septembre 1914, pour ne reparaitre qu'au jour de l'entrée de nos troupes victorieuses.

MÜLHAUSER TAGEBLATT ET LA FRANCE DE L'EST

Rédigées et imprimées dans le même immeuble, ces deux feuilles ne sont, à peu de détails près, que les éditions en deux langues du même journal. Ils sont une des productions de la *Société alsacienne de Publications* à Mulhouse. Comme dans presque tous les journaux d'Alsace, on respecte ici le dimanche; mais on se rattrape en semaine. Trois feuilles bi-hebdomadaires, la *Voix du Rhin*, le *Journal du Sundgau* et les *Échos de la Vallée de Münster*, résument en outre les informations locales de la Haute-Alsace.

C'est ici qu'on se rend compte que langue ne veut point dire : nationalité. Mulhouse fut toujours un foyer de résistance française; et cependant le tirage du *Mülhauser Tageblatt* est de 42 000 contre 3 500 à la *France de l'Est*.

C'est M. le sénateur Jourdain, — deux fois ministre, — issu d'une vieille famille industrielle du Haut-Rhin, qui préside aux destinées de ces journaux. En son absence, son fondé de pouvoirs, M. Ingelbrecht, m'a fait visiter les installations de la Société. Ici, pas d'imprimerie commerciale, pas de travaux de ville : la publicité des journaux paie suffisamment. Quelquefois cette publicité tient à elle seule douze pages, au point qu'elle

remplace entièrement les catalogues des grands magasins.

De plus, à la manière de *l'Écho du Nord*, de Lille, et des *Dernières Nouvelles*, de Strasbourg, les petites annonces constituent un marché très complet du travail et de l'occasion.

— Nous allons faire une nouvelle édition pour Saint-Louis du Rhin me dit M. Ingelbrecht. En attendant, prenez connaissance de notre Almanach alsacien, *Der Elsässer Kalender*. Comme l'indique le sous-titre, c'est un véritable Ami du foyer. Il tire à 35 000, compte 250 pages et ne coûte que cinq francs. Il est en alsacien, truffé de français. Notre ambition est qu'il soit pour une grande partie rédigé en français. Laissez-nous faire, nous y arriverons ; et nous espérons qu'il sera un des thermomètres de l'Alsace.

A Mulhouse, comme pour les autres grands journaux d'Alsace et de Lorraine, il existe une méthode d'abonnements qui est très caractéristique de ces régions. Ainsi, lorsque nous voyons qu'un journal déclare 40 000 abonnés sur 42 000 numéros, cela ne veut point dire que le service d'expéditions possède les 40 000 « plaques-adresses » de ses clients. Cela signifie simplement que, chaque matin, des femmes de la ville viennent prendre chacune de 200 à 300 journaux et qu'elles les distribuent avant sept heures au domicile de leurs clients dont elles sont les fournisseurs directs. Cela signifie également que les bureaux de poste d'Alsace commandent directement aux journaux le nombre d'exemplaires correspondant aux abonnements souscrits à leurs guichets, et que ce sont les facteurs qui en assurent la répartition à domicile, sans bande ni timbre. Le tout, moyennant une rétribution minime. De telle sorte que les journaux, qui ont un nombre considérable d'abonnés, ne connaissent guère les lecteurs qui s'attachent à leur formule ou à leurs idées.

* * *

Avant de quitter l'Alsace, j'ai voulu voir les travaux de la centrale hydro-électrique de Kembs, qui sera la plus puissante centrale d'Europe. Le grand canal d'Alsace, qui doit régulariser le cours du Rhin entre Kembs et le nouveau port de Strasbourg, est amorcé à 5 kilomètres de Bâle. Cette régularisation sera obtenue, sur 127 kilomètres, au moyen de huit écluses.

entre lesquelles la navigation se fera en eau égale et calme. Ce courant du Rhin, ainsi dévié presque tout entier par un barrage mobile en voie d'achèvement, sera utilisé à chaque bief pour produire l'électricité. Il s'agit, pour la première chute, d'une force de 200 000 CV, en attendant les 5 milliards de K. W. H. fournis par l'ensemble et qui seront transportés à l'intérieur au moyen de lignes d'un voltage inusité.

Il est difficile d'exprimer l'impression grandiose que l'on éprouve en face des travaux en cours d'exécution. La hardiesse de la conception et les moyens mécaniques employés dépassent tout ce qui a été fait en Europe. Œuvre de Titans, œuvre d'hommes qui ont foi dans leur pays et dans la paix. Car, si l'aménagement de ce fleuve artificiel, producteur de forces qui correspondent à des millions de tonnes de charbon, est un signe de puissance, il est en même temps un geste de paix. Installées à la frontière même, de telles usines sont une véritable déclaration de paix. Une usine électrique, avec son réseau de distribution, n'est-elle pas l'objectif le plus vulnérable qui soit? Elle est comme la pieuvre dont il suffit de crever l'œil pour annihiler toutes les tentacules.

C'est aussi, envers l'Alsace, un geste bienfaisant, puisque nos ingénieurs, — et surtout M. René Kœchlin, de Mulhouse, qui réalise enfin son rêve alsacien, — ont édifié des travaux gigantesques qui avaient fait reculer les occupants du 10 novembre 1918.

Et cela m'a mis bien à l'aise pour rassurer complètement mon ami l'Alsacien, qui me disait en manière de *leit-motiv* :

— Ce que nous voulons, c'est de l'ordre et de la sécurité. Le fameux problème alsacien tient dans ces deux mots. Au sujet de la force qui nous protège, soyez moins discrets. Nous aimons les revues terrestres ou aériennes. Un défilé de deux cents avions nous rassure, car la force scientifique, pour nous, est davantage une garantie de liberté. Chez nous, il faut bien le dire également, nous aimons les précisions; nous préférons les ordres nets et précis aux conseils plus ou moins vagues. L'autonomisme, s'il a été peut-être une réaction sentimentale, — et sans doute utilitaire, — est surtout né des demi-mesures... Cependant, ayez confiance et patience. « Les remèdes, a dit quelqu'un avec beaucoup de raison, sont plus lents que les maux. »

Sur
de pot
village
songe
réussi
Déçu,
inutile
amena
et qui
— rich
sienne
vie et
vaut u
Vogt a
A l
la régi
sauvé
l'Alsac
même,
comme
La tâch
et des

Je
cienne
M. Cha
Le
mation
l'opini
propre
Enl
Ren
avons e
sement
adapte
démén

Sur le chemin du retour, je traversais les fameux champs de potasse de la Haute-Alsace, piquetés de chevalements, les villages des mineurs, tout neufs et vivement coloriés. Et je songeais à l'ardente ténacité de ce Vogt qui, entraîné par la réussite de Pechelbronn, cherchait infatigablement du pétrole. Déçu, presque ruiné, jamais lassé, il poursuivait encore ses inutiles sondages à l'âge de soixante-dix ans, lorsque la cuiller amena une « carotte » de sel légèrement coloré par l'argile et qui n'était autre qu'un échantillon de sulfate de potasse, — richesse jusque là incontestée de Stassfurt, en Silésie prussienne. Quand il mourut, deux ans après, il avait parfait sa vie et laissait à ses enfants une fortune considérable. Que ne vaut un pareil exemple, et que n'avons-nous beaucoup plus de Vogt ambitieux et tenaces en France et dans nos colonies!

A la vue des nombreuses filatures de coton qui garnissent la région, je pensais également que si nos colonies avaient sauvé cette industrie, dans les premières années de la paix, l'Alsace pourrait bien leur fournir, — avec avantage pour elle-même, — le milliard de tissus apprêtés et imprimés que notre commerce exotique achète encore chaque année à Manchester. La tâche ne dépasse pas, assurément, les moyens des ingénieurs et des ouvriers alsaciens, si intelligents et si tenaces.

Je ne saurais mieux terminer mes visites à la presse alsacienne et lorraine qu'en citant quelques paroles de son doyen, M. Charles Beckenhaupt, qui dirige le *Journal de Wissembourg*.

Le bon fonctionnement de toute démocratie dépend d'informations parfaites et de la sagesse, surtout quand on doit former l'opinion des masses qui ne disposent pas d'une appréciation propre.

Enfin ceci :

Représ après un demi-siècle dans la maison paternelle, nous avons encore plus le devoir que le droit d'en considérer minutieusement les aménagements, et les tâches auxquels nous devons nous adapter pour en redevenir les commensaux et les aides profondément dévoués.

ANDRÉ DEMAISON.

(A suivre.)

LETTRES AU COMTE MOLÉ

CHATEAUBRIAND ET LE COMTE MOLÉ

M. Molé fit ses débuts dans le monde chez M^{me} de Beaumont qui fut une des premières à ouvrir un salon au sortir de la Révolution. Il y rencontra des personnalités en vue ou destinées à le devenir, Pasquier, Chénedollé, Fontanes, Joubert, Chateaubriand. Ce dernier le prit en affection et l'encouragea à poursuivre la carrière des lettres qu'il comptait embrasser.

Lorsqu'en 1803, Chateaubriand fut nommé par le Premier Consul attaché d'ambassade à Rome, sous les ordres du cardinal Fesch, son départ n'interrompit pas ses rapports avec M. Molé et il resta en correspondance avec lui, soit en cours de route, soit pendant son séjour en Italie. Tombé en disgrâce et rappelé en France, Chateaubriand revint à Paris quelques mois avant la mort de sa sœur Lucile.

En 1805 M. Molé, ayant projeté un voyage en Suisse, refusa la proposition que lui fit Chateaubriand de l'accompagner. Il en résulta un certain froid entre eux, et ils cessèrent momentanément de se voir et de correspondre. Cependant, lorsque M. Molé fit paraître ses *Essais de morale et de politique*, Chateaubriand en fit l'éloge dans un article du *Mercure de France*.

Un nouveau refroidissement se produisit entre eux, lorsque Chateaubriand proposa à M. Molé de l'accompagner en Grèce. M. Molé, qui avait déjà résolu de renoncer à la carrière des lettres pour se consacrer à la vie publique, lui fit part de sa résolution et de l'impossibilité où il se trouvait de se joindre à lui. Chateaubriand ne lui en adressa pas moins quelques lettres au cours de ses voyages.

A partir de ce moment, les rapports entre M. Molé et Chateaubriand devinrent de plus en plus rares. Diverses riva-

lités
tive a
loi su
trouv
écrit
année
souve

Me
vous a
dépit
seul d
le ten
vie pa
m'est
Bo
où j'ai
sous le
pour
pouves
champ
moi. C
rang d
est un
ne per
l'intér
j'aurai

(1) En
Chateau
(2) L

lités les éloignèrent l'un de l'autre, et la rupture devint définitive après la discussion, à la Chambre des pairs en 1815, de la loi sur les cris séditieux, discussion au cours de laquelle ils se trouvèrent en opposition. « Ici, finit sans chance de retour, écrit M. Molé dans ses *Mémoires*, cette amitié de quatorze années ou plutôt, cette liaison semée de vicissitudes, et si souvent rompue et renouée. »

MARQUIS DE NOAILLES.

LETTRES 1803-1807

TRISTESSE ET DÉSENCHANTEMENT

Lyon, jeudi 13 prairial an XI
(2 juin 1803)

Me voici à Lyon (1), mon cher Mathieu, bien affligé de ne vous avoir point embrassé avant mon départ, et bien triste, en dépit de la belle Italie. Depuis quatre longs jours que je suis seul dans une auberge au milieu d'une grande ville, j'ai eu le temps de faire des réflexions sur mon avenir et sur ma vie passée. Le résultat, qui peut paraître d'abord assez brillant, m'est dans le fond très défavorable.

Bon ou mauvais, j'ai achevé à trente-trois ans un ouvrage (2) où j'ai mis tout ce que je puis avoir de talent, et qui, considéré sous le rapport du succès, ne me laisse rien à espérer de plus pour un autre ouvrage. Vous ne voyez rien à Paris et vous ne pouvez pas vous imaginer *quel homme je suis en province*. Le champ littéraire et toutes ses fumées sont donc épuisés pour moi. Ce livre m'a conduit ensuite du premier pas au second rang dans la nouvelle carrière où je me jette. Le *nec plus ultra* est une ambassade qui, dans une chance seulement commune, ne peut pas m'échapper longtemps. Vous connaissez du reste l'intérieur de ma vie : ainsi à trente-trois ou trente-six ans, j'aurai touché le bout de toutes les faveurs et de toutes les

(1) En se rendant en Italie pour rejoindre son poste à l'ambassade de Rome, Chateaubriand s'arrêta à Lyon.

(2) *Le Génie du Christianisme* parut le 14 avril 1802.

illusions. Que ferai-je de ce reste de vie, qui s'étendra pour moi dans l'avenir, sans famille, sans propriété, dégoûté du travail et des honneurs littéraires, contenté sous les rapports de l'ambition parce que le but que je poursuis est facile à atteindre et peut-être aussi parce que cette passion est presque nulle chez moi? On me félicite d'être parvenu à mon âge à achever mon ouvrage et pour ainsi dire ma réputation, on devrait plutôt me plaindre.

J'éprouve encore un plaisir bien vif. C'est de me voir recherché par une foule de personnes inconnues, des prêtres, des femmes, des jeunes gens qui viennent me dire : *Ah! Monsieur, quel bien vous avez fait! Votre livre a changé notre ville, nos opinions. Dieu vous récompensera, demeurez parmi nous*, etc. Ils ont été jusqu'à m'offrir une petite propriété au bord de la Saône. Tout cela, qui ne peut flatter mon amour-propre, touche singulièrement mon cœur.

Eh! mon cher Mathieu, que vous êtes un heureux homme! que j'envie votre sort! Vous avez de l'esprit, de la raison, de la fortune, une femme aimable, une famille nombreuse, une retraite aux champs, des livres et des amis. Jouissez bien de votre bonheur, vous en êtes digne et jamais prospérité ne fut mieux placée. Écrivez-moi à Rome et surtout venez voir cette fameuse Italie, tandis que je pourrai vous y être un peu utile. Je suis bien fâché de ne vous avoir pas demandé une lettre pour M. de Melzzi (1), mais je me recommanderai de vous en passant à Milan.

Dites, je vous en prie, à Christian (2) qui doit être avec vous dans ce moment, que je ne me pardonnerais pas de n'avoir pas été lui dire adieu à Méry, si l'ordre de quitter Paris ne m'avait été signifié de la manière la plus prompte et la plus impérieuse. Présentez mes hommages à M^{me} de La Briche (3) et Molé et mes tendres compliments à M^{me} d'Aguesseau (4). Dites mille choses à notre petite société de la rue neuve du Luxembourg (5). Comblez d'amitié pour moi

(1) Président de la République cisalpine, dont Milan était la capitale.

(2) Christian de Lamoignon, frère de l'ami de M^{me} Lindsay et beau-frère de Molé.

(3) Belle-mère du comte Molé.

(4) Sœur de M. de Lamoignon, mariée au marquis d'Aguesseau, de l'Académie française.

(5) Où habitait M^{me} de Beaumont.

tous n
M. Jul
Si
je pleu
écriviez
un des

Je
pas dai
bien en
tant fa
doit vo
étonné
prendre
contem
grands
dépoui
encore
leurs n
partout

Je
vu qua
ment l
ici qu'i
a rien
ment a
doute,
fin, et
Depuis
genres

(1) Pet
Live de
C'était un
(2) Jul
d'Outre-T

tous nos amis communs, M^{me} de Vintimille (1), Joubert, M. Julien (2), etc., etc.

Si M^{me} de Fezensac était par hasard chez vous, dites-lui que je pleure avec elle. Enfin, pour dernière recommandation, écrivez-moi à Rome, je vous écrirai; et regardez-moi comme un des hommes qui vous aiment le plus au monde.

CHATEAUBRIAND.

IMPRESSIONS DE ROME

Rome, 27 messidor, 16 juillet 1803.

Je ne devrais pas vous écrire, ingrat Mathieu; vous n'avez pas daigné répondre à ma première lettre. Cependant je veux bien encore dire que je vous aime, du fond de cette ville qui a tant fait de bruit dans le monde et qu'un homme comme vous doit voir avant de mourir. Venez donc ici si vous voulez être étonné, si vous voulez savoir en trois jours ce que vous n'apprendriez pas en trois siècles dans les livres, si vous voulez contempler les plus grandes ruines et vous rassasier des plus grands souvenirs. Ne vous figurez pas d'ailleurs que Rome soit dépouillée: non seulement la Rome des Césars existe, mais encore celle des Michel-Ange et des Raphaël: leurs statues, leurs monuments, leurs fresques, et même leurs tableaux sont partout.

Je puis vous assurer, mon cher Mathieu, qu'on n'a rien vu quand on n'a pas vu Rome, mais aussi qu'on y sent vivement le prix de cette existence paisible que vous menez. C'est ici qu'il faut venir pour se pénétrer de plus en plus qu'il n'y a rien de réel dans la vie, hors les jours que l'on passe obscurément au milieu de ses amis. Horace l'avait bien senti, sans doute, à la vue des mêmes monuments. « *Buvez votre vin le plus fin, et renfermez vos longues espérances dans un petit espace.* » Depuis le tombeau des Scipion jusqu'à celui de Virgile, tous les genres de gloire sont ici ensevelis. Si vous voyiez cette grande

(1) Petite-fille du fermier général La Live de Bellegarde et fille de Laurent La Live de Bellegarde, elle épousa le comte de Vintimille, capitaine de vaisseau. C'était une amie de Joubert.

(2) Julien, « homme riche, obligeant », dit Chateaubriand dans les *Mémoires d'Outre-Tombe*. Il prêtait sa loge aux Français à M^{me} de Beaumont.

solitude des campagnes romaines, le Tibre qui coule presque inconnu dans ses rives abandonnées, vous seriez frappé comme moi de cette unique idée qui me suit partout : *le néant des choses humaines*. Vous verriez que la seule grandeur qui pût succéder à l'empire romain, était une grandeur purement religieuse, et dont toute la morale roule précisément sur la vanité de l'homme et du monde.

« Au reste, il faut passer ici en voyageur, et n'y demeurer qu'un temps très court, ou bien y vivre vingt ans en artiste ou en antiquaire : un parti moyen, comme d'y demeurer quelques années, serait mortel. L'ennui est ici dans sa capitale : des femmes qui se donnent sans amour, des hommes tels que sont les Italiens, une société sans charme où l'on se rend à minuit, et d'où l'on sort à quatre heures du matin pour ne pas dormir. Mon parti est irrévocablement pris. Je resterai à Rome un an ; au bout de cette année, si je n'obtiens pas une place indépendante, je donne ma démission, je passe en Grèce, où je demeure trois mois, et je suis de retour à Paris de l'hiver prochain en un an. J'achèterai, si je le puis, une petite chaumière (je la chercherai près de vous) et je m'y retirerai. *Satis beatus unicus Sabinis* !

Vous me trouverez peut-être injuste envers la fortune : il est certain qu'on ne peut pas avoir été mieux reçu que je ne l'ai été dans ce pays. Partout où j'ai passé, j'ai été comblé de marques d'estime ; le Pape m'a traité avec une amitié et des distinctions toutes particulières. J'ai trouvé mon ouvrage traduit, et je crois qu'on va le retraduire et le réimprimer au Vatican par ordre de Sa Sainteté : mais, mon cher ami, depuis quelque temps je suis devenu tout à fait insensible à ces jouissances (si vides !) de l'amour-propre. J'ai le cœur triste et serré ; je suis fatigué, mortellement dégoûté de cette vie errante que j'ai commencée dès ma jeunesse. Vous savez que la position *intérieure* où je me trouve est le seul motif qui m'a jeté une seconde fois hors de France, dans l'espoir de gagner du temps et d'échapper aux chagrins cachés de ma vie ; mais enfin il faut que cela finisse ; je veux la retraite et la paix, n'importe à quel prix. Je puis peut-être vous être très utile ici pour voir Rome, hâtez-vous donc de venir l'hiver prochain. Mille compliments à M^{me} de La Briche, Molé, Vintimille. J'écirai bientôt à la dernière. Rappelez-moi au souvenir de

M. Ju
à tou

Vo
on ai
ne po
ce qu
qui se
opini
une cl
une r
tera b
séra-t
1^{er} av
moi. L
cher,

Qu
leure.
ne sai
confid
plus
secrèt
assez l
fort,
conten
cembri
je me
En
vous
haute
tout c
vous
vraise
Paris.
pects

(4) Jo

M. Julien. Je l'attends avec M. Pasquier cet hiver. Je vous offre à tous l'hospitalité.

APRÈS LA MORT DE LUCILE

2 frimaire an XIII, 23 novembre 1804.

Votre souvenir, mon cher ami, m'a apporté quelque joie; on aime à être aimé d'un cœur comme le vôtre. Vous ne pouvez concevoir mes regrets, parce que vous ne savez pas ce que valait ma sœur; vous le saurez un jour. La solitude qui se forme autour de moi m'effraie. Le monde n'a plus mes opinions, les cœurs mes sentiments; mon honneur devient une chose de l'autre monde et l'élévation de mes pensées est une rêverie. D'une autre part, mes amis meurent : il ne restera bientôt plus de moi que mon ouvrage, encore sa durée sera-t-elle longue? Quant à ma fortune, elle se réduira le 1^{er} avril prochain à 1300 livres entre M^{me} de Chateaubriand et moi. Le peu d'argent que j'avais finira cet hiver. Voilà, mon cher, ma position.

Quant à celle de notre admirable ami (1), elle est meilleure. Il m'a ouvert son cœur. Il s'était mis dans la tête, je ne sais pourquoi, que je n'étais pas propre à écouter certaines confidences. Il a vu qu'il s'était trompé, et que je n'ai pas de plus grand plaisir que d'entrer dans toutes les misères secrètes de mes amis. Ces aveux l'ont soulagé. Sa santé est assez bonne, quoi qu'il en dise. Il vous aime et vous estime fort, et si vous nous entendiez parler de vous, vous seriez content. Il voudrait que vous vinssiez ici vers le 15 décembre, afin de me trouver encore ici, car à cette époque je me mettrai en route pour Paris.

Enfin, mon cher ami, si vous ne nous aimiez pas, si vous ne nous estimiez pas, si même vous n'aviez pas une haute idée de nous, vous seriez un ingrat, car nous sentons tout cela pour vous. Je me fais une vraie fête de vivre avec vous une partie de cet hiver, et d'autant plus que ce sera vraisemblablement les derniers moments que je passerai à Paris. Mille et mille amitiés. Ma femme vous remercie. Respects à M^{me} Molé.

(1) Joubert. Peut-être s'agit-il ici de la mort de M^{me} de Beaumont.

RÉPONSE A DES REPROCUES

Rappelé de l'ambassade de Rome et rentré en France, Chateaubriand fut quelques mois sans revoir le comte Molé.

Villeneuve-sur-Yonne (1), 20 septembre 1805.

Il y a trois mois, mon cher ami, que M^{me} de Chateaubriand me dit tous les jours de vous écrire. Joubert crie que je dois vous écrire, que j'ai des torts inouïs, épouvantables, monstrueux, que je suis coupable au moins d'assassinat, etc. Ma conscience s'alarme. J'ai cru qu'ayant dix ans de plus que vous, je devais maintenir l'honneur de mes cheveux blancs et ne pas compromettre ma dignité. On dit que c'est vous qui êtes le sage et moi le fou. Hélas ! mon ami, je n'ai jamais nié votre sagesse, je n'ai demandé qu'un peu d'indulgence pour ma folie.

De quoi vous plaignez-vous ? Je vous ai reçu froidement, etc., etc. Tout cela est-il vrai ? pardon, mille fois pardon. Vous voulez que je sache que votre amitié ne me sera jamais entièrement *retirée* ? Mon ami, j'ai trop peu d'importance pour *donner et retirer* mon amitié. Vous l'avez prise ; je ne me suis pas défendu : elle est à vous. Je trouve tant de plaisir à vous aimer, que je ne compte pas avec vous. Je conviendrai, si vous le voulez, de tous les torts que je n'ai pas. Mais laissez-moi vous aimer en paix, en sûreté de votre sagesse. Laissez-moi vous aimer plus que je ne le faisais auparavant, mille fois plus. Ne vous servez de votre supériorité que pour m'être doux et charitable. Je vous promets, pour un petit grain d'indulgence, un dévouement sans bornes et un aveu éternel de mes fautes et de vos générosités.

Mon cher ami, trouverez-vous mieux que moi pour le cœur ? Ne vous y trompez pas. *Léger* (puisque vous le voulez ainsi) sur les petites choses, je suis, j'ose le croire, aussi sûr que vous sur les grandes. L'amitié d'un honnête homme est une grande chose : quand je vous prie de garder la mienne, je crois vous proposer une chose qui n'est pas indigne de vous. Vous dites que je n'ai pas donné un signe de souffrance ?

(1) Joubert possédait une maison de campagne à Villeneuve-sur-Yonne.

Ingrat ! votre maudit voyage a empoisonné le mien (1). Je n'ai vu que vous, je n'ai songé qu'à vous. Je disais sans cesse : si j'avais vu cela avec Mathieu ! Je n'ai erré sur les grands chemins, malheureux comme un chien, qu'à cause de vous, pour me distraire, pour me fuir ; je crois que j'aurais été en Chine pour vous apprendre que je pouvais voyager sans vous. Et cependant j'avais beau faire, c'était toujours avec vous que je voyageais.

Allons, tout est fini, ne parlons plus de cela. Je vais rêver au moment où j'aurai le plaisir de vous embrasser. Je serai à Paris dans les premiers jours de novembre. On dit que Bertin l'ainé veut me parler. Peut-être irai-je passer vingt-quatre heures à Paris ; dans ce cas-là, je vous verrais.

Joubert, arrivé aujourd'hui, m'a fait de longs discours en trois points, pour me prouver que je n'étais pas sage, que les faiseurs de Mémoires un jour me mettraient tout du long dans leurs notes. Que faire à cela ? Je me contente de tracer fortement les grandes lignes de la vie. Je serai fidèle jusqu'à la mort à l'honneur, à l'amitié et aux principes de la délicatesse en matière d'intérêt. Le reste, je l'abandonne à la Providence. Il me semble, si j'ai pu en juger sainement dans mon voyage, que ma faveur publique est au comble. Si elle décroît, j'aurai le sort de tous les hommes ; il me suffit que mes *grandes lignes* ne soient pas passées, et que nul homme n'ait à se plaindre de moi.

Mon cher ami, Joubert m'a dit encore que vous aviez des chagrins, des procès, des tracasseries. J'ai vingt et un mille francs chez Julien. J'en peux réunir à peu près autant chez Bertin et Ballanche. Si vous en avez besoin, vous n'avez qu'à dire un mot. Vous me paierez un intérêt raisonnable. (Je ne vous les propose pas sans intérêt, vous jetteriez des cris.) M^{me} de Chateaubriand sera charmée de voir son argent en si bonnes mains, et moi je ne serai pas charmé, mais ravi, mais enchanté. A tout ceci, il y a un peu intérêt de ma part. Je me figure que si vous m'aviez une *obligation*, vous me *gronderiez* moins et j'ai une peur effroyable de vous.

Parlons de M^{me} Cottin. Je sens pour son ouvrage (2) des

(1) En 1805, Molé fit un voyage en Suisse. Chateaubriand de son côté, réuni à sa femme, avait fait un assez long voyage en province : il s'était, au retour arrêté à Villeneuve, chez Joubert.

(2) *Mathilde, ou Mémoires tirés de l'histoire des Croisades*, 5 vol. in-12, 1805. L'accusation de plagiat portée par Chateaubriand contre M^{me} Cottin paraît exagérée.

entrailles paternelles. Passe pour la fricassée d'Atala ; mais un bon *plagiat*, mot pour mot ! Lisez la description d'un désert d'Égypte où le vent ne trouve pas même une feuille, un brin d'herbe pour en tirer un son, etc. Vous trouverez les dits mots dans la description de mes couvents en Égypte, *Génie du Christianisme*. C'est vraiment trop fort. Il y a du reste quelques sentiments généreux. Mais j'aimerais mieux que M^{me} Cottin n'eût été qu'elle. Les couleurs étrangères ne lui conviennent pas.

Ce n'est que l'air d'autrui qui peut déplaire en moi.

M^{me} de Staël dit donc que j'ai passé je ne sais combien de temps chez elle ? J'y ai été *trois heures* tout au plus, et M^{me} de Chateaubriand *n'y a pas mis le pied*. Ce n'est pas au moins que je veuille me défendre d'avoir vu cette chère femme, je ne renie point les gens qui ont pour moi quelque bonté et qui m'ont rendu des services. Je rétablis seulement la vérité des faits. Quant aux idées *libérales* que je dois avoir en commun avec cette chère femme, vous entendez ce qu'elle a voulu dire. Tout le monde sait que quand je suis avec elle, je passe ma vie à la gourmander. Encore à Coppet même, je l'ai reprise vivement et même *grossièrement*, sur l'article religion !

Mon cher ami, voilà un volume. Quand m'enverrez-vous le vôtre, pour que j'en fasse l'extrait ? Oh ! comme nous voisinerons cet hiver ! Mille respects à vos dames.

A PROPOS DES ESSAIS DE MOLÉ

Villeneuve, ce mercredi 9 octobre 1805.

Je me lève tous les matins, mon cher ami, en me disant : *Mathieu désire me voir vers le 13 ou le 19 ; il faut que je parte demain*. Et puis demain arrive. Joubert crie, ma paresse m'ôte la force et je reste là. Je reprends votre lettre et je cherche à découvrir si vos termes sont bien clairs, bien précis. Tantôt je trouve que vous n'exigez pas absolument que je me rende à Paris ; tantôt il me paraît aussi clair que le jour que vous demandez. M^{me} de Chateaubriand combat pour vous contre elle. Moi, je meurs d'envie de radoter avec vous. Tirez-moi de cet embarras, et soyez aussi franc que je vais l'être.

Nous partirons de Villeneuve dans les premiers jours de

novembre pour rentrer dans notre grenier-palais. Si donc je vais à Paris pour le 20 d'octobre et si j'y passe huit jours, cela vaudra-t-il la peine de revenir à Villeneuve pour la quitter huit jours après? Voilà la seule objection un peu passable à faire contre le voyage de Paris dans ce moment.

Ne serait-il pas possible, si vous êtes déterminé à paraître (1), de m'envoyer vos feuilles ici? Je ferai mon extrait, nous le reverrons ensuite ensemble, et nous en élaguerons tout ce que vous trouverez de trop. Dans le cas où vous ne seriez pas tout à fait déterminé à la publication, cela serait encore égal, car l'extrait sera toujours prêt à tout événement, et il n'en vaudra que mieux de mûrir un peu dans mon portefeuille.

Réfléchissez sur tout cela et soyez comme je vous le répète franc et sans façons. Si vous croyez que les choses ne puissent pas bien aller sans nous voir, alors écrivez-moi : *Mon cher, partez de Villeneuve et soyez ici le...* et je serai au jour marqué auprès de vous. Je ne suis pas au reste tout à fait de votre sentiment sur le peu d'opportunité du moment, mais j'aimerais mieux que vous ne fissiez paraître votre livre que cet hiver, quand tous les juges sont rassemblés, c'est-à-dire au mois de décembre. Je sais que vous faites à cela quelques objections qui tiennent à votre amour du repos, et, je crois aussi, à l'arrivée de votre mère. Je n'ai jamais trouvé que ces objections fussent solides.

Allons, j'attends une lettre de vous. Je vous quitte pour écrire à Bonald qui vient de m'écrire une lettre lamentable. Mon ami, cela me doit consoler, les plus fortes têtes ont aussi des *vertiges*. Bonald, le sage Bonald, est mécontent de son sort. Il se plaint de la destinée. Il croit le public *injuste* envers lui. Il a tort, mais voyez, mon cher, où les *petites* idées vont se cacher! Au reste, vous savez que j'ai vu l'enchanteresse (2), elle m'a écrit une belle lettre que je vous montrerai. J'ai écrit deux chants des *Martyrs*. Il y en a un que je préfère à tout ce que j'ai fait. Mais il m'a trop amolli et le pauvre Eudore s'y plaint si doucement de ses faiblesses qu'il n'a fait que m'enfoncer dans les miennes. Je ne puis réellement pas parler de ces

(1) Il s'agit ici des *Essais de morale et de politique* que Molé fit paraître à la fin de 1805, et auxquels Chateaubriand consacra un « extrait » dans le *Mercur*. Au moment où Chateaubriand écrivit cette lettre, Molé n'était pas encore fixé sur l'époque où l'ouvrage serait publié.

(2) Peut-être Élisabeth Bacciochi, la sœur de Napoléon.

démons que les anges ont mis sur la terre, sans que le fond de mon cœur ne se découvre de toutes parts. Respects à vos dames, ma femme se rappelle à leur souvenir.

DE PARIS A JÉRUSALEM

Le 13 juillet 1806, Chateaubriand partit pour son voyage en Grèce et en Orient. Il passa par l'Italie et par Venise d'où il adressa à Molé une lettre qui n'est pas parvenue jusqu'à nous. De Venise, où M^{me} de Chateaubriand l'avait quitté, il se rendit à Trieste où il s'embarqua sur un navire autrichien.

Trieste, 30 juillet 1806.

Je vous ai écrit une longue lettre de Venise, mon cher ami. Il ne me reste plus qu'à vous dire que je suis arrivé ce matin à Trieste, et que j'ai le bonheur de trouver un vaisseau autrichien qui part demain matin pour Smyrne. Il me jettera en passant en *Crète* ou au cap Sunium. Si je vais jusqu'à la patrie d'Homère, je pourrai tourner mes pas vers Athènes ou Jérusalem, selon le temps ou les circonstances. La rencontre de ce vaisseau est une chose heureuse, car je pouvais rester un mois à attendre au port une occasion favorable. Vous connaissez le reste de mon itinéraire. Allons, mon cher ami, suivons notre destinée! Je vous embrasse, je vous aime. Priez le ciel qu'il me donne des vents favorables et qui me ramènent promptement auprès de vous. Conservez-moi votre amitié pendant ma vie, et souvenir après ma mort. Songez que vous m'avez promis de vous charger de mes Mémoires. Vous savez où sont les matériaux de l'ouvrage.

Adieu encore une fois, je vous embrasse encore les larmes aux yeux. Joie, santé, bonheur, puissiez-vous surtout être plus heureux que moi! Je vous quitte pour faire embarquer mes malles et mes livres. J'ai trouvé ici comme à Venise le désir de me rendre toute sorte de services. J'ai surtout beaucoup à me louer du gouverneur de la ville.

Constantinople, ce 13 septembre 1806.

Que de choses j'aurai à vous dire, mon cher Mathieu! J'ai vu Sparte, Argos, Mycènes, Athènes; j'ai vu Délos, Naxos, Séro; j'ai vu Smyrne et suis venu par terre de cette dernière

ville
Crés
com
illus
Je v
je to
sur l
des
J
plus
com
dans
vu t
les l
moi,
surm
de r
me l
quel
trou
quel
faire
je s
Eur
part
écri
pou
L
inte
pou
s'att
du
mil
vie.
dan
cett
qu'

Con
fidè

ville à Constantinople, en traversant l'ancien royaume de Crésus en Asie. Le mal est que tout cela ne me rend pas riche comme Crésus. Le plus grand mal, c'est que j'ai perdu bien des illusions, et cependant je ne suis qu'au milieu de ma course. Je vais m'embarquer pour Jaffa ; de là j'irai saluer Jérusalem ; je toucherai en revenant à Alexandrie ; je jetterai un regard sur les Pyramides et je viendrai débarquer en Espagne au pied des antiquités moresques.

J'ai souffert, beaucoup souffert : il n'y a point de campagne plus dure que le voyage. Je suis jaune comme Maure, maigre comme un Arabe, mais l'espérance me soutient. Si j'arrive dans l'Europe civilisée, adieu pour jamais les voyages. J'aurai vu tous les grands monuments élevés par les hommes et tous les lieux fameux par quelques souvenirs. Soyez plus sage que moi, mon cher ami ; ne quittez point votre patrie ; tâchez de surmonter cette inquiétude de cœur qui m'a poussé sur tant de rivages, pour me désenchanter sur une foule d'objets, et ne me laisser que l'ennui. Je n'aspire plus qu'à vivre caché dans quelque retraite auprès de vous ; tâchons de me trouver un trou obscur où je puisse attendre la fin de ma vie, caresser quelquefois les muses, et perdre beaucoup de temps à ne rien faire et à rabâcher avec vous. Si le vent n'est pas trop contraire, je serai sûrement en Europe vers le 15 novembre. Je dis en Europe, car je me regarde ici en Asie, et en effet, je vois cette partie du monde à une portée de canon de moi, en vous écrivant. Constantinople au reste mérite toute sa renommée pour la beauté de son site.

Il y a des choses sur lesquelles je voudrais bien vous interroger, il y en a d'autres dont je voudrais bien vous parler pour mon compte. Êtes-vous trompé, suis-je joué ? Il faut s'attendre à tout. Depuis que je dors sur la terre, que je mange du pain noir et marche jour et nuit le pistolet à la main au milieu des brigands, je me suis aguerri contre les *maux* de la vie. Au reste, j'ai eu la fièvre trois jours avec redoublement dans un village de l'Attique : j'ai cru que je mourrais dans cette terre sacrée, et je n'étais pas trop fâché, en songeant qu'au moins tout était fini.

Bonjour, mon cher Mathieu ; aimez-moi comme je vous aime. Comptez que vous n'avez point à votre service de cœur plus fidèle et plus loyal que le mien. Mille hommages à vos dames.

RETOUR D'ORIENT

La correspondance s'interrompt pendant plusieurs mois. En débarquant en Espagne, à son retour d'Orient, Chateaubriand donne de ses nouvelles.

Baie de Gibraltar, Algésiras, ce 2 avril 1807.

Eh bien ! mon cher Mathieu, pensez-vous toujours à moi ? Vous souvenez-vous encore de mon nom ? Tandis que j'errais sur les ruines d'Athènes, de Jérusalem, de Memphis, de Carthage, que faisiez-vous ? Songiez-vous que votre pauvre ami était fouillé par les Arabes, battu par les tempêtes et plus que tout cela toujours rongé par les peines de cœur ? Je n'ai point secoué mes maux parmi tant de poussière ; je les rapporte et je sens que je les conserverai toute ma vie, puisque je vieillis tous les jours sans être plus sage.

J'ai souvent pensé à vous. Je voudrais bien savoir tout ce qui se passe dans votre intérieur. Ce que j'ai appris en arrivant ici me fait voir que je ne suis pas le seul à tenir ma parole ; en vérité, je ne l'espérais plus, et je suis confondu d'étonnement. Je vous prie de m'écrire sur-le-champ, poste restante à Madrid, de me parler de mes intérêts et des vôtres. Je mets les miens les premiers, parce que vous êtes mon ami. J'espère être bientôt auprès de vous. Avec quel plaisir je vous embrasserais ! Avec quelle joie je me promènerais avec vous dans le *Champ aux lapins* (1), en arrivant de Carthage. Si l'on n'achetait pas si cher le plaisir du retour, il faudrait toujours voyager pour avoir le plaisir de retrouver ses amis.

CHATEAUBRIAND.

(1) On appelait ainsi un grand espace en friche du côté de la rue Miromesnil. Chateaubriand aimait à s'y promener en compagnie de Molé.

UNE FORMULE NOUVELLE

LES SOCIÉTÉS DE PLACEMENT

Les Sociétés de placement, ou Trusts de placement, pour employer l'expression consacrée par les Anglo-Saxons, sont des organismes financiers qui doivent avoir, pour nos compatriotes tout au moins, l'attrait de la nouveauté, puisque non seulement le grand public, mais la plupart de nos financiers eux-mêmes ignoraient encore leur existence il y a deux ou trois ans. Et pourtant, dès l'année 1868, c'est-à-dire il y a soixante-deux ans, l'objet des trusts de placement se trouvait défini en Angleterre dans le prospectus du *Foreign and Colonial Government Trust*, qui promettait aux petits et moyens capitalistes de leur assurer pour la gestion de leurs fonds les avantages des grosses fortunes en répartissant leurs placements sur un grand nombre de fonds d'États étrangers ou coloniaux, et en réservant une portion du revenu pour amortir peu à peu leur capital initial.

Depuis cette époque, les trusts de placement n'ont cessé de se développer en Angleterre et ont fini par prendre une place vraiment prépondérante sur le marché des capitaux anglais. En 1890, il en existait déjà 55, et, malgré la crise très sérieuse qui à cette époque bouleversa le marché de Londres, entraînant la disparition des entreprises les moins solides, leur nombre n'a pas cessé de s'accroître depuis, si bien qu'à l'heure actuelle il en existe plus de 150, représentant environ 30 milliards de francs, certains d'entre eux ayant un capital qui, à lui seul, atteint presque le milliard.

Il est bien évident que des groupements de capitaux de cette importance jouent un rôle qui est loin d'être négligeable dans le financement des grandes entreprises. L'expansion industrielle des États-Unis, de l'Amérique du Sud et des Dominions a été largement facilitée par les trusts anglais pendant les dernières années du XIX^e siècle. C'est grâce à eux que les réseaux de chemins de fer américains purent placer leurs obligations et se procurer ainsi les fonds nécessaires à l'achèvement de leurs travaux. Maintenant encore les bonnes obligations de toutes les grandes affaires trouvent une large place dans l'ensemble des portefeuilles des trusts de placement.

Comment fonctionnent ces trusts et quels buts se proposent-ils? Tout d'abord d'assurer la division des risques en répartissant le capital confié au trust sur un très grand nombre de valeurs soigneusement choisies. Ensuite, de constituer progressivement des réserves importantes qui permettront plus tard de distribuer des dividendes réguliers, même pendant les années de crise boursière. L'expérience a démontré que si ce double objectif considéré comme essentiel, division des risques et constitution de réserves, excluait le plus souvent la possibilité de réaliser des bénéfices rapides, il était en revanche le véritable garant du succès final. C'est la stricte application de tels principes qui a permis aux grands trusts anglais de se développer lentement, mais sûrement, et il est remarquable de constater que pendant des années de crise financière grave, comme en 1914 ou en 1920, ou encore pendant la crise actuelle, ces trusts n'ont jamais cessé de distribuer à leurs actionnaires des dividendes réguliers de 10 à 25 pour 100 du capital initial.

Le choix des valeurs à acquérir est fait par le gérant, mais ce choix est toujours soumis à l'approbation du conseil d'administration qui prend connaissance des études faites par le gérant et décide en dernier ressort. Le conseil se compose en général de quatre ou cinq personnes au plus, gens d'affaires expérimentés et présentant des garanties morales de premier ordre.

Remarquons, en passant, qu'en Angleterre où la plupart des entreprises industrielles ou commerciales sont actuellement dans une situation difficile, les *Investment Trusts*, au

contraire, tout au moins ceux qui datent d'avant la guerre, jouissent d'une grande prospérité. Cette prospérité a deux causes principales : d'abord l'activité intelligente du nombre très restreint des hommes qui les gèrent, ensuite leur esprit de prudence dans la répartition des bénéfices et dans l'évaluation de leur portefeuille, prudence qui a fini par prendre le caractère d'une véritable tradition.

La crise de 1890, celle qu'on appelle le krach Baring, avait causé des désastres parmi les *Investment Trusts*, précisément parce que beaucoup de trusts fondés depuis quelques années avaient réparti la presque totalité de leurs bénéfices, négligeant de constituer des réserves suffisantes pour faire face à des difficultés qu'il faut toujours prévoir. Mais la leçon n'a pas été perdue. Les trusts de placement se sont donné pour règle absolue de ne considérer comme revenus que les coupons détachés sur les titres du portefeuille pendant l'année en cours. Les bénéfices réalisés en capital ne sont jamais répartis sous forme de revenus. Les actionnaires du trust en retirent néanmoins un profit, puisque ces bénéfices en capital servent à acquérir de nouvelles valeurs qui rapportent à leur tour des revenus effectivement distribuables. En outre, quand les réserves ainsi accumulées atteignent des montants trop importants par rapport au capital du trust, il est toujours possible de les répartir aux actionnaires sous forme d'actions gratuites.

Les avantages essentiels que le trust de placement procure à ses actionnaires, sont donc, d'abord, la sécurité par la division des risques, division pratiquement impossible à réaliser pour le petit et même le moyen capitaliste, quand ils sont isolés ; ensuite, la sécurité par l'accumulation des réserves. A ce double titre, le trust de placement constitue pour ses actionnaires une sorte d'assurance contre la perte et ceci est un point sur lequel on ne saurait trop insister.

En effet, une action d'un trust représente une parcelle d'un très grand nombre de bonnes valeurs réparties dans tous les compartiments de la cote des principaux pays du monde. Il s'ensuit naturellement que la valeur moyenne de ce titre est mieux protégée que toute autre contre les fluctuations violentes. Si l'on ajoute à cela que la valeur des titres détenus en portefeuille est progressivement amortie dans les livres de la société

par prélèvement sur les réserves, on voit que l'actionnaire d'une société de placement gérée suivant ces principes est pratiquement à l'abri de tout souci.

Mais le trust de placement offre encore à ses actionnaires d'autres avantages qui peuvent se résumer de la manière suivante. Le choix des placements est fait par des hommes de métier mieux renseignés que la moyenne des capitalistes, généralement absorbés par les soucis de leur profession. Les gérants, dont le rôle est d'être sans cesse à l'affût des nouvelles, sont mieux placés que les particuliers pour pouvoir saisir l'occasion de réaliser un bénéfice ou de se débarrasser d'une valeur en limitant la perte. Comme ils représentent des capitaux importants, ils sont à même d'obtenir des renseignements sérieux et précis en s'adressant directement au siège des sociétés. Quand le trust a pris une certaine extension, les établissements spécialisés dans les émissions prennent l'habitude de proposer aux gérants des titres avant la souscription publique, titres que le trust peut acquérir ainsi dans de meilleures conditions que les particuliers.

Le trust, achetant et vendant des valeurs d'une façon presque continue, arrive à égaliser à peu près la moyenne de ses prix d'achat et de vente, tandis que le capitaliste isolé risque d'être « exécuté », — j'ai toujours trouvé ce mot-là particulièrement bien choisi, — au plus haut quand il achète, au plus bas quand il vend. Les frais de commission sont réduits au minimum pour les trusts qui opèrent par paquets importants. Enfin le trust décharge le capitaliste de toutes les formalités ennuyeuses qu'exige la gestion d'un portefeuille, par exemple d'aller toucher des dividendes pour quelques titres isolés, de signer et d'envoyer des pouvoirs, de surveiller les émissions nouvelles, d'examiner s'il y a lieu ou non d'exercer les droits de souscription, le cas échéant de vendre ces droits, etc... Cet ensemble d'avantages matériels justifie déjà largement l'existence des trusts de placement, mais il me semble qu'on peut leur reconnaître en outre des avantages sociaux très appréciables, puisqu'ils peuvent servir à détourner leurs actionnaires de toute idée de spéculation et à les protéger contre les dangereux « tuyaux » qui sont prodigués à tous les capitalistes par des intermédiaires, dont on peut dire sans exagérer qu'ils ne sont pas toujours absolument désintéressés.

LES TRUSTS DE PLACEMENT EN ANGLETERRE

Tous les trusts de placement anglais s'inspirant à peu près des mêmes principes, étudions la structure financière de l'un d'entre eux, l'*Industrial and General Trust*, qui, par son ancienneté et sa puissance, mérite d'être choisi comme le modèle du genre.

L'*Industrial and General Trust*, fondé en 1889, est actuellement au capital de 6 millions de livres répartis de la manière suivante : 1° 2 500 000 livres de *debentures*, sorte d'obligations ; 2° 1 750 000 livres d'actions de préférence cumulatives à 4 1/2 pour 100 ; 3° 1 750 000 livres d'actions ordinaires.

On a parfois objecté que l'obligation à revenu fixe ne répondait pas au but que se proposent les Sociétés de placement, qui doivent être en réalité un consortium d'actionnaires renonçant à placer eux-mêmes leurs capitaux, en les mettant en commun pour profiter de la compétence d'un bon service de placement. L'objection est parfaitement juste en elle-même, mais il est incontestable que les placements à revenu fixe exercent et exerceront encore pendant longtemps une grande séduction sur le public ; et les Sociétés de placement ont bien le droit en somme de ne pas refuser les apports de cette nature. Tous les *Investment Trusts* anglais comportent donc des obligations.

En plus du capital actions et obligations, les différents fonds de réserve, au bilan de 1929, s'élevaient à 1 150 000 livres après distribution d'un dividende de 17 pour 100 aux actions ordinaires. En 1930, le dividende a été maintenu à 17 pour 100 et la somme affectée à la réserve a été quelque peu supérieure à celle de l'année précédente.

D'ailleurs, en réalité, les réserves se montent à un chiffre beaucoup plus élevé qu'il n'apparaît au bilan, car la plupart des valeurs sont inventoriées à des cours très inférieurs à leur valeur réelle.

Le salaire des gérants est de 15 000 livres, soit 1 800 000 fr. et les autres frais généraux s'élèvent à 27 000 livres, au total 42 700 livres, soit environ 5 millions de francs pour un capital d'environ 750 millions. Les frais généraux représentent donc environ 0,70 pour 100 du capital, chiffre en réalité assez élevé pour un trust anglais, car dans la majorité des cas

les frais généraux ne dépassent pas 0,60 pour 100 du capital.

Cette modicité des frais généraux est précisément l'une des caractéristiques les plus remarquables des *Investment Trusts* anglais, et elle ne nuit en rien à la bonne administration du portefeuille. Un bureau très simple au cœur de la Cité, une dizaine d'employés en dehors du directeur-gérant et de son adjoint, il n'en faut pas davantage pour manœuvrer un capital qui dépasse largement le milliard, car plusieurs autres trusts affiliés à l'*International* sont gérés par ce même personnel.

J'ai visité récemment à Londres le bureau de M. A. H. Wynn, gérant du *Mercantile Investment Trust*, l'un des plus anciens de la Cité. M. Wynn gère en même temps quatre autres trusts et, avec son secrétaire et quelques comptables, administre ainsi un capital qui dépasse 2 milliards de francs. Quarante années de travail patient et régulier ont produit ce résultat magnifique.

Pendant les dix premières années de leur existence, les grands trusts anglais ne distribuèrent jamais plus de 4 pour 100 à leurs actionnaires; certains même ne purent traverser la crise de 1890 qu'en réduisant leur capital. Tous les bénéfices réalisés en capital servent soit à constituer des réserves, soit à amortir les titres du portefeuille, ce qui est une façon ingénieuse de constituer des réserves cachées.

Le portefeuille de l'*International and General* comprend aujourd'hui plus de mille postes différents dont la liste est publiée chaque année à l'Assemblée générale. Sur les 6 millions de livres du capital, environ 44 pour 100 sont placés en actions ordinaires, 19 pour 100 en actions de préférence et 37 pour 100 en obligations. Quant aux pourcentages de répartition par genre d'affaires et par pays, ils peuvent être modifiés par les gérants suivant les circonstances et avec l'approbation du Conseil d'administration.

Les statuts sont très simples, rédigés en termes généraux et limitant seulement à 3 pour 100 du capital le montant maximum d'un placement quelconque. Ces statuts sont complétés par un document spécial, l'acte de trust, sorte d'acte d'association entre les gérants et les actionnaires, par lequel le fonds social est constitué en dépôt, en trust (nous pouvons employer le mot sans hésiter, puisqu'il est d'origine celtique) et confié aux gérants. Cet acte de trust constitue une obligation morale des gérants envers les actionnaires; il est à la base de tous les

grands trusts anglais d'avant la guerre; il explique et justifie leur nom.

EN AMÉRIQUE

Il n'en va pas de même avec les sociétés de placement américaines, dont la plupart ont usurpé sans vergogne le nom d'*Investment Trusts*.

En Amérique, le développement de ces sociétés est un événement très récent, puisqu'au début de 1924 on ne comptait encore, sur tout le territoire des États-Unis, que dix-huit *Investment Trusts* groupant entre eux environ 15 millions de dollars. Ceux-là étaient de véritables trusts, mais plusieurs d'entre eux n'étaient cependant pas constitués sur le modèle classique des trusts anglais, et contenaient déjà en germe la plupart des formules et variétés qui se sont depuis multipliées. Ce que personne ne prévoyait alors, c'était la rapidité avec laquelle allait s'opérer cette multiplication.

Dans une étude publiée en 1924, un écrivain distingué, M. Lawrence Speaker, concluait en disant : « Le développement des trusts de placement dans notre pays s'effectuera sans doute très graduellement, et l'on n'avancera guère, tant que la situation économique ne favorisera pas davantage cette forme de placement. » Cela montre combien les auteurs doivent se montrer prudents, dans les conclusions qu'ils présentent au public. En effet, dès 1925, le nombre des *Investment Trusts* avait passé à 48. Il y en avait 69 en 1926, 150 en 1927 et 200 en 1928, réunissant un capital de douze cents millions de dollars, soit une trentaine de milliards de nos francs. Enfin, pendant le premier trimestre de 1929, la somme énorme de 780 millions de dollars d'actions ou d'obligations d'*Investment Trusts* fut encore absorbée par un public vraiment trop confiant.

Il est bien évident qu'un essor aussi prodigieux ne peut s'expliquer que par des raisons profondes. Si l'étonnante floraison des sociétés de placement américaines a rencontré pendant quatre ans ce succès sans précédent, c'est qu'aux États-Unis le nombre des capitalistes avait plus que décuplé depuis la guerre. On estimait en 1914 à 500 000 le nombre des Américains détenteurs de valeurs mobilières. En 1928, certains auteurs l'estimaient à 15 millions, d'autres à 20 mil-

lions de personnes, parmi lesquelles une foule d'ouvriers, de salariés et de femmes qui cherchaient à faire fructifier leurs économies. A toute cette classe de nouveaux capitalistes, totalement ignorants du maniement des valeurs boursières, les trusts de placement offrirent, par une réclame adroite, leurs services d'experts financiers, et le succès fut d'autant plus facile que, de 1924 au printemps de 1929, le marché de New-York a été d'une fermeté presque ininterrompue.

Ajoutons que les banquiers en valeurs, ceux qu'on appelle les *Investment Bankers*, trouvaient dans les trusts un nouveau champ d'action et un moyen d'augmenter leurs profits, tout en satisfaisant une nombreuse clientèle ; ils furent donc sur toute l'étendue du continent américain d'actifs propagateurs du mouvement. Certes, beaucoup des formules adoptées par eux paraissent moins heureuses que celles des trusts anglais, mais elles répondaient probablement mieux au goût de leur clientèle et aux divers aspects du tempérament américain.

En dehors des trusts classiques, conçus selon les principes anglais et désignés aux États-Unis sous le nom de trusts généraux à gestion libre, on vit se créer toute une série de variantes, trusts spécialisés, trusts d'actions d'une même industrie, trusts demi-fixes ou fixes, variantes qui toutes trouvèrent de nombreux amateurs pendant les années de prospérité.

Parmi ces formules nouvelles, une seule, en dehors du trust classique bien entendu, mérite de retenir l'attention : c'est celle du trust fixe dont on trouve d'ailleurs aujourd'hui en Europe quelques spécimens fort intéressants. Voici en quoi consiste le trust fixe. Une société est constituée pour une période relativement courte, vingt-cinq ans par exemple. Le Conseil d'administration, après une étude approfondie dans les principaux pays du monde par des spécialistes disposant d'une documentation très complète, arrête une liste d'un certain nombre de valeurs, trente par exemple, qui composeront ses placements. On déterminera ensuite quelle proportion sera accordée à chacune de ces trente valeurs dans la composition d'une sorte de petit portefeuille type qui forme un tout par lui-même et qu'on désigne sous le nom d'Unité de placement. Dans l'exemple que j'ai étudié, l'unité de placement comprenait trente valeurs universellement connues, grandes vedettes de la cote choisies sur les six principaux marchés financiers du monde.

Ces trente sociétés dont les actions ont été choisies pour constituer l'unité de placement ont un âge moyen de cinquante-sept ans. Ce sont donc des personnes respectables. Le prospectus fait ressortir que le capital total de ces sociétés s'élève à 130 milliards de francs et l'ensemble de leurs réserves à 140 milliards, soit au total 270 milliards de francs. De tels chiffres sont évidemment bien faits pour inspirer confiance au public.

L'unité de placement ainsi composée et présentant le maximum de sécurité, est déposée dans les caisses d'une banque très connue. Cette banque agit comme fidéicommissaire, comme *trustee* vis-à-vis des porteurs. On offre alors au public des certificats de dépôt représentant, soit une unité complète, soit des fractions d'unité qui varient de 3 millièmes à 100 millièmes d'unité et dont les plus petits représentent une valeur d'environ 500 francs.

Aucun certificat ne peut être émis tant que l'unité de placement dont il représente une fraction n'a pas été déposée dans les caisses des trustees. La société, simple agent de transmission, reçoit chaque jour, de ses différents banquiers, les cours des valeurs composant l'unité de placement. Pour établir le prix d'achat d'une unité, la société ajoute à sa valeur totale en capital : 1° le montant des dividendes, droits de souscription encaissés et non encore distribués ; 2° 25 francs par sous-unité qui doivent statuairement être conservés en argent liquide ; 3° et enfin, un certain pourcentage, — pour les frais d'émission des titres, la rémunération des *trustees*, les frais d'administration et droits de garde, pour la durée totale du trust.

La société établit ainsi chaque jour la valeur de reprise des certificats que les porteurs peuvent vendre à tout moment. Les titres composant l'unité de placement ayant de très larges marchés, la vente peut se faire en quarante-huit heures, même en temps de crise, et le prix payé est calculé d'après les cours du jour de la vente.

Ainsi conçu, le trust fixe, dont le fonctionnement est extrêmement simple, remporte beaucoup de succès auprès d'une certaine clientèle, particulièrement pendant les périodes de crise, quand le public n'a plus aucune confiance dans les personnes ou les institutions qui d'ordinaire gèrent ses capitaux.

Mais à part cette formule très spéciale, la plupart des combi-

naisons à tendance plus ou moins spéculative imaginées aux États-Unis n'ont pas pu résister à l'épreuve de la crise. Il convient même de remarquer que, dans beaucoup de cas, la dénomination de trust ne correspondait plus en rien à la réalité, ainsi qu'en témoigne une résolution prise par l'*Association nationale des inspecteurs de banque* dès le mois de juillet 1928. Voici le texte de cette résolution : « En raison du développement considérable pris par les soi-disant trusts de placement aux États-Unis et du fait que l'appellation de trust avait été jusqu'ici réservée aux banques et institutions jouissant de prérogatives juridiques, cette dénomination appliquée indistinctement à toutes les sociétés de placement est incorrecte et susceptible d'induire le public en erreur; il serait, en conséquence, désirable d'éviter et, si possible même, d'interdire cette dénomination à tous les soi-disant trusts de placement qui ne présentent aucune des caractéristiques d'une *Trust Company*. » Le ton acerbe de cette protestation montre que, même dans leur pays d'élection, les Sociétés de placement avaient, par leur foisonnement excessif, suscité certaines méfiances.

Mais n'anticipons pas. On sait que le cycle général des événements se reproduit toujours dans ses grandes lignes, mais que les circonstances ne sont jamais les mêmes, les hommes non plus, et qu'ainsi l'expérience du passé n'empêche pas de retomber parfois dans les mêmes erreurs. Il en est ainsi dans tous les domaines de l'activité humaine, dans l'économique comme dans la politique, et la tourmente qui, aux États-Unis, a secoué rudement les trop nombreux *Investment Trusts* éclos depuis trois ans, rappelle par beaucoup d'endroits celle qui fit rage à Londres en 1890, lors du krach Baring. Pendant trois ans, jusqu'en 1893, toute sorte d'entreprises financières qui, de 1888 à 1890, avaient poussé comme des herbes folles entre les vieux pavés de la Cité furent balayées sans pitié. Cependant, la tempête ne dure pas toujours, et quand le soleil recommence à briller dans un ciel apaisé, les arbres vigoureux et sains restés seuls debout sur le sol jonché de mille débris continuent à grandir tranquillement et projettent autour d'eux leur ombre bienfaisante.

Tout a été dit depuis six mois sur les *Investing Companies* que le public continue à décorer du nom d'*Investment Trusts*,

et v
mati
Chic
à leu
qui c
puis
sanc
chan
le m
clou
sava
d'av
confi
publ
à at
que
uns
excit
(
depu
Trus
n'av
Soci
ou r
bien
janv
(
à te
les
un
som
que
que
leur
par
qu'
shan
plac
aus
très

et voici comment Rex Robinson, le grand spécialiste en la matière, au cours d'une conférence qu'il fit à l'Université de Chicago, résumait les discussions passionnées qui ont eu lieu à leur sujet : « On les a acclamés comme les génies bienfaisants qui devaient sauver les pauvres gens du maquis de Wall Street, puis on les a honnis comme les instruments néfastes de puissances occultes et malsaines. On les a glorifiés comme les champions de la démocratie qui donnent aux petites bourses le moyen d'acquérir les plus belles valeurs, puis on les a cloués au pilori pour avoir permis à certains groupes de trop savantes combinaisons de votes et de contrôle. On les a loués d'avoir su faire adroitement fructifier l'argent qu'on leur avait confié, et blâmés parce qu'ils avaient trahi la bonne foi du public. Certains ont affirmé qu'ils avaient largement contribué à atténuer la violence de la débâcle d'octobre 1929, pendant que d'autres les accusaient de l'avoir précipitée. Enfin pour les uns ce sont des stabilisateurs du marché, pour les autres des excitateurs. »

Ce serait à n'y rien comprendre, si nous ne savions pas que depuis deux ans on a confondu sous le nom d'*Investment Trusts* les entreprises les plus hétéroclites qui bien souvent n'avaient aucune ou presque aucune des caractéristiques d'une Société de placement. Quelques observateurs plus clairvoyants ou mieux renseignés que d'autres avaient aperçu ce danger bien avant la crise, et je m'étais fait leur écho dès le mois de janvier 1929.

Si donc nous laissons de côté toutes les combinaisons à tendances plus ou moins spéculatives pour ne considérer que les véritables *Investing Companies* (il y en avait tout de même un assez grand nombre), nous verrons qu'elles n'ont mérité en somme ni cet excès d'honneur, ni cette indignité. Il est exact que presque toutes, jusqu'en octobre 1929, s'étaient laissées quelque peu influencer par l'ambiance générale et avaient dans leur portefeuille une proportion d'actions ordinaires trop forte par rapport aux différents titres à revenu fixe. Rappelons-nous qu'à cette époque le livre à la mode avait pour titre : *Common shares, as long term investments* (les actions ordinaires comme placements à long terme; mais en revanche, presque toutes aussi avaient des sommes considérables employées à des taux très rémunérateurs en prêts au jour le jour, sommes qui leur

ont assuré pendant toute la crise une liquidité suffisante et leur ont permis de se défendre dans une certaine mesure contre la baisse.

On peut affirmer qu'un capitaliste quelconque opérant seul pour son propre compte depuis deux ans sur le marché de New-York perd beaucoup plus d'argent que l'actionnaire de l'une quelconque des *Investing Companies* gérées par des banquiers sérieux. Il y a bien entendu des exceptions ; elles confirment la règle.

D'après les enquêtes les plus récentes, les *Investing Companies* accusent en moyenne des pertes qui varient de 5 à 20 pour 100 du capital investi. Or, les opérateurs isolés, dont la perte à l'heure actuelle sur le marché de New-York n'atteint que 20 pour 100, peuvent certainement s'estimer parmi les plus heureux.

L'avantage des Sociétés de placement est donc incontestable, et la défiance actuelle du public américain à leur égard est, en de nombreux cas, tout à fait excessive, puisque l'on pourrait citer des *Investing Companies*, honorablement gérées, dont les actions s'échangent à des cours inférieurs de plus de 15 pour 100 à leur valeur liquidative nette.

LES DIX COMMANDEMENTS DU TRUST

Le temps, seul, ce grand maître, mettra les choses au point, et nous verrons d'ici deux ou trois ans, après des fusions, après des faillites, après une période d'assainissement forcément douloureuse, émerger sur le marché américain un nombre modéré, mais suffisant, d'*Investing Companies*, qui toutes présenteront, à bien peu de chose près, les caractères suivants :

1° Un capital important, qui ne soit pas inférieur à 10 millions de dollars, de manière que les 100 000 dollars nécessaires pour assurer une gestion convenable, ne représentent pas plus, — au maximum, — de 4 pour 100 du capital.

2° Une très large répartition des risques : au moins deux cents postes dans le portefeuille, répartis par pays et par industries, sous forme de rentes, d'obligations, d'actions privilégiées et d'actions ordinaires, aucun poste ne représentant plus de 3 pour 100 du capital d'aucune affaire : cela en vue d'éviter toute responsabilité de direction ou de contrôle.

3° Une surveillance continuelle et très active du portefeuille, car acheter, c'est encore relativement facile : ce qu'il faut, c'est être toujours renseigné pour savoir vendre en temps utile.

4° Le capital sera composé d'actions ordinaires, auxquelles pourront être ajoutées des actions de préférence ou même des obligations, mais dans une proportion raisonnable, pour que l'intérêt de ces titres privilégiés soit toujours très largement garanti par le revenu normal des capitaux investis. On admet en Angleterre qu'un trust bien géré peut émettre un montant d'obligations égal à son capital.

5° Le contenu du portefeuille, ainsi qu'un bilan détaillé, établi par des experts comptables, sera publié par la société à intervalles réguliers, en tenant compte de la valeur réelle des titres, toutes les fois que celle-ci est *inférieure* à leur prix de revient.

6° La liquidité de la société sera toujours assurée, d'une part, en conservant des fonds disponibles au jour le jour, pour pouvoir en cas de crise saisir des occasions de placements avantageux, d'autre part, en ayant un portefeuille presque entièrement composé (pour 90 pour 100 au moins) de titres cotés depuis plusieurs années et facilement négociables.

7° La société ne contractera d'emprunts en banque que pour des montants très modérés, et seulement dans des circonstances exceptionnelles, par exemple en attendant la réalisation définitive d'une augmentation de capital, dont on connaît déjà les souscripteurs.

8° La rémunération des fondateurs et des gérants fera l'objet de contrats équitables, connus du public, et rédigés en termes parfaitement clairs.

9° La société n'emploiera jamais ses fonds à soutenir le marché de ses propres valeurs, à moins que le cours de la Bourse ne soit très sensiblement inférieur à leur valeur liquidative nette, et, dans ce cas, elle devra d'abord en référer à ses actionnaires.

10° Enfin, les gérants ne perdront jamais de vue que les bénéfices, réalisés sur la vente des titres, doivent d'abord servir à constituer des réserves importantes, qui deviendront elles-mêmes productives d'intérêt, et feront véritablement la force de la société.

En observant religieusement ces dix commandements, les

directeurs-gérants des sociétés de placement gagneront sûrement la confiance des clients dont le nombre s'accroîtra sans cesse, et ils atteindront le but que se proposait, en 1868, le vénérable ancêtre des *Investment Trusts*, auquel il a été fait allusion au début de cet article.

EN FRANCE

Puisqu'il y a soixante-deux ans que la formule des sociétés de placement a été adoptée par nos voisins d'outre-Manche, comment se fait-il donc qu'on n'ait jamais songé à l'essayer chez nous? Était-ce que le besoin ne s'en faisait pas sentir? Apparemment, non... Il n'y a pas de doute que, de 1870 à 1914, tout s'est passé en France comme si le petit capitaliste avait à sa disposition les moyens nécessaires et suffisants pour placer ses économies en toute sécurité. Il existait alors un certain nombre de valeurs, dites de père de famille, qu'il était aisé d'acquérir à peu de frais et dont l'heureux possesseur pouvait, suivant une métaphore hardie, dormir sur ses deux oreilles. Mais la guerre est arrivée, suivie d'un bouleversement financier tel que les conséquences s'en font encore aujourd'hui très durement sentir. Ceux qui ont eu le triste privilège d'avoir un rôle à jouer dans cette crise douloureuse, que ce soit dans l'administration des finances publiques ou dans la banque, ne perdront jamais le souvenir des pénibles événements auxquels ils étaient obligés de prendre part sans réussir à en modifier sensiblement le cours.

Pendant que, de 1920 à 1925, les gens riches et bien renseignés échangeaient une partie de leurs valeurs à revenus fixes contre des valeurs or dont la hausse suivait de près la dépréciation de notre monnaie, *personne ne s'occupait* de l'immense foule des petits rentiers, des petits porteurs d'obligations qui voyaient s'effriter chaque jour le pécule amassé lentement par des années de travail et d'épargne. Et lorsqu'en 1926, aux jours les plus sombres, je recevais la visite d'amis modestes, — un petit commerçant, une garde-malade mère de quatre enfants, un professeur de lycée, d'autres encore qui venaient, dans l'affolement général, me confier trop tardivement leur angoisse, — je me suis bien promis de consacrer un jour tous mes efforts à essayer, dans la faible mesure de mes

moyens, d'empêcher que des secousses aussi cruelles puissent atteindre à nouveau les éléments les plus respectables de notre population.

Les sociétés de placement sont précisément un des moyens les plus pratiques et les plus sûrs pour y parvenir. S'il avait existé en France pendant les années 1920-1926 des sociétés de placement puissantes et gérées suivant les principes indiqués plus haut, beaucoup de ruines eussent été évitées par le simple jeu de la répartition des risques.

Mais pour que le public français, si souvent déçu dans ses espoirs, se laisse aujourd'hui convaincre de l'utilité que présenteraient pour lui les sociétés de placement et pour tâcher d'éviter les fâcheux excès qui ont déterminé aux États-Unis, comme autrefois en Angleterre, une véritable crise de croissance de ces sociétés, c'est à nos grands établissements de crédit que je fais un pressant appel pour prendre la tête d'un mouvement dont la portée sociale peut devenir si grande. Eux seuls jouissent d'un prestige suffisant pour faire adopter une formule nouvelle qui chez nous n'a pas encore fait ses preuves. Eux seuls ont l'expérience et les moyens qu'il faut pour en assurer le succès.

Les quelques affaires qui ont été créées en France dans ces dernières années sous le nom de Sociétés ou Compagnies de placement ne répondent en rien à la formule qui doit être préconisée. Elles se sont trouvées dans l'impossibilité matérielle de l'appliquer, d'une part à cause du cours trop élevé des valeurs dans le monde entier jusqu'à ces derniers mois; d'autre part à cause de notre législation fiscale actuelle qui prélève l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, une première fois sur les coupons des titres du portefeuille constituant l'unique actif de la société, puis une seconde fois sur les coupons des titres de la société elle-même.

Mais de ces deux obstacles, le premier a disparu, car les cours de nombreuses valeurs, en France et à l'étranger, sont revenus maintenant à un niveau qui les rend acceptables pour une société de placement. Quant à l'autre, nous ne doutons pas qu'il ne soit prochainement écarté, puisqu'un projet de loi fort intéressant a été déposé sur le bureau de la Chambre des députés par le ministre des Finances, projet qui exonère du double impôt les sociétés de placement dont les statuts respec-

teront un certain nombre de règles destinées à donner au public de sérieuses garanties de sécurité. Comme toute œuvre humaine, celle-ci à ses défauts, et certaines modifications devront être apportées au projet au cours de sa discussion.

En particulier, il semble bien difficile de décider des groupes sérieux à constituer une société de placement aussi longtemps que les différentes taxes dont elle est frappée dès sa naissance s'élèveront, comme c'est aujourd'hui le cas, à environ 6 pour 100 du capital.

Mais on peut parfaitement concevoir que le projet définitif comporte une forte réduction des frais de constitution pour des sociétés auxquelles les bénéfices spéculatifs sont interdits et qui seront en somme de véritables coopératives de placement.

Le moment paraît donc proche où quelques sociétés de placement vraiment dignes de ce nom pourront être utilement constituées en France sous l'égide de nos grands établissements.

Une partie des importants capitaux qui sortiraient ainsi progressivement de leur torpeur viendrait augmenter les possibilités de financement de notre industrie nationale et deviendrait un jour un puissant levier de prospérité; une autre serait employée en achats de valeurs étrangères de premier ordre et contribuerait à faire rentrer dans la circulation mondiale une partie de l'or qui s'accumule sans cesse dans les coffres de la Banque de France. Quant aux établissements fondateurs, ils trouveraient là une nouvelle source d'activité pour leurs services financiers et verraient s'accroître encore leur clientèle de placement sur toute l'étendue de notre territoire, mais surtout ils poursuivraient ainsi la tâche qu'ils se sont toujours imposée à l'égard du public en marchant les premiers dans la voie du progrès et en contribuant à créer des institutions qui, honnêtement gérées, rendront les plus grands services à l'épargne française.

N'oublions pas surtout qu'il n'est pas de loi, si bien faite soit-elle, qui puisse effectivement protéger le public ignorant contre les gens malintentionnés, et que les qualités morales des hommes qui dirigent une affaire restent et resteront toujours en dernier ressort la raison profonde de son succès final.

CHRISTIAN LAZARD.

L'EXPOSITION D'ART PERSAN

A LONDRES

L'EXPOSITION

« Faire mieux connaître en Occident le génie de la plus ancienne et de la plus stable des nations d'Orient » : voilà le but poursuivi par les organisateurs de l'Exposition et du Congrès d'art persan ouverts à Londres dans les premiers jours de janvier. Pour atteindre ce but, il n'ont vraiment épargné aucun effort. Sur leurs instances, vingt-sept nations ont envoyé à Londres ce qu'elles possèdent de plus beau et de plus rare. Les particuliers, collectionneurs ou marchands, ont rivalisé d'ardeur généreuse avec les musées nationaux et les Bibliothèques d'État. La Perse a donné l'exemple. Sa Majesté Réza Chah Pahlavi n'a pas seulement tiré du trésor impérial des œuvres d'art uniques et des bijoux précieux ; il a fait sortir des vénérables sanctuaires de Méched et de Koum ces tapis, ces tissus brodés, ces manuscrits jadis offerts par la piété des souverains et qui semblaient dérobés pour toujours à l'admiration et à la curiosité studieuse de l'Occident.

L'Égypte a suivi la première l'exemple de la Perse ; et l'on devine bien que la France n'a pas manqué de répondre à l'appel. La Bibliothèque nationale et le Cabinet des Médailles, le Louvre, les Gobelins, les Arts décoratifs, le Musée céramique de Sèvres et le Musée lorrain de Nancy ont ouvert largement leurs trésors. Il serait trop long d'énumérer ici tous les collectionneurs privés qui ont contribué à enrichir l'Exposition : citons toutefois les noms de MM. Cartier, Cillière, Demotte,

Gillet, Koechlin, Nazar Aga, Pozzi, Sakisian, Vever. Même zèle en Allemagne, en Hollande, en Autriche, en Pologne, en Italie, en Espagne, en Russie, aux États-Unis. Il va sans dire que les Anglais se sont montrés amphitryons magnifiques, à commencer par le Roi. Bref, comme par l'attrait d'un prodigieux aimant, les merveilles de l'art iranien ont afflué vers Londres, traversant les continents, les mers et les airs, par voie ferrée, par bateau, par avion, pour s'offrir ensemble à nos regards éblouis.

Le résultat? c'est *Burlington House* transformée pour quelques semaines en un palais des Mille et une Nuits; c'est une fête des couleurs, un triomphe de l'art décoratif. Car il faut observer tout de suite qu'une exposition d'art persan risque fort de décevoir les amateurs de rêverie mystique ou d'émotion profonde. Un plaisir délicat et charmant des yeux et de l'esprit, voilà ce qu'on y trouve. Et, par surcroît, l'Exposition de Londres, étant la plus riche et la plus méthodique qu'on ait encore réalisée dans ce genre, offre un enseignement, une leçon d'histoire claire et vivante, dont tout visiteur, du plus érudit au plus profane, peut, avec beaucoup d'agrément, tirer quelque profit.

J'entends l'objection : la lumière de Londres, ou plutôt l'absence de lumière à Londres n'ôte-t-elle point à ces œuvres orientales une grande partie de leur valeur? Voici mon impression. Les grands ensembles céramiques, par exemple le portique reconstitué de la Masjid-i-Chah d'Ispahan, souffrent beaucoup du dépaysement. En vain les électriciens ont-ils fait des prodiges; en vain a-t-on disposé devant la façade ce miroir d'eau où les faïences devraient refléter leurs couleurs harmonieuses. Ce n'est qu'une ombre grise, un brumeux fantôme aux regards de ceux qui ont eu, même pour une heure, l'inoubliable vision de la réalité. Comment retrouver dans une salle froide, sous un toit de verre, l'éblouissement de midi sur la blancheur du Meïdan, ou même l'impression plus douce du soleil à son déclin, laissant trainer des rayons de rose et d'or pâle sur les coupoles bleues et le long des minarets multicolores? On ne pouvait faire mieux qu'on n'a fait : mais il y a une limite au possible.

Il n'en va point de même pour les autres ouvrages exposés : tapis, tissus, orfèvreries, miniatures. Ici, les artistes n'ont pas

compté avec la pleine lumière, mais avec la demi-obscurité des intérieurs que ces objets devaient orner : palais ou pavillons, mosquées ou *turbés*. Les organisateurs de l'Exposition n'ont eu à résoudre qu'un seul problème : mettre chaque pièce en pleine valeur, et créer, par leur disposition dans chaque salle, des ensembles harmonieux. La solution est presque toujours heureuse, et il y a quelques arrangements, comme celui de la Salle Octogone et celui du grand tapis de Koum, qui sont, à leur manière, des chefs-d'œuvre.

L'Exposition de Londres est ordonnée chronologiquement : le visiteur qui y pénètre par l'entrée de gauche et en sort par la droite, peut se dire qu'il a parcouru, en quelques heures, cinq bons millénaires. Voici des échantillons choisis de la poterie archaïque de Suse, envoyés par le musée du Louvre; les plus anciens datent d'environ 3500 ans avant notre ère. Quelques fragments des bas-reliefs de Suse et de Persépolis en ont été rapprochés. Les vases et les plats de Ragès, qui remplissent plusieurs vitrines, éclairent toute la salle. Le vase de granit d'Artaxerxès trône parmi les objets de l'époque achéménide. L'art sassanide est abondamment représenté par des céramiques, des argenteries, des bijoux d'une valeur expressive incomparable.

Puis les séries musulmanes commencent. Le Musée national de Florence a envoyé le petit éléphant d'ivoire qui figurait, dit-on, parmi les présents offerts à Charlemagne par le calife Haroun-al-Raschid. Ni le mihrab de Natanz du xiv^e siècle, ni le mur de faïence du xv^e, ne sont à leur avantage sous la lumière artificielle. En revanche, les petites pièces de faïence appliquées aux murs sont d'un merveilleux effet décoratif : un pilastre d'angle, où l'inscription court parmi des feuillages à peine stylisés, deux tympans de Koum (xiii^e ou xiv^e siècle) ornés de fleurs et de fruits donnent, beaucoup mieux que les grands ensembles, l'impression exacte d'un art où la valeur du détail est considérable. Et je m'en voudrais d'oublier un charmant panneau plus tardif, détaché du pavillon royal de Tchehel-Setoun (Quarante Colonnes) à Isphahan : une jeune femme tenant un bol de faïence s'avance parmi les fleurs d'un jardin.

Comme l'histoire de la céramique, celle du tissu s'inscrit très clairement au long des murs de Burlington House. Les

pièces les plus anciennes ressortissent à l'époque sassanide. Voici le fameux panneau de Saint-Josse, près Calais, éléphants et chameaux encadrés d'une inscription; la soie verte brodée de lions et de palmiers du Musée lorrain; l'admirable tissu de Cologne qui, durant des siècles, enveloppa les reliques de saint Lunibert; le *pallio* de Saint-Ambroise de Milan, avec ses petites scènes de chasse curieusement enfermées dans des médaillons; des rosaces, des frises d'oiseaux, des guirlandes fleuries toutes pareilles à celles qui décorent les grandes robes portées par les personnages des bas-reliefs de Tak-i-Bostan. Ces pièces s'échelonnent entre le *vi*^e et le *viii*^e siècle.

Les damas seldjoukides des *xi*^e et *xii*^e leur font suite. Et l'on arrive graduellement à l'époque où l'art du tissu et celui de la broderie connurent en Perse leur apogée, c'est-à-dire au *xvii*^e siècle et au *xviii*^e. Ce qui étonne, dans les échantillons exposés à Londres, c'est, à côté de la perfection du dessin et de l'harmonie des couleurs, la solidité du tissu qui, le plus souvent, ne présente pas une éraillure. Parmi ces belles soies décorées, beaucoup étaient destinées aux vêtements des grands personnages. Quelques vitrines montrent des échantillons de robes, de tuniques, de manteaux, où la broderie de soie est rehaussée d'or et d'argent.

L'exposition de tapis dépasse en richesse et en variété tout ce qu'on avait vu jusqu'aujourd'hui. La hauteur de la Salle Octogone a permis d'y suspendre et d'y déployer dans toute leur étendue les quatre plus grands tapis sortis des ateliers persans : celui d'Ardébil, qui porte la date de 1536; celui de l'empereur d'Autriche, décoré d'animaux; le tapis dit du sultan Sélim, parce qu'il fut emporté par ce prince après la prise de Tabriz; et le tapis safévide de 1521, que le gouvernement de Rome a envoyé à l'Exposition. Aux murs de la salle voisine s'étaient encore quelques pièces monumentales : le tapis de soie des comtes Branicki, où de curieux animaux noirs dansent en rond sur un fond rouge; le grand tapis de Méched, ouvrage indien du *xvii*^e siècle, donné par Chah-Abbas I^{er} au sanctuaire de cette ville sainte, et le tapis pris aux Turcs sous les murs de Vienne par Jean Sobieski, offert par le vainqueur au pape Innocent XI, lequel, à son tour, en fit cadeau à la Confrérie du Saint Nom de Marie : il mesure environ huit mètres sur trois.

Mais ces pièces énormes ne sont pas les plus belles. Au centre d'une vaste salle, on a étendu par terre le tapis qui orne, à Koum, le mausolée de Chah-Abbas II. La forme en est arrondie; quatre couleurs, blanc, jaune, bleu clair et cramoisi, composent l'harmonie du fond; la bordure est faite d'une rangée de cyprès. C'est un des plus beaux spécimens de ces « tapis de jardin », où les artistes persans se plaisaient à donner, par une composition d'arbres, de fleurs et de fontaines, l'impression de fraîcheur délicieuse que l'on goûte en Perse dans les « paradis ». Une série somptueuse de ces tapis d'or et d'argent qu'on fabriquait spécialement, semble-t-il, pour les envoyer en cadeaux aux cours d'Occident. La préférence des Persans allait aux ouvrages de soie ou de laine, dont le décor et l'harmonie des couleurs faisaient tout le prix. L'Exposition de Londres en offre de remarquables modèles dans ces tapis des *xvi^e* et *xviii^e* siècles, dits d'Ispahan, sortis, en fait, des ateliers célèbres de Hérat. Quelques échantillons indo-persans, provenant de la fabrique impériale de Lahore, sont intéressants.

Pour l'orfèvrerie, les bijoux et autres ouvrages de métal, il faut distinguer entre deux lots. Quelques vitrines, gardées à vue par des *policemen* très attentifs, renferment des richesses considérables, sous une forme dont la valeur artistique est assez médiocre : plats d'or où sont sertis d'énormes cabochons d'émeraude et de rubis; jarres, coupes et bassins où le métal disparaît sous une constellation de perles et de diamants; objets de toilette, armes de parade. Le gouvernement de Moscou a envoyé, avec beaucoup d'autres objets plus intéressants, quatre bijoux indo-persans de la fin du *xviii^e* siècle : une petite table, un plateau, un flacon à eau de rose et un poignard, qui figurent tous quatre dans l'*Inventaire* de Catherine la Grande. Sur une monture d'or massif, sont enchâssés des perles, des émeraudes et des rubis. Le tout a l'air de sortir d'un écrin gigantesque. « Comme elle conservait bien ses affaires ! » s'écrie avec enthousiasme une petite *girl* qui vient de lire l'étiquette. C'est ce qu'on peut en dire de mieux.

Et puis, il y a des objets plus modestes et plus précieux. Aiguères d'argent d'un galbe très pur; bols de mendiants où, sur l'acier bruni, l'incrustation d'or est si discrète; merveil-

leurs émaux cloisonnés, provenant du palais de Gulistan ; sans parler des vases d'argent seldjoukides de la collection Harari et de la coupe d'or de M. Kevorkian. Mais, pour ce genre d'ouvrages, l'exposition de Burlington House est heureusement complétée par celle qu'a organisée le *British Museum*. On sait qu'un règlement inexorable interdit aux conservateurs de ce musée d'en faire sortir aucun objet. C'est pourquoi ils ont réuni en une seule galerie (*Prints and Drawings Gallery*) tout ce que le musée possède en fait d'art persan : ce n'est pas peu dire. Quelle joie de retrouver en bonne lumière cet ensemble incomparable, qu'on appelle le « Trésor de l'Oxus » ! La plupart des pièces qui le composent se rattachent à l'art achéménide ; mais on y trouve aussi du médique, du scythe, du mésopotamien et même tout simplement du barbare. Les trois haches de bronze du ^ve siècle (Bactriane) sont si parfaites de facture et de style, qu'en les regardant on se demande si, par la suite, l'homme a jamais tiré du métal quelque chose de mieux.

Les manuscrits et les miniatures exposés par le *British Museum* sont très remarquables. Mais, ici, il nous faut revenir à Burlington House, où trois vastes salles résument, ou plutôt étalent toute l'histoire de cet art persan, par excellence. Il y en a le long des murs, il y en a dans les vitrines : à peine trouve-t-on la place de se mouvoir entre tant de merveilles. Beaucoup sont venues du trésor impérial et du palais de Gulistan ; les musées, les bibliothèques, les collections privées d'Europe et d'Amérique ont fourni les autres. Quel dommage que Mustapha Kemal pacha n'ait pas envoyé à Londres les splendeurs persanes qu'enferme trop jalousement *Yildiz Kiosk* !

Telles qu'elles sont, ces trois salles permettent de suivre l'évolution de la miniature persane, du ^{xii}e siècle jusqu'au ^{xix}e. On passe des grands maîtres de Hérat à leurs copistes, disciples ou imitateurs. Beau champ d'investigation pour les experts, que j'entends, tout autour de moi, critiquer les dates et les signatures, reconnaître au passage une armure tartare ou une coiffure mongole. « École de Bagdad, école de Boukhara, style indo-persan, influence chinoise !... » Ces mots s'entrecroisent, volent comme autant de flèches, dont quelques-unes sont empoisonnées. Qu'est-ce qu'une fureur de théologien à côté d'une envie de collectionneur ? Je me console

lâchement de mon ignorance, en admirant comment, de la même légende, des artistes qui ne visaient qu'à plaire ont su tirer des tableaux si différents. Quelques portraits, quelques paysages : et me voilà bien loin, dans le désert de Koum, aux jardins de Chiraz, ou perdu dans le labyrinthe de petites rues qui bordent le bazar d'Ispahan... Les images fameuses des Grands Mogols voisinent avec celles des favorites, des poètes, des musiciens, des fauconniers, et de ces jolis pages portugais qui, sans âge, sans sexe, portent leur costume national comme un déguisement.

Voici, dans un *Schah-nama* daté de 1440, les sceaux de tous les empereurs mongols, de Baber à Aurengzeb, avec quelques lignes autographes de Chah-Jahan, le constructeur du Taj-Mahal. Les neuf miniatures extraites de ce recueil suffiraient, je pense, à reconstituer l'image de la Perse, avec ses légendes fleuries, ses jardins philosophiques et ses poètes amoureux. Les Grecs d'Alexandre ont pu passer par là, et les Arabes, et les Mongols et les Tartares. La Perse les a laissés passer, retenant d'eux ce qui pouvait lui plaire, rejetant le reste, imposant aux éléments qu'elle retenait pour elle les exigences de son style et la subtile loi de son plaisir.

LE CONGRÈS

C'est précisément à définir et à illustrer cette immense continuité, cette permanence miraculeuse du génie de la Perse, que s'est attaché le Congrès réuni à Londres au même moment que s'ouvrait l'Exposition. Il a siégé, du 3 au 11 janvier, dans une aile de Burlington House, résidence habituelle de la Société des Antiquaires ; et lorsque, au cours de sa démonstration, un savant invoquait l'exemple de tel vase, bronze ou miniature, rien n'était plus aisé. — je l'ai fait plusieurs fois, — que d'aller aussitôt voir de ses yeux l'objet en cause : un étage à monter.

Le Congrès d'art persan réunissait des archéologues et des historiens, des conservateurs de musée et des explorateurs, des spécialistes du tissu, du métal et de la céramique. La science française y était représentée par des hommes éminents, chacun dans sa partie : MM. Marquet de Vasselot, Raymond Kœchlin, Pelliot, Pfister, Contenau, Grousset, Gaston Wiet. Je citerai, parmi les Anglais, sir Denison Ross, le professeur

Minns, MM. Laurence Binyon, Newel, Wilkinson ; parmi les Allemands, le professeur Sarre, MM. Kühnel et von Wesendonk. L'Américain Arthur Pope fut, avec sir Denison Ross, le principal organisateur du Congrès, comme de l'Exposition. Retenons encore les noms du professeur Rostovzeff, de M. Minorsky, l'éditeur du catalogue, de M. Riefstahl et d'Armenagh bey Sakisian, l'historien de la miniature persane. J'en ometts, et peut-être d'illustres, qui m'excuseront, je l'espère. Mais cette liste serait trop incomplète, s'il n'y était fait mention de quelques absents, dont les travaux furent invoqués au Congrès presque chaque jour : M. A. Godard, qui avait présidé au choix des objets envoyés par la Perse à l'Exposition de Londres, M. Hackin, directeur du Musée Guimet, et le professeur Herzfeld. Enfin, Sa Majesté le Chah et le gouvernement de Téhéran étaient représentés par le ministre de l'Instruction publique et par le ministre de Perse à Paris, Mirza Hussein Khan Ala, qui est, comme chacun sait, aussi fin lettré qu'habile diplomate.

Comme l'Exposition dans ses galeries et dans ses vitrines, le Congrès, dans ses discussions, a suivi l'ordre chronologique. On est parti de l'art archaïque de la Perse, pour passer aux périodes achéménide et sassanide, et pour aboutir à l'art musulman. Au soir de la seconde journée, nous n'en étions pas encore à Cyrus. Les orateurs ont d'abord rappelé que les frontières de l'empire perse avaient compris, simultanément ou successivement : l'Asie-Mineure, la Syrie, la Palestine, la Mésopotamie, l'Égypte, le Caucase, le Turkestan, l'Afghanistan et le nord de l'Inde, et que la Perse, aux temps de la Grèce antique et de Byzance, avait joué un rôle important dans les affaires de l'Europe.

Ils ont montré ensuite qu'elle n'en avait pas joué un moins grand dans l'histoire de l'art et dans la formation du goût européen. Rien de plus curieux à observer que la diversité des méthodes et des moyens mis en œuvre par les savants pour arracher aux monuments les secrets de l'histoire. Tel, comme M. de Wesendonk, ne sépare point l'archéologie de la politique et voit dans les grands édifices de Pasargades et de Persépolis, palais ou tombaux, des symboles de l'action conquérante et organisatrice d'un Cyrus ou d'un Darius. Cyrus, à Pasargades, a bien pu s'inspirer de l'architecture médique d'Ecbatane, et

emprunter aux Lydiens et aux Lyciens, qu'il venait de ranger sous son sceptre, quelques éléments de ce qu'on nomme son tombeau. De même Darius, pour édifier Persépolis, demande à toutes les contrées de son immense empire des matériaux et des ouvriers. Ceux-ci, nous révèle l'inscription de Suse, appartenaient à cinq nations différentes : Médes, Babyloniens, Grecs, Lydiens et Égyptiens. Pour construire et pour décorer les palais impériaux, ils mirent en œuvre des cèdres du Liban, des bois durs du Gandhara, des faïences d'Égypte, de l'or de Lydie, de l'ivoire de Nubie, des pierres de l'Inde. Cependant, en art comme en politique, les Achéménides ont connu le secret de fondre tant d'éléments divers en un tout harmonieux et original, qui porte, comme une signature, la marque authentique de leur génie.

L'étude des poteries archaïques de l'Élam induit le docteur Contenau à établir un lien entre la civilisation primitive de Suse, qu'ont révélée les fouilles de la mission Morgan, et celle de quelques régions de l'Asie antérieure (Assyrie et Syrie du nord). On voit ainsi se tendre, du sud-est au nord-ouest, comme un arc de civilisation supérieure traversant, de part et d'autre, des régions moins favorisées. Par une méthode assez analogue, le professeur Riefstahl a retrouvé la voie par laquelle les influences persanes ont pénétré, à travers la Mésopotamie du nord (région de Mossoul), jusqu'en Anatolie, où elles devaient se heurter aux influences byzantines et turques. Mihrabs et minarets indiquent à M. Riefstahl les étapes de ce long pèlerinage, rien que par les couleurs de leurs briques émaillées.

M. Pelliot nous entraîne sur d'autres chemins : ceux qui mènent de Perse en Chine. Il fallut que des nomades iraniens, cavaliers inquiétants, parussent aux confins de l'ouest chinois, trois siècles avant Jésus-Christ, pour que les Célestes comprissent la supériorité de la cavalerie sur les chars de guerre, et, par suite, abandonnassent leurs longues robes pour adopter le pantalon persan. Le premier effet de l'influence persane en Chine fut une révolution dans le costume. Il y en eut d'autres. C'est par la « route de la soie » que passèrent de Perse en Chine l'ambre, le corail et le verre. Et ce sont des marchands iraniens qui apportèrent sur les marchés chinois les premières pièces de céramique émaillée qu'on ait encore vues dans le pays. Les artisans de Chine étudièrent patiemment ces poteries

persanes, s'efforcèrent de les imiter, et découvrirent ainsi le secret de la porcelaine.

Tandis que M. Pelliot montrait l'influence exercée par la Perse sur l'art chinois, le professeur Sarre expliquait la facture de certains ouvrages prétendus persans par la présence, à la cour de Bagdad, d'artisans venus de Chine. Il paraît même qu'au VIII^e et au IX^e siècle, les gens de qualité, à Bagdad, n'offraient, en présents de noces, que des objets chinois. Actions et réactions, perpétuels échanges entre des civilisations voisines ou lointaines. Et ce ne sont pas seulement des tissus et des céramiques qui, suivant les longues routes d'Asie, vont révéler à un peuple l'existence et le génie d'un autre peuple encore inconnu; ce sont aussi des rites sacrés, des croyances religieuses, des idées philosophiques. Au cours des siècles, nous voyons entrer en Chine, par la Perse, d'abord le bouddhisme, puis le manichéisme, qui devait s'y maintenir jusqu'au XVII^e siècle de notre ère, sans parler du mazdéisme, du christianisme nestorien et de la religion musulmane.

Toutes ces croyances, la Perse les avait reçues, puis élaborées et pliées aux exigences de son génie. Conquêtes militaires, invasions, révolutions religieuses glissaient sur elle, la submergeaient sans la pénétrer. Du limon que laissaient après eux ces déluges, elle pétrissait à sa guise, on dirait presque à sa fantaisie, les formes d'art, de culture ou de croyance qui, sans la gêner, devaient contribuer à l'enrichir. Il n'y a peut-être pas, dans l'histoire, un autre exemple d'une résistance aussi souple et d'une aussi longue permanence.

C'est ce qu'en fin de compte les travaux du Congrès de Londres ont fait admirablement ressortir. Mais, avant d'en venir à cette vue synthétique, que d'analyses minutieuses, que de déductions subtiles, et parfois déconcertantes! On écoutait le docteur X..., et, dans l'art de la Perse, tout semblait chinois; puis, le professeur Z... demandait la parole, et tout devenait scythe. Il me souvient d'une curieuse séance, consacrée à l'étude de ces bronzes du Louristan, qui ont conquis depuis peu les faveurs de la mode et celles du marché. Parmi les objets présentés, se trouvait un certain passe-rènes, analogue à ceux qui figurent encore aujourd'hui dans le harnais d'un attelage à quatre. Or, quelles conclusions ne tirait-on point de ce simple anneau de bronze? Il n'apparaissait, disait-on, ni

chez les Assyriens, ni chez les Hittites; mais on le voyait chez les Sumériens, et il présentait quelque analogie, par sa forme et sa décoration, avec certains bronzes scythiques trouvés dans la Russie du sud...

Le professeur Minns, qui présidait, résuma le débat en quelques phrases claires et impartiales. Puis il ajouta : « Un savant de mes amis, qui étudiait l'art primitif de certaines peuplades d'Amérique, demanda un jour à une femme de lui expliquer le sens du dessin qu'elle traçait sur un pot. Elle lui donna une explication très intéressante, que mon ami consigna aussitôt dans son carnet. Quelques mois après, il vit la même femme tracer sur un autre pot un dessin identique au premier. De nouveau il interrogea. La femme fournit une explication fort curieuse, mais tout à fait différente de la première. Je livre cette petite histoire à vos réflexions. »

Connaissez-vous un spécialiste sans parti pris? Aussi faut-il que, de temps en temps, les spécialistes et les partis pris s'affrontent. Cependant, après avoir suivi pendant six jours les débats de Londres, un auditeur sans critique eût été bien tenté de conclure, ou qu'il n'y a pas à proprement parler d'art persan, ou que l'art persan résume et contient tout l'art de la terre. Ce sera, dans quelques années, la tâche d'un nouveau congrès, d'assigner aux influences iraniennes de justes limites, tant dans la succession des siècles que dans les espaces du monde.

MAURICE PERNOT.

LA CRISE DE NATALITÉ DES NAVIRES

Parler de la crise de natalité des navires, n'est point une simple figure de rhétorique. N'ont-ils point leur berceau, leur état civil, leur personnalité administrative et morale? Véritable cité mobile, un paquebot comme l'*Ile de France*, de la Compagnie générale transatlantique, qui porte un équipage de 928 hommes et 1643 passagers, joue dans l'économie française un rôle de premier plan. Une flotte nationale est indispensable à la France plus qu'à toute autre nation, en raison de l'obligation où nous sommes d'assurer la liaison entre la métropole et notre immense empire colonial et d'importer la majeure partie des matières premières nécessaires à notre industrie. Or, nos chantiers sont menacés d'une crise des plus graves si l'on ne recourt d'urgence aux mesures appropriées pour leur venir en aide.

Au 30 juin 1930, la flotte mondiale s'était augmentée, par rapport à 1914, de 22 620 000 tonneaux; le tonnage de la flotte française passait de 1 922 000 tonneaux à 3 471 000 tonneaux. Nous avons donc largement conservé nos positions vis-à-vis du tonnage mondial, conséquence du retour de l'Alsace Lorraine à la France et du développement de nos colonies. La flotte que nous possédons actuellement correspond à nos besoins; elle n'est point exagérée et paraît suffisante. Il s'agit donc de la conserver et de l'entretenir. Par quels moyens? Evidemment à l'aide de nos chantiers nationaux. A une époque où la moindre sortie d'or provoque une dépression de notre balance commerciale, il importe de retenir à l'actif de notre territoire tout accroissement de richesse. Faute d'ailleurs de posséder

une industrie de constructions et de réparations prospère, la France devrait renoncer à compter comme puissance maritime. Le jour, en effet, où nous n'aurions pas de chantiers pour nous défendre contre la concurrence étrangère, celle-ci serait fatalement amenée à nous faire payer notre instrument de transport à un prix plus élevé que celui appliqué dans les pays constructeurs eux-mêmes.

En 1922 fut constituée, sous la présidence de M. Louis Brindeau, sénateur, une commission extra-parlementaire dont la tâche principale consistait à étudier quels remèdes pouvaient être apportés au malaise de notre marine marchande et spécialement de la construction. Cette commission extra-parlementaire termina ses travaux en 1927 en préconisant deux sortes de mesures : l'institution du *Crédit Maritime* et une aide directe à la construction pour compenser l'écart existant entre le prix de revient sur les chantiers français et le cours mondial du tonnage. La loi sur le crédit maritime a été votée le 1^{er} août 1928 sur l'initiative de M. André Tardieu. Nous avons eu trop souvent l'occasion de préconiser l'institution du crédit maritime (1) pour ne point approuver pleinement les dispositifs de cette loi. Mais on ne peut demander au crédit maritime proprement dit autre chose que ce qu'il est en mesure de donner, c'est-à-dire des capitaux à un taux d'intérêts avantageux. La loi sur le crédit maritime sert non point tant à favoriser la construction de navires sur nos chantiers qu'à financer l'achat des bâtiments. La législation nouvelle n'a pas tout à fait atteint son but, puisqu'elle a été impuissante à retenir les commandes des armateurs sur nos cales de construction. Il faut donc rechercher les raisons de cet état de choses et les mesures propres à le conjurer. M. Louis Rollin, ministre de la Marine marchande dans le précédent ministère, afin de donner à son enquête un caractère d'impartialité, avait soumis la question au Conseil national économique qui a récemment formulé ses conclusions.

Il existe à l'heure actuelle en France 17 chantiers possédant 83 cales de lancement dont 6 de plus de 180 mètres de long. On peut estimer que, dans l'ensemble, la capacité de production

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 mai 1928, *La Crise de nos chantiers navals*.

de ces chantiers ne dépasse pas de plus de 50 pour 100 celle d'avant-guerre et qu'elle est aujourd'hui d'environ 400 000 tonnes par an. Dans les cinq années qui ont précédé la guerre, les chantiers français ont construit une moyenne de 120 000 tonnes de navires marchands et de 100 000 tonnes de navires de guerre. De 1922 à 1926, nous tombons à 110 000 tonnes de navires marchands et 22 500 tonnes de navires de guerre. Mais depuis 1926 la situation a sérieusement empiré. Le lancement total n'est plus que de 67 000 tonnes en 1927 et de 104 000 tonnes en 1928, navires de guerre compris. Il en résulte que l'activité des chantiers s'est ralentie en 1927 à 16,7 pour 100 et en 1928 à 26 pour 100 de leur rythme.

Ces chiffres se passent de commentaires; ils indiquent l'étendue et l'acuité de la crise. Celle-ci ne paraît pas sur le point de se terminer. Les statistiques du *Lloyd Register* pour le deuxième trimestre 1930 mentionnent que, sur un total de plus de 3 millions de tonnes de navires en construction dans le monde, la France ne figure que pour 186 000 tonnes, venant après l'Angleterre, l'Allemagne et la Hollande. D'autre part, un fait singulièrement troublant vient d'appeler l'attention du Gouvernement sur l'avenir incertain de nos chantiers : un armateur, qui est en même temps constructeur de navires, a préféré renoncer à faire travailler ses ateliers et passer sa commande à l'étranger plutôt que de subir les conséquences d'un prix de revient tellement élevé qu'il rendait impossible l'exploitation de ses nouvelles unités. Il y a là une situation paradoxale dont il faut essayer de dégager les causes pour en supprimer les effets.

Avant même d'aborder ce sujet, remarquons que, si l'on fait abstraction des périodes d'inflation monétaire, nos chantiers ont été placés de tout temps dans des conditions d'infériorité économique qui ne leur ont jamais permis de fournir un navire au prix mondial. Cette constatation explique que, depuis la suppression de la surtaxe de pavillon qui, jusqu'en 1866, a défendu le navire français, notre législation a prévu des mesures de protection en faveur de la construction navale (loi de 1881 prorogée jusqu'en 1902 par la loi de 1893; loi du 15 avril 1906 qui, votée pour une durée de douze ans, était encore en vigueur au moment de la guerre).

On comprend d'autant moins la carence actuelle de la législation que, par un singulier retour des choses, les nations qui n'avaient jamais éprouvé le besoin d'encourager la construction navale ont été amenées à voter des subsides en sa faveur : Italie, Allemagne, États-Unis, Espagne, etc... L'Angleterre elle-même, ce pays de vieille liberté industrielle, a dû, sous le couvert des *trade facilities acts*, recourir à la protection directe, et, en outre, verser sur les fonds de chômage des indemnités aux chantiers utilisant une main-d'œuvre qui, faute d'emploi, serait à la charge complète du Trésor britannique. Ainsi tous les États du monde, sans exception, font preuve aujourd'hui d'un nationalisme systématique et ont voté des encouragements à leurs chantiers. Comment, dans ces conditions, les nôtres, obligés de subir le contre-coup de fatalités historiques, géographiques ou économiques qui rendent les conditions de production plus onéreuses que dans la plupart des autres pays, pourraient-ils supporter la concurrence ?

Ces difficultés de la production nationale ont été parfaitement mises en lumière : d'abord par la Chambre syndicale des constructeurs de navires, présidée avec tant de compétence et de hauteur de vues par M. René Fould et dont M. Emmanuel Vergé est le distingué secrétaire général ; ensuite par M. l'ingénieur des mines Dugas, rapporteur du Conseil national économique. Une première cause d'infériorité de nos chantiers résulte de l'éloignement où ils se trouvent des principaux centres industriels du pays. Au contraire, tous les chantiers anglais sont situés en plein cœur de la région métallurgique ; ils ne supportent donc point les frais de transport des tôles et « profilés » qui constituent une lourde charge pour nos chantiers de l'Océan et de la Méditerranée et à laquelle s'ajoutent la majoration du coût du charbon, les pertes de temps dues aux manutentions, les entraves apportées au recrutement de la main-d'œuvre, etc.

D'autre part, faute de continuité dans les commandes, nos chantiers sont obligés de constituer leur outillage et de réunir la main-d'œuvre spécialisée dans des conditions beaucoup moins avantageuses que les chantiers anglais. Nul n'ignore, en effet, les bienfaits d'un travail régulier et ininterrompu, la similitude et la répétition des commandes étant indispensables, lorsqu'il s'agit de produire vite et à bon marché. La diversité

des types de navires que nous devons construire est telle que la production par unité demeure la règle chez nous, alors que la construction, en série, si économique, est couramment en usage dans les chantiers étrangers.

Mais ce sont surtout les charges fiscales, sociales ou douanières qui ont contribué à élever chez nous le prix moyen de la construction. D'après les études faites par la Chambre syndicale des constructeurs de navires, pour une production de 200 000 tonneaux de cargos correspondant approximativement à un chiffre d'affaires de 450 millions, les impôts à payer seraient de l'ordre de 38,4 millions, soit environ 8,6 pour 100 du prix du navire. Le rapporteur du Conseil national économique estime que les charges fiscales pesant sur les chantiers français sont de 2 à 3 pour 100 plus élevées que celles qu'ont à supporter les chantiers de Grande-Bretagne.

Quant aux charges sociales que supporte la construction navale, elles ne diffèrent pas de celles des autres industries, mais celles-ci bénéficient d'une protection contre la concurrence extérieure. Le rapporteur du Conseil économique admet que les charges sociales, en tenant compte de la nouvelle loi sur les assurances sociales, peuvent représenter 7 pour 100 du prix de la construction.

Toutefois, ce sont encore les conséquences de notre régime douanier qui paraissent les plus lourdes et les plus injustes. Le distingué rapporteur du Conseil économique a estimé que les droits de douane s'élevaient à 6 pour 100 des prix de revient de la construction navale en France. Nous ne contesterons pas l'exactitude de ce chiffre, difficile à calculer, bien qu'il nous paraisse trop modéré. Nous tenons surtout à faire ressortir l'iniquité de ces droits, qui grèvent la construction d'un navire destiné à être utilisé en dehors de nos frontières douanières. Rien de plus incohérent que notre système douanier qui néglige le navire dont la vente est soumise à la concurrence mondiale, alors qu'une automobile, construite et roulant en France, est protégée par un tarif qui frappe la voiture de provenance étrangère d'un droit atteignant 35 pour 100.

* * *

D'après un tableau établi par le rapporteur du Conseil économique, les prix de revient de nos constructions navales

dépassent de 24,6 pour 100 celles de nos concurrents anglais. En réalité, cet écart dépasse actuellement 30 pour 100. C'est là un fait patent, reconnu et démontré par le Conseil le plus impartial et le plus compétent de notre pays. Tout le monde est donc d'accord pour penser que l'État doit compenser par une aide directe cet écart de prix, résultat des charges excessives qui pèsent sur notre industrie. Telle fut la conclusion du Conseil national économique. « Il y a lieu d'accorder à l'industrie de la construction navale, comme complément aux avantages qui résultent de l'application des lois sur le crédit maritime, une aide directe calculée de manière à combler l'écart constaté actuellement entre le prix du marché français et celui du marché international. »

Mais pourquoi, dira-t-on, une aide directe à la construction navale et pas aux autres industries? Il est facile de répondre à cette objection. Si, depuis le régime de la liberté de la navigation, tous les Gouvernements ont reconnu la nécessité de donner des encouragements budgétaires à la construction navale, c'est que ceux-ci se justifiaient amplement. En France, les arguments en faveur de cette aide sont particulièrement frappants. Notre système économique est combiné pour protéger les industries intérieures, mais précisément cette protection entraîne une élévation du prix de revient des navires, soit par voie directe, soit en augmentant artificiellement les frais généraux des chantiers navals. Le navire, étant un instrument d'échange international, ne peut, comme les autres produits, se défendre des conséquences ci-dessus, en profitant du marché intérieur. Ainsi, toutes les charges douanières, auxquelles, comme nous le savons, s'ajoutent des charges fiscales ou sociales, accablent la construction navale. Au contraire, ces mêmes charges douanières permettent aux autres industries de vendre leurs produits sur place et d'abaisser leurs frais généraux afin d'exporter. En somme, les constructions navales pâtissent de la protection accordée aux autres industries. N'est-il pas juste, alors, de trouver dans le produit de la douane de quoi compenser budgétairement le tort grave que notre législation protectionniste fait à la construction des navires?

A ces raisons en faveur de l'intervention de l'État s'en ajoute une autre. On peut se demander, étant donné l'importance du tonnage marchand pendant la guerre, si l'inscription

d'un crédit de 50 millions pour entretenir une flotte de commerce de 3 millions et demi de tonneaux, ne sera pas plus utile, au point de vue de la défense nationale, que la mise en chantier d'un contre-torpilleur. Avant de songer à protéger les routes maritimes, n'importe-t-il pas de posséder les navires nécessaires pour l'exploitation de ces routes?

* * *

Le principe d'une aide budgétaire directe à la construction navale est unanimement approuvé et admis par tous les partis politiques de la Chambre et par toutes les organisations industrielles ou économiques, mais il est apparu au Gouvernement que, si cette compensation était accordée, elle devait être accompagnée, de la part de l'industrie, d'un effort de concentration et de rationalisation. Exigence légitime, sous la réserve que l'État n'en profitera pas pour intervenir dans un sens contraire à la liberté industrielle. D'ailleurs, déjà les chantiers, soucieux de leurs propres intérêts, sont allés d'eux-mêmes, dans cette voie de la concentration et de la rationalisation, au-devant des désirs du Gouvernement.

Voici quels sont les résultats auxquels ils ont abouti à ce jour : suppression de quatre chantiers qui s'étaient créés vers la fin de la guerre en comptant sur un essor de la construction navale qui n'a pas duré ; fusion à Bordeaux de deux chantiers voisins ; réorganisation financière de deux chantiers à laquelle plusieurs sociétés de construction navale ont apporté leur concours ; formation syndicale des apprentis-dessinateurs à l'École des chantiers de la Loire, à Nantes, en vue d'assurer l'instruction d'un personnel spécialisé difficile à recruter ; études poursuivies par la Chambre syndicale des constructeurs de navires pour la « normalisation » du matériel de construction navale ; accord collectif récent pour l'acquisition des tôles destinées à la construction des navires marchands ; création d'organismes collectifs pour la recherche des commandes à l'étranger ; une collaboration active entre les différents chantiers pour l'exécution de leurs commandes et aussi bien pour les navires marchands que pour les navires de guerre.

Aujourd'hui, les chantiers navals viennent de créer en commun une Société d'études ayant pour objet de réaliser

toutes les mesures susceptibles de réduire le plus possible le prix de revient de la construction navale. La création de cette Société va permettre, par l'adoption de mesures d'ensemble touchant la généralité des constructeurs, de coordonner leurs efforts. Ces mesures concerneront surtout l'organisation et la spécialisation des bureaux d'études. Elle répartira entre eux les projets de navires, de façon à supprimer les travaux inutiles. La Société s'efforcera de centraliser les achats de produits préalablement « normalisés » en accord avec les armateurs, à constituer à frais communs des stocks de matériaux en vue d'abréger les délais de livraison, etc. Cet exposé des buts poursuivis par la Société d'études témoigne de la volonté unanime des constructeurs de répondre aux désirs du Gouvernement et aux conclusions adoptées par le Conseil national économique.

*
* *

Les chantiers ayant ainsi réalisé l'effort que l'on attendait d'eux, rien ne s'oppose plus à ce qu'on leur accorde ces compensations dont nous venons de démontrer la légitimité. C'est dans ces conditions que M. Rollin, d'accord avec ses collègues des Finances, a déposé en juillet dernier un projet complétant la législation sur le crédit maritime. Toutefois, ces réformes du Crédit maritime ne constituent pas à proprement parler des compensations réelles. Il importe d'entrer dans le vif de la question en attribuant aux navires français les avantages nécessaires pour parfaire la différence entre le coût de fabrication en France et le coût mondial. Là encore, l'ancien ministre de la Marine marchande a pris ses responsabilités en préparant un second projet de loi qui donne à la construction navale « des compensations forfaitaires actuellement indispensables pour lui permettre de combler l'écart trop sensible entre son prix de revient et celui pratiqué à l'étranger ». Telles sont les propres expressions dont s'est servi M. Louis Rollin dans le discours qu'il a prononcé le 6 novembre dernier à Saint-Nazaire.

M. Louis Rollin ajoutait « qu'il avait trop de confiance dans la sagesse et dans la clairvoyance du Parlement pour ne pas assurer que ces projets seront rapidement votés... Il faut que nos armateurs reprennent avec leur fidélité d'autan le chemin de nos chantiers. Ceux qui, consciemment ou non, se feraient les complices du silence des riveurs de tôle, assumeraient une

lourde responsabilité. Pour ma part, je ne la prendrai pas. Ma devise est la suivante : navire français construit en France et muni d'appareils français. » Cette devise est celle de tous ceux qui ont à cœur le prestige de notre pavillon et la grandeur de notre marine marchande. Nous ne doutons pas que le Gouvernement qui a succédé à celui de M. Tardieu, pénétré à son tour de la nécessité de régler cette question des constructions navales au mieux des intérêts nationaux, n'ait à cœur d'achever l'œuvre qui était sur le point d'être réalisée.

En définitive, une grande nation comme la France ne peut négliger sa marine marchande dont la prospérité est indispensable au maintien de son prestige à l'étranger, au développement de son commerce, à la continuité des relations économiques entre la métropole et les colonies, et enfin aux exigences de la défense nationale. N'oublions pas en outre que l'exploitation d'un tonnage marchand de 3 millions et demi de tonnes représente des recettes brutes de plusieurs milliards qui, si elles n'étaient pas accaparées par notre pavillon, seraient en majeure partie l'objet d'un décaissement qui troublerait l'équilibre de notre balance commerciale. Or, c'est un axiome qu'une marine ne peut se développer rationnellement si elle ne construit pas elle-même ses navires. Nos chantiers français, qui employaient 20 000 ouvriers en 1928, devraient en utiliser le double. Leur capacité de production de 400 000 tonnes devrait normalement donner plus d'un milliard de produits finis. Cette industrie représente donc une richesse des plus précieuses : remarquons que loin d'être une branche isolée de la production nationale, elle constitue avant tout une industrie d'assemblage qui met en œuvre les produits de toutes les autres industries : métallurgie, fonderie, construction de machines, construction électrique, petite mécanique, menuiserie, décoration, etc... En permettant à cette industrie-clef de subsister, le Parlement aura ainsi sauvé l'élément maritime de toutes les industries nationales et maintenu en notre pays un ensemble de productions indispensable à sa prospérité et à sa puissance.

RENÉ LA BRUYÈRE.

REVUE MUSICALE

Virginie à l'Opéra. — Mozart.

Après le retour des vacances, il faut quelques semaines aux théâtres de musique pour achever la mise au point d'un spectacle inédit. L'Opéra-Comique est prêt le premier, d'ordinaire. Cette année, l'Opéra le devance; mais c'est pour nous offrir un opéra-comique. Autrement dit, une « comédie lyrique » : nom moderne du genre, à l'instar de l'opéra, qui a pris, depuis trente ans, pour complaire à Wagner, le pseudonyme de « drame lyrique ».

Dans ce palais ma modeste chanson,
Ce sera, dans une cathédrale, un pinson.

Au camarade qui l'accompagnait en ce danger, Virginie Déjazet confiait ainsi son émoi, dans l'instant de paraître devant la noble assistance qui n'était autre, par la convention du décor, que le public de l'Opéra. Pour que l'illusion fût plus complète, l'artiste qui devait, à cent ans de distance, la réincarner à nos yeux, faisait, elle aussi, ses débuts, non pas dans le monde, mais sur cette large scène, où, sans mentir, elle pouvait se dire un peu intimidée.

L'Opéra n'est pas une cathédrale, ni un temple de l'art, comme on di-ait au début de ce siècle. Mais c'est bien un palais, avec son escalier monumental, les dorures de ses lambris, ses lumières propices à l'éclat des diadèmes, les salons de ses loges, et sa salle des fêtes dont le luxe prélude aux merveilleuses scéniques. Telle est la destination de l'édifice élevé par Garnier. Le temps n'est plus où il fallait, pour se montrer « artiste », en critiquer le mauvais goût. Bon ou mauvais, ce goût traduit une idée juste. On s'en aperçoit dès que l'Opéra revient à sa tradition, qui est, comme le disait déjà La Bruyère, de tenir les yeux, l'esprit et l'oreille dans un égal enchantement. Son acoustique même, déplorable naguère, est excellente de nos jours. On ne perd plus une note, ni même un mot, pour peu que les chanteurs se donnent la peine de les prononcer, et que

l'orchestre ait assez de courtoisie pour ne pas couvrir leurs voix de son tonnerre, dès qu'ils font mine de prendre part à la conversation.

Cette qualité, dans les salles de spectacles, est aussi précieuse que rare. Reconnue à l'Opéra, on songea naturellement à l'utiliser au bénéfice d'ouvrages qui, sans foules chantantes ou dansantes et même sans mouvement dramatique, ne doivent leur intérêt qu'au dialogue et à son commentaire musical. Le coup d'essai fut un coup de maître. *L'Heure espagnole*, saynète de M. Franc-Nohain, mise en musique par M. Maurice Ravel, avait été donnée à l'Opéra-Comique avec un succès très honorable, mais qui ne suffisait pas pour la maintenir au répertoire. A l'Opéra, ce fut un triomphe. L'ouvrage ne comporte cependant que cinq personnages, en un étroit décor, sans action, sinon à la cantonade, tout l'esprit contenu dans les mots et le détail de la musique. Que le cas soit unique, exceptionnel, peu importe. La preuve est ainsi faite qu'il n'est pas nécessaire de remplir la scène jusqu'aux bords pour tenir le public attentif; que l'Opéra n'est pas condamné au gala perpétuel et peut à l'occasion organiser des réceptions plus intimes, où l'on s'amuse mieux; enfin, que la réussite d'une œuvre ne tient pas à l'espace qu'elle occupe dans la capacité du théâtre et n'est pas un problème que l'on puisse résoudre par le calcul, en appliquant la règle de trois.

* * *

Même sans l'appui d'un précédent si favorable, *Virginie* se présentait à l'Opéra avec les meilleures chances de succès. *Virginie*, c'est Déjazet, mais le prénom suffit, car ce n'est pas une pièce historique, ni une vie romancée. A l'exemple des classiques, l'auteur s'attache moins à la réalité des faits qu'à la vérité des sentiments et des mœurs. Comme s'il composait une tragédie, il choisit le moment critique, dans l'existence de son héroïne. Ce moment, c'est celui où l'enfant du faubourg s'aperçoit qu'elle peut conquérir la capitale. Elle va, ce qui à Paris est décisif, changer de quartier, donc aussi de manières, de couturière, et d'amis. Ce ne sera pas sans regret, car elle n'a pas mauvais cœur. Mais comment se refuser à d'élégants hommages et à la promesse d'une brillante carrière? Tel est le sujet de la pièce. Il est de tous les temps; mais l'époque choisie est celle où Victor Hugo était, comme le dit un des personnages, « un aimable jeune homme », et où le surintendant des Beaux-arts, Sosthène de la Rochefoucauld, allongeait pudiquement les robes des danseuses. Ce sont les dernières années de la Restauration. Le pre-

mier acte nous introduit en l'atelier d'un peintre d'histoire qui prodigue à ses élèves de sévères conseils mais les engage aussi à chanter gaiement, « comme font ces messieurs peintres en bâtiment », car il faut bien que jeunesse se passe, et surtout cette jeunesse là, qui va bientôt applaudir *Hernani*, traiter de pompiers les héros casqués de la mythologie, et serrer son tabac dans un crâne, comme le Bixiou de Balzac, qui a même âge, ou peu s'en faut.

Virginie trouve là de joyeux compagnons. Elle a déjà sa renommée en un théâtre du boulevard extérieur où le fauteuil d'orchestre coûte dix-huit sous. C'est à qui sera le plus pauvre; on s'en fait un devoir, un honneur. Heureux temps où l'on pouvait se vanter d'être pauvre ! Aujourd'hui, c'est banal, et rien ne distingue du vulgaire un jeune poète, un jeune peintre, un jeune musicien, comme d'avoir ou de gagner beaucoup d'argent.

Je ne crois pas non plus qu'il faille chercher la gaieté française dans les ateliers où afflue la jeunesse cosmopolite, au moins autant, ce qui n'est pas peu dire, qu'aux cours de la Sorbonne. Mais le temps où elle se y donnait cours sans gêneurs n'est pas si éloigné, comme on peut le voir en plusieurs dialogues de Courteline et dans la comédie des *Cabotins*, avec son inoubliable ballade du *Pauvre sculpteur* :

Ces messieurs peintres, ils sont très chic :
Le jour ils mettent des paletots mastic,
Puis le soir ils arborent le gibus,
Et vont dans le monde en omnibus.

C'est la bohème de jadis, avec ses rapins légendaires, mais qui ont existé, tout au moins en littérature. Ceux-ci n'arrivent à totaliser que quelques francs pour le souper du réveillon qui les réunira quelques heures plus tard, et au troisième acte de la pièce, fidèle à la règle classique de l'unité de temps. On se méfie de ce nouvel élève qui vient d'arriver, pour son élégance, et surtout son opulence : il contribue de cent francs à la fête dont pourtant il ne sera pas, nous saurons bientôt pourquoi. Accueillie par des cris d'enthousiasme, Virginie fait son entrée et se présente, telle que Béranger l'a chantée, sous un nom fait pour elle :

Francs amis des bonnes filles,
Vous connaissez Frétillon.
Ses charmes aux plus gentilles
Ont fait baisser pavillon.
Cette fille qui frétille
N'a pourtant qu'un cotillon.

Elle apporte, pour sa part, une recette de miroton à l'ail qui scandalise le jeune homme aux cent francs. Avertie par un instinct sûr, elle le prend à partie, et voilà Senneval désolé. « Mon ami Senneval, première utilité — au théâtre des Nouveautés » : c'est ainsi qu'elle le présente, pour le congédier aussitôt. « Je prévois que tu vas me faire encore souffrir. — Mais non, trésor ! » Les autres, discrets, se retirent, et le sentiment mutuel aussitôt se déclare. Il le fallait, pour la musique. Et puis, Frétilton a le cœur vif, et Balzac, qui connaissait les petites actrices de son temps, nous montre Coralie à peine moins prompte à se jeter dans les bras du beau Lucien de Rubempré. Enfin, Virginie a cette excuse, qu'elle ne sait pas encore que ce galant inconnu est noble autant que riche. Elle ne l'apprendra qu'après lui avoir promis de le rejoindre en la chambrette où elle le croit confiné, quand son père à sa recherche le découvre en flagrant délit de fredaine. C'est un père indulgent : ayant reconnu la comédienne, il lui demande une chanson de son répertoire, dont il sait le succès, et lui offre de venir, le même jour, égayer de son jeune talent la soirée artistique qu'il donne, lui aussi, pour le réveillon.

C'est là que Senneval la suit et l'encourage, avec un dévouement digne d'un meilleur sort. Il est trop bon, trop tendre, et n'est pas amusant. Non sans quelque emphase de petit théâtre, il l'accable de déclarations passionnées et de menaces fatales qui restent sans effet, car c'est le meilleur garçon de la terre et il ne ferait pas, comme on dit, de mal à une mouche. Comment ne serait-elle pas agacée quelquefois de trouver sans cesse auprès d'elle ce chevalier de la triste figure ? Pour achever sa disgrâce, c'est un baryton ; son rival est ténor. Mais Senneval doit à cette circonstance de devenir, à l'Opéra, un grand artiste. M. Rouard, qui prend son rôle, le chante de sa voix caressante et le joue avec une élégante aisance qui le rend fort sympathique. Le ténor gentilhomme n'est pas à plaindre non plus, car c'est M. Villabella, dont la belle voix a un éclat vainqueur et fait merveille notamment dans son monologue au début du deuxième acte, sur la scène où l'on vient de donner un ballet de sa façon ; car il s'essaie, en amateur, dans tous les genres ; Virginie n'est pas là encore : que faire, sinon lui écrire ?

Mon oiseau tendre et fou,
Je vous écris sur mon genou.
Ah ! que n'étiez-vous-là pour voir la *Chrysalide* !
C'est un petit ballet assez candide

Que je conçus dernièrement
 Dans un obscur pressentiment.
 Symbole !
 Vous êtes celle qui s'envole.

Quant à M. Huberty, il prête au père noble sa bonhomie aimable et facétieuse ainsi que son chant harmonieux et une articulation parfaite qui détache les mots sans pourtant les heurter, ni brusquer la phrase en son cours. De la meilleure grâce du monde il se prête à la petite comédie dont il va faire les frais, quand, n'ayant pas reconnu Virginie sous un déguisement de vieille, il lui confie tout le mal qu'il pense d'elle, puis, berné par de faux souvenirs, croit retrouver une amie de jeunesse. Toutefois, je ne crois pas que Virginie, expliquant en riant sa ruse, ait pu dire, dès 1825 : « J'ai fait du Lamartine ou bien du Paul de Kock. » Mais en une pièce de fantaisie, l'anachronisme est sans conséquence.

Son tour est venu de chanter, et la peur la reprend : tête légère, où tout est caprice. Elle chante, et reçoit des compliments si flatteurs et si bien présentés que cette fois la tête lui tourne, pour plus longtemps qu'elle ne croyait elle-même. De retour à l'atelier où ses amis dansent un quadrille improvisé, elle n'y trouve pas le délassément qu'elle attendait. Cette soirée mondaine, dont à l'avance elle se faisait une corvée, voilà qu'elle la regrette comme un rêve enfui. L'odeur du miroton à l'ail offense ses narines ; elle ouvre la fenêtre pour rêver aux étoiles, veut apprendre la valse, qu'elle vient de voir danser, à ce bon Senneval, qui la presse trop fort ; elle rit et pleure à la fois. On frappe. Senneval ne s'y trompe pas : « Le rêve est à la porte. » En effet c'est le fils de famille qui a quitté la soirée paternelle, plus épris que jamais. Virginie ne sait plus ce qu'elle fait : elle veut maintenant qu'on retire les vestes, mette bas les fichus, qu'on boive et qu'on s'amuse. Le dénouement est proche. Dès que la joyeuse bande est partie, seule avec son amoureux, elle lui confie son émoi.

Pour avoir reçu l'hommage des grands
 J'ai fait de la peine à de braves gens,

Il disperse sans peine ce dernier scrupule. Au comble de l'amoureuse extase, voilà qu'elle se souvient d'un personnage chamarré, qu'elle a vu à son chant essuyer une larme, et curieuse, voudrait savoir son nom,

Monseigneur... — Ne dis rien, ça n'aurait plus de charme.
Ne mettons pas un nom, même grand, sur des larmes.

Éteignons. Emporte-moi... — L'aurore!

C'était donc? Monseigneur de... — Nemours. — Je t'adore!

Ainsi s'achève le délicat portrait de la petite artiste, mêlant si gentiment l'ambition à la tendresse. La vie deviendrait impossible, si on ne tenait pour sincères que les unions où il n'y a rien à donner ni à recevoir. Pas un roi qui ne dût épouser une bergère. Pas une bergère qui ne passât pour intrigante, si elle épousait un roi. Virginie n'aime pas par calcul; elle en est incapable. Mais si elle découvre que ce Marcel Dupont ne s'appelle ni Marcel ni Dupont, qu'il est fils d'un comte authentique et peut l'introduire dans la meilleure société, elle ne l'en aimera pas moins. Elle l'aimera mieux encore. Enfant du peuple, elle connaît le prix du pain qu'il faut gagner; aussi n'est-elle pas du tout romanesque. La franchise et l'esprit, voilà ses qualités maîtresses. Souple, nerveuse, impressionnable, les impulsions qui, d'un instant à l'autre, l'entraînent en sens contraire ne sont qu'une agitation superficielle et laissent intact le bon sens fermement accroché en sa petite tête qui est aussi une tête bien faite. Sensible, certes, mais plus encore intelligente, la grande passion n'est pas dans ses moyens. Son ciel n'est pas sans nuages, ni bourrasques, mais toujours tempéré. Compagne aimable, souriante, adroite, excellente ménagère, elle sera fidèle par-dessus le marché, dans la mesure du possible; ou, si elle ne l'est pas, ce sera en ayant si peu l'air d'y toucher qu'il faut le faire exprès, comme Senneval, pour s'en apercevoir. Le moment venu de rompre, elle plaindra cet homme au désespoir, s'accusera même, en un remords qui ne sera pas feint; mais on doit, n'est-ce pas? se faire une raison, quand le cœur n'y est plus.

Tout ce qu'elle possède de constance et de patience est pour son travail. Ellesait que le don ne suffit pas, et qu'on n'arrive à rien sans assiduité. Elle manquera un rendez-vous, plutôt qu'une répétition, et là ce n'est pas elle qui se lassera, cherchant l'accent juste, de reprendre l'essai d'un geste ou d'une phrase. Elle a dans le sang le goût du bon ouvrage. C'est ainsi qu'on se rend célèbre sur la scène, et qu'on le reste jusqu'à l'âge de la retraite, qui vient très tard, pour les comédiennes de cette vivace espèce.

Telle sans doute fut Virginie Déjazet. Telle certainement elle existe encore. M. Henri Duvernois connaît l'âme humaine, et connaît son Paris. Il n'a eu qu'à regarder autour de lui pour attraper la res-

semblance. On retrouve en cette comédie sa finesse et sa grâce, sans toutefois la pointe d'ironie perspicace et désabusée qui souvent va si loin en ses romans et ses nouvelles. Il n'appuie pas ; sur le plan bien établi, jugé solide et clair, en se jouant il brode un plaisant badinage, trace un léger croquis, laissant au musicien le soin d'y ajouter le souffle et la couleur.

*
* *
*

Entrant dans le jeu à son tour, celui-ci a saisi toutes les intentions de son collaborateur et a pris, à écrire sa partition, un plaisir manifeste. La symphonie en est charmante. Cette épithète peut surprendre, appliquée à l'auteur de *l'Ouragan* et de *Messidor*. Mais c'est aussi l'auteur des *Quatre journées* et du *Jardin du paradis*. Après tempête et canicule, la promesse, d'abord un peu confuse, aujourd'hui accomplie, de cet automne apaisé, qui rit à la jeunesse. Il n'est pas sans exemple qu'un poète ou un musicien acquière, par le progrès de l'âge et de l'expérience, la facilité d'élocution que d'autres reçoivent de la nature. Mais peu d'auteurs en semblaient plus éloignés que M. Alfred Bruneau. Ce n'est pas, comme on pourrait croire, un mauvais compliment. On peut être un grand peintre sans être ce qu'on appelle un beau peintre, et un grand musicien sans cette fluidité de musique qui fait la grâce divine de Mozart, mais, accordée à un esprit médiocre, dégénère en verbiage. A ne considérer que la syntaxe et l'euphonie, Brahms écrit mieux que Beethoven ; pourtant, c'est Beethoven, avec son style abrupt, ses ellipses, ses hiatus, qui est sublime.

M. Bruneau est trop modeste pour se réclamer d'un si glorieux précédent. Je le rangerais plutôt dans la lignée qui procède de Berlioz et de Reyer. Il ne s'agit pas d'influence, ni d'imitation, mais de dresser une généalogie spirituelle. Sans le génie extraordinaire du premier, beaucoup plus instruit en son art que le second, il excelle, comme eux, à trouver des idées frappantes, non seulement dans la force, mais aussi dans la tendresse. Elles ont en général un caractère trop indépendant pour se prêter à un développement régulier : on ne se représente guère, du moins on ne se représentait guère jusqu'ici, ce que pourrait être une sonate ou une symphonie de M. Bruneau. De plus, elles affectent, volontiers, sinon volontairement, un tour naïf et populaire qui se refuse aux délicatesses de l'harmonie. Pas de milieu pour elles, entre la consonnance parfaite, ou la dissonnance assénée, qui nie ce que l'autre affirmait, avec une égale

énergie. C'est le comble de l'art, que d'avoir aujourd'hui réussi à les rendre malléables et souples, au point de les pouvoir déformer sans rupture, et faire passer sans choc par la courbe savamment infléchie des modulations successives.

On en a la preuve dès le début, avec cet air de Frétilton, vrai refrain populaire, d'une simplicité déconcertante pour tout autre que l'auteur. Écoutez ces accords, qui le frappent de rellets, ce jeu qui l'oppose à lui-même, réfléchi comme en un miroir, et ce passage en d'autres tons pour revenir, par une repartie imprévue, à celui du début ; ce même air, vous le retrouverez tout au long de la pièce, accompagnant le personnage, docile à son humeur, fantasque, tendre, effronté, contrit, intimidé, ravi, toujours de bonne foi, et le cœur sur la main. Les autres thèmes, de l'invention de l'auteur, plus décisifs encore, ne sont pas moins habilement variés ; ceux par exemple qui en si peu de notes dessinent la figure de l'ami mélancolique ou de l'amoureux fou ; ou encore, au premier acte, celui qui de sa symphonie cordiale, comme un feu qui rougeoit, s'apaise, puis reprend, enveloppe et foment les gais propos de l'atelier.

A l'entr'acte, le maître s'amuse à imiter Paganini par des traits de violon, et la voix puissante d'un illustre chanteur par le mugissement tragique du tuba. Je regrette que ces allusions ne nous soient expliquées que plus tard, quand l'organisateur de la fête, où viennent de paraître ces artistes, prend la parole. Quelques mots pour les annoncer, même derrière le rideau, eussent donné son sel à la plaisanterie. Mais ensuite, personne ne peut se méprendre à cette imitation, non pas littérale, mais par touches distantes, d'autant mieux marquées, d'un ballet à la mode du temps, en sa légèreté correcte et un peu sèche, puis de la polka bondissante, et de la valse avec tout ce qu'elle pouvait contenir d'attrait nostalgique et de plaisir rêveur. Au dernier acte, après un hommage en passant à la solennité du jour et au Noël d'Adam, quelle verve endiablée en ce quadrille !

La partition se compose ainsi d'une suite de petits poèmes symphoniques, d'un goût exquis. Aucun n'a passé inaperçu. Dès la répétition générale, le quadrille, réglé par M. Aveline avec autant d'esprit que d'adresse et fort bien dansé par une jeunesse qui promet, a été redemandé. Le ballet, par son caractère, imposait un style modéré, mais n'a pas moins fait admirer la virtuosité brillante de M^{lles} Bos et Loria, de MM. Peretti et Duprez, dans les costumes de M. Martin, délices de nuance. Pour les autres morceaux, si

l'accueil très favorable encore fut cependant plus réservé, c'est qu'ils étaient, il faut bien le dire, desservis par le chant. Pourquoi faut-il qu'auprès de ces trésors d'esprit et de talent, il fasse figure de parent pauvre, vêtu avec le rebut de l'orchestre, les notes dont aucun instrument n'a voulu, utiles seulement pour boucher un trou de l'harmonie ?

* * *

Sans doute, depuis Wagner, on n'ose plus faire chanter les chanteurs. Mais, ici, le poème était en vers, demandait donc, sinon des airs, du moins un style cadencé. Pourquoi cet acharnement à détruire le rythme, à effacer la rime ? Est-ce pour faire plus vrai ? Mais alors, pourquoi hérissier de dièzes une phrase aussi familière que celle-ci : « Je remets du rouge sur la porte du poêle éteint » ? Pourquoi promener sur une octave et plus cet aveu comme à soi-même : « Déjà, mon inconnu, nous avons fait du mal » ? Certes, il doit y avoir moyen de dire en musique : « Nicole, apportez-moi mes pantoufles, et me donnez mon bonnet de nuit. » Mais ce n'est pas en disloquant les phrases ni en mettant les voix à la torture de l'extenseur. Je sais maintenant pourquoi les quelques mots que le ténor prononce en griffonnant son billet doux ont produit tant d'effet. C'est que là, par aventure, la rime est en valeur, et le chant va droit, sans accidents de dièze ni de bémol. O beautés du bécarré ! Félicités célestes de l'accord d'ut majeur !

De tous les rôles, celui de Virginie, étant le plus important, est aussi, par comparaison, le plus sacrifié. Car elle est presque constamment en scène, pour un chant qui n'est guère qu'un exercice de solfège, plus difficile que ceux dont les embûches font l'effroi des candidats aux concours du Conservatoire. Après son entrée, sur l'air de *Frétillon*, elle a trois chansons à faire entendre : celle de la rose, au premier acte, et les deux qu'elle offre ensuite aux invités de la soirée. A chaque fois, franc départ, cadence alerte, puis le chant se perd en un dédale de modulations, à la remorque de l'orchestre, comme un frêle esquif à la poupe d'un puissant paquebot qui ne craint rien, bordé d'accords solides et conduit par un pilote expérimenté ; mais chaque coup de barre est pour le canot un coup dur ; il pique du nez, vacille, manque de chavirer. Et ce sont là encore les parages les plus sûrs. Partout ailleurs, pas même un bout de phrase, une épave de mélodie, à quoi se raccrocher en cas de naufrage.

Cependant on arrive à bon port, mais après combien d'émotions! M^{lle} Yvonne Brothier se tire avec honneur de cette acrobatie. Mais il lui est impossible d'ajouter un accent personnel à la justesse des notes, obtenue déjà par un tour de force. Tout est appris d'avance, calculé, surveillé : un instant de distraction risquerait de lui faire perdre l'équilibre. C'est grand dommage, car Virginie n'a dû et ne peut devoir sa séduction irrésistible qu'aux feux de son esprit. Où il faudrait brûler les planches, on nous récite une leçon.

De là un malaise qui se communique aux autres rôles et fait languir la comédie. Quelque soin qu'ait mis M. Chéreau à régler la mise en scène, intelligente et pittoresque, la joie y sonne faux, les mots drôles ne portent pas. Au deuxième acte, la scène d'intrigue entre Virginie et le barbon dupé se déroule dans un ordre si exact qu'ils ont l'air de l'avoir à l'avance étudiée, et concertée entre eux : elle ne surprend, ni ne distrait personne. Au troisième, après le quadrille, l'intérêt un moment excité retombe quand il devrait rebondir, à l'entrée de Virginie, parce que les jolis détails de son rôle, débités sur le même ton et avec le même effort de voix, se discernent à peine, et l'on ne comprend rien à ses sautes d'humeur.

L'orchestre est conduit avec précision et délicatesse par M. Ph. Gaubert, et sur la scène chacun fait de son mieux : les rôles secondaires, comme ceux d'un modèle ou des camarades de l'atelier, sont tenus par des artistes aussi distingués que M^{me} Aimée Mortimer, MM. Rambaud, Gilles, Dalerant. La pièce, avec ce sujet, et toute la musique dont elle est riche, pouvait aller aux nues, si seulement cette musique était mieux répartie entre l'orchestre et les chanteurs. Je prie M. Bruneau, pour qui j'ai autant d'estime que d'admiration, de vouloir bien excuser ma brutale franchise. Comment ne pas regretter de voir un auteur, avec tant de talent, d'intelligence et de conviction, arriver si près du but, et le manquer, victime, à ce qu'il me semble, d'un préjugé ? On a jadis abusé du beau chant, du *bel canto*. L'abus contraire ne vaut pas mieux, et la pénitence a trop duré.



La Société d'études mozartiennes vient de nous donner, à la salle Érard, un admirable concert. Le quintette pour instruments à cordes et cor solo y fut présenté en un style excellent par le quatuor Kretzly et M. Édouard Vuillermoz, digne émule du virtuose pour qui Mozart écrivit cet ouvrage ; on n'en saurait douter, car il a usé, pour

la circonstance, de l'instrument ancien, qui n'a pas de pistons : les notes, qui n'en sortent pas naturellement, s'obtiennent en obstruant du poing le pavillon, ce qui fait baisser le son, mais l'assourdit. Il faut une extrême habileté pour corriger ce défaut et rétablir l'égalité. M. Vuillermoz la possède, ce qui lui a permis d'exécuter les traits les plus rapides non seulement sans broncher, mais toujours, comme il le fallait, avec grâce. Dès le début, le miracle commence : cette idée si simple, par quel sortilège Mozart a-t-il pu lui imprimer cet accent de tendresse émouvante ? L'andante, plus touchant encore, rappelle, par sa mélodie et surtout par l'accompagnement des instruments à cordes, un des plus beaux airs de Constance dans *l'Enlèvement au sérail* : c'est l'époque où Mozart dédiait sa musique fervente à une autre Constance, sa fiancée. Époque heureuse, mais d'un bonheur si doux qu'il ose à peine y croire, et l'on sent son cœur battre, inquiet de voir peut-être s'évanouir ce rêve, et cherchant, d'une étreinte suppliante, à le retenir.

Une fugue en ut mineur, composée d'abord pour deux pianos, a été transcrite ensuite par Mozart pour le quatuor à cordes ; sous cette nouvelle forme, il lui a, selon sa coutume en pareil cas, ajouté une introduction dont le sentiment est digne de Beethoven en sa grandeur tragique. Mais il y a cette différence, que la musique de Mozart est toujours achevée et se referme sur elle-même, au lieu de demeurer, comme celle de Beethoven, en suspens, béante sur l'abîme. Beethoven est un Titan foudroyé. Mozart est un ange, dont le désespoir même reste en état de grâce.

La suite qui terminait le concert a été écrite pour six instruments, comme un sextuor à cordes où les deux violoncelles seraient remplacés par deux cors. Ils ont le même rôle, qui est de remplir l'harmonie, mais avec l'avantage de leur sonorité plus claire, qui se fond avec celle des cordes en l'illuminant comme d'un reilet intérieur. Le violon cette fois se détache au premier plan, pour des chants aussi libres que ceux d'un oiseau, et pourtant imprégnés de l'émotion la plus profonde. C'est certainement un des chefs-d'œuvre de Mozart que cette composition où l'expression et l'harmonie, seurs trop souvent rivales, s'associent l'une à l'autre et sont d'accord pour nous transporter en un monde meilleur, où la musique est souveraine. Elle date de sa vingtième année.

LOUIS LALOY.

RÉCEPTION DE M. LE MARÉCHAL PÉTAIN A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Lorsque le Maréchal parut, en grande tenue bleu horizon, entre ses deux parrains, MM. Paul Bourget et Maurice Paléologue, — celui-ci remplaçait M. Louis Barthou, empêché au dernier moment par la crise ministérielle, — un silence d'église parcourut la salle comble des grands jours. Tout le monde évoquait la figure géniale, d'imperturbable audace et de bonhomie puissante, qui était là il y a dix ans, et dont la mâle présence allait dominer les discours. Ce n'était plus l'ivresse des premiers jours de la victoire: c'était le souvenir, l'admiration et l'amour. Le sentiment des deuils récents se mêlait à la gratitude pour le chef, qui venait à son tour partager tant de gloire. Rarement on sentit atmosphère plus émue. L'impassible soldat y fut gagné lui-même: le sang colorait son masque de marbre légendaire. Aux premiers mots de son remerciement, qu'il cherchait à tenir dans une note impersonnelle, sa voix se brisa sur le mot « armée ». Les applaudissements éclatèrent.

Toute la personne du Maréchal exprime la dignité la plus majestueuse. Que de fois, à Verdun, j'éprouvai à le voir cette sécurité que traduit le mot: « une tête bien faite »! Sous la voûte d'un front où la pensée se fait lumière, le visage, que voile une moustache pleine de douceur, respire l'humanité. C'est l'équilibre de force et de calme qui fait la beauté raisonnable d'un paysage français. Une figure de ce métal n'était pas déplacée aux pieds de la statue de Descartes.

C'était la première fois que, sous la Coupole, un maréchal de France succédait à un maréchal. L'éloge académique admet une

part de conventions, auxquelles on s'attendait bien que le nouvel immortel ne sacrifierait pas. L'anecdote, la biographie, ressource des amateurs de portraits pittoresques, furent écartées d'emblée. Nul souci d'amuser, nulle avance au public. Point d'image d'Épinal. Le Maréchal, ancien professeur à l'École de guerre, fit une leçon de l'École de guerre. Un exposé de faits, un discours nu, désencombré, une représentation des choses tout intellectuelle ; un mot pour les grands chefs, dont il fit acclamer les noms prestigieux ; une parole chevaleresque à l'adresse de chacune des armées alliées. Le Maréchal lit sans un geste, tenant son papier à deux mains, loin du corps, d'une voix blanche qui articule et frappe chaque syllabe et dont toute la France, pendue aux écouteurs comme au temps des communiqués, n'a pas perdu un mot.

Foch, c'est quatre ans de batailles et c'est la victoire ; mais c'est avant toute chose une doctrine de guerre, une doctrine nourrie de la moelle des lions, sucée dans les exemples et les modèles du grand Empereur. Ici, dans le discours, une page magnifique, vingt lignes éclatantes et une image, celle de Foch, le 5 mai 1921, devant le tombeau des Invalides, tenant en main l'épée d'Austerlitz et s'écriant : « Napoléon ! » comme s'il sommait son dieu de ressusciter d'entre les morts. Toute une génération élabora une idée de la guerre qui se résume dans une crise tragique : la bataille. En 1914, les deux armées se précipitent, animées de ce même esprit d'offensive. La réalité, comme il arrive, donnera plus d'un démenti à la théorie. Oui, durement, patiemment, à travers mille obstacles, en s'accrochant aux fils de fer et en piétinant dans le sang, il fallut faire l'apprentissage d'une guerre nouvelle, d'une guerre monstrueuse qui n'était plus « une lutte d'armées, mais de nations ». De cette guerre, le Maréchal donne un puissant raccourci, un résumé d'histoire à un point de vue tout personnel. On sait que, par les idées, comme par le tempérament, il était souvent l'antithèse de Foch. La France est faite de ces heureux contrastes qui la servent. C'est sa fortune d'avoir toujours trouvé, à l'heure critique, l'homme qu'il fallait.

Cependant, cette heure du destin a fait sonner pour « ce sublime entêté », enragé de se battre et qui refuse de désespérer. L'armée anglaise, disloquée par le coup du 21 mars, chancelle. Foch seul est en état de reprendre en main les choses et de coordonner les forces de la coalition. L'ennemi, après l'affaire du Chemin des Dames, s'est aventuré dans la poche de Château-Thierry. Pendant un mois lourd

d'angoisse, se prépare la suprême partie. Qui ne se rappelle les journées des 15-18 juillet, ces journées de la seconde bataille de la Marne, le pivot de la guerre? L'ennemi est tombé dans le filet savamment tendu à l'avance, il se brise sur l'armée Gouraud : la bête, qui fonçait tête baissée, roule et s'abat, cependant que Mangin lui enfonce dans le flanc son épée victorieuse. Ici, les deux moitiés de la France, le Nord et le Midi, la prudence et l'impétuosité, collaborent au triomphe; l'ennemi, chassé en trois mois de ses retranchements, capitule sans attendre la défaite suprême.

M. Paul Valéry répondait au maréchal Pétain. L'Académie aime ces jeux de la gloire et du hasard, où la Muse répond à l'Eglise, la diplomatie à l'histoire et la poésie à l'épée. Le poète de *la Jeune Parque* a montré qu'il excelle à ces exercices, dont aucun ne déconcerte sa virtuosité. Il est rare qu'il se résigne à descendre de sa nuée. Il s'est souvenu cette fois qu'il était l'auteur de ce morceau prophétique sur l'Allemagne, qui s'appelle *Une conquête méthodique* et qui semble une page de Thucydide sur la constitution de Sparte.

L'idée familière à M. Paul Valéry est celle de technique. Il y a en lui quelque chose d'un cerveau du XVIII^e siècle, d'un contemporain de Fontenelle et de d'Alembert. Il a intégré à la poésie la notion de précision. Je compare ses poèmes au petit temple de son Eupalinos, qui était « le portrait mathématique d'une jeune fille ».

Parlant à un soldat, il s'est bien gardé de lui apprendre son métier. Mais il a dit sur le métier des armes et sur la vie de l'officier des choses excellentes; il y a trouvé l'occasion d'un portrait du soldat français « qui ressemble assez peu aux autres ». Il a montré dans cette connaissance de l'homme que possède le Maréchal, une des causes de son ascendant et la clef de son rôle futur. Puis il analyse les expériences d'un jeune capitaine qui pense aux conditions de la guerre moderne, si profondément modifiée par l'emploi de la machine, de l'arme automatique, et invente une tactique, découvre une méthode adaptée à ces réalités. Rien n'est plus dans sa manière que ce passage sur le rôle du feu dans la bataille. Tout ce qui est « art » l'intéresse; et c'est par ce biais qu'il prend le portrait de son modèle:

Poète, il répugne au discours; il fuit le développement, préfère l'aphorisme, la note, la boutade. Son esprit semble craindre une conduite systématique. Il garde l'allure de primesaut, la démarche de l'essai, de la conversation. Il a su cette fois conserver, dans ce

genre continu qui lui pèse, toute sa vivacité et tout son abandon. Il lit sans aucune coquetterie ; bientôt il oublie où il est, se renverse à demi sur son fauteuil, tourné vers le récipiendaire comme vers un interlocuteur, accoudé au bureau, dans une attitude intime et nonchalante, sans souci du public ; il se laisse aller à sa verve ; son débit prend le galop. Suivait qui pouvait ce torrent de beautés brillantes et bousculées.

De temps à autre un tableau se détache : celui des derniers jours de la « douceur de vivre », puis celui de l'« union sacrée », puis une page émouvante sur l'idée de patrie, ce sentiment « peut-être de la nature d'une douleur », dont on évite de parler, auquel toute âme un peu haute refuse une allusion, mais dont M. Paul Valéry a fait voir qu'il pouvait l'éprouver aussi bien que personne. Le public lui savait gré de découvrir un Valéry qui trop souvent se cache, se dérobe dans son empyrée. « Je n'oublierai pas votre cœur », avait-il dit au Maréchal. Lui aussi consentit à laisser voir un peu du sien, et c'était une fête pour tous de le sentir battre à l'unisson du nôtre. Tant pis pour la poésie pure : jamais M. Valéry ne fut mieux inspiré.

Sa péroraison fut mélancolique. Pour célébrer des vainqueurs, point de chant de triomphe. La Muse qui avait loué les guerriers se voila devant les cruautés inutiles de la guerre. Le génie est-il condamné à ne créer que pour détruire ? N'accumule-t-il les trésors que pour accroître les désastres ? Qui peut se flatter aujourd'hui que la victoire même soit une solution ? Assistons-nous au crépuscule des armes, à la fin d'une race d'hommes qui fut une des plus belles du monde et à laquelle nous devons un Joffre, un Foch, un Pétain ? Ou sommes-nous à la veille d'une de ces convulsions, semblables aux cataclysmes de la nature, où s'abîmera ce qui nous reste de la civilisation ? Cette angoisse imprégnait la fin du discours : c'était le gémississement du poète sur le chaos de grandeurs et de folies, de passions et d'instincts, qui est la misère de notre condition mortelle.

LOUIS GILLET.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

« Du pain ! Du pain ! » Depuis longtemps les peuples européens ou européenisés n'avaient pas entendu ce cri sinistre de la misère humaine. Il retentit maintenant et, par un singulier paradoxe, c'est aux États-Unis, dont la prospérité, naguère, semblait défier tout retour offensif de la disette. Ce n'est pas, d'ailleurs, que le blé ou une denrée quelconque fassent défaut ; au contraire, il y a trop de tout. C'est, nous disent les économistes, la mévente des céréales qui est l'origine de ce malaise économique universel dont chaque crise nationale n'est qu'une variante ou un aspect. La misère est, du moins aux États-Unis, l'effet d'un chômage qui s'accroît à la cadence effrayante de 10 000 ouvriers par jour. L'Angleterre, elle, s'épuise à nourrir ses chômeurs dont les désastreuses expériences du ministère travailliste ne cessent d'augmenter le nombre. Il est évident que le gouvernement fédéral des États-Unis, qui dispose de toute sorte de ressources, prendra d'urgence les mesures nécessaires afin de parer au danger ; mais, pour le moment, des symptômes de désordre se manifestent çà et là : pillage de boutiques d'alimentation, troupes de mendiants ou de bandits, manifestations d'allure révolutionnaire. Moscou, naturellement, attise le mécontentement et amène les plus troubles éléments du peuple des grandes villes. Et la police des États n'est suffisante ni par le nombre, ni par l'entraînement.

Ce n'est point aujourd'hui notre objet de rechercher les origines et les raisons d'une telle détresse, si inattendue, en contraste si étrange avec les ressources latentes du pays ; mais, du spectacle de telles difficultés et de telles souffrances qui n'épargnent même pas les nations dont la richesse semblait la plus enviable, — et qui

éprouvent relativement peu la France, pourtant chargée du poids formidable de la reconstruction de ses régions dévastées, — il importe de dégager une leçon de solidarité entre les peuples, d'entente, de collaboration et de paix. Aussi bien en trouve-t-on, un peu partout, l'expression. C'est, par exemple, l'une des conclusions du discours annuel du président de la Mahanhattan Company, M. Paul Warburg : rechercher, loin de la redouter, la coopération économique avec les autres nations. « Si, dit-il, le bilan mondial s'est trouvé déséquilibré, c'est à cause de la supériorité économique et financière que les années d'après-guerre nous ont assurée. Nous devrions faire tout ce qui est en notre pouvoir pour empêcher cet état de choses de s'accroître encore. » M. Warburg verrait volontiers attribuer à la nouvelle Banque des règlements internationaux qui siège à Bâle le rôle d'un conseil d'hommes d'Etat expérimentés et habiles en matière économique et financière, dont l'avis, par le canal des grandes banques d'émission, pourrait être écouté avec fruit dans tous les pays. « Si merveilleusement que l'Amérique soit représentée au conseil de la Banque, notre Federal Reserve System a laissé échapper la une occasion incomparable de coopération d'une immense importance pour notre pays et pour l'ensemble du monde. » M. Wiggin, président de la Chase National Bank, et M. Nicholas Murray Butler, avec la haute autorité qui lui appartient, ont récemment formulé des conclusions analogues. Ce sont là de favorables sons de cloche qu'il est intéressant de recueillir et qui finiront par être entendus, car la souffrance est une école dont on ne rejette pas les leçons.

La France et l'Angleterre ont fait mieux : elles sont passées aux actes. Les représentants de la Banque d'Angleterre sont venus à Paris et ont échangé leurs vues avec ceux de la Banque de France. Qu'un contact qui sera désormais fréquent ait été établi entre les deux grands Instituts d'émission, c'est un fait de grande importance. La Banque de France n'a aucun intérêt à drainer l'or de la Banque d'Angleterre, car si l'or donne la sécurité monétaire, il n'assure pas la prospérité et ne crée pas la richesse. La défense de la livre sterling est devenue un intérêt d'ordre international et il est naturel que la Banque de France y coopère dans la mesure où elle le peut. Le jeu du commerce libre de l'or fait affluer les réserves britanniques à la Banque de France : celle-ci a donc abaissé son escompte de 2 1/2 à 2 pour 100 et pris d'autres mesures destinées à ralentir ce mouvement et à régulariser les déplacements des capitaux et du

métal précieux. Loin de nous la pensée de nous aventurer dans les arcanes de ce redoutable mystère de l'or que scrute, à la Société des nations, le sous-comité de l'or où la France est si bien représentée par M. de Chalendar; mais comment ne pas constater que le problème de l'or a un aspect politique et entraîne des conséquences politiques? Si une activité économique bien équilibrée et prospère attire l'or, de trop vives appréhensions pour la stabilité politique et pour la paix éloignent les capitaux. Le rétablissement économique de l'Allemagne, l'affermissement du crédit de l'Italie, par exemple, sont liés à la cessation de cette campagne pour la revision des traités qui crée en Europe un état d'insécurité incompatible avec une saine activité économique. N'a-t-on pas aussi, récemment, vu apparaître, dans la presse italienne, la proposition d'une redistribution de l'or actuellement détenu par les banques d'émission des divers pays? On voudrait alarmer et paralyser les capitaux qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

Les gouverneurs des grandes banques d'émission d'Angleterre, d'Allemagne, de Belgique, de France et d'Italie se sont réunis le 11 janvier à Bâle, au siège de la Banque des règlements internationaux; ils ont constaté que les récentes décisions de la Banque de France ont beaucoup contribué à créer une atmosphère de confiance, mais que l'esprit de collaboration financière pour remédier à la gêne économique se développerait plus aisément, si l'assiette politique de la nouvelle Europe paraissait mieux établie et moins menacée par la campagne pour la revision des traités. La Banque étudie sa participation à un emprunt de 500 millions de francs suisses, en faveur des pays agricoles de l'Europe orientale, sous les auspices de la Société des nations.

C'est aussi la manœuvre politique de quelques gouvernements qui a, dès le début, contrarié la bonne volonté générale au *Comité d'études pour l'Union européenne* qui a tenu sa première séance le 10 janvier. Vingt-sept États européens y étaient représentés, dont vingt et un par leur ministre des Affaires étrangères; cinq présidents du Conseil étaient présents. Les circonstances étaient particulièrement favorables, au plus fort d'une crise économique qui atteint plus ou moins toutes les nations; M. Briand ne manqua pas de le faire remarquer dans son allocution présidentielle. On entendit d'abord M. Colijn, ancien président du Conseil des Pays-Bas, qui donna des précisions sur les conclusions et les vœux de la deuxième conférence économique dont il fut le président et qui conclut à la

nécessité d'une action rapide et forte. Mais tout de suite, avec M. Curtius, ministre des Affaires étrangères du Reich, on versa dans la politique.

M. Curtius, avant de partir pour Genève, a fait beaucoup de promesses; il est désormais le prisonnier de cette campagne pour la revision des traités que le ministère Brüning a laissée se développer et qui ne peut le conduire qu'à un échec ou à un conflit. C'est un mot d'ordre, dans le Reich, que 1931 doit être l'année de la revision. M. Curtius a donc saisi la première occasion de poser la question; il l'a d'ailleurs abordée indirectement et de biais. Il promet sa collaboration à l'œuvre d'entente européenne, mais la première condition doit être « l'égalité absolue de tous les États ». C'est là, on le sait, une formule usitée en Allemagne pour signifier la destruction des traités. De quoi s'agit-il, en effet? Tous les États, membres de la Société des nations, s'ils ne sont égaux ni en étendue, ni en population, ni en ressources de toute sorte, sont égaux en dignité et jouissent des mêmes droits comme ils sont astreints aux mêmes devoirs. Le premier de ces devoirs est d'observer loyalement les contrats qu'ils ont signés, comme le premier de ces droits est d'obtenir l'observation de ces mêmes contrats. Le fait d'être lié par un contrat ne constitue pas une inégalité juridique, même pour celui qui se considère comme gêné par ce contrat. Que penserait-on de A qui, devant un million à B et sur le point d'entrer avec lui dans une association avantageuse à tous les deux, commencerait par lui dire : « Établissons d'abord entre nous l'égalité. Je ne vous dois plus rien »? Pour commencer, le Reich, sous couleur d'égalité, réclame la suppression des clauses spéciales de désarmement que le traité lui impose et de la clause de démilitarisation de la rive gauche du Rhin qui ne peut le gêner que si ses intentions ne sont pas pacifiques. Ces questions n'ont naturellement rien à voir avec une coopération économique européenne; mais toute occasion, si mauvaise soit-elle, paraît favorable à une politique qui est en proie à une sorte d'obsession et qui fait passer les satisfactions apparentes d'un amour-propre vindicatif avant les réalités essentielles de ses intérêts.

M. Curtius demande aussi que soient invités à participer à l'union européenne les États qui ne sont pas membres de la Société des nations, en l'espèce l'U. R. S. S. et la Turquie. Et aussitôt voici venir M. Grandi, ministre des Affaires étrangères du royaume d'Italie, qui se fait l'avocat hautain et chaleureux de l'invitation aux bolchévistes

russes et aux Turcs ; il importe, dit-il, de « faire effort pour s'assurer leur appui ». En outre, « deux conditions essentielles se posent pour le succès du projet d'union européenne : un traitement sur le pied d'égalité juridique et politique de tous les États et le désarmement prévu par le pacte de la Société des nations, car coopération européenne implique désarmement et le désarmement est la solution du problème de la sécurité des États européens. »

Ici, nous nageons dans l'absurdité. Il est absurde d'abord de faire de la solution de ces difficultés d'ordre politique la condition d'une coopération économique. Il est absurde de vouloir introduire dans un comité qui émane de la Société des nations des Puissances qui n'en font point partie. Il est absurde de chercher à introduire dans une entente essentiellement européenne un État comme la Turquie qui est asiatique pour plus des neuf dixièmes de son territoire et un autre comme l'U. R. S. S. qui ne paraît à demi européen que si l'on fixe à l'Oural la limite conventionnelle de l'Europe. Il est absurde d'intégrer les Turkmènes du lac d'Aral, les Kirghizes de la Caspienne, les Bouriates de la Sibirie dans l'économie européenne. Il est absurde d'associer l'économie communiste avec l'économie capitaliste qui sont fondamentalement incompatibles. Il est absurde enfin, — et il est superflu de le démontrer une fois de plus, — de prétendre que le désarmement est la condition de la sécurité.

Toutes ces absurdités, M. Mussolini et ses collaborateurs sont trop fins pour n'en être pas pleinement conscients. Ils se rendent même fort bien compte de ce qu'il y a de paradoxal et de scandaleux dans le fait que les bolchévistes de Russie seraient introduits dans l'Europe économique et politique par l'homme qui s'est imposé à la reconnaissance des Italiens pour les avoir délivrés du communisme. Mais il s'agit, pour le Gouvernement fasciste, d'un moyen particulièrement coloré d'affirmer sa résolution d'opposer à l'organisation de la paix telle que la conçoivent la France et l'Angleterre, — c'est ce que la presse italienne appelle l'hégémonie française, — un système politique dont l'Italie serait l'axe et qui grouperait l'Allemagne et la Hongrie avec le concours de la Russie communiste. La Turquie est invitée à entrer dans la combinaison ; la Bulgarie et même la Grèce en sont sollicitées. La révision des traités est le ciment de la combinaison. Elle en est aussi la pierre d'achoppement, car, aucune Puissance, en Europe, n'étant disposée à jouer le rôle du guillotiné par persuasion, une telle politique ne saurait conduire qu'à une impasse ou à un conflit. Il se trouve, même en

Allemagne, des hommes qui ont gardé assez de sang-froid pour s'en rendre compte. Nous ne serions pas étonné que le chancelier fût l'un de ceux là. Quelques jours avant la réunion du Comité d'études, le *Popolo d'Italia*, que dirige M. Arnaldo Mussolini, annonçait que « le spectre d'un bloc italo-germano-russe était en train de devenir une réalité imposante » et que « le rapport qui existe entre cette combinaison et les relations amicales que ces trois grandes puissances entretiennent avec le groupe turco-gréco-bulgaro-hongrois serait la nouveauté sensationnelle de Genève ». Ainsi, de la part de l'Italie, désir d'étonner le monde, de la part de l'Allemagne, besoin d'apporter quelque satisfaction à une opinion publique surchauffée, c'est de ce double coefficient qu'il convient de diminuer la manifestation d'une politique trop voyante pour être solide, trop paradoxale pour être pratique, trop immorale pour être heureuse.

A Genève, cet éclat du premier jour n'a même pas empêché le Comité d'études de tracer le dessein d'une politique pratique pour l'avenir. M. Arthur Henderson, après avoir brûlé quelques grains d'encens aux idoles de la II^e Internationale, se rallia, dans la Commission des six, à la proposition transactionnelle de M. Titulesco. La question de principe, posée par M. Grandi, fut écartée; il fut entendu que, pour le moment, l'U. R. S. S. et la Turquie seraient invitées seulement à certains travaux économiques. Même ainsi limitée, leur participation reste indésirable. Sept puissances (Norvège, Suède, Danemark, Pays-Bas, Belgique, Espagne, Yougoslavie) ont fait sur ce point d'expresses réserves et elles ont été bien inspirées. On s'apercevra, dès que l'on tentera des réalisations pratiques, que les principes économiques et les pratiques politiques des bolchévistes de Russie ne sauraient s'adapter à l'économie européenne dont, au contraire, la coordination ne peut se réaliser que si elle se donne pour objet de résister à l'infiltration communiste, au *dumping* qui est l'une des causes du chômage et à la révolution qu'il prépare. Il faudra, sous peine d'échec définitif, en revenir là. Nous avons dit ici, dès l'origine, qu'une union européenne ne se réaliserait qu'en face d'un danger extérieur. Les événements se chargeront de ramener l'Europe au bon sens. Espérons qu'il ne sera pas trop tard.

Finalement, le Comité d'études a constitué un sous-comité de neuf membres chargé de rechercher les moyens pratiques de porter remède à la mévente des céréales dans les États agricoles de l'Europe danubienne et orientale. Un office central serait créé à Bâle, auprès de la Banque des règlements internationaux, afin d'organiser,

avec le concours des banques nationales de chaque pays, le crédit agricole. Il s'agirait, en somme, d'une sorte de *clearing house* du commerce des blés. Le danger serait de tomber dans un excès de réglementation et de bureaucratie; il est possible et souhaitable d'aider et de faciliter le commerce, mais il faut se garder de glisser, sur la pente socialiste, à une sorte de commerce d'État, ou plutôt de super-État.

Malgré les divergences flagrantes qui s'y sont affirmées, et en raison même de ces divergences, les gouvernements représentés au Comité d'études pour l'Union européenne ont senti que le remède le plus nécessaire, le plus urgent, au malaise économique qui engendre le malaise politique et social, est de rétablir la confiance et de rassurer les esprits émus. Si peu de poids que l'on attache à des paroles qui succèdent à tant d'autres paroles de même inspiration généreuse, il est intéressant de constater que M. Curtius et M. Grandi, — en toute bonne foi sans aucun doute, — ont proposé et signé avec M. Henderson et M. Briand le manifeste par lequel le comité a voulu clore ses travaux. C'est donc qu'ils se rendaient compte combien leur agitation contre les traités inquiète l'Europe et paralyse les affaires.

« ... Il nous est apparu clairement qu'un des obstacles à la reconstruction économique est le manque de confiance en l'avenir, dû à l'anxiété qui règne au sujet de la situation politique. Cette anxiété a été augmentée par certains bruits émanant de milieux irresponsables sur la possibilité d'une guerre internationale. Nous reconnaissons qu'il existe actuellement en Europe des difficultés politiques et qu'elles ont encore été accrues par l'instabilité et le malaise économique résultant de la crise générale. Le mieux que nous puissions faire pour améliorer la situation économique est de ne pas laisser douter de la solidité de la paix en Europe... Nous tenons à proclamer que nous sommes plus que jamais résolus à nous servir du mécanisme de la Société des nations pour empêcher tout recours à la force. »

De la première réunion de travail du Comité d'études pour l'Union européenne il reste, en définitive, la déclaration qu'on vient de lire dont il ne faut ni rabaisser la valeur, ni exagérer la portée; il reste une commission permanente pour prolonger l'activité du Comité et préparer la session de mai; il reste surtout le commencement et le plan général d'une action pour l'organisation européenne du crédit agricole et du commerce des céréales. Pour la première fois la

confiance est née, au sein du Comité et autour de lui, qu'il sortira quelque chose d'utile de ses efforts et que les premiers linéaments de l'Europe économique se dessinent. Ouvrant, le 21 janvier, la session de la Société des Agriculteurs de France, son éminent président, le marquis de Vogüé, membre du Conseil d'administration de la Banque des règlements internationaux, montrait l'insuffisance, pour parer à la crise économique, de toute solution nationale et la nécessité d'une organisation mondiale. M. Pierre-Étienne Flandin lui fit écho et mit en lumière les efforts déjà tentés, les réalisations déjà esquissées, particulièrement en Europe orientale. C'est le chemin de l'avenir. Il faut s'y engager avec prudence, mais avec confiance.

Le Conseil de la Société des nations, comme s'il répondait à l'appel du Comité d'études pour l'Union européenne, a réglé, dans une atmosphère d'apaisement et d'équité, les différends soulevés par l'Allemagne à propos des élections polonaises. Quels cris la presse nationaliste allemande n'avait-elle pas jetés à ce sujet et quelles sommations au Gouvernement? Les journaux de M. Hugenberg allaient jusqu'à demander que les élections polonaises fussent annulées et recommencées. De fait, il y avait eu, çà et là, en Haute-Silésie, des violences, et même deux morts; seulement, ces morts étaient des Polonais tués par des manifestants allemands. Durant la dernière campagne électorale, en Allemagne, n'a-t-on pas compté plus de vingt morts et des centaines de blessés au cours de bagarres entre troupes d'assaut des divers partis? Mais, dès qu'il s'agit des Polonais, l'Allemand ne raisonne plus. Rien de plus caractéristique à ce sujet que les *Mémoires* du prince de Bülow. Lisez, par exemple, les pages 462 à 472 du premier volume, vous y verrez l'idée qu'un Allemand très cultivé et très intelligent se fait des Polonais. Ils n'ont pas de droits; leur existence même est un attentat à la nationalité allemande dont ils ont reçu une culture dont ils ne sont pas dignes. « J'étais convaincu, dit-il notamment, que le rétablissement de l'indépendance polonaise serait le plus grand malheur qui pût nous arriver. » Ce qui est grave, c'est que, chez les Allemands, ces sentiments sont instinctifs, traditionnels et qu'ils échappent à la raison.

Dans l'atmosphère de Genève, les faits étudiés sérieusement, dans un esprit de justice et d'impartialité, perdent leur venin et ne sont plus... que ce qu'ils sont. Une commission s'est emparée des dossiers et, grâce à l'esprit politique de M. Zaleski et de M. Curtius,

des solutions qui respectent la vérité sans blesser l'amour-propre des deux parties ont été acceptées. Le Gouvernement du Reich reçoit les satisfactions auxquelles il pouvait prétendre, mais les droits souverains de l'État polonais sont respectés. « Il faut en arriver à une situation comme celle qui existe en Suisse », a conclu M. Henderson. Oui, pourvu que les droits de la minorité polonaise en territoire allemand (près de 500 000 âmes) soient également respectés. Telle est la vertu lénifiante de Genève et l'autorité du Conseil.

On s'est occupé aussi de la future conférence pour la limitation des armements qui se tiendra en février 1932. A ce sujet, M. Henderson a réédité de dangereuses utopies. M. Briand a prononcé quelques paroles pleines de bon sens qu'il est utile de souligner. « Il est entendu que la convention à venir sera compatible avec les exigences de la sécurité, cette dernière étant un élément nécessaire d'appréciation pour le désarmement, étant entendu aussi qu'on ne s'en servira point comme d'un prétexte à ne rien faire ou à moins faire. Il s'agit moins de fixer un nombre de soldats, de canons et de mitrailleuses que de fortifier la volonté de ne point s'en servir. Un problème moral accompagne le problème technique. » Telle est, en effet, la juste mesure.

En France, c'est encore la mévente des blés qui a mis à mal le ministère Steeg. A vrai dire, il n'a trainé quarante jours une vie précaire qu'à la condition de ne rien faire si ce n'est des concessions dangereuses aux socialistes. Il s'était constitué, dans des conditions paradoxales, à la suite du vote du Sénat contre le cabinet Tardieu, à l'encontre de la volonté du pays et de la majorité qui s'est affirmée depuis deux ans à la Chambre et que quelques défections individuels n'ont pas durablement entamée. Il était à la merci du moindre incident. On ne prévoyait pas cependant qu'il succomberait à des dissensions intestines. M. Victor Boret qui, le 4 décembre, avait éperonné, au Sénat, le cabinet Tardieu, a torpillé, à la Chambre, le 22 janvier, la propre galère sur laquelle M. Steeg l'avait embarqué.

Le ministre de l'Agriculture nourrissait de vastes projets qu'il est devenu superflu de discuter. Il se proposait d'instituer un office national du blé. En attendant, il s'était mis en tête de faire hausser le prix du blé, en élevant les droits de douane, jusqu'à 175 francs. Ce désir n'a rien en soi que de légitime; mais le prix du blé doit être le résultat d'une moyenne, ou d'un compromis, entre un cours

qui soit assez rémunérateur pour le cultivateur et un prix du pain qui ne soit pas trop élevé pour les salaires du citadin. Enfin et surtout, M. Boret, sans attendre que le Gouvernement en ait délibéré, révéla ses projets précisément à ceux qui, par leur situation commerciale, étaient bien placés pour en profiter. M. Léon Meyer, sous-secrétaire d'État à l'Économie nationale, se fit le défenseur du pain moins cher et menaça de donner sa démission; on le vit, à la séance du 16 janvier, quitter le banc du Gouvernement et critiquer sans ménagements, dans les couloirs, les procédés de son collègue. L'autorité du président du Conseil s'avéra impuissante à apaiser le conflit et, le 22, M. Buyat, député de l'Isère, interpella le Gouvernement sur les manœuvres du ministre de l'Agriculture ayant pour effet de fa voriser la spéculation. Déjà, au début de la séance, la dialectique acérée de M. Paul Reynaud avait, à propos de finances, ébranlé le fragile édifice du Gouvernement. Un coup d'estoc de M. Pierre-Étienne Flandin, portant la question du blé sur le terrain politique, acheva de le mettre à terre.

En vain M. Steeg, défenseur désespéré d'une cause perdue, tenta une diversion et rappela, à propos des dissensions qui surgissent parfois entre les membres d'un même ministère, l'incident relatif au cinquantenaire de Jules Ferry, dont les gauches se servirent pour disloquer le cabinet Tardieu. « C'est à tous ceux qui pensent comme nous sur ces questions que je fais appel. » Cet appel de détresse est tombé dans le vide. De tels arguments peuvent encore produire quelque effet au Sénat. N'est-ce pas devant la Haute Assemblée que, le 8 juillet, M. Philip lançait à M. Tardieu cette apostrophe historique : « Nous considérons que l'idée laïque fait partie de l'outillage national, avant vos routes, vos ports, vos programmes et vos travaux. » Une telle confusion entre l'économie politique et le vieil anticléricalisme n'a plus guère de prise sur la Chambre. En tout cas, elle n'a pas sauvé M. Steeg, qui fut battu par 293 voix contre 283 et 20 abstentions. Les onze députés communistes ont voté contre le Gouvernement et, parmi eux, MM. Duclos et Marty que le cabinet Steeg s'était hâté de tirer de la prison où les avait conduits leur propagande d'insurrection auprès de nos jeunes soldats. Ces deux traits achèvent de caractériser la séance parlementaire du 22 janvier et la chute attendue et nécessaire du ministère Steeg.

Cette malencontreuse parenthèse est donc close. Que sera le ministère de demain ? On l'ignore encore à l'heure où nous écrivons. Il est vraisemblable que M. Pierre Laval, auquel le

Président de la République s'est adressé après que M. Briand eut, de Genève, décliné cet honneur, mèn timer à bien sa mission. Mais quel ministère fera-t-il ? L'expérience des cabinets Chautemps et Steeg montre qu'il n'y a pas de majorité à la Chambre pour un cabinet prisonnier des socialistes. La mésaventure du cabinet Tardieu prouve qu'un ministère qui ne rallie pas au moins une partie des voix du groupe radical-socialiste est en butte à l'opposition d'une moitié du Sénat. Dans ces conditions, il semble naturel que M. Pierre Laval s'oriente vers un cabinet de large concentration ; mais ne se heurtera-t-il pas au même écueil sur lequel il a échoué en décembre ? Verrons-nous le groupe radical-socialiste, enfin revenu de ses illusions cartellistes, accepter, comme il le fit naguère, sous la houlette de M. Poincaré, de collaborer à un ministère dans lequel figureraient aussi des représentants de l'Union républicaine démocratique ?

Qui dit concentration dit souvent impuissance, car un cabinet où des opinions parfois fort éloignées sont représentées, est condamné à l'inaction, sous peine de se désagréger, à moins qu'il ne soit dominé par une personnalité forte et indisentée. M. Laval serait-il ce chef ? Il lui reste à en faire la preuve, la bonne volonté générale lui est acquise d'avance. Les circonstances actuelles réduisent au minimum les inconvénients d'un Gouvernement de concentration. Ce sont des faits d'ordre extérieur qui imposeront au ministère de demain son programme : crise économique mondiale, offensive contre les traités. Les solutions doivent être nationales, non de parti ou de groupe. Seuls s'excluent donc eux-mêmes les partis qui ne votent pas le budget, qui mettent la sécurité nationale dans le désarmement et qui préconisent l'avènement d'une économie collectiviste. Il nous faut un ministère qui, jusqu'aux élections de 1932 au moins, gouverne la France, parmi les plus sérieuses difficultés, avec esprit de suite, avec sagesse, avec autorité. C'est, avant le gâchis, l'ultime et décisive expérience.

RENÉ PINON.

ut,
lais
et
un
ar-
rtie
ion
que
on ;
oué
nfin
ere,
ère
pu-

où
mné
soit
it-il
rale
t au
ion.
e de
sive
arti
i ne
s le
lec-
932
tés,
t le